

مكتبة الشرق

Le Monde

ENQUANTE-DEUXIÈME ANNÉE - N° 15997 - 7 F

MERCREDI 3 JUILLET 1996

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

Les documents saisis chez M. Tiberi relancent l'enquête du juge Halphen

Le ministre de l'intérieur approuve le refus de coopérer de la PJ

LE MINISTRE de l'intérieur, Jean-Louis Debré, a estimé, lundi 1^{er} juillet, que le directeur de la police judiciaire parisienne, Olivier Roll, qui avait interdit aux policiers d'accompagner le juge Halphen au domicile de Jean Tiberi, a « donné les ordres qui convenaient ». Le ministre de l'intérieur a estimé que le directeur de la police judiciaire parisienne, Olivier Roll, qui avait interdit aux policiers d'accompagner le juge Halphen au domicile de Jean Tiberi, a « donné les ordres qui convenaient ». Le ministre de l'intérieur a estimé que le directeur de la police judiciaire parisienne, Olivier Roll, qui avait interdit aux policiers d'accompagner le juge Halphen au domicile de Jean Tiberi, a « donné les ordres qui convenaient ».



Lire page 7

L'attentat de Bastia traumatise la Corse

Des policiers du Raid seront envoyés dans l'île

POUR la première fois depuis le début des violences en Corse, en 1975, une voiture piégée a sauté au milieu de la foule, lundi 1^{er} juillet à Bastia dans le quartier du vieux port, devant les locaux d'une société de gardiennage de fonds dirigée par des nationalistes. Cet attentat, qui a fait un mort, Pierre-Louis Lorenzi, et une quinzaine de blessés, visait apparemment Charles Péri, secrétaire national pour la Haute-Corse de la Cimcofra nazionalista, vitrine légale du FLNC-canal historique. M. Péri, gravement blessé, a perdu un œil dans l'attentat. Une seconde personne restait hospitalisée mardi matin.

Des comptes sanglants entre mouvements rivaux, prend soin d'épargner la population. Même à l'époque où le FLNC s'en prenait à la police ou aux gendarmes, un tel degré de violence n'avait pas été atteint. L'affaire a été confiée à la quatrième section, dite antiterroriste, du parquet de Bastia. Des policiers d'élite du Raid ont été envoyés sur place. « De tels actes de violence sont intolérables et leurs auteurs doivent rendre des comptes à la justice », a déclaré le ministre de l'intérieur, Jean-Louis Debré qui a exprimé son « indignation après l'attentat qui a frappé plusieurs personnes, notamment une enfant et des personnes âgées ». M. Debré a ajouté que « la violence ne peut qu'engendrer la violence et ne sert qu'à alimenter le cycle de la vengeance ».

Lire page 6
notre enquête page 11
et l'édition page 13

Mariages fictifs et travailleurs clandestins en Israël

JÉRUSALEM de notre correspondant. Le nouveau ministre israélien de l'intérieur, un ultraconservateur religieux nommé Elihaou Suissa, s'est dit « atterré » par la nouvelle. Selon Batya Carmon, haut fonctionnaire de son ministère, « plusieurs milliers de travailleurs étrangers se marient fictivement avec des jeunes israéliennes et font ensuite venir leur famille au pays ». Bien sûr, c'est à cela que le ministre faisait allusion en déclarant que le phénomène, « qui sera combattu sévèrement », pourrait avoir « de redoutables implications sécuritaires pour Israël ». Les mariages fictifs ne sont pas juifs.

Le vieux slogan sioniste du « travail juif pour un État juif » a fait long feu. Le recours à d'autres bras pour les champs, l'hôtellerie, le bâtiment et le personnel de service a commencé de se développer à la fin de 1967, après la conquête des territoires palestiniens de Gaza et de Cisjordanie. En 1990, rappelle le Journal Yedioth Aharonot, 174 000 Palestiniens étaient légalement employés en Israël. Pour des « raisons de sécurité », ce nombre n'a cessé de diminuer. Il n'est plus aujourd'hui, lorsque les territoires occupés ne sont pas bouclés, que de 60 000. Alors que les Palestiniens ne cherchent nullement à s'intégrer et passent la nuit ou

le week-end en famille, les dizaines de milliers de Thaïlandais, de Ghanéens, de Nigériens, de Chinois, de Roumains, de Philippins, de Russes qui remplissent les tâches refusées par les Israéliens juifs sont célibataires pour la plupart, et on peut les voir errer, pendant leur temps libre, dans le centre des villes. Du coup, prétendait lundi 1^{er} juillet le Haaretz, les phénomènes de « beuverie sur la voie publique, de brutalités intercommunautaires, de criminalité, de prostitution et de tentatives de viol » ne cesseraient d'augmenter. Sans parler des braconnages auxquels se livrent, dans les parcs protégés du pays, de nombreux travailleurs thaïlandais qui, en dépit de l'appel solennel lancé le 6 mai dernier par leur ambassadeur à Tel-Aviv, ne comprennent toujours pas pourquoi ils n'amélioreraient pas un peu leur maigre ordinaire avec la viande des chevreuils importés à grand prix en Terre promise.

Patrice Claude

POINT DE VUE

En finir avec les séismes monétaires

par Yves-Thibault de Silguy

L'EURO verra le jour le 1^{er} janvier 1999. La naissance d'une monnaie unique en Europe conduit inéluctablement à s'interroger sur le devenir du système monétaire international.

Après l'effondrement, dans les années 70, du système de Bretton Woods, le dollar est resté la principale monnaie d'échange, mais ses fluctuations parfois brutales inquiètent. La stabilité monétaire est en effet nécessaire au développement ordonné et rapide des échanges.

La création de l'euro offre ainsi l'opportunité de relancer la coopération monétaire internationale. De 1944 à 1971, les rapports entre devises étaient régis par

quelques principes simples : un régime de change fixe par rapport au dollar, avec des marges de fluctuations limitées à plus ou moins 1 % ; une convertibilité du dollar en or garantie au taux de 35 dollars l'once ; des taux de change réajustés à intervalles relativement lointains en fonction de l'évolution de l'inflation et de la compétitivité des économies. Cette « rigidité » a coïncidé avec une période d'expansion puis, qu'en moins de vingt-cinq ans la richesse mondiale a été multipliée par trois en termes réels et le volume des échanges internationaux par quatre.

Entre 1971 et 1973, les conséquences inflationnistes de la guerre du Vietnam, jointes à la diminution relative de la part américaine dans la production mondiale et à l'émergence de marchés financiers structurés ont conduit à l'effondrement du système de Bretton Woods, entraînant au monde un changement majeur dont les effets se font encore sentir.

Lire la suite page 12

Yves-Thibault de Silguy est commissaire européen, chargé des affaires économiques, financières et monétaires.

Eurockéennes à Belfort

CENT MILLE personnes sont attendues à Belfort, du 5 au 7 juillet, pour la huitième édition des Eurockéennes, un festival qui s'impose désormais comme l'égal des grandes manifestations européennes du genre. Cette année, treize-cinq groupes ou chanteurs se succéderont sur les trois scènes, dans le site bucolique de Malsaucy. Parmi les très grandes vedettes mondiales, seront présentes Patti Smith, Lou Reed, David Bowie et les Red Hot Chili Peppers. Mais il ne faut pas manquer non plus l'indolent Californien Beck et l'étonnante Me'Shell Ndegeocello, un « oiseau rare » de la musique soul.

Lire page 24

La revanche d'« Il Magnifico »



MARIO CIPOLLINI

TOUR DE FRANCE. Battu, puis déclaré lors de la première étape pour avoir gêné le Français Frédéric Moncassin dans le sprint final, l'Italien Mario Cipollini a pris sa revanche, mardi 2 juillet, à Wasquehal (Pas-de-Calais), en gagnant sans difficulté le sprint du peloton. « Il Magnifico », le coureur le plus rapide et le plus élégant de la Grande Boucle, a confirmé ainsi son ambition de gagner le plus d'étapes possibles avant de s'envoler pour les Jeux olympiques d'Atlanta, où il verra une médaille d'or.

Lire page 20

International	2	Agenda	23
France	6	Abonnements	23
Société	4	Météorologie	23
Carnet	10	Mots croisés	23
Horizons	11	Culture	24
Entreprises	16	Guide culturel	27
Économie	18	Communication	28
Aujourd'hui	28	Radio-télévision	28

élu
lingue

« Vache folle »
en 1990, une note
de Bruxelles
souhaitait une
désinformation

Boris Eltsine réapparaît

Le retour du président russe, lundi 1^{er} juillet à la télévision, à deux jours du second tour de l'élection présidentielle, n'a pas calmé les inquiétudes sur son état de santé. Le général Lebed, n° 2 du régime, a réclamé les pleins pouvoirs en matière de sécurité.

Le nouveau défi de Radovan Karadzic

Radovan Karadzic, chef des Serbes de Bosnie, continue de déferler la communauté internationale. Son parti a présenté sa candidature à l'élection présidentielle de septembre.

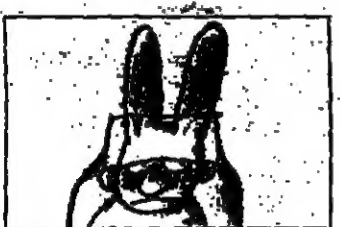
Récession à l'est de l'Allemagne

Après avoir dopé l'activité économique de l'ensemble de l'Allemagne, les Länder de l'est s'effondrent dans la récession.

Le prix de la santé

Pour se soigner, chaque Français a dépensé 11 735 francs en 1995.

Lapin et cornichon



Dans notre page Goûts, la famille au lapin. Chez Jean, à Mémilmontant, et l'art du cornichon un peu partout.

Amiante mortelle

Selon un rapport de l'INSERM, 1950 personnes mourront cette année, en France, à la suite d'une exposition à l'amiante.

Superphénix peut continuer

Superphénix, le surrégénérateur installé à une cinquantaine de kilomètres de Lyon, peut continuer à fonctionner, estime une commission scientifique.

Les langues à l'école primaire

L'expérience d'initiation à une langue étrangère à l'école primaire se heurte à la formation insuffisante des enseignants.

Les épreuves de Digital

Le redressement du n° 3 de l'informatique américaine, Digital Equipment, reste à confirmer. Le vice-président du groupe a donné sa démission.

Abonnements : 3 DM ; Autriche-Guyane, 6 F ; Belgique, 20 F ; Canada, 25 \$ CAN ; Côte d'Ivoire, 200 F CFA ; Danemark, 16 DKK ; Espagne, 220 Ptas ; Grèce, 2000 Drac ; Irlande, 1200 Ir£ ; Italie, 2200 L ; Luxembourg, 40 FF ; Maroc, 10 DH ; Norvège, 14 NOK ; Pays-Bas, 3 FF ; Portugal, 200 Esc ; Royaume-Uni, 6 F ; Suède, 100 F ; Suisse, 15 Sfr ; Taiwan, 200 N.T.S. ; USA, 2 \$; USA (autres), 2,60 \$.

M 0147-0708-7 00 F



EN VENTE DES AUC

abonnement 1996 à 1997 2115 F

abonnement 1996 à 1997 2115 F

PRÉSIDENTIELLE Le président Boris Eltsine est apparu à la télévision, lundi 1^{er} juillet, après avoir disparu de la scène publique depuis jeudi 27 juin. Toutefois, cette

intervention n'a pas dissipé les craintes sur l'état de santé du chef de l'État à la veille du second tour de l'élection présidentielle, mercredi 3 juillet. Le candidat communiste,

Guennadi Ziouganov, a demandé la mise en place d'une commission d'enquête médicale et a jugé que le pays se trouvait dans un « état de pré-infarctus électoral ». ● EN CAS

DE RÉSULTAT SERRÉ, les adversaires de M. Eltsine estiment que le pouvoir pourrait recourir à des fraudes pour truquer le scrutin. ● L'ANTERNE ROUGE de l'économie, l'agri-

culture est restée à 95 % l'apanage des kolkhozes, où le vote communiste domine. Les nouveaux « fermiers libres » appréhendent une victoire de Guennadi Ziouganov.

Le niveau de participation pourrait déterminer l'issue du scrutin en Russie

Le Kremlin redoute une forte abstention, qui profiterait au communiste Guennadi Ziouganov. Boris Eltsine, malgré des signes de fatigue évidents, est réapparu à la télévision pour exhorter ses compatriotes à aller voter

MOSCOU
de notre correspondant
Boris Eltsine a été péniblement ramené sur scène, lundi 1^{er} juillet, après cinq jours d'absence manifestement dus à des problèmes de santé non identifiés. Ces difficultés pourraient-elles contribuer à sa défaite lors du second tour de l'élection présidentielle, mercredi 3 juillet, faisant ainsi de M. Eltsine le premier occupant du Kremlin à être chassé par des élections ? Une anecdote soviétique a repris de la jeunesse ces jours-ci à Moscou : Napoléon, administrateur, dit à Brejnev : « Si j'avais des journaux comme la Pravda, personne n'aurait entendu parler de Waterloo ! ». Le rôle de la Pravda étant maintenant assumé, avantageusement, par un paysage médiatique plus coloré mais largement acquis au pouvoir, les électeurs n'auront presque rien de ces derniers déboires du président.

Sa double apparition, lundi à la télévision, a pourtant été décriée par les analystes comme étant la preuve d'ennuis de santé n'ayant pas grand-chose à voir avec un mal de gorge. Deux brèves séquences, bien coupées au montage, n'ont pu faire mieux que le présenter assis, figé, lisant deux minutes d'appel au vote, puis, dans le même cadre et la même tenue, tenant des propos anodins avec le premier ministre,

Viktor Tchernomyrdine, sur le sommet du G7 de Lyon. Le but étant de montrer qu'il ne s'agit pas de savants montages, mais d'activités menées lundi, comme cela avait été dit. La population, en tout cas, y a cru.

PUBLICITÉ REFUSÉE
Le politologue américain Michael McFaul de la Carnegie, qui semblait si inquiet samedi 29 juin, estimait, lundi soir, que la santé de Boris Eltsine ne semblait devoir, « à présent, jouer aucun rôle le jour du vote ». Même Alexei Fodberiozine, le conseiller du candidat communiste, Guennadi Ziouganov, disait sur un ton las au Monde que cette influence sera « marginale ». Quelques signes continuent pourtant à montrer, lundi, que la belle assurance affichée depuis près de trois mois par les équipes menant la campagne du président sortant avait des failles.

La première chaîne de télévision, ORT, a ainsi refusé de diffuser, lundi soir, au dernier jour autorisé de campagne, la seule publicité payante de cinq minutes commandée par le « bloc des forces populaires et patriotiques » de M. Ziouganov sous prétexte que son paiement, versé dans la matinée, comme l'atteste un reçu bancaire, n'était pas arrivé le même jour sur les comptes de l'ORT. Certes, le Parti commu-



PANCHO

niste, désargenté, peut être formellement accusé de s'être pris trop tard, mais, au regard du défilé de publicité, payante et camouflée, vantant le pouvoir en place des heures durant et chaque jour depuis des mois, il est intéressant de noter que cinq minutes en faveur du candidat de l'opposition puissent faire peur. Il est vrai que, pour une fois, ce

n'était pas Guennadi Ziouganov qui devait s'exprimer mais un acteur non communiste, Stanislav Govoroukhine, autrement plus « parlant » pour des indécis. Il voulait accuser le pouvoir d'avoir falsifié les résultats du 16 juin (en évoquant le bond étrange, de 62 % à 70 % de la participation durant les deux dernières heures du scrutin) et dénoncer la corrup-

tion au Kremlin. Enfin, en insistant sur la manipulation des médias, M. Govoroukhine voulait mettre en garde sur les dangers potentiels d'un second mandat accordé au pouvoir en place.

C'est ce qu'il a expliqué lors d'une réception offerte par M. Ziouganov, lundi, aux ambassadeurs accrédités à Moscou. Mais aucun des représentants des grands pays occidentaux n'a jugé bon de se rendre à cette cérémonie. Comme si M. Ziouganov avait, d'avance, perdu toute chance de l'emporter mercredi, malgré la forte probabilité d'une issue aussi serrée au second tour qu'au premier. Les analystes parlent maintenant d'un « effet second tour », le premier à se dérouler en Russie et mal pris en compte par les équipes présidentielles. Le vote communiste, stable lors des scrutins à un tour de toutes ces dernières années, gonflera sûrement pour la première fois en raison du report d'une partie des voix données aux huit « outsiders », notamment MM. Lebed, Iavlinski et Jirnovski. Mais c'est le niveau de la participation qui sera décisif : à 60 %, disent certains sondages, les deux candidats seront à égalité. A moins, c'est M. Ziouganov qui a l'avantage.

Toutes les variables censées jouer « à la marge » - falsifications, santé de Boris Eltsine ou

beau temps qui chassera les « nantis » des villes vers leurs datchas - auront donc une importance capitale. Mais chacun ici - à commencer par MM. Eltsine et Ziouganov eux-mêmes - évite de spéculer sur l'éventualité d'une victoire du candidat communiste, alors qu'on glose sans fin sur qui sera l'héritier de Boris Eltsine à la présidence ou de Viktor Tchernomyrdine au poste de premier ministre. Au passage, personne ne proteste contre la violation de la Constitution étant donné que le second tour de scrutin se déroule sans loi sur les modalités d'une transmission de pouvoir. Mais les communistes n'ont pratiquement pas protesté, renforçant l'impression, assez courante à Moscou, que s'ils perdent mercredi c'est qu'ils l'auraient bien voulu.

Sophie Shihab

■ Alexandre Lebed, secrétaire du conseil de sécurité, a annoncé, mardi 2 juillet, que la Russie allait introduire, dans « un délai proche », un régime de visa plus strict pour les ressortissants étrangers. Le 27 juin, le général avait déjà émis cette idée, proposant en outre de « classer les États selon leur bienveillance envers la Russie ». M. Lebed a également demandé, mardi, à bénéficier des « pleins pouvoirs » en matière de sécurité. - (APR)

Moscou refuse un visa au directeur du Comité juif américain

La Russie a refusé un visa au directeur du Comité juif américain (AJC) qui devait participer à un congrès sur les juifs de l'ex-URSS à Saint-Petersbourg, a annoncé l'AJC. Selon l'AJC, le consulat russe à New York a expliqué que « M. Harris a une longue histoire avec nous ». Le Comité a rappelé que M. Harris avait été un des principaux défenseurs des droits des juifs soviétiques dans les années 1970-1980, et qu'il avait été expulsé en 1974 d'URSS, où il enseignait. L'AJC estime que ce refus de visa « est à rapprocher d'autres signes gênants ces derniers mois » en Russie. L'Agence juive en Russie, qui organise notamment l'émigration des juifs de l'ex-URSS vers Israël, avait récemment dénoncé la fermeture de plusieurs de ses bureaux en Russie et la multiplication des difficultés administratives de la part des autorités russes. - (APR)

MOSCOU
de notre correspondant
« Si l'écart entre le vainqueur et le perdant est réduit, la situation en Russie peut être sérieusement déstabilisée », a estimé, à l'approche du second tour, Dmitri Olschanski, directeur du centre d'analyse stratégique de la présidence russe. La raison, non-dite, de ce risque est qu'une victoire serrée aura peut-être été obtenue grâce à la fraude, ouvrant la porte à une dangereuse contestation. Les conseillers du président Eltsine ne se vantent-ils pas, depuis des mois, de pouvoir « récupérer » quelques pourcentages pour donner un petit « coup de pouce » à leur candidat ?

Le millier d'observateurs étrangers n'ont, comme c'est souvent le cas, rien décelé lors du premier tour du 16 juin. Il faut dire qu'il y avait cent fois plus de bureaux de vote (93 000) que d'observateurs. Comment contrôler les élections dans un pays dont une seule région, celle de Khabarovsk (en Extrême-orient) est aussi grande que le Royaume-Uni, la Norvège, la Suède

L'omniprésente perspective de la fraude électorale

et le Japon réunis ? », a reconnu le chef de la mission de l'OSCE, principal « garant » international du scrutin.

Les résultats du vote en Tchétchénie ont montré que le pouvoir n'hésitait pas - là où il n'y a pas de contrôle - à ajouter des voix à Boris Eltsine. Dans cette République, le président russe a « rafé » 239 905 voix, soit 64 % des suffrages (soit 0,25 % des voix exprimées au niveau national). La fraude a été massive.

■ **URINES VOLANTES**
Il est à craindre que la Tchétchénie ne constitue pas l'exception à la règle d'un scrutin généralement honnête, car les votes sans contrôle sont nombreux en Russie : dans les casernes, les prisons, les hôpitaux, à l'étranger. Le nombre des inscrits à l'étranger, qui comprend civils et militaires, est ainsi passé de 380 000 en décembre 1995 à 540 000 en juin 1996 (-42 %). Les résultats de ces votes sont transmis par le ministère russe des affaires étrangères à la

commission électorale centrale à Moscou. La commission refuse de fournir ces résultats.

En Russie même, beaucoup de bulletins ne sont pas sous contrôle. Ainsi, le nombre de votes dans les « urnes volantes » (domiciles, hôpitaux, prisons, régions éloignées) a été de près de 3,5 millions le 16 juin. C'est-à-dire 4,7 % des suffrages exprimés. Le nombre de militaires ayant voté en Russie, dans leurs casernes, dans des urnes sous contrôle de la hiérarchie, est inconnu. Mais, en Tchétchénie uniquement, il est de près de 35 000. Là encore, les résultats ne sont pas communiqués. Pavel Gratchev, l'ancien ministre de la défense renvoyé après le premier tour, avait fait une gaffe en annonçant, début juin, avant même le dépouillement, que les équipages de bateaux de guerre et des sous-marins, où le scrutin était organisé en avance, « avaient voté à l'unanimité pour Boris Eltsine ».

Les communistes ont contesté devant la Cour suprême de Russie

les résultats du premier tour du scrutin au Tatarstan, dont le président est un chaud partisan de Boris Eltsine. Vadim Soloviov, représentant du candidat communiste, Guennadi Ziouganov, affirme avoir découvert une différence de 45 540 voix (en faveur de Boris Eltsine) dans la capitale, Kazan, entre ses chiffres et les résultats de la commission électorale locale. La Cour suprême, favorable à Boris Eltsine, a renvoyé le procès à des jours meilleurs pour supplément d'information.

Au niveau général, le nombre d'électeurs a brusquement augmenté alors que la population est en baisse. Selon les chiffres de la commission électorale centrale, contrôlée par le Kremlin, le nombre d'inscrits pour le scrutin présidentiel est de 108 495 023, alors que pour les législatives du 17 décembre 1995, il était de 105 359 132. En six mois, le nombre d'électeurs en Russie a donc progressé de plus de 3,1 millions.

Nikolai Riabov, le président très

pro-eltsinien de la commission électorale centrale, a admis que les listes électorales étaient loin d'être exactes. A cause, selon lui, des mouvements de population qui font que beaucoup d'électeurs sont enregistrés dans deux endroits à la fois. M. Riabov a cependant souligné que « cela n'affecte pas les chiffres qui déterminent les résultats des élections ».

Les fraudes, que feraient apparaître des résultats anormaux par rapport à la moyenne nationale, sont difficiles à détecter. La commission électorale centrale refuse de publier des résultats détaillés. Malgré trois requêtes de la Chambre basse du Parlement, cette commission n'a toujours pas publié les résultats par régions des élections de 1993. Pour que la victoire soit incontestable le 3 juillet, le vainqueur a donc grandement intérêt à l'emporter largement, de plusieurs points, et non pas avec l'appoint des seules voix « douteuses ».

Jean-Baptiste Naudet

La crainte des « nouveaux fermiers » : « Pour les communistes, on n'est jamais que des koulaks »

TAMBOV (Russie du centre)
de notre envoyée spéciale
Affalés dans les hautes herbes, un petit groupe d'hommes, employés du sovkhoez (ferme collective) de Tatano-vo, non loin de Tambov (Russie du centre), marquent la pause en fumant de mauvaises cigarettes roulées dans la Vie de Tambov, le journal local. Face à eux, les champs plantés d'un blé encore vert s'étendent à l'infini. Les visages burinés se ferment à l'évocation du second tour de la présidentielle : « J'irai voter si on me paye à boire ! », lance un ancien. Les autres s'esclaffent. Occupées à ramasser des radis un peu plus loin, une « brigade » de femmes veulent se mêler à la conversation. La seule évocation du président russe suscite leur colère : « Ça fait longtemps qu'il aurait dû se coucher sur les rails comme il l'avait promis en 1991 quand il a juré qu'il n'y aurait pas d'augmentation des prix ! », s'égosille la doyenne du groupe. Elle agite des mains salées par la terre noire et grasse, typique de cette région agricole.

Elles entonnent un invariable refrain : « On vit mal », « C'était mieux avant » ou « Il y avait moins de produits mais on pouvait tout se payer ». Malgré la véhémence de leur propos, elles re-

connaissent, une fois le représentant du sovkhoez parti, ne pas savoir à qui elles donneront leurs voix le 3 juillet, tant, des deux candidats - Eltsine ou Ziouganov -, aucun ne les séduit.

■ **RIEN N'EST GARANTI**
Vladimir Alexandrovitch, directeur adjoint du sovkhoez, lui, ne fait pas mystère de son choix : il attend « un changement de direction ». Sur une étagère de son bureau, non loin du buste de Lénine, trône un portrait retouché de Gorbatchev auquel on a dessiné des cornes. Devenu « SARL » en 1992, le sovkhoez qu'il dirige est de « petite » dimension : 2 250 hectares - contre 5 à 6 000 hectares en moyenne - et emploie 320 personnes. Spécialisée dans les primeurs et le grain, l'exploitation se maintient tant bien que mal. Les salaires sont « bas » : 150 000 roubles (150 francs) pour un « travailleur qualifié », mais « payés à peu près à temps » et pas « en sucre » comme dans le kolkhoze voisin. Les machines agricoles tombent en ruine, les engrais font défaut, trouver du carburant tient du miracle, les bras manquent et, plus que tout, Vladimir Alexandrovitch déplore devoir aujourd'hui « commercialiser la

production ». Si, à l'époque de la stagnation bréjnévienne, la région achetait la totalité de la récolte, aujourd'hui « rien n'est garanti ». Sur 4 000 tonnes de choux verts récoltés en 1995, 48 seulement ont été achetées par des coopératives locales, le reste a été « en partie écoulé sur les marchés de Moscou » et « en partie engrangé », c'est-à-dire abandonné dans les entrepôts. Désabusé, Vladimir Alexandrovitch conclut : « Les paysans ont fait les frais de toutes les politiques. En 1960, on nous a libérés du servage mais sans nous donner la terre. Les bolcheviks l'ont promise mais ont brutalement collectivisé. Khrouchchev a voulu nous urbaniser. Gorbatchev nous a laissé tomber. Eltsine, lui, achète à l'étranger ».

Eternelle lanterne rouge de l'économie, tant soviétique que « libérale », l'agriculture, qui occupe 26 % de la population active, est un secteur sinistré. En 1995 la Russie a connu sa plus mauvaise récolte de blé depuis trente ans. Les exploitations collectives, privées des subsides d'autrefois, sont moribondes. « 55 % des terres exploitées collectivement sont laissées à l'abandon », déplore Anatoli Choutkov, de l'Académie des sciences agricoles. Et malgré cinq ans

de réformes libérales, la terre est encore, à 95 %, exploitée de façon collective en Russie. Certes un décret, édicté dès le lancement des réformes en 1992, permet théoriquement aux employés des kolkhozes de prendre en fermage 15 hectares par personne. Mais les fermiers indépendants sont peu nombreux : ils n'occuperaient aujourd'hui que 5 % des terres cultivables, ne contribuant qu'à hauteur de 2 % à la production globale. Dans la région de Tambov, fleuron agricole de la « ceinture rouge », ils ne sont que 4 200 à exploiter en « fermiers libres » de petites propriétés (entre 60 et 500 hectares).

■ **QU'ON NOUS DONNE PLUS DE TERRES**
Le kolkhoze, Olla connaît bien. Sa mère y a travaillé pendant quarante ans comme « trayeuse ». Elle-même y a passé quinze ans. Sacrés chaque année « meilleurs mécaniciens agricoles », Olla et son mari n'avaient jamais songé à quitter le « collectif ». Mais à l'apparition de la loi en 1992, ils franchissent le pas. Leurs débuts sont difficiles : le directeur du kolkhoze traîne les pieds, puis finit par les laisser partir, acceptant même de leur prêter du matériel agricole, à condition de « ne pas le garer à

proximité de la maison pour ne pas faire jaser ». Quatre ans après, la planteuseuse Olla affiche une réussite enviable : une exploitation d'une centaine d'hectares, une maison cosquée de sept pièces construite par son mari, du bétail, des ruches, des machines agricoles acquises par le biais de crédits rapidement remboursés grâce à l'inflation des dernières années. « Les fermiers qui voudraient s'installer à l'heure actuelle n'auront pas notre chance avec des taux d'intérêt à 208 % ! », explique Olla. Son mari Sacha et elle ont un même souhait : « Que les communistes ne nous touchent pas s'ils remportent l'élection et qu'on nous donne plus de terres ! ». Car, aux 30 hectares cédés en 1992 sous forme de « fermage à vie » sont venus s'ajouter 70 hectares donnés par la municipalité sous forme de bail, « renouvelable chaque année ». Mais bien que le droit à la propriété de la terre figure dans la Constitution de 1993, Olla et son mari ne peuvent ni vendre, ni acheter, ni même transmettre leurs terres en héritage. Et avec Ziouganov, ils redoutent le pire : « Pour les communistes, d'hier ou d'aujourd'hui, on n'est jamais que des koulaks ! »

Marie Jégo

مركز الفكر

Les Länder de l'Est ne tirent plus l'économie allemande vers le haut

Les spécialistes évoquent « la fin des illusions » six ans après l'unification

Six ans après l'unification du pays, l'économie est-allemande reste à la traîne. Non seulement la croissance n'est toujours pas au rendez-vous,

en dépit de transferts de fonds publics considérables, mais le recul du PIB dans les Länder de l'ex-RDA tire l'économie de tout le pays vers le

bas. L'avenir radieux que promettait en 1990 le chancelier Kohl à ses compatriotes demeure aussi lointain.

BONN

de notre correspondant

Il y a exactement six ans, le 1^{er} juillet 1990, avait lieu l'unification monétaire entre les deux Allemagnes. En introduisant le jour au lendemain le Deutschmark en RDA, le gouvernement de Bonn préparait la voie de l'unification politique entre les deux pays, le 3 octobre 1990 de la même année. C'était l'époque où Helmut Kohl promettait un avenir radieux à l'ensemble de ses compatriotes : « Dans quatre ou cinq ans, leur disait-il, vous verrez surgir des paysages riant à l'Est ».

Six ans plus tard, le bilan est loin de combler les espoirs qui avaient été mis en l'unification. Après avoir servi de locomotive de croissance à l'ensemble du pays - avec un PIB en hausse moyenne de 6,5 % par an depuis 1991 -, les Länder de l'Est sont aujourd'hui dans la stagnation. Les économistes allemands parlent de « la fin des illusions ». Pour la première fois, l'Est est en recul sur l'Ouest en termes de dynamisme économique, en dépit des énormes transferts financiers qui continuent d'être effectués au profit des régions orientales. En 1996, les transferts publics nets au profit de l'Est atteindront 131 milliards de marks (plus de 450 milliards de francs). Ces transferts ne sont pas

trop élevés mais, de l'avis unanime des économistes, ils servent encore beaucoup trop à financer la consommation aux dépens de la production.

Au premier trimestre de 1996, le recul du PIB est-allemand (-2,5 % par rapport au premier trimestre de 1995) a tiré l'économie nationale vers le bas alors que l'Ouest du pays connaissait pour sa part une légère croissance de +0,5 % par rapport au premier trimestre de 1995. Tout indique que ce renversement de tendance se poursuivra. Les six principaux instituts économiques allemands, dans leur dernier rapport de printemps, pronostiquent pour 1997 « une croissance à l'Est inférieure à celle de l'Ouest, pour la première fois depuis 1991 ». Dans le même document, ces organismes craignent que « les nouveaux Länder ne se transforment durablement en désert économique ».

Alertés par cette nouvelle situation, les ministres-présidents des Länder de l'Est ont demandé au chancelier Kohl de leur accorder une audience exceptionnelle, vendredi 5 juillet, à Bonn. Les symboles de la crise sont multiples : insolvabilité d'entreprises deux fois plus fréquentes à l'Est qu'à l'Ouest ; taux de chômage à plus de 9 % (après être descendu à 8,3 % en 1995) ; productivité attein-

gnant 75 % du niveau de l'Ouest. De plus en plus clairement, comme le remarque Hans Hagel Hartel, de l'institut HWWA de Hambourg, « il apparaît que les difficultés de l'Est résident dans une augmentation trop rapide des revenus non rattrapés par l'augmentation de la productivité ».

L'EFFET MEZZOGIORNO

Cette analyse est confirmée par les événements récents : les 260 000 salariés de la métallurgie est-allemande reçoivent depuis le 1^{er} juillet le même salaire que leurs collègues de l'Ouest en vertu d'un accord obtenu avec le patronat du secteur en 1991. A productivité inégale, il est évident que cette situation pose un problème sur le plan macroéconomique. Tous les acteurs économiques sont responsables de cette situation, à commencer par le patronat, qui a accepté des augmentations très rapides des salaires à l'Est pour éviter de voir surgir une concurrence de type « sud-est asiatique » à ses propres portes. Des coûts salariaux plus élevés d'un tiers à l'Est qu'à l'Ouest dissuadent donc les investisseurs de tenter une aventure industrielle dans la région.

L'effet Mezzogiorno - tant redouté - est une réalité, du moins si on compare le nombre des salariés industriels avant l'unification

(3,4 millions de personnes), à celui d'aujourd'hui (600 000). A l'inverse, le secteur de la construction et des travaux publics, soutenu par de multiples mesures fiscales gouvernementales, se taille la part du lion dans l'activité économique de la région. On a tellement construit en ex-RDA qu'aujourd'hui, à Dresde, Leipzig ou Erfurt, d'immenses surfaces de bureaux sont désespérément vides.

Aucune grande réussite industrielle n'a jusqu'à présent eu lieu à l'Est. Les quelques noms d'entreprises qui paraissent sortir du lot n'ont pas vraiment su s'imposer sur le marché. Aucune d'entre elles n'apparaît au palmarès des cent plus grosses entreprises du pays. N'ayant pas réussi à constituer des fonds propres en quantité suffisante - on a calculé que leur niveau par tête d'habitant était deux fois moins élevé qu'à l'Ouest -, les entreprises de l'Est peinent à convaincre les banques de leur accord sur leur confiance sur le long terme. Quant à la contribution de l'économie est-allemande au PIB national, elle n'est que de 7 %, alors qu'elle devrait logiquement tourner autour de 20 %, étant donné l'importance démographique que représentent les nouveaux Länder.

Lucas Delattre

L'armée de métier devient un objet de débat outre-Rhin

BONN

de notre correspondant

En protestant énergiquement contre les nouvelles coupes budgétaires qui lui sont imposées, le ministre de la défense de l'Ouest, Volker Rühe (CDU), vient de relancer un débat sur le financement de la conscription en Allemagne. Dans une lettre au chancelier Helmut Kohl, datée du 21 juin, le ministre estime que le volume actuel de la Bundeswehr - trois cent quarante mille hommes - et le principe de la conscription ne pourront être maintenus à long terme si les économies prévues par le ministre des finances, Theo Waigel, sont effectivement adoptées.

Dans la même lettre, dont le contenu a été révélé, lundi 1^{er} juillet, par la presse allemande, le ministre de la défense estime que certains projets d'armement franco-allemands, et notamment les futurs programmes de satellites d'observation militaire Helios-2 et Horus, défilés lors du « sommet » franco-allemand de Baden-Baden en décembre 1995, risquent de ne pas pouvoir être financés comme il avait été initialement prévu. A Paris, on dit « avoir toutes les assurances » pour ce qui concerne la participation allemande aux satellites d'observation militaire, une participation soutenue en plus haut lieu par le chancelier en personne. Dans l'hypo-

thèse où l'Allemagne déciderait de revoir à la baisse son effort de financement (6 milliards de Deutschmarks, au total, sur plus de dix ans), on assisterait sans aucun doute à une grave crise franco-allemande. Sans limite, pas de politique étrangère et de sécurité commune européenne », indique-t-on de source française.

Même scénario pour ce qui concerne une éventuelle remise en cause allemande du Tigre, l'hélicoptère de combat franco-allemand. Mais la priorité budgétaire allemande reste et demeure le financement du futur avion de combat européen Eurofighter, développé sans participation française.

Afin de limiter les déficits publics et de remplir les critères prévus par le traité de Maastricht, le ministre des finances a l'intention de réduire durablement de 2 milliards de Deutschmarks les dépenses affectées chaque année à la défense (dont le budget passerait ainsi à 46 milliards de Deutschmarks dès 1997, contre 57,6 milliards à l'époque de la guerre froide). Ces projets provoquent la colère du ministre de la défense, qui se voit déjà privé de toute marge de manœuvre, étant donné le poids très lourd des dépenses en personnel dans son budget (38 milliards de Deutschmarks par an).

Fermement attachés au principe de la conscription, les dirigeants allemands ont été embarrassés par la récente décision française de se doter d'une armée professionnelle. Ils n'ont eu de cesse de répéter leur volonté de maintenir le service militaire obligatoire, soulignant qu'une armée de métier « était moins intelligente » qu'une armée comportant des appelés. Le chancelier Kohl ne parle jamais sans émotion de « l'armée de nos fils et de nos filles », un des éléments fondateurs, selon lui, de la démocratie allemande. Mais les difficultés budgétaires actuellement traversées par le pays relancent les discussions.

C'est au sein du Parti libéral-démocrate (FDP), membre de la coalition de Bonn, que se trouvent les plus fervents avocats d'un passage à l'armée de métier. Mais on perçoit également des doutes jusqu'au plus haut niveau de la hiérarchie militaire, ainsi qu'au sein de la CDU du chancelier Kohl. Les dirigeants libéraux n'excluent pas de provoquer un vaste débat sur l'abandon de la conscription en soulignant que le volume actuel de la Bundeswehr ne peut pas continuer à être financé dans l'actuel contexte d'économies budgétaires.

L. D.

Radovan Karadzic a été désigné comme candidat aux élections

Un défi du chef des Serbes de Bosnie

SARAJEVO

de notre correspondant

La direction serbe de Pale a désigné, lundi 1^{er} juillet, Radovan Karadzic comme candidat aux élections de septembre, « conformément à la volonté du peuple ». Si ce dernier n'a pas encore apporté une réponse formelle à cette nomination, il est déjà permis d'estimer que Pale continue de se mouvoir allègrement des exigences de la communauté internationale.

M. Karadzic a par ailleurs violemment critiqué la politique occidentale. « Leur ennemi, c'est le peuple serbe », a-t-il dit dans un discours retransmis à la télévision locale avant de préciser que les Serbes devaient être prêts à « défendre l'Etat et la liberté des armes à la main ». Pour un homme qui, selon le haut représentant civil en Bosnie Carl Bildt, avait été écarté du pouvoir, Radovan Karadzic demeure toujours aussi actif.

Le chef des Serbes de Bosnie avait annoncé dimanche qu'il remettait les « pleins pouvoirs » à sa vice-présidente, Biljana Plavsic, mais cette dernière s'était empressée de préciser que « Radovan Karadzic reste président en titre de la République serbe ». Carl Bildt, après avoir affirmé qu'« il n'y a aucun doute qu'il a quitté le pouvoir », a d'ailleurs tenté de rectifier le tir. Il a finalement admis que le départ de M. Karadzic ressemblait à une fausse sortie. Le « président » serbe bosniaque « va disparaître », a-t-il ensuite prévenu.

M. Bildt avait menacé de rétablir des sanctions économiques contre le camp serbe si Radovan Karadzic continuait d'exercer une quelconque influence politique. Il semble désormais écarté de cette hypothèse. « C'est un instrument compliqué », a-t-il déclaré, « qui nécessite que tous les accès au pays soient fermés, et qui fait souffrir des gens qui ne devraient pas être touchés ».

En fait, il est vraisemblable que Carl Bildt songe de plus en plus à recommander à la communauté internationale une arrestation du leader serbe. « Le statu quo n'est pas tolérable », précise Michael Steiner, l'adjoint de M. Bildt. La communauté internationale doit transformer ses paroles en actes, car c'est le seul langage que Pale comprendra ».

Les capitales occidentales, en particulier Washington, Londres et Paris, sont réticentes à employer les 60 000 soldats de l'OTAN dans des opérations de re-

cherche des « criminels de guerre ». Début juin, l'IFOR avait simplement reçu l'ordre de renforcer ses patrouilles à Pale, afin d'empêcher M. Karadzic de se déplacer, ce qui ne l'empêche visiblement pas de gouverner.

« La communauté internationale doit transformer ses paroles en actes car c'est le seul langage que Pale comprendra »

L'IFOR a pourtant mystérieusement déserté Pale lundi, sans qu'il soit possible de savoir si cette absence avait une relation avec l'actuelle crise du processus de paix. La bourgade de montagne était tranquille et les barrages de l'OTAN avaient disparu de tous les carrefours. Seuls trois officiers français déjeunaient à l'ombre d'un auvent et une dizaine de soldats italiens buvaient un café près du marché tandis que Radovan Karadzic s'employait à préparer les futures élections avec les responsables de son Parti démocratique serbe (SDS). Des affiches de propagande fleurissaient sur les vitrines des magasins, indiquant que « la volonté du peuple est l'identité, l'union, la liberté et la Serbie, avec Radovan Karadzic, président du SDS ».

Des diplomates confient que Carl Bildt a entamé des négociations avec les capitales occidentales, afin de déterminer une position commune face à l'intransigence serbe. De son côté, la Serbie reste muette ; Belgrade avait pourtant exigé le limogement de M. Karadzic la semaine dernière. « Le problème, pense un diplomate européen, est que l'accord de Dayton a été signé il y a six mois et demi et que les élections sont prévues pour le 14 septembre. Cela fait beaucoup de temps perdu, et peu de temps pour favoriser la démocratisation de la République serbe. Que M. Karadzic s'en aille demain ou non, Pale remportera de toute façon le scrutin puisque son clan étouffe systématiquement les ambitions non séparatistes. »

Rémy Ourdan

Les Mexicains champions de l'exode des capitaux

MEXICO

de notre correspondant

Pendant que le gouvernement mexicain négociait désespérément l'appui financier de la communauté internationale pour rembourser sa dette à court terme à la suite de la dévaluation du peso, en décembre 1994, les détenteurs de capitaux mexicains transféraient discrètement leurs fonds vers les Etats-Unis. Selon le plus récent bulletin de la Réserve fédérale américaine (la FED), les fonds d'origine mexicaine déposés aux Etats-Unis atteignaient près de 24,6 milliards de dollars le 31 décembre 1995, soit exactement deux fois plus qu'à la fin de 1994.

Le rapport de la FED révèle que les Mexicains détenaient désormais à eux seuls 27,5 % du total des dépôts latino-américains dans les institutions financières américaines. Les Brésiliens arrivent en deuxième position avec 23,8 milliards de dollars, suivis de loin par les Argentins, les Vénézuéliens et les Colombiens, avec un peu moins de 3,7 milliards pour ces derniers. En 1994, le Mexique occupait la troisième position, derrière l'Argentine et le Venezuela qui ont enregistré en 1995 une baisse substantielle du montant de leurs capitaux placés aux Etats-Unis. Outre les Mexicains, seuls les Brésiliens ont augmenté considérablement leurs dépôts hors des frontières de leur pays.

Le cas du Mexique est d'autant plus remarquable que ce pays affronte une crise économique sans précédent, qui a entraîné une chute brutale des investissements nationaux et étrangers, la fermeture de milliers d'entreprises et le licenciement de 800 000 personnes en moins d'un an.

Une crise économique sans précédent a entraîné une chute brutale des investissements

Préoccupé par les risques de contagion à l'échelle du continent et par l'ampleur des pertes essuyées par les investisseurs américains, Washington avait mis sur pied, dès février 1995, un montage financier exceptionnel avec la collaboration de la communauté internationale. 50 milliards de dollars, dont 20 milliards fournis par les Etats-Unis, furent mis à la disposition de Mexico pour faire face à une grave crise de liquidités due au fait de l'arrivée à échéance en 1995 de 29 milliards de dollars de bons du Trésor libellés dans la devise

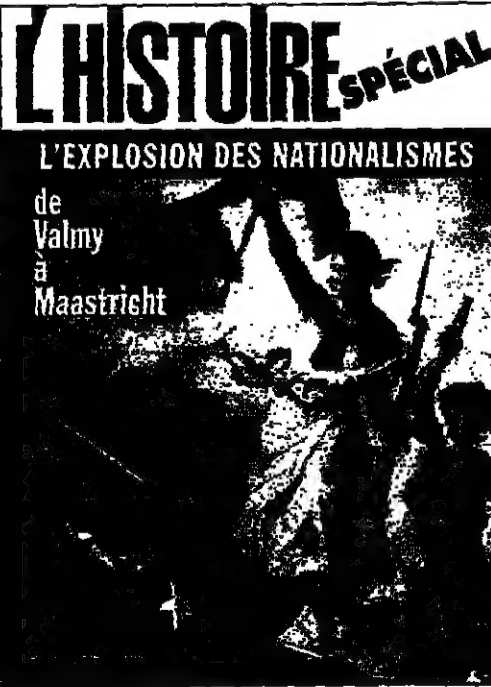
américaine. Le Fonds monétaire international (FMI), qui participe au sauvetage financier, avait reproché aux capitalistes mexicains d'avoir contribué à l'écroulement du peso en achetant de grandes quantités de dollars au tout début de la crise de décembre 1994. Les autorités mexicaines avaient rétorqué que la méthodologie du FMI était erronée. Le porte-parole du ministère des finances, Alejandro Valenzuela, fait la même critique aujourd'hui à la FED : « Si le secret bancaire est respecté aux Etats-Unis, quelles sont les sources de la FED ? » « Nous n'avons pas de contrôle des changes, ajoute-t-il, et nous n'en voulons pas car il serait incompatible avec une frontière de plus de 3 000 kilomètres avec les Etats-Unis ».

S'il est vrai qu'une partie des fonds transférés à l'extérieur servent à payer les importations et la dette publique, il reste que les Mexicains, comme beaucoup de Latino-Américains, ont une nette préférence pour le système bancaire américain. Pour reprendre la belle formule d'un éditorialiste local, « la forme géographique du Mexique correspond à ce qu'il est en réalité : une corne d'abondance dont la bouche s'ouvre largement vers les Etats-Unis qui absorbent les richesses incalculables de notre pays ».

Bertrand de la Grange

L'EXPLOSION DES NATIONALISMES

De Valmy à Maastricht



Depuis l'effondrement de l'Empire soviétique, les nationalismes se sont réveillés en Europe. Voilà pourquoi L'HISTOIRE retrace la naissance des grandes nations et des passions nationales dans l'Europe du XIX^e et du XX^e siècles. La rivalité entre les puissances qui a conduit au premier conflit mondial. Et le dévoiement des nationalismes au temps de Hitler et de Staline. Y-a-t-il aujourd'hui un avenir pour la nation en Europe ?

N° 201 - JUILLET/AOÛT 1996 - EN KIOSQUE - 40 F

Le Japon est inquiet de l'avenir du financement de son système de protection sociale

Le vieillissement de la population pèse notamment sur les retraites

Le Japon découvre un problème que connaissent bien les pays occidentaux : les difficultés de financement de la protection sociale. Les dé-

penses s'envoient alors que les rentrées pénétrant du fait de la crise économique et du vieillissement de la population. Une remise en

cause du système est inévitable. Le premier ministre, Ryutaro Hashimoto, prône une « nouvelle vision du bien-être social ».

TOKYO
correspondance
Les incertitudes nées de la crise économique poussent le Japon à s'interroger sur ses régimes sociaux. Montées des dépenses sociales et augmentation des déficits provoquant un allourdissement des cotisations sont les faits du moment, largement liés au poids croissant d'une population vieillissante. Tandis que la majorité des entreprises nipponnes annoncent des résultats en hausse pour l'exercice 1995, plusieurs ministères et organismes gouvernementaux s'alarment.

Tout récemment, le ministère de la santé et des affaires sociales a revu entièrement ses prévisions en matière de couverture sociale. Ainsi la part des dépenses de santé non couvertes par le régime d'assurance-maladie pourrait-elle doubler d'ici à 1998. Fin mai, le ministère concoctait un projet d'assurance-maladie pour les personnes âgées, financé par une nouvelle cotisation forfaitaire. Des dissensions au sein du gouvernement, et d'autres priorités politiques, ont renvoyé à la pro-

du Japon des années 90. Avec la montée de la concurrence asiatique, l'archipel a vu, ces deux ou trois dernières années, ses indicateurs socio-économiques se rapprocher de ceux de l'Europe : tandis que les charges sociales et fiscales pesant sur les sociétés augmentent (avec 13,8 % du PNB, elles dépasseraient celles de l'Allemagne, selon le *Miti*, ministère du commerce international et de l'industrie), délocalisation, chômage et rigueur budgétaire sont devenus incontournables - bien qu'encore très supportables selon les critères européens.

Les entreprises dont la compétitivité est en jeu tentent de réduire le coût « paternaliste » d'un système aujourd'hui accusé d'avoir des effets néfastes sur la productivité, sans abandonner des acquis sociaux réels. On parle de remettre en question l'emploi à vie, ainsi que la promotion à l'ancienneté et divers avantages liés, comme le logement des salariés. Les grandes entreprises commencent à mettre en place un système à la carte moins coûteux et davantage adapté à une main d'œuvre aux be-

des grandes entreprises (*lire ci-contre*) atteignent de tels niveaux que le gouvernement a annoncé que le rendement minimum fixé à 5,5 % pourrait être revu à la baisse. Les fonds de pension des entreprises, sous-capitalisés, souffrent des effets de la hausse du yen et de la retombée de la « bulle financière » et les banques gestionnaires de patrimoine et les compagnies d'assurance-vie ne peuvent plus garantir les taux de rémunération actuels.

De même, 85 % des sociétés d'assurance-maladie dépendant de ces entreprises seraient, cette année, dans le rouge ; leur déficit total triplerait par rapport à l'an dernier, selon leur fédération de tutelle. Les dépenses médicales ont augmenté de 5,3 % par rapport à 1994, ce qui amène aussi le Japon à se préoccuper d'efficacité sociale. En 1995, les cotisations de sécurité sociale à la charge des citoyens ont atteint 18,5 % du revenu national, selon le ministère de la santé.

La charge totale sur les entreprises et les contribuables, fiscalité incluse, reste limitée à un tiers du PIB - un peu plus qu'aux États-Unis, mais loin de la France (55 %) ou de la Suède (70 %). Mais l'augmentation des prélèvements est au centre des projets gouvernementaux - retraites en tête, puisque la réforme de 1994 prévoit que les cotisations doubleront d'ici vingt-cinq ans.

Le premier ministre Ryutaro Hashimoto souhaite limiter à 50 % le taux maximum des prélèvements obligatoires, même en 2025, où les effets du vieillissement de la population devraient être les plus aigus : à cette date, les plus de 65 ans devraient former près du quart de la population, contre 14 % aujourd'hui.

Ce vieillissement est évoqué ici dès que l'on parle de retraites, de sécurité sociale ou de performances économiques : les Japonais insistent sur la spécificité de leur situation, alors que celle-ci reproduit l'évolution de l'Europe du Nord et de l'Ouest, plus tardivement et de façon plus brutale il est vrai. Tout cela

a amené la Diète à décider, en 1994, un quasi-doublement du taux de la cotisation de retraite, qui doit passer progressivement de 14,5 % du salaire en 1994 à 29,6 % en 2018. Mais cette attitude paraît simplificatrice à certains.

L'augmentation des prélèvements est au centre des projets gouvernementaux - retraites en tête, puisque la réforme de 1994 prévoit que les cotisations doubleront d'ici 25 ans

Ainsi Jean-François Estienne, chercheur à la Maison franco-japonaise et auteur d'un ouvrage à paraître prochainement à la Documentation française, « *Vieillesse et retraites au Japon* », condamne l'action gouvernementale : « On oublie que les régimes de retraite de l'État ont accumulé plusieurs années de réserve, l'équivalent du quart du PIB nippon, et que leurs excédents alimentent le budget d'investissement de l'État (notamment celui des travaux publics, principal outil des derniers plans de relance), souligne-t-il. On peut certes louer la prévoyance des planificateurs japonais. Mais on peut aussi s'interroger sur la pertinence macro-économique de leur stratégie : l'État met à contribution les entreprises et les ménages de manière arbitraire, au détriment de la compétitivité et de la consommation ».

Brice Pedroletti

Des choix politiques ambigus au Vietnam

L'armée et la police sortent renforcées du huitième congrès du Parti communiste, qui a décidé de maintenir en poste l'équipe au pouvoir

RETEMANT une solution de compromis provisoire, le Parti communiste vietnamien a fait choix, à l'occasion de son huitième congrès, achevé le lundi 1^{er} juillet à Hanoï, de

maintenir au pouvoir l'équipe de septuagénaires qui gère depuis un lustre l'amorce d'un développement accéléré du pays. La

relève a été reportée d'au moins deux ans, soit vers la fin du siècle, afin de ne pas remettre en cause une stabilité politique jugée cruciale.

Soudain contraints, dès la fin de 1986, de décréter un changement du tout au tout de l'orientation de leur économie - du fait des changements qui se profilaient, sous la houlette de Mikhaïl Gorbatchev, dans une Union soviétique de loin leur principal partenaire et bailleur de fonds -, les communistes vietnamiens entendaient à tout prix éviter que l'indispensable ouverture du pays et sa non moins nécessaire réintégration dans le concert régional ne remettent en cause le monopole du pouvoir qu'ils ont entretenu depuis leur victoire de 1975.

A court terme, le calcul est concevable. La paix sociale semble assurée par une forte croissance, digne, à ne regarder que les chiffres, de celle de ses voisins du Sud-Est asiatique. La tradition de dissidence demeure peu ancrée dans ce pays de tradition bouddhique, qui a connu dans son histoire une succession de régimes forts. Depuis les accords de paix de 1991 sur le Cambodge, l'Indochine n'est plus un foyer de tension. Si l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (Asean) n'avait pas, pour sa part, misé sur la stabilité du régime, elle n'aurait certainement pas encouragé Hanoï à rejoindre ses rangs en juillet 1995.

Ces développements expliquent la latitude dont les communistes vietnamiens bénéficient encore aujourd'hui pour gérer seuls le *dot moi* (« renouveau », réforme écono-

mique) qu'ils appliquent, non sans habileté, depuis dix ans. Ils ont même pu consacrer l'essentiel de leurs énergies, ces dernières mois, à une « campagne électorale » qui a été avant tout une affaire d'hommes et de clans, non de programmes. Le PCV n'a plus les moyens, en effet, de se replier sur lui-même : s'appuyant sur l'aide internationale et des investissements étrangers, il est contraint, au moins, de poursuivre les réformes économiques et l'ouverture du pays sur le reste du monde.

Les mois qui viennent diront si la nouvelle équipe formée autour de la troïka en place - le secrétaire général Do Muoi, le président Le Duc Anh et le premier ministre Vo Van Kiet - sera capable de trouver une cohésion. Si cette hypothèse ne se réalise pas, Hanoï continuera sans doute à exprimer ouvertement sa méfiance à l'égard d'une présence étrangère perçue par certains comme la revanche, de la part de l'Occident, de défaites militaires subies sur le terrain depuis un demi-siècle - et comme l'introduction, dans une capitale toujours officiellement socialiste, du cheval de Troie du capitalisme international. Le renforcement du poids de l'armée et de la police au sein du nouveau bureau politique font, en tout cas, craindre un raidissement.

Comme il s'est engagé une fois de plus à le faire, le PCV serait mieux avisé de remettre de l'ordre sous propre son toit, notamment en brisant la corruption qui sévit en son sein. Il aurait également intérêt à adresser un message plus encourageant à des investisseurs étrangers qui manifestent moins d'enthousiasme depuis quelques temps. En effet, même si les progrès réalisés sont incontestables, le Vietnam continue de prendre du retard sur ses principaux voisins et partenaires. Partant de très loin, il ne pourra pas éternellement s'accommoder des vagues hésitations de dirigeants qui trouvent trop fraîches les eaux du monde contemporain.

Jean-Pierre Clerc

D'énormes pertes latentes pour les fonds de pension

La comptabilisation des titres détenus par les fonds de pension à leur valeur historique a, jusqu'à présent, préservé les bilans des entreprises. Mais les pertes latentes de ces fonds pourraient s'élever à 20 000 milliards de yens (940 milliards de francs), selon l'Agence financière pour l'Asie. L'enregistrement des actifs au cours du marché devrait être rendu obligatoire d'ici à mars 1997. Autorisés depuis avril à gérer la moitié de leur fonds de pension, contre un tiers auparavant, les entreprises font aujourd'hui appel à des consultants extérieurs, le plus souvent des filiales de cabinets américains. Autre complément de retraite, les contrats d'assurance-vie ont aussi vu leurs rendements se contracter. Dans le cadre de la dérégulation en cours, les compagnies d'assurance-vie redoublent de prudence dans leurs investissements.

chaîne session la présentation du projet au Parlement. Le premier ministre Ryutaro Hashimoto, qui prône une « nouvelle vision du bien-être social », envisagerait de préparer un plan à long terme pour la protection sociale.

Manifestement, les planificateurs nippons n'avaient pas prévu que la récession serait aussi longue. Le bouleversement des données de base de la croissance japonaise depuis le début des années 90 place les autorités devant une équation difficile : comment maintenir le bien-être de la population tout en intégrant les nouvelles caractéristiques

soins de plus en plus variés. La prime de fin de carrière, complément d'une retraite forfaitaire, ne va déjà plus de soi.

Le report progressif de 60 à 65 ans de l'âge de la retraite à taux plein prévu par la réforme de 1994 pose un autre problème aux entreprises, qui sont appelées à « faire la soudure ». Le travail des plus de 60 ans, largement répandu, souvent par transfert dans des filiales, est appelé à se transformer, dans le sillage de plans déjà annoncés, par exemple chez Matsushita, un conglomérat industriel. Par ailleurs, les pertes accumulées par les fonds de pension

PUBLICATIONS JUDICIAIRES

Le TGI de Fontenay par jugement du 21.03.1995 a condamné Mr ATTALI William, demeurant 46, rue Plat Paris 20e à 6 mois d'emprisonnement avec sursis, publication de la décision par extrait et confiscation des biens ou instruments ayant servi à commettre l'infraction pour : contrefaçon de marques.

Extrait des Minutes du Greffe du Tribunal de Grande Instance de PARIS. Condamnation Pénale pour fraude fiscale.

Par jugement contradictoire en date du 28 juin 1995, le 11ème Chambre du Tribunal Correctionnel de Paris a condamné pour FRAUDE FISCALE, - Mr ARZOINE Moïse, né le 31.10.1953 à CASABLANCA - MAROC, demeurant 1, rue de la Dhuis 75020 PARIS, à la peine de 2 mois d'emprisonnement avec sursis.

- Mme NATAF ép. BENARROCH Evelynne, Yvonne, née le 19.09.1958 à PARIS 10ème, demeurant 1, rue de la Dhuis 75020 PARIS, à la peine de 2 mois d'emprisonnement avec sursis.

Extrait des Minutes du Greffe de la Cour d'Appel de Versailles Par arrêt en date du 28.03.96, le 9ème chambre de la Cour d'Appel de Versailles a condamné Mr PELFANIAN Serge dit PELFA, demeurant 19, route de Valbonne 06110 LE CANNET à la peine de 10 mois d'emprisonnement avec sursis, 150.000 Fr d'amende pour fraude en vue de se soustraire à l'établissement ou au paiement de l'impôt, délit commis en 1988 et 1989 à l'as des Moulineaux (92). A ordonné : la publication de ladite décision, par extraits dans le J.O, le Figaro et le Monde et son affichage pendant 2 mois à la Mairie de LE CANNET. P/ LE GREFFIER EN CHEF.

Extrait des Minutes du Greffe de la Cour d'Appel de Paris. Par arrêt de la 9ème chambre (section A) de la Cour d'Appel de Paris du 11.04.1995, Mr FELLOUS Moïse né le 10.07.1942 à Tunis (Tunisie), demeurant 8, rue de Berne 75008 PARIS, a été condamné à 1 an d'emprisonnement avec sursis et 40.000 Fr d'amende, pour exercice illégal de la profession de comptable agréé ou d'expert-comptable. La Cour a, en outre ordonné, au frais du condamné la publication de cet arrêt, par extrait, dans le Monde et Franco-Soir. Pour extrait conforme délivré à Monsieur le Procureur Général sur sa réquisition. Pour le Greffier en Chef.

Par Jugement du 19.12.95, le TGI du Puy en Velay a condamné Mr JAMES Erick, demeurant 30, passage Gambetta 75020 Paris à 80.000 F d'amende pour avoir copié le SA RALLYE et les composants, contrefaçon, sur les qualités substantielles et la composition de 5 sortes de thé marque Twingings.

BANGKOK
de notre correspondant
en Asie du Sud-Est

L'Indonésie, qui s'était fait le chantre du libre-échange lors du deuxième sommet de l'APEC, réuni à Bogor en novembre 1994, donne aujourd'hui l'impression de faire un peu marche arrière. La dérégulation progressive de l'une des économies les mieux protégées de l'Asie du Sud-Est marque le pas ; la croissance accélérée de l'économie (8 % en 1995) semble plutôt contribuer à entretenir certaines tensions qu'à les estomper.

A Bogor, avec l'appui de son collègue américain Bill Clinton, le président Suharto avait été le principal artisan d'une « déclaration » aux termes de laquelle l'APEC - ce forum de coopération économique Asie-Pacifique, créé en 1989, qui réunit aujourd'hui dix-huit riverains du Pacifique, dont les États-Unis, la Chine, le Japon et six pays d'Asie du Sud-Est - se transformerait, d'ici à l'an 2020, en « une zone de libre-échange ouverte sur le reste du monde ». Mais, depuis, l'Indonésie joue les freins, en particulier dans la mise en place de la zone de libre-échange de l'Asie (AFTA), qui doit se réaliser en 2003 (le Vietnam, dernier venu et le pays moins avancé économiquement de l'Association, bénéficiera d'un délai supplémentaire de trois ans).

CONTRAIRE AUX RÈGLES DE L'OMC
Le gouvernement de Djakarta fait pression pour que soit reportée la libéralisation du marché des produits alimentaires, fixée à 2010. Fin avril, il a proposé que la baisse des tarifs douaniers sur deux produits qualifiés de « très sensibles », le riz et le sucre, ne s'amorce qu'en 2010 et s'étale sur dix ans.

L'Indonésie est réticente face au libre-échange et à la déréglementation

Un projet de « voiture nationale » irrite les partenaires de Djakarta



D'autre part, Djakarta a lancé un projet de « voiture nationale », qui a suscité des protestations de la Commission européenne, du Japon et des États-Unis. De passage à Djakarta fin avril, Sir Leon Brittan, commissaire européen au commerce extérieur, a estimé que le décret accordant des exemptions de taxes aux « voitures nationales » violait les règles de l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

Suivant une politique adoptée par la Malaisie en 1985, le gouvernement indonésien a accordé, au début de l'année, le statut de « voiture nationale » à un véhicule qui doit lancer en septembre l'Indonésien PT Timor Putra Nasional, contrôlée par Tommy, le fils cadet du président Suharto, avec l'aide du constructeur sud-coréen Kia Motors (70 % - 30 %). Limitées

à trois ans, les exemptions de taxes (et de droits de douane sur les pièces importées) réduisent nettement les coûts de production et favorisent les produits décriés « nationaux ». Du coup, le conglomérat Bimantara Citra, dirigé par le deuxième fils du président indonésien, a annoncé qu'il produirait, dès juillet, en coopération avec un autre sud-coréen, Hyundai, sa propre « voiture nationale », espérant en obtenir à temps le statut.

Dans un deuxième temps, Djakarta a annoncé, le 4 juin, que PT Timor Putra Nasional serait autorisé, jusqu'en juin 1997, à importer sans taxes 45 000 exemplaires de la « Timor » fabriquée en Corée du Sud, pour la simple raison que Kia Motors n'a pas eu le temps d'installer une chaîne de montage en Indonésie. Pour faire passer la

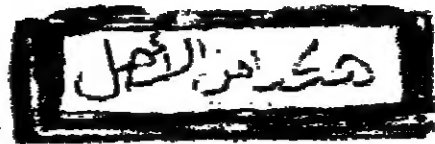
pluie, des exemptions supplémentaires de taxes ont été accordées aux autres constructeurs automobiles.

Cela n'a pas empêché Djakarta d'obtenir, le 20 juin, des principaux donateurs réunis à Paris, la promesse d'une aide de 5,3 milliards de dollars, comme les années précédentes (*Le Monde* du 22 juin), en dépit de ce qui est considéré comme une violation des règles du commerce international : Tokyo et Washington hésitent à jouer sur leur aide à l'Indonésie pour contraindre celle-ci à modifier sa politique.

Le gouvernement indonésien affirme, pour sa part, que la protection accordée à la « voiture nationale » constitue l'exception et ne met pas en cause ses engagements à l'égard de l'Asean et de l'APEC. A preuve : l'ouverture, récemment annoncée, de son marché aérien interne aux compagnies étrangères, afin de favoriser l'essor du tourisme. Au début de juin encore, Djakarta a annoncé de nouvelles réductions douanières sur des importations de biens d'équipement.

La croissance rapide de l'Indonésie profite en particulier à des conglomérats, souvent d'origine chinoise, alliés à des groupes locaux. Répondant à des critiques émises l'an dernier par la Banque mondiale, les autorités se défendent d'encourager les monopoles. Cependant, pour éviter un effondrement des prix dans le secteur concerné, elles viennent de reporter le démantèlement du monopole du marché des clous de grosse production sur place, qui est exercé par un organisme mis en place à cet effet au début de 1991 par Tommy Suharto.

Jean-Claude Pomonti



Des choix politiques ambigus au Vietnam

née et la police sortent renforcées du hôtel du Congrès du Parti communiste, qui a décidé de maintenir en poste l'équipe au pouvoir.

Les dirigeants du régime ont tenu une séance de travail, au cours de laquelle ils ont discuté de la situation politique et économique du pays. Les dirigeants ont souligné la nécessité de maintenir la stabilité politique et de poursuivre la réforme économique. Ils ont également discuté de la situation des relations avec les pays voisins et de la coopération internationale. Les dirigeants ont souligné la nécessité de maintenir la stabilité politique et de poursuivre la réforme économique. Ils ont également discuté de la situation des relations avec les pays voisins et de la coopération internationale.

Les pressions américaines sur Bagdad ne découragent pas les milieux d'affaires

Malgré l'endettement irakien, la France envisagerait de détacher sur place un conseiller commercial

Alors que les États-Unis s'opposent à l'application de la formule dite « pétrole contre nourriture » qui devrait permettre à l'Irak d'exporter

une quantité limitée de pétrole pour subvenir à des besoins alimentaires cruciaux, les milieux d'affaires, notamment français, s'efforcent de

prendre pied sur un marché jugé à terme particulièrement lucratif, en dépit de la situation catastrophique des finances publiques.

PLUS D'UN MOIS après la signature, le 20 mai à New York, de l'accord entre l'Irak et l'ONU sur la formule « pétrole contre nourriture », les Irakiens n'ont pas encore vu le premier cent des 2 milliards de dollars qu'est supposée fournir la vente de quantités limitées de pétrole pendant six mois.

« Deux choses restent à boucler, explique un diplomate. L'Irak vient seulement de remettre à l'ONU le plan de distribution de produits alimentaires et pharmaceutiques qu'il entend suivre », plan que les États-Unis ont jugé en l'état « inacceptable ». L'autre question porte sur « les rôles respectifs des contrôleurs

mois après ses premières livraisons, mais les clients pourraient proposer des préfinancements pour faciliter les choses.

Au moment où l'Italie envisage d'ouvrir une section d'intérêts à Bagdad, la France, selon une source bien informée, aurait décidé de détacher auprès de sa propre section d'intérêts un conseiller commercial, qui serait Jacques Sarnelli, actuellement conseiller commercial à Hanoï. Le Quai d'Orsay affirme que rien n'est décidé à ce stade, même si, sur le principe, une telle démarche « n'est pas impensable ».

« Auquel cas, précise-t-on de même source, l'intéressé aurait le statut

l'un des groupes d'« amis » de l'Irak, l'Association franco-irakienne de coopération économique (Afice), a conduit, du 8 au 13 juin, à Bagdad une mission de six délégués d'entreprises alimentaires, pharmaceutiques et de transports.

Des diplomates mettent en garde contre « les illusions sur la solvabilité de l'Irak, compte tenu de l'importance de son endettement et des prélèvements qui devront être faits dans ses rentrées en devises, même après la levée de l'embargo, pour payer les indemnités et compensations requises ». Mais certains hommes d'affaires estiment que le jeu en vaut la chandelle. Cette entreprise alimentaire, dont le représentant souhaite garder l'anonymat, prévoit même d'ouvrir un bureau dans la capitale irakienne, dirigé, comme l'édifie la législation locale, par un Français – les pétroliers Elf et Total ont déjà ouvert de telles représentations.

L'investissement pour un tel bureau serait important, mais cela reviendrait globalement moins cher que des voyages à répétition à Bagdad, explique cet homme d'affaires. Cela permet aussi d'assurer une présence permanente à un moment où la concurrence sera féroce entre sociétés de tous pays. L'Irak, ajoute-t-il, est par ailleurs quasiment un pays à découvrir, y compris pour une société comme la sienne, qui commercerait déjà avec Bagdad avant l'imposition de l'embargo des Nations unies en août 1991, tant celui-ci a créé de nouvelles réalités.

Autrefois, explique-t-il, « nous traitions directement avec les ministères concernés. Maintenant, les officiels nous renvoient vers les privés, anciennes familles qui ont une longue tradition dans le négoce, mais aussi nouveaux arrivés qui contrôlent désormais une partie ou la totalité des circuits d'importation ».

Nombre de Jordaniens se sont aussi solidement implantés dans les affaires, en jouant les intermédiaires pour les sociétés occidentales et il est peu vraisemblable qu'ils abandonnent leur position avantageuse. Autre phénomène nouveau, la corruption prend une

Mouna Naïm

Washington opposé à l'accord « pétrole contre nourriture »

Les États-Unis ont qualifié d'« inacceptable », lundi 1^{er} juillet, le plan irakien de distribution de vivres remis à l'ONU, mettant ainsi un veto de fait à l'application de l'accord « pétrole contre nourriture », signé le 20 mai et prévu pour permettre à Bagdad de répondre à une situation alimentaire désastreuse depuis l'embargo décrété en 1990. La France et la Russie ont réagi en rappelant que la décision d'approuver ou de rejeter le plan irakien revient au seul secrétaire général des Nations unies, Boutros Boutros-Ghali. Washington accuse Bagdad de chercher « à contourner une fois de plus les règles » en présentant un plan de distribution de vivres visant, d'une part, à établir un contrôle sur les régions kurdes du nord de l'Irak – de facto autonomes – et à transformer une exception humanitaire en une suspension plus large des sanctions en vigueur depuis l'invasion du Koweït, il y a six ans. Les Américains accusent Bagdad de vouloir inclure parmi les produits importés des équipements pour l'informatique, les télécommunications et des pièces détachées, notamment pour hélicoptères. – (AFP)

certains surveiller l'application de l'accord et du Comité 661 (ou comité des sanctions) ». « Les États-Unis ont insisté pour que tout passe par le comité », ajoute le diplomate. On semble maintenant s'acheminer vers une formule qui accorderait une large autonomie aux États-Unis, sous la supervision du comité ».

Par ailleurs, aucune date n'a encore été fixée pour le début des exportations du brut irakien, bien que techniquement, les deux vides d'acheminement, Kirkouk-Yumurtalik (Turquie) et Mina El Bakr, dans le nord du Golfe, soient prêts. En principe, l'Irak ne devrait commencer à être payé que trois

d'adjoint du chef de la section d'intérêt », Jean-François Nodot.

Les entreprises françaises semblent très intéressées par le marché irakien, et pas seulement dans la perspective de l'application de la résolution 986. « C'est un marché de quelque 21 millions de consommateurs (potentiels), un des plus grands du Proche-Orient et l'embargo sera forcément levé un jour ou l'autre », explique le représentant d'une société alimentaire française, qui a fait récemment un séjour à Bagdad. Après la visite en avril d'une délégation du Conseil national du patronat français et d'une autre d'Alcatel-Alsthom,

La négociation sur l'interdiction des essais nucléaires reprendra fin juillet

GENÈVE. Faute d'avoir pu se mettre d'accord sur un texte à la date initialement prévue du 29 juin, la Conférence du désarmement sur l'interdiction

complète des essais nucléaires (Le Monde du 26 juin) devra se réunir à nouveau le 29 juillet pour une ultime tentative avant la session d'automne de l'Assemblée générale de l'ONU. Principale responsable des difficultés rencontrées, l'Inde maintient son refus d'adhérer à cet accord sous le prétexte qu'il ne prévoit pas une destruction simultanée des arsenaux nucléaires des grandes puissances. Le président de la réunion, M. Jaap Ramaker (Pays-Bas), a sauvé les meubles en demandant aux délégués de la Conférence de « ne pas prendre de décision pour l'instant » et en leur accordant un mois de réflexion. Après tout, le 29 juin n'était qu'une date auto-imposée.

Le texte de M. Ramaker, qui représente l'unique proposition de compromis, devra être étudié au plus haut niveau par les capitales des soixante et un pays. Le 29 juillet, les négociateurs se réuniront de nouveau à Genève pour se prononcer définitivement sur cette dernière mouture de l'accord. Les gouvernements devront s'efforcer de faire en sorte que le traité soit ouvert à la signature lors du début de la 51^e session de l'Assemblée générale, en septembre, à New York. Personne n'a voulu parler d'échec. Pourtant, toutes les délégations campent sur leurs positions. Et, de fait, aucun progrès n'a été accompli pour ce qui est du régime de vérification. Ainsi, la France, les États-Unis et le Royaume-Uni estiment que les inspections sur place sont indispensables, ne serait-ce que pour dissuader les États de contourner voire de violer le traité. Les pays du Sud, encouragés par la Chine, le Pakistan et la Russie, refusent toute vérification sur leur territoire. Ils affirment qu'il est primordial que leur souveraineté soit préservée. Certains d'entre eux évoquent des problèmes de sécurité nationale.

LA FRANCE PRÊTE À SIGNER

Aucune avancée n'a pu être enregistrée dans la question des conditions à poser pour ce qui est de l'entrée en vigueur du traité. Le Royaume-Uni, suivant l'exemple de la Chine, du Pakistan et de la Russie, refuse toujours d'adhérer à ce traité si les cinq grandes puissances nucléaires (Chine, États-Unis, France, Royaume-Uni et Russie) et les trois pays du « seuil » (l'Inde, le Pakistan et Israël) n'en font pas partie. Le Pakistan n'a pas signé son refus au traité mais a eu

l'habileté de faire peser sur l'Inde toute la responsabilité d'un éventuel échec.

La Chine tient à se voir octroyer la liberté de procéder à des explosions dites pacifiques. La délégation de Pékin sait qu'il est impensable qu'un texte qui contiendrait pareille clause d'exception voie le jour. La Russie a marqué sa satisfaction de pouvoir attendre un mois avant de se prononcer. Les États-Unis, tout en affirmant que la signature de tous les États nucléaires, y compris de ceux du seuil, devrait être l'objectif à atteindre, estiment néanmoins que la défection de l'Inde ne doit pas constituer un obstacle absolu à la conclusion du traité.

Quant à la France, elle est fermement disposée à signer, même si, comme l'a affirmé son ambassadeur, Joëlle Bourgeois, elle juge que le projet de traité « est imparfait ». Mais elle a déclaré : « Imaginer le pire scénario : l'absence du traité. (...) Que se passerait-il si nous devions donner la preuve de notre incapacité à aboutir à un accord ? (...) Les puissances nucléaires ne seraient plus liées à une cessation des essais que par des moratoires unilatéraux, par définition plus fragiles qu'un accord international. La course aux armements nucléaire risquerait d'être relancée. »

Isabelle Viehriac

Le pouvoir algérien annonce une reprise du dialogue avec l'opposition

UNE NOUVELLE série de rencontres entre le pouvoir et l'opposition débutera le 15 juillet à Alger, ont annoncé, lundi 1^{er} juillet à Alger, les services de la présidence. Ces rencontres dites « multilatérales » sont suivies aux contacts « bilatéraux », organisés en avril et en mai. L'un des objectifs de ces nouvelles rencontres est de fixer une date et un ordre du jour pour la « conférence nationale » censée regrouper l'ensemble des participants au dialogue « avant la fin de l'été », précise le communiqué officiel.

Le 11 mai, le président Liamine Zeroual avait adressé aux partici-

pants un « memorandum » proposant l'organisation d'un référendum constitutionnel puis d'élections législatives et locales au cours du premier semestre 1997. Les principaux partis de l'opposition légale ont rejeté ce texte ou émis de fortes réserves (Le Monde du 2 juillet). Ces réticences n'ont pas, à l'évidence, suffi à décourager le chef de l'État. Jouant sur les hésitations et les divisions de l'opposition, le pouvoir entend mener à bien son projet de « normalisation » autoritaire de la scène politique, esquissée de manière spectaculaire par l'élection présidentielle du 16 novembre 1995.

Sur le terrain, les actes de violence ne connaissent pas de répit. Selon le quotidien privé *El Khabar*, Rabah Ayache et Rachid Bekba, deux dirigeants de l'Organisation nationale des fils de moudjahidine, regroupant des enfants de vétérans de la guerre d'indépendance, ont été tués par un groupe armé, devant leur domicile, dans le faubourg algérois d'El Harrach. Leur mouvement, héritier des « organisations de masse » liées au FLN (ancien parti unique), a apporté son soutien au président Zeroual, rappelle le bureau local de l'AFP. Par ailleurs, l'attentat perpétré dimanche contre l'imam

Cheikh Ahmed Sahnoun a été condamné, lundi, par trois partis islamistes, le Mouvement de la société islamique (Hamas), la Renaissance islamique (Ennahda) et le groupe El Oumma, dirigé par l'ancien président du Gouvernement provisoire de la République algérienne (GPRA), Benyoucef Benkhedda.

Cette série de réactions s'ajoute à la condamnation de la délégation exécutive de l'ex-Front islamique du salut (FIS) à l'étranger. C'est la première fois qu'un attentat provoque l'indignation unanime des notables de la mouvance islamiste.

Des Hutus contre une intervention étrangère au Burundi

BUJUMBURA. La première réunion de la commission technique chargée de préparer l'assistance militaire étrangère requise par le gouvernement burundais, le 25 juin, lors du sommet des chefs d'État de la région des Grands Lacs, a eu lieu, lundi 1^{er} juillet, à Arusha (Tanzanie). Des experts ont été mandatés pour étudier la création d'une force de maintien de la paix au Burundi et devront se rendre dans les prochains jours à Bujumbura. Mais les préparatifs de cette opération suscitent toujours réticences et hostilité dans les deux camps qui s'affrontent au Burundi. Le Parti pour la libération du peuple hutu a rejeté, lundi, la demande d'assistance présentée par le gouvernement de Bujumbura, estimant qu'elle est dirigée contre l'ethnie majoritaire (tutsie). Pour sa part, un porte-parole de l'armée (essentiellement formée par la minorité tutsie) a déclaré que les mesures de la commission technique régionale seraient considérées comme « nulles et non avenues », si elles ne sont pas discutées avec le gouvernement burundais. – (AFP)

L'IRA revendique l'attentat contre une caserne britannique en Allemagne

DUBLIN. L'Armée républicaine irlandaise a revendiqué, dimanche 30 juin, par un appel téléphonique à la radio-télévision de Dublin, la responsabilité de l'attentat au mortier perpétré vendredi contre une caserne britannique à Osnabrück, au nord de l'Allemagne. Trois obus avaient été tirés d'une fourgonnette, mais un seul avait explosé, sans faire de victime. Cet attentat est le huitième depuis la rupture du cessez-le-feu, en février. Il survient moins de deux semaines après celui de Manchester, lors de la Coupe d'Europe de football. D'autre part, le prince Charles s'est engagé vendredi, lors d'une visite à Londonderry, en Irlande du Nord, à écrire aux familles des treize catholiques tués par des parachutistes britanniques en 1972 au cours du « dimanche sanglant » (Bloody Sunday) pour leur exprimer sa sympathie. – (AFP)

Adoption d'une réforme de l'orthographe allemande

BONN. Une « déclaration d'intention sur la réforme de l'orthographe allemande » a été officiellement signée, lundi 1^{er} juillet, par huit pays germanophones ou à minorité germanophone : l'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, la Hongrie, l'Italie, le Liechtenstein, la Roumanie et la Suisse. Cette réforme, qui entrera en vigueur le 1^{er} août 1997 et qui devrait être appliquée dans son intégralité le 31 juillet 2005, sera obligatoire dans l'enseignement et l'administration. Elle a permis de réduire de 212 à 112 le nombre des règles d'orthographe et de 57 à 9 celles du placement des virgules. Mais seuls 185 mots de base changeront d'aspect. Ainsi, par exemple, « packet » s'écrit désormais « paket » mais « philosophie » ne s'écrit pas « filosofie ». (« Le Monde » du 6 décembre 1995). – (AFP)

Les négociations sur les transports maritimes suspendues pour quatre ans

GENÈVE. Faute d'un accord à la date limite du 30 juin, initialement fixée, les négociations menées à Genève sous les auspices de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) pour la libéralisation des transports maritimes ont été suspendues jusqu'à l'an 2000 (elles reprendraient dans le cadre d'une grande négociation sur les services à l'image du cycle de l'Uruguay). Insatisfaits des offres des autres pays pour faciliter l'accès à leurs ports et à leurs services, les Américains n'ont pas voulu prendre d'engagements, ce qui a entraîné l'ajournement des discussions jusqu'en l'an 2000, alors que l'Union européenne aurait préféré les reprendre plus tôt. Pour sauvegarder les acquis, les pays pourront jusqu'à fin juillet confirmer leurs offres actuelles ou les modifier. – (Corresp.)

EUROPE

■ BULGARIE : une nouvelle hausse drastique des prix est intervenue, lundi 1^{er} juillet, avec une augmentation de la TVA, de l'électricité, du carburant, de l'eau et des taxes à l'importation. – (AFP)
■ IRLANDE : une minute de silence a été observée dans tout le pays, lundi 1^{er} juillet, à la mémoire de Veronica Guerin, journaliste assassinée la semaine dernière à Dublin par la pègre alors qu'elle enquêtait sur le trafic de drogue. – (AFP)
■ POLOGNE : soixante-six tombes ont été profanées au cimetière juif de Varsovie, dans la nuit de samedi à dimanche, a annoncé lundi 1^{er} juin la police polonaise. – (AFP)

PROCHE-ORIENT

■ ÉGYPTE : le président Hosni Mubarak et son homologue français Jacques Chirac se sont prononcés lundi soir 1^{er} juillet en faveur de « tout ce qui pourra faciliter » le processus de paix au Proche-Orient. M. Mubarak avait souhaité rencontrer son homologue français, avec lequel il a dîné, pour évoquer le processus de paix. – (AFP Reuter.)

ASIE

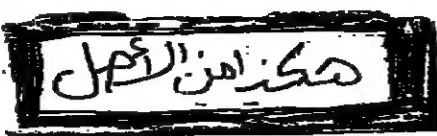
■ PHILIPPINES : environ dix mille manifestants ont envahi, mardi 2 juillet, une base militaire près de Zamboanga (sud des Philippines), au moment où atterrissait l'avion du président Fidel Ramos pour protester contre l'intention du gouvernement de conclure un accord de paix avec l'ancienne guérilla musulmane. – (AFP)

AFRIQUE

■ TUNISIE : le procès du député de l'opposition Khémal Chammari, emprisonné depuis le 18 mai, devait s'ouvrir, mercredi 3 juillet, à Tunis, nous a confirmé sa famille.

AMÉRIQUES

■ ÉTATS-UNIS : selon le New York Times du lundi 1^{er} juillet, la délégation américaine au G 7 de Lyon avait reçu pour consigne de ne jamais se séparer de tout document à caractère confidentiel, la France étant considérée comme un pays expert dans l'espionnage économique. La Maison Blanche a précisé que la délégation auprès de Bill Clinton avait, de fait, reçu la même consigne de sécurité que pour tout autre déplacement à l'étranger. Se comportant comme beaucoup de leurs homologues d'autres pays le font habituellement, les diplomates américains se sont, par exemple, assis sur leurs dossiers lors de dîners à l'extérieur. Un haut fonctionnaire de l'administration Clinton a confié au quotidien américain sa conviction que des Français ont récemment obtenu des contrats industriels dans le monde parce qu'ils avaient eu accès à des informations privilégiées.



6

FRANCE

LE MONDE / MERCREDI 3 JUILLET 1996

CORSE Un attentat à la voiture piégée a fait un mort et une quinzaine de blessés, dont deux graves, lundi 1^{er} juillet, à Bastia. La cible de cette action non revendiquée était

une société de transport de fonds dirigée par des responsables de la Cuncolta, vitrine légale du FLNC-canal historique. L'un d'entre eux, Pierre-Louis Lorenzi, a succombé à

ses blessures, tandis que Charles Pieri, secrétaire national de la Cuncolta, aurait perdu un œil. © DIRIGEANT DE LONGUE DATE de cette fraction du mouvement nationaliste, M. Pieri vi-

vait sous la menace de groupes adverses. Dans un entretien accordé au *Monde* fin mai, il s'était prononcé en faveur de l'aboutissement du processus de paix en cours. © L'ENQUÊTE

sur l'attentat a été confiée à la quatorzième section, dite antiterroriste, du parquet de Paris. (Lire aussi notre reportage page 11 et notre éditorial page 13.)

Un nationaliste tué dans l'explosion d'une voiture piégée à Bastia

Dirigé contre une société de transport de fonds gérée par des responsables de la Cuncolta, l'attentat a fait un mort et une quinzaine de blessés, parmi lesquels des personnes âgées et une adolescente. Les enquêteurs ne privilégiaient, mardi matin, aucune piste

BASTIA

de notre correspondant
La rue de la Citadelle, à Bastia, descend rapidement vers le vieux port de pêche pour en suivre le contour en forme de demi-cercle presque parfait. Des voitures sont garées de part et d'autre. Cela laisse peu de place à une circulation automobile qui, bien qu'en sens unique, est souvent difficile dans ce quartier touristique et populaire de la ville.

Comme à son habitude, lundi 1^{er} juillet, en milieu d'après-midi, Charles Pieri, cogérant de la SARL Corsica gardiennage service (CGS), située au centre du vieux port, gare son véhicule en double file face aux locaux de la société qu'il codirige avec deux autres militants d'A Cuncolta, Pierre-Louis Lorenzi et Dominique Recucci. La SARL a

été constituée récemment ; elle est en cours d'agrément pour des activités de gardiennage, de surveillance et de protection.

Les trois hommes sont des militants connus d'A Cuncolta, la vitrine politique légale du FLNC-canal historique. M. Pieri est secrétaire national de ce parti, M. Lorenzi est membre de son exécutif. La SARL a été formée à la suite du redéploiement des activités de la société coopérative ouvrière de production Bastia securita, une entreprise spécialisée dans les transports de fonds et dirigée par Jean-Martin Verdi, un autre militant connu d'A Cuncolta.

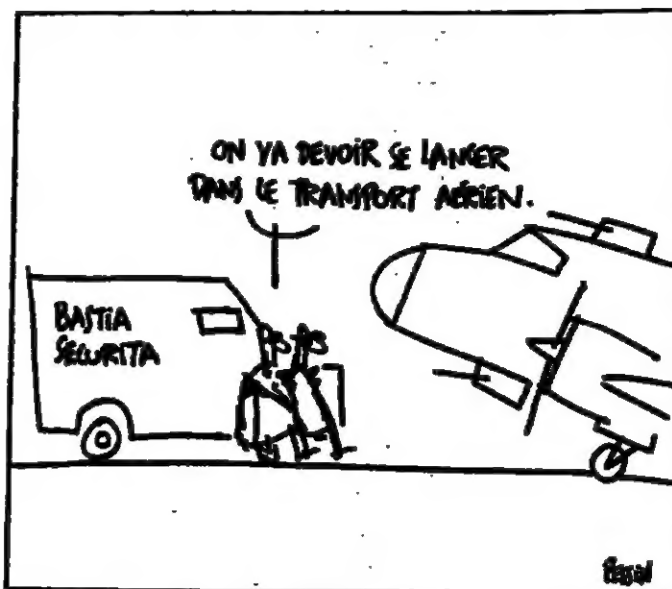
Sortant des locaux de la SARL, M. Pieri, accompagné par M. Lorenzi, rejoint sa voiture, une 406 Peugeot, en contournant une voiture Citroën AX, normalement ga-

rée face à l'entreprise. Il est 16 h 10 : une violente déflagration fait trembler les murs des immeubles voisins. La Citroën vient d'exploser, projetant plusieurs voitures les unes contre les autres. Les explosions se succèdent, huit véhicules sont en feu, les vitres des bâtiments alentour volent en éclats. Les pompiers, rapidement arrivés sur les lieux, relèvent le corps de M. Lorenzi, dont un bras a été arraché et dont la poitrine est atteinte par la déflagration. M. Pieri est, lui, sérieusement touché au visage, aux bras et aux jambes.

MISE À FEU TÉLÉCOMMANDEE

Dix autres personnes seront secourues et médicalisées par le Samu 28 jusqu'à l'hôpital de la ville. Parmi les victimes se trouvent plusieurs personnes âgées - des octogénaires habitant dans l'immeuble proche du sinistre - et une adolescente de quatorze ans. M. Renucci est également touché par des éclats et sérieusement commotionné par le souffle de l'explosion. M. Lorenzi décèdera dans la soirée après avoir été placé sous respiration artificielle. M. Pieri, dont le pronostic vital est favorable, a été opéré pendant plusieurs heures (il aurait perdu un œil dans l'attentat).

Selon les premiers éléments de l'enquête, la Citroën AX aurait été volée récemment et garée face à la SARL pendant la nuit précédente, au moment où les places de stationnement sont moins rares dans



ce quartier. Le véhicule aurait contenu plusieurs dizaines de kilos d'explosifs reliés à un système de mise à feu commandé à distance.

La méthode de la voiture piégée n'est pas rare dans les attentats en Corse, mais c'est la première fois que cette technique est employée avec la volonté de tuer sans discernement. Le FLNC a employé ce procédé dans quatre occasions au moins : en 1982, la voiture d'un homme suspecté d'appartenir à une organisation antinationaliste explosait alors que son occupant mettait le contact ; en 1984, sur

une route de campagne en Balagne, une voiture piégée explosait au passage d'un fourgon de gendarmerie ; en 1991, en plein jour, à Bastia, une voiture bourrée d'explosifs était placée dans le garage du conseil général de Haute-Corse et, après évacuation des personnels de l'hôtel du département et de la préfecture voisine, l'explosion télécommandée du véhicule provoquait la destruction totale du bâtiment administratif ; à la fin de 1995, une voiture piégée a explosé devant le commissariat de Bastia, après qu'un commando eut barré

les routes d'accès. Dans ces quatre cas, seules les cibles visées ont été atteintes, alors que lundi, à Bastia, pour la première fois, la méthode aveugle, inspirée des actions terroristes siciliennes, algériennes ou libanaises, a été mise en œuvre.

La guerre fratricide à laquelle se livrent les factions nationalistes, depuis dix-huit mois, a entraîné une réelle sophistication des techniques de protection des militants les plus connus. Gilets pare-balles, gardes du corps, protection avancée ou rapprochée n'échappent plus au regard du public, habillé au balai des voitures de repérage dont les occupants, équipés de téléphones portables, ouvrent la voie à leurs supérieurs hiérarchiques. Pour l'heure, les enquêteurs ne privilégient aucune des deux pistes possibles : radicalisation des moyens d'élimination massive que pourrait choisir telle ou telle organisation rivale ou vengeance personnelle, mûrie de longue date, par des alliés de victimes d'attentats précédents, exaspérés par le piétinement des enquêtes judiciaires et par le rôle public de plus en plus voyant de ceux qu'ils peuvent tenir pour responsables de leur malheur.

Cet attentat aggrave la faillite de l'Etat de droit en Corse. La visite d'Alain Juppé, prévue dans l'île à la mi-juillet pour l'annonce du contenu de la zone franche, prend aujourd'hui un autre poids.

Michel Codaccioni

Bastia Securita, une société de transport de fonds

Société coopérative ouvrière de production constituée en 1988 par les employés d'une société de transport de fonds mise en liquidation après avoir subi de trop nombreuses agressions aux yeux des compagnies d'assurances, Bastia Securita a été encadrée par des responsables de A Cuncolta, vitrine légale du FLNC-canal historique. Elle a joué rapidement d'un quasi-monopole sur la Haute-Corse, puis sur la Corse-du-Sud, sans jamais subir de vol.

Les activités générales de cette société ont été redéployées : Bastia Securita conserve l'exclusivité du transport de fonds, tandis que la SARL Corsica Gardiennage Service se spécialise dans les activités de protection et surveillance. A l'occasion de plusieurs affaires criminelles, des implications directes d'employés de Bastia Securita ont été démontrées, mais la structure de l'entreprise n'a jamais été mise en cause, et aucune hypothèque ne pèse sur ses activités professionnelles.

Charles Pieri, « un homme public qui vit clandestinement »

GRAVEMENT BLESSÉ dans l'attentat commis à Bastia lundi 1^{er} juillet, Charles Pieri s'était défini, en marge d'un entretien publié par *Le Monde* du 28 mai, comme « un homme public qui vit clandestinement pour éviter d'être assassiné ».



Portrait

Cofondateur du FLNC, ancien syndicaliste CPDT, cet homme de quarante-six ans, élu national de la Cuncolta après une longue période passée à la tête des « militaires », souhaitait l'aboutissement du processus de paix négocié avec le gouvernement, tout en évoquant, dans le cas contraire, la probabilité d'actions terroristes dans l'Hexagone.

Le secrétaire national de la Cuncolta nazionalista avait pris « l'habitude de vivre sur [ses] gardes depuis plus de deux ans ». Par précaution, il avait fixé un rendez-vous dans un café du centre de Bastia - qu'il savait fermé -, avant d'indiquer, par téléphone portable, un second lieu de rencontre, « tenu par des

amis », à proximité du port de plaisance. Attribué avec un garde du corps, M. Pieri avait refusé de dire s'il était lui-même armé, mais il avait indiqué la présence d'« autres éléments de protection évoluant autour de lui ».

Comme celle d'autres chefs nationalistes, sa vie quotidienne a été enserrée, ces dernières années, par les mesures de sécurité : « Ne jamais dormir ou même endormir et avoir des domiciles secrets, avait-il égrené. Ne pas avoir de vie familiale et de moins en moins de vie professionnelle. » Ce mode de vie ne lui pesait-il pas trop ? « C'est un choix politique. J'avais l'habitude de la clandestinité totale quand j'étais recherché par voie d'affiches », avait-il répondu, rappelant son éviction de la prison de Bastia en 1984, les recherches engagées contre lui en 1987, puis son acquittement par la cour d'assises de Bordeaux en 1989.

« La clandestinité est plus difficile à vivre quand ce sont d'autres Corse, et non des gendarmes, qui vous y obligent », commentait M. Pieri.

Erich Inciyan

L'enquête est confiée au parquet de Paris

L'ENQUÊTE sur l'explosion de la voiture piégée de Bastia a été confiée à la quatorzième section, dite « antiterroriste », du parquet de Paris, qui avait été dernièrement chargée de plusieurs dossiers d'assassinats et de tentatives d'assassinats visant des dirigeants nationalistes corse. Le chef de cette section spécialisée, Irène Stollner, était attendu mardi matin 2 juin en Haute-Corse.

« De tels actes de violence sont intolérables et leurs auteurs devront rendre des comptes à la justice », a déclaré le ministre de l'Intérieur, Jean-Louis Debré. Affirmant son « indignation après l'attentat qui a frappé plusieurs personnes, notamment une enfant et des personnes âgées », M. Debré a ajouté que « la violence ne peut qu'engendrer la violence et ne sert qu'à alimenter le cycle de la vengeance ».

LE RETOUR DU RAID

M. Debré a annoncé, en outre, l'envoi des policiers du RAID (le groupe recherche, assistance, intervention, dissuasion, placé auprès du directeur général de la police nationale) sur l'île de Beauté. L'arrivée de

cette unité policière « renforcera l'ensemble des services de police et de gendarmes qui servent dans l'île », a déclaré M. Debré. Le RAID sera ainsi de retour en Corse après son départ précipité par la fusillade, intervenue le 16 avril à Ajaccio, au cours de laquelle le capitaine de police René Canto et un militant de la Cuncolta nazionalista, Jean-Luc Orsoni, âgé de vingt-huit ans, avaient été tués.

Le bilan de l'explosion du Vieux-Port de Bastia était, mardi matin 2 juin, d'un mort - Pierre-Louis Lorenzi, âgé de trente-quatre ans, qui a succombé à ses blessures lundi soir 1^{er} juillet à l'hôpital de Bastia - et d'une quinzaine de blessés. Souffrant de nombreux traumatismes, deux d'entre eux restaient hospitalisés mardi dans la matinée. Il s'agit de Charles Pieri, secrétaire national de la Cuncolta, âgé de quarante-six ans, qui aurait perdu un œil dans l'attentat, et de Dominique Renucci, trente-sept ans. Les jours de ces deux hommes ne seraient cependant pas en danger.

E. In.

Comme le souhaite Jacques Chirac, l'ordre du Mérite s'ouvre aux personnes « modestes »

TOUS CEUX QUI MÉRITENT la Légion d'honneur peuvent-ils arborer cette décoration, fondée par Napoléon, encore premier consul ? « Assurément non », répond l'Ordre de la Légion d'honneur à l'aube du troisième millénaire (éditions Lavoiselle, 120 pages, 195 francs), un ouvrage que vient de publier la grande chancellerie de l'ordre. Ses rédacteurs, sous la direction du général Gilbert Foray, grand chancelier, reconnaissent en effet : « La recherche de tous les citoyens méritants en tous domaines n'est pas chose facile. Fatalement, certains sont oubliés... » Ils ajoutent : « Pour y remédier, d'ores et déjà, à la demande du président de la République, plusieurs branches

d'activité ont vu leurs dotations de croix augmentées : ainsi en est-il de l'enseignement, de la recherche, de la formation et de la solidarité. »

Jacques Chirac, grand maître de l'Ordre, à la qualité de président de la République, a ainsi récemment donné des directives pour que le caractère universel des ordres nationaux soit renforcé (*Le Monde* daté 11-12 février). Cette volonté a commencé à entrer dans les faits pour ce qui concerne l'ordre du Mérite. Sa dernière promotion, celle du 15 mai, fait apparaître une proportion plus forte de personnes d'origine modeste, un nombre plus grand de femmes et un éventail plus large de professions que celle de l'année dernière.

Le contingent d'Eric Raoult, ministre de la ville et de l'intégration, récompense ainsi une gardienne d'immeuble. Celui de Jean-Pierre Raffarin distingue, aux côtés des présidents-directeurs généraux de sociétés, quelques petits commerçants et artisans : restaurateur, boulanger, pâtissier, coiffeuse, boucher, chapelier, feronnier d'art... On trouve aussi des assistants sociales, des nourrices, des aides-soignants, des infirmières, une standardiste, un ancien mineur, des secrétaires de mairie, des agents d'entretien ou d'exécution... Les titres, souvent imprécis, des personnes nommées et promues, ainsi que le nouveau découpage gouvernemental n'autorisent pas toujours des comparaisons faciles avec la situation antérieure. Ce travail est toutefois possible dans certains secteurs de la fonction publique.

On constate ainsi que les ministères financiers (économie, finances, budget) ont sélectionné plus d'agents du bas de la hiérarchie des fonctionnaires (catégories B et C) : on en dénombre 16 sur un contingent de 87 croix (soit 18 %), au lieu de 12 sur 111 (soit 10,8 %), en 1995.

Même chose dans la police, où plus de brigadiers, de capitaines et de commandants côtoient les

commissaires : en 1995, Charles Pasqua avait récompensé 16 agents de catégorie A et 12 de catégories B et C (36 %). Jean-Louis Debré a élu 9 policiers de catégorie A et 15 de catégories B et C (62 %), ce qui correspond mieux à la pyramide hiérarchique, puisque les catégories C, B et A représentent, respectivement, 80 %, 17 % et 2 % des effectifs de la police.

Le ministère de la justice a décoré trois agents de catégories B et C (greffiers divisionnaires, surveillant pénitentiaire), alors que l'an dernier, seuls quelques greffiers en chef (catégorie A) avaient eu accès

à ces honneurs, en dehors des magistrats. Le ministère des affaires étrangères s'est intéressé non seulement au corps diplomatique, mais aussi aux métiers qui le servent : chiffeux, conservateur du patrimoine, secrétaire administratif.

24 % DE FEMMES

La promotion du 15 mai 1996 comprend aussi, selon la grande chancellerie, 24 % de femmes. Celle du 13 mai 1995 n'en comptait que 15 %. François Bayrou, déjà ministre de l'éducation nationale en 1995, avait décoré 18 femmes sur

81 personnes (22 %). Cette fois, il a élu 52 femmes sur 118 (soit 44 %).

Il faut toutefois rappeler que l'ordre du Mérite est moins prestigieux que celui de la Légion d'honneur. Créé à l'initiative du général de Gaulle en 1963, pour stopper l'inflation des décorations de l'ordre le plus recherché et pour remplacer les ordres rattachés à plusieurs ministères, il se propose de « récompenser les mérites distingués, et non plus éminents », selon son décret fondateur. Ses contingents sont beaucoup plus importants que ceux de la Légion d'honneur : 4 411 croix par an, au lieu de 1 595, à titre civil, depuis 1994. La promotion du 15 mai compte ainsi près de 2 000 noms, alors que la promotion de Pâques de la Légion d'honneur n'en offrait que 455.

Les places de la Légion d'honneur étant peu nombreuses, toutes places faites aux « modestes » le sera au détriment des personnes occupant une position élevée dans la société. A moins que, comme le craignent certains chefs de cabinets ministériels - ce sont eux qui effectuent les premiers « tris » - les premiers ne soient cantonnés au Mérite, la Légion d'honneur devenant encore plus élitiste qu'elle ne l'est aujourd'hui.

Rafaele Rivals

Pour vous aider à réussir
Stages intensifs et préparations annuelles

- SCIENCES POL. : entrée en 1^{re} et 2^e années
- GRANDES ECOLES DE COMMERCE : HEC & ESCP et admissions parallèles : bac+2 et bac+3
- Grands concours juridiques : EPF, CPA et ENM
- DROIT/SC. ECO. : soutien méthodologique universitaire
- Concours d'entrée en MSTCE

ISTH La confiance - La performance
Enseignement Supérieur Privé
DEPUIS 1954 TEL 42 24 10 72+ Minitel 3615 ISTHES

Le juge Halphen a découvert des documents embarrassants pour M. et M^{me} Tiberi

La perquisition du 27 juin a permis de saisir un mémoire rédigé par l'épouse du maire

Au cours de la perquisition qu'il a effectuée jeudi 27 juin au domicile de M. et M^{me} Tiberi, le juge Eric Halphen, chargé du dossier des fausses fac-

tures des HLM de Paris, a découvert plusieurs documents qui pourraient le conduire à vouloir interroger prochainement le maire de Paris et

son épouse. M. Tiberi possédait des liasses de procès-verbaux et des notes blanches, émanant, semble-t-il, de services de renseignement.

« QUE POUVAIT ESPÉRER trouver le juge Halphen au domicile de M. Tiberi ? », interrogeait, samedi soir sur LCI, un responsable de l'Association professionnelle des magistrats (APM, droite). Présentée d'emblée, par les partisans du maire de Paris, comme une contre-attaque purement médiatique du magistrat, après le refus du parquet de Créteil (Val-de-Marne) de le saisir des faits relatifs au logement du fils de M. Tiberi, la perquisition effectuée jeudi 27 juin dans l'appartement de M. et M^{me} Tiberi, place du Panthéon, pourrait avoir permis certaines découvertes. Outre les deux armoires de papiers, les boîtes de munitions et une somme de 20 000 francs en billets neufs de 500 francs, placée dans le coffre-fort (Le Monde daté 30 juin-1^{er} juillet), le juge Halphen, qui était escorté par sa garde et une magistrature du parquet de Créteil - en l'absence des policiers qui avaient refusé de l'accompagner - a trouvé une série de documents qui lui ont ouvert plusieurs pistes.

Selon Le Figaro du 2 juillet, le juge d'instruction aurait ainsi saisi le « Journal confidentiel » de Xavier Tiberi. En fait, M. Halphen n'a emporté qu'une page de ce journal, tenu par l'épouse du maire

de Paris, sur un cahier à spirale. Les écrits de M. Tiberi portaient en effet principalement sur l'affaire de l'appartement de son fils, dont le juge n'est pas saisi, à l'indigé au Monde une source proche de l'enquête. Sur la page arrachée par le juge, l'épouse de Jean Tiberi regrettait que son mari soit abandonné par ses amis, écrivant qu'il n'avait pas dirigé seul la mairie de Paris. « Il y avait Ch. et J. », peut-on lire sur le document saisi, les initiales désignant à l'évidence l'actuel président de la République et son premier ministre, Jacques Chirac et Alain Juppé, respectivement ancien maire de Paris et ancien adjoint chargé des finances. Le juge Halphen pourrait solliciter le témoignage de M. Tiberi afin de lui faire préciser le sens de cette phrase.

« NOTE BLANCHE » Parmi les autres documents découverts, figure un rapport d'une vingtaine de pages dactylographiées, consacré aux « conditions de coopération entre les collectivités locales ». Rédigé par Xavier Tiberi à l'attention du conseil général de l'Essonne, ce mémoire aurait valu à son auteur une rémunération de 200 000 francs, versée sous la forme de dix mensualités, selon

d'autres pièces saisies par le juge d'instruction. Ce dernier devrait procéder à des vérifications sur la réalité de cet « emploi » ainsi que sur le montant de la rémunération offerte par l'Assemblée départementale de l'Essonne, présidée par Xavier Dugoin (RPR).

Une série de documents émanant apparemment de services de renseignement a également retenu l'attention du magistrat, qui les a placés sous scellés. Ainsi Jean Tiberi disposait-il, à son domicile, de la copie d'une « note blanche » - note non signée et ne comportant aucune mention du service d'origine, selon la terminologie policière - consacrée à un homme d'affaires d'origine libanaise, dont les activités sont jugées contestables par les auteurs de ce rapport. Enrangement, le juge Halphen a retrouvé cette pièce accompagnée de photocopies de chèques, tirés sur le compte des époux Tiberi au profit de cet homme d'affaires. Dans son édition du 30 juin, Le Journal du dimanche indiquait que plusieurs notes des Renseignements généraux avaient aussi été saisies par le juge de Créteil. Selon nos informations, l'un de ces documents, daté de 1994, est consacré aux développements de l'affaire

Maillard et Dacles, du nom d'une fille bressanne de Dumez soupçonnée d'avoir versé d'importantes commissions, dont les bénéficiaires n'ont pas tous été identifiés. Un passage de cette note fait état de rumeurs - non étayées - sur le patrimoine personnel de M. Tiberi.

La présence de ces documents au domicile du maire de Paris, si elle peut s'expliquer par le souci d'être informé de rumeurs circulant sur son compte, est susceptible d'inspirer au juge Halphen de nouvelles questions à poser à M. et M^{me} Tiberi. Le magistrat pourrait aussi les interroger sur la provenance d'une liasse de procès-verbaux, extraits d'une procédure judiciaire portant sur l'attribution d'emplois fictifs par une collectivité locale du Val-de-Marne, et dans laquelle apparaissent les noms de plusieurs élus de l'actuelle majorité. Le juge Halphen pourrait vouloir savoir en quoi cette enquête intéressait particulièrement M. Tiberi, et par quel cheminement ce procès-verbal est parvenu chez le maire de Paris, trois jours avant que celui-ci autorise son intention de déposer une plainte pour violation du secret de l'instruction.

Hervé Gattegno

Le maire de Paris va porter plainte pour violation du secret de l'instruction

JEAN TIBERI a annoncé, lundi 1^{er} juillet, son intention de porter plainte pour violation du secret de l'instruction auprès du doyen des juges d'instruction du tribunal de Paris. Selon le service de presse de la mairie de Paris, cette plainte devait être remise mardi matin au tribunal par l'avocat de M. Tiberi, le bâtonnier de Paris Bernard Vaxier. A plusieurs reprises, l'Hôtel de Ville avait envisagé, sans y donner suite, de déposer plainte, notamment contre le principal accusateur de M. Tiberi, François Clozier, ancien numéro deux de l'OPAC.

Aucune personne n'est nommément désignée par cette plainte, motivée, selon le communiqué publié lundi par M. Tiberi, par « l'opération politique de calomnie [à son] encontre et de déstabilisation de l'instruction qu'il représente ». « Tous les éléments du dossier de l'instruction sont immédiatement et minutieusement communiqués à la presse, sauf, bien évidemment, ceux qui sont à la charge de mes accusateurs », souligne M. Tiberi, en citant les documents fournis par l'OPAC dans le cadre de l'enquête sur les HLM de Paris, ainsi que le « soit communiqué » transmis par le juge d'instruction au procureur.

Le maire s'étonne que l'AFP ait été informée

de la présence du juge Eric Halphen à son domicile, le 27 juin, « une heure avant qu'il ne le quitte ». « Personne ne pouvait avoir connaissance de cette démarche du juge, hormis ceux qui participent à la justice », en conclut le maire de Paris, conforté dans cette certitude par le « décrié défilé » des objets saisis chez lui par deux jours plus tard.

« L'enchaînement implacable, régulier et sélectif de ces violations du secret de l'instruction a pour seul objet de déstabiliser, humilier et salir un citoyen qui ne mérite pas plus, mais pas moins d'égards que les autres en termes de protection de son honneur », accuse M. Tiberi.

RIPOSTE POLITIQUE Cette riposte judiciaire, que l'entourage du maire annonçait dès le lendemain de la perquisition (Le Monde daté 30 juin-1^{er} juillet), s'accompagne d'une contre-attaque politique visant « l'attitude scandaleuse et écœurante » de Pierre Moscovici, membre du secrétariat national du Parti socialiste, qui, selon la Mairie de Paris, a réclaté « une mise en examen comme en d'autres temps certains réclamaient que l'on pendre haut et court sans jugement ». M. Moscovici, qui a nié avoir jamais demandé la mise en

examen de M. Tiberi, a commenté cette contre-attaque en estimant que « le pouvoir cède à la panique » et que la déclaration du maire de Paris est « l'indice d'un profond malaise ».

La porte-parole du PS, François Hollande, a demandé le vote d'une loi « anti-classes » en vue de « rompre le lien entre la chancellerie et les parquets », ainsi que la création d'une « commission d'enquête » après le refus des policiers d'accompagner le juge Halphen dans sa perquisition au domicile du maire de Paris.

M. Tiberi a reçu le soutien du président de la commission des lois de l'Assemblée nationale, Pierre Mazeaud (RPR), qui s'est dit « scandalisé par la multitude » de journalistes qui se trouvaient à l'arrivée de M. Halphen chez M. Tiberi. Interrogé sur le refus des policiers d'assister le juge Halphen dans sa perquisition, M. Mazeaud a répondu : « Certes, l'officier de police judiciaire doit accompagner le juge d'instruction, mais si une règle fondamentale n'est pas respectée - si l'on viole le secret de l'instruction - est-ce que l'on doit respecter la règle ? Je m'interroge... ».

Pascale Sauvage

Jean-Louis Debré apporte son soutien au directeur de la PJ

LE MINISTRE DE L'INTERIEUR, Jean-Louis Debré, a publiquement apporté son soutien au directeur de la police judiciaire de la préfecture de police de Paris (PJPP), Olivier Foll, dans l'affaire des fausses factures HLM de Paris. M. Foll est mis en cause pour avoir refusé que des policiers assistent le juge Eric Halphen, jeudi 27 juin, lors d'une perquisition menée au domicile du maire de Paris, Jean Tiberi (Le Monde daté 30 juin-1^{er} juillet). Le ministre de l'Intérieur, en visite lundi 1^{er} juillet à l'École nationale supérieure d'officiers de police de Camille-Desmoulins (Seine-et-Marne), a déclaré que le patron de la PJPP avait « donné les ordres qui convenaient ».

Selon Jean-Louis Debré, « il en allait de la crédibilité de la police et de la dignité des fonctionnaires ». Le ministre, ancien juge d'instruction, a insisté sur le fait qu'il fallait « tout faire pour que la police judiciaire accomplisse sa mission officielle dans de bonnes conditions ». A l'issue de la cérémonie, en saluant un par un tous les directeurs et chefs de services de la police nationale, M. Debré s'est arrêté longuement devant Olivier Foll, auquel il a chaleureusement serré la main.

L'attitude de M. Foll a continué de susciter des réactions dans la classe politique. Le député RPR des Hauts-de-Seine Patrick Devedjian, qui avait déjà vivement critiqué le garde des Sceaux Jacques Toubon (Le Monde du 2 juillet), a estimé, lundi, sur LCI, que le directeur de la PJ parisienne avait fait

preuve d'un « excès de zèle pour plaquer au pouvoir politique qui n'en demandait pas autant ». « C'est une maladresse, a poursuivi le député. Je crois plutôt que nous avons affaire à des excès de zèle de fonctionnaires qu'à des manifestations du gouvernement. Si un homme politique s'était mêlé de cela, il aurait été plus habile. Classer sans suite l'affaire de l'appartement [du fils de M. Tiberi] le jour où le PS tient sa convention, il faut le faire. Pour Jospin, quelle oubliette ! » Interrogé par Le Monde, François Hollande, porte-parole du Parti socialiste, estime qu'il en va de la crédibilité du ministère de l'Intérieur et de la

dignité du gouvernement de considérer que ces actes illégaux sont normaux. Quand un gouvernement ne respecte pas la loi, qu'il demande peut le faire respecter ? ».

REACTIIONS SYNDICALES Le refus des fonctionnaires de police d'assister le juge Halphen a provoqué des réactions dans les organisations professionnelles de magistrats et de policiers. Dans un communiqué diffusé lundi, l'Union syndicale des magistrats (USM) a dénoncé « une nouvelle imbrication politique du ministère de l'Intérieur dans le domaine judiciaire ». L'USM demande aux pouvoirs pu-

blics « de prendre toutes mesures utiles pour assurer aux magistrats une véritable autorité hiérarchique sur les officiers de police judiciaire ».

La Fédération autonome des syndicats de police (FASP) estime de son côté que cette affaire « ne peut être [...] que la conséquence d'une décision d'ordre politique, prise par une instance gouvernementale ». La FASP en appelle au ministre de l'Intérieur afin « qu'il défende le service public dont il a la charge en assumant pleinement et publiquement la décision prise afin qu'elle ne jette pas le discrédit et l'opprobre sur la PJ ».

Jean-Louis Debré assume à son tour un acte qui est en contradiction flagrante avec le code de procédure pénale.

Dans l'affaire Schuller-Maréchal, Edouard Balladur, alors premier ministre, avait prestement réagi en exigeant la démission du directeur central de la police judiciaire, Jacques Franquet. Dans l'affaire de la perquisition du juge Halphen, Olivier Foll proposait d'assumer seul la « bavure » et, en quelque sorte, s'avançait pour le rôle de fusible. Par imprudence ou par cynisme, MM. Toubon et Debré ont visiblement préféré ignorer cette solution. Ce faisant, ils se retrouvent en première ligne, placés devant leurs propres responsabilités.

Franck Nouchi

Le gouvernement tente de renouer le dialogue en Nouvelle-Calédonie

M. de Peretti effectue une visite dans l'archipel

NOUMÉA. Notre correspondant. Ministre délégué à l'Outre-mer, Jean-Jacques de Peretti a entamé, samedi 29 juin, une délicate visite d'une semaine en Nouvelle-Calédonie afin de « renouer les fils du dialogue » avec les indépendantistes du Front de libération nationale kanak socialiste (FLNKS). Ceux-ci, lors de la dernière réunion tripartite avec l'Etat et le Rassemblement pour la Calédonie dans la République (RPCR), au mois d'avril à Paris, avaient suspendu les négociations sur la recherche d'une solution consensuelle pour l'avenir du territoire.

Quelques heures après son arrivée à Nouméa, et avant d'engager, mardi 2 juillet, le plus discret dialogue possible, des discussions avec l'ensemble des forces politiques locales, M. de Peretti s'est plongé au cœur de la communauté kanak. La visite à une chefferie coutumière constitue un passage obligé pour tout ministre de l'Outre-mer en visite en Nouvelle-Calédonie, mais, le 29 juin, l'exercice a pris une tout autre dimension.

M. de Peretti s'est rendu à la tribune de Saint-Louis, située sur la commune du Mont-Dore, aux portes de Nouméa. C'est une tribu farouchement indépendante, qui, dans les années 80, a longtemps effrayé les Européens de Nouméa par le cocktail de violences politiques et de petite délinquance dans lequel baignaient ses jeunes désemparés. Cette mauvaise réputation colle toujours à cette communauté de 1 100 personnes, dont le grand chef n'est autre que Roch Wamytan, le président du FLNKS. Le discours de bienvenue s'est transformé en une longue évocation historique du « traumatisme » subi par les tribus du sud de la Calédonie après la prise de possession de l'île par la France en 1853. Les tribus ont été « exterminées » ou « déplacées au gré des opérations militaires », a expliqué Roch Wamytan. Les clans survivants ont ensuite été regroupés à Saint-Louis par la mission catholique, au sein d'une tribu créée artificiellement aux environs de Port-de-France, qui allait devenir

« DOMINEZ-NOUS LA MAIN » Malgré les efforts de l'école de la mission catholique, on compte les bacheliers et les universitaires de la tribu « sur les doigts d'une main », a précisé M. Wamytan. « Aidez-nous à nous reconstruire. Nous ne pouvons plus maintenant accepter la soumission, l'humiliation subies pendant cent quarante ans », a demandé le président du FLNKS, avant de revendiquer « un partenariat entre l'Etat et nous, les Kanaks », en « contrepartie des cent quarante ans écoulés ».

« Donnez-nous la main pour bâtir, a encore affirmé le dirigeant indépendantiste. Je crois que, après, la porte est ouverte. Nous pouvons cheminer ensemble, nous avec vous, mais aussi avec les autres communautés qui vivent ici, notamment les Européens, qui nous ont amené beaucoup, je ne peux pas le nier. Nous avons bénéficié de la civilisation qui nous a permis de sortir de l'âge de la pierre taillée, pour aller vers une ère de modernisme. Mais à quel prix ? ».

Dans sa réponse, le ministre délégué à l'Outre-mer s'est dit « marqué » par ce discours. « Le rôle de l'Etat, a-t-il dit, est de se replacer dans une perspective historique et de cheminer avec vous, avec toutes les communautés qui sont ici et qui sont, aussi, la Calédonie. » M. de Peretti devait ensuite se rendre dans plusieurs tribus, dont celle de Jean-Marie Tjibaou, au nord de la « Grande Terre ».

Franck Madaroff

SUD crée un syndicat interprofessionnel à Toulouse

LA CRÉATION du premier syndicat interprofessionnel SUD (Solidaires, unitaires, démocratiques) a été annoncée, mardi 2 juillet, à Toulouse. Il devrait regrouper près d'une dizaine de syndicats SUD (entre 1 500 et 2 000 syndiqués), presque tous issus de la CFDT. Dans la région toulousaine existent déjà SUD-PTT, SUD-Rail, SUD-Education, SUD-Théâtre et SUD-Étudiants. Récemment, des syndicats CFDT de la santé et des services sociaux, ainsi que des personnels du ministère de l'Intérieur et des collectivités territoriales (Interco), ont voté leur désaffiliation de la CFDT, respectivement à 60 % et à 68 %, pour créer des syndicats SUD. Dans la région Midi-Pyrénées, des syndicats SUD devraient être créés d'ici à la fin de l'année, aux finances, à l'ANPE et à l'AFPA (Association pour la formation professionnelle des adultes). Cette interprofessionnelle SUD fonctionnera avec les syndicats autonomes du « groupe des dix » présents à Toulouse.

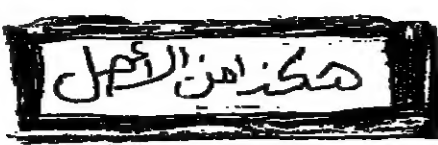
DÉPÊCHES

■ MOUVEMENT SOCIAL : le sociologue Pierre Bourdieu a estimé, dans un message lu le 29 juin devant une centaine de militants syndicaux, associatifs et politiques, réunis gare d'Austerlitz, à Paris, pour préparer les « Etats généraux du mouvement social » qui se tiendront le 24 novembre, que « ce qui s'est passé récemment en Allemagne (...) constitue un démenti criant pour tous ceux qui décriaient notre mouvement comme archaïque et provincial ». Pour M. Bourdieu, cela doit « encourager à l'inventer des modèles d'action et de réflexion exemplaires, susceptibles d'être mis à l'œuvre à l'échelle internationale ».

■ CULTURE : le Parti socialiste a créé, lundi 1^{er} juillet, un Observatoire des libertés culturelles, composé d'élus, de directeurs d'institutions culturelles, d'artistes et de personnalités. Pour Frédéric Bredin, secrétaire nationale chargée de la culture et des médias, « il faut réagir, témoigner, résister » face aux « manifestations de répression, d'ordre moral, de populisme » qui « placent les acteurs de la vie culturelle dans une situation d'urgence ». « Nous serons vigilants quelle que soit la couleur politique de la commune », a-t-elle précisé.

■ ADHESION : le RPR a pris acte du « souhait » de Joël Wilmotte, maire (div. d.) d'Haumont (Nord), de rejoindre ses rangs. Ancien militant socialiste, M. Wilmotte avait organisé dans sa commune, en 1992, un référendum contre l'immigration. Pour le secrétaire départemental du RPR dans le Nord, Jean-Yves Herbeval, « il appartiendra au comité départemental de se prononcer sur cette demande d'adhésion ».

■ VACHE FOLLE : Joseph Daul, président de la Fédération nationale bovine, juge, dans Le Figaro du mardi 2 juillet, qu'« au moins 15 000 personnes perdront leur emploi avant la fin de l'été » dans la filière bovine, en raison de la baisse de la consommation liée à la crise de la « vache folle ». M. Daul évalue les excédents de viande de bœuf à « plus d'un million et demi de tonnes avant la fin de l'année ».



SOCIÉTÉ

LE MONDE / MERCREDI 3 JUILLET 1996

ÉDUCATION Menée pendant l'année scolaire 1995-1996 dans 10 000 écoles primaires auprès de 250 000 élèves de CE1, l'expérience d'initiation à une langue étrangère

donne lieu à un premier bilan mitigé. Une évaluation réalisée par un groupe d'experts met en exergue certaines insuffisances. ● PLUS DE 70 % des 15 000 instituteurs et ins-

titutrices volontaires pour cette opération sont déclarés « débutants ou peu expérimentés » dans l'enseignement d'une langue étrangère. En outre, il n'est pas rare que « le

maître n'entende pas juste ». ● IL EST INDISPENSABLE, estiment les spécialistes, de « reconnaître le caractère impératif et l'urgence d'une formation » pour tous les ensei-

gnants. Alors que les syndicats déplorant l'insuffisance de moyens, les parents restent très demandeurs de cet apprentissage qui, de toute évidence, est très apprécié des enfants.

L'initiation aux langues à l'école bute sur la formation des maîtres

Selon un groupe d'experts, les instituteurs qui se sont portés volontaires pour l'expérience disposent rarement des connaissances suffisantes pour enseigner une langue étrangère dans les meilleures conditions

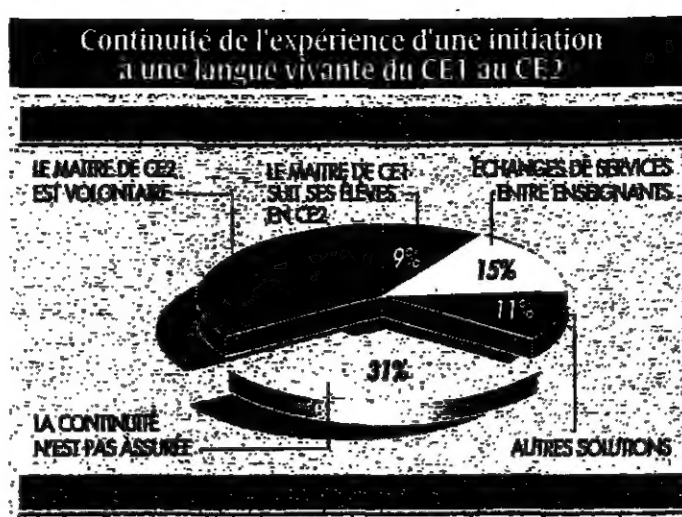
LES ENFANTS adorent. L'expérience d'initiation à une langue étrangère menée pendant l'année scolaire 1995-1996 dans 10 000 écoles primaires a au moins des adeptes enthousiastes : les quelque 250 000 élèves de CE1 concernés. Selon la mesure à 7 du « nouveau contrat pour l'école », cette initiation doit se dérouler « chaque jour pendant quinze minutes », à l'aide de vidéo-cassettes. Des séquences de cinq minutes y mettent en scène maître et élèves étrangers, d'un niveau équivalent au CE1, dans des situations ludiques ou scolaires. 82 % des classes ont fait de l'anglais, 12 % de l'allemand, 4 % de l'espagnol et 2 % de l'italien. Le bilan de cette année d'expérimentation, établi par un groupe d'experts (corps d'inspection, chercheurs et linguistes) et rendu public par le ministère,

donne pourtant l'alerte sur ses insuffisances, voire ses dangers. Si les 15 000 instituteurs et institutrices volontaires pour cette opération ont fait la preuve de leur investissement, plus de 70 % d'entre eux sont déclarés « débutants ou peu expérimentés » dans l'enseignement d'une langue étrangère. Beaucoup se sont lancés dans l'aventure par plaisir, allant jusqu'à débiter eux-mêmes dans une langue avec les enfants (Le Monde du 17 février). Une très large majorité a plus de vingt ans d'expérience d'enseignement, ce qui est une aide précieuse, mais ne suffit pas à compenser l'absence de compétences en langues.

Trop limitée (entre une demi-journée et quatre jours), la formation dispensée ne leur a pas permis d'éviter certains écueils. Ainsi, pour 90 % des enseignants, esti-

ment les rapporteurs, « la capacité à reprendre un énoncé, une consigne, pour lancer une activité ou corriger un élève, reste très insuffisante : le schéma intonatif est souvent approximatif ou à la française ». Les experts ajoutent même que « le maître n'entend pas juste » et ne connaît « ni les caractéristiques essentielles de la langue ni les processus d'acquisition des langues vivantes ».

Le travail de mémorisation, qui passe le plus souvent par la répétition, peut s'en trouver affecté. Le rapport relève deux dérives : soit le travail est purement mécanique, sans transfert de la situation impliquant l'élève, soit il tourne à l'ingurgitation de vocabulaire, sans accès au sens, « installant ainsi des représentations caricaturales de la langue vivante : une langue = une suite de mots ». L'entraînement de l'oreille ne saurait être neutre, soulignent les rapporteurs : « Réussi, il permettra l'amélioration souhaitée des apprentissages ultérieurs ; mal engagé, il créera des handicaps difficilement rattrapables ». Peu soucieux de ces arguments, les élèves sont à la fois très attentifs et très actifs. « Les enfants en général comprennent ce qui se passe. Mais cela ne signifie pas qu'ils comprennent ce qui se dit », notent les inspecteurs, qui ont conduit 120 visites de classe. La pratique d'un deuxième visionne-



Dans plus de deux tiers des classes, la continuité est prévue au CE2. Le groupe national d'experts continuera de les suivre.

ment de la séquence n'est pas rare, ont-ils encore observé, pour le plus grand bénéfice de tous. Lorsque les séquences se suivent sans retour en arrière, l'effet est « totalement inopérant quant à l'initiation à la langue, au-delà de quelques expressions en nombre limité ». Il faudra sans doute tirer la leçon de deux notables exceptions : la mémorisation est bien meilleure grâce aux chansons, accompagnées d'une gestuelle, et se révèle excellente dans les activités qui impliquent « vraiment démarche de découverte et enjeu de type lu-

dique ». Ainsi du jeu de collin-mallard, « repris en classe avec beaucoup de plaisir par les enfants ». En dehors de ces situations et faute d'une reprise systématique, « chaque savoir-faire nouveau chasse le précédent ». GARE AU TOUT ANGLAIS La qualité des cassettes n'est globalement mise en cause ni par les experts, ni par les enseignants, mais ces derniers trouvent les séquences « trop copieuses » et la progression lexicale trop rapide. Chacun s'accorde à regretter également que les situations d'inter-

activité - lorsque Mary, Julia, Peter ou Dario sollicitent une intervention de leurs spectateurs - ne fonctionnent pas. L'ensemble est jugé vivant et gai, mais le contact avec la réalité du pays limité puisque toutes les comédies de situation se déroulent dans une salle de classe. Enfin, les rapporteurs s'inquiètent de la mise en œuvre de l'expérimentation, notamment de la persistance du « tout anglais ». Cette langue, notent-ils, a parfois été imposée par les inspecteurs d'académie et « réclamée fréquemment par les familles ». Si, comme prévu, l'expérience est poursuivie l'an prochain au CE2 et en voie de généralisation au CE1, remarque le rapport, il faudra « clarifier les perspectives de l'opération ». Comment compter sinon sur la bonne volonté des enseignants, alors que 15 000 volontaires ont cette année essayé les platres ? Parmi les 24 propositions des experts pour améliorer les conditions de cette expérience, qui correspond à une forte demande des familles, un bon nombre tourne autour de la formation des enseignants : il faut, concluent-ils, « reconnaître le caractère impératif et l'urgence d'une formation linguistique et didactique pour tous les enseignants ».

Béatrice Gurrey
★ L'Initiation à une langue au cours élémentaire première année, Rapport d'étape, mai 1996, groupe national d'experts.

L'enfant aux deux langues

Radical et passionnée, la solution pour un véritable bilinguisme proposée par Claude Hagège dans L'enfant aux deux langues, paru chez Odile Jacob au mois de février, peut passer pour un rêve : enseigner aux enfants de l'école primaire une discipline dans la langue de l'un de nos voisins. Imaginera-t-on un jour des échanges d'enseignants assez bien organisés pour réaliser cette séduisante utopie ? Pour le professeur du Collège de France, aimer l'Europe des langues, c'est en pratique le plus grand nombre possible, pour faire pièce aux tenants du tout anglais. L'auteur de L'Homme de paroles lance un avertissement à ceux qui n'iront pas à la rencontre des langues des autres : « Les unilingues de l'Europe de demain risquent d'apparaître comme des sinistres de la parole » (Le Monde du 10 mai).

Les écueils de l'apprentissage précoce

L'idée d'enseigner une langue étrangère dès l'école primaire, appliquée ici ou là dès les années 50, repose sur un constat simple : plus on est jeune, plus on apprend facilement une autre langue que la sienne. Les familles, persuadées de cet axiome et convaincues de l'atout que représente une langue supplémentaire dans un cursus, sont fortement demandeurs d'un tel apprentissage. La construction européenne, bien qu'avancant cahin-caha, a conforté la société tout entière dans la nécessité du multilinguisme pour tous. C'est sur ces bases que s'est développé, en 1989, « l'enseignement d'initiation aux langues étrangères » (EILE), à l'initiative de Lionel Jospin, dans les classes de cours moyen.

Dès cette époque pourtant, l'initiation précoce à une langue vivante s'est heurtée à des obstacles difficiles à surmonter. Quels enseignants ? Quelle formation ? Quelle méthode ? François Bayrou a choisi une réponse différente de celle de Lionel Jospin : au lieu de commencer au cours moyen (âge théorique : sept ans) avec les maîtres eux-mêmes.

BÉNÉFICES INCERTAINS Cette solution présente l'avantage d'être moins « coûteuse » en interventions, les enseignants déjà en place restant devant leur classe. Elle est aussi pédagogiquement plus adaptée, puisque les instituteurs ou les professeurs des écoles savent mieux que des professeurs du second degré ce qui convient à des enfants de sept ou huit ans qui, plus est, sont leurs élèves. Mais elle laisse entier le problème de la formation des maîtres (lire ci-dessus), dont la bonne volonté ne peut tenir lieu de compétences linguistiques.

Entre deux maux, que fallait-il choisir ? On le saura dans quelques années. En attendant, les bénéfices de l'expérience d'EILE de 1989 pa-

raissent pour le moins incertains. Selon une étude menée par l'Institut de recherche sur l'économie de l'éducation (IREDEU) dans l'académie de Dijon entre 1991 et 1993, la sensibilisation à une langue étrangère au CM1 et au CM2 n'a laissé que des « traces pour le moins minimes dans les acquisitions des élèves, mesurées à la fin de la 6^e et de la 5^e » (Les Notes de l'IREDEU, avril 1996, université de Bourgogne, CNRS). L'effet, légèrement positif en 6^e, devient quasiment nul en 5^e.

Seuls, les élèves les plus forts tirent quelque avantage à s'être « frottés » à une langue étrangère avant le collège. Mais surtout, « l'introduction de l'enseignement de l'anglais à l'école primaire est significativement liée à une moindre réussite des élèves en français à la fin de ce cursus », peut-on lire dans cette étude. Sophie Genelot, son auteur, soupçonne que cet effet négatif est lié « à un transfert de l'horaire alloué aux activités de français au profit de l'anglais ».

Si ces résultats étaient confirmés, que penser d'une expérimentation qui se déroulerait au détriment de l'apprentissage du français ? A l'heure où la commission Fauroux a remis au goût du jour l'idée de « savoirs fondamentaux » et attiré l'attention sur le fait qu'ils n'étaient pas acquis pour un certain nombre d'enfants à la fin de l'école primaire, quelques-uns ne manqueraient pas de se poser la question.

Pour autant, ces interrogations ne doivent pas masquer les avancées réelles de l'expérimentation. « Pour des enfants déjà frottés avec l'école, la familiarisation avec une langue étrangère a été une formidable occasion de réconciliation », explique Sylvie, nouvelle enseignante mais utilisatrice de longue date de l'anglais dans une vie professionnelle antérieure. « C'est un espace où il n'y a pas de sanction. Et la possibilité de valoriser les élèves dans un domaine différent des autres », ajoute-t-elle. L'initiation à l'anglais, ce fut aussi pour elle l'occasion de parler du roi Arthur, des chevaliers de la Table ronde, du Moyen Âge... L'ouverture à une autre culture, à d'autres façons de vivre, l'occasion de faire bouger son corps grâce aux chansons

« ce qu'il est impossible d'obtenir avec des adolescents », remarque-t-elle. Un problème reste omniprésent, quels que soient les bénéfices d'une telle expérience : celui de la continuité des apprentissages. L'expérimentation de 1989 avait déjà montré cette limite. Dans telle école on apprenait l'allemand parce qu'un professeur du collège voisin était disponible. L'année suivante, ce fut l'anglais parce que l'on n'avait plus trouvé qu'une étudiante américaine. Certains ont commencé l'espagnol sans le poursuivre en 6^e car ils souhaitaient apprendre l'anglais en « première langue ».

DE NOMBREUX ABANDONS L'expérience Bayrou n'est pas à l'abri de telles incohérences. Repasant sur le volontariat des maîtres, elle demeure fragile. D'ores et déjà, un tiers de ceux qui s'étaient lancés pendant l'année scolaire 1995-1996 ont déclaré forfait pour 1996-1997. Alors que l'expérience est prévue pour s'étendre progres-

Prison avec sursis pour Bernard Tapie dans l'affaire Testut

LE TRIBUNAL correctionnel de Béthune, présidé par Hervé Expert, a condamné, lundi 1^{er} juillet, Bernard Tapie à deux ans de prison avec sursis, 300 000 francs d'amende et cinq ans d'interdiction de gérer, administrer ou contrôler toute entreprise et toute personne morale, pour recel d'abus de biens sociaux.

Le tribunal a fait preuve d'un comportement frauduleux répété. Le caractère manifestement déséquilibré du montage mis en place, de sa complexité délibérée, de son souci permanent d'opacité et de tromperie. « Elle Fellous, estiment les juges de Béthune, avait délibérément, et systématiquement, lorsque les intérêts de Bernard Tapie lui paraissent menacés, agi seul, pour favoriser les sociétés en nom collectif de Bernard Tapie. »

Quant à Bernard Tapie, il a, « en connaissance de cause », bénéficié des abus de biens sociaux commis par Elle Fellous parce qu'« il avait nécessairement décelé les avantages immédiats que le montage imaginé par son bras droit représentait pour ses intérêts, tant patrimoniaux qu'extra-patrimoniaux ». A la défense, qui mettait en avant les impressions nées de la société Testut, après les faits reprochés, pour son redressement, le tribunal oppose que « la réparation, totale ou partielle, ne fait pas disparaître l'infraction ».

LA « COMPLICITÉ » DE LA SDBO Les magistrats notent le soutien « inhabituel, voire abusif » de la Société de banque occidentale (SDBO, ex-filiale du Crédit lyonnais) au groupe Tapie. « Cet organisme bancaire, écrivent-ils, avait, en permanence, une connaissance précise des sociétés dirigées par Bernard Tapie. » Ils ont condamné son ancien PDG, Michel Gallot, à six mois d'emprisonnement avec sursis et 50 000

francs d'amende pour « complicité d'abus de biens sociaux ». Les magistrats béthunois ont également condamné MM. Fellous et Tapie, ainsi que Bruno Flocco, ancien directeur général de Testut, pour l'avance non rémunérée de 21 millions de francs accordée par Testut à l'une des sociétés de Bernard Tapie pour « financer » l'achat de footballers par l'Olympique de Marseille. M. Flocco échappe d'un an de prison avec sursis et 50 000 francs d'amende. Cependant, le tribunal a relaxé les prévenus des chefs d'abus de biens sociaux en ce qui concerne le paiement par la société Testut de 190 000 francs pour le financement de la campagne électorale du professeur Schwartzberg et le versement de redevances à l'une des sociétés du groupe au titre de prestations de services. L'avocat de Bernard Tapie, M. Jean-Yves Lié-nard, a indiqué que son client n'entendait pas faire appel.

Jean-Michel Dumay

DISPARITIONS

Margaux Hemingway

Actrice et modèle

MARGAUX HEMINGWAY, actrice américaine âgée de quarante et un ans, a été trouvée morte à son domicile de Santa Monica (Californie) lundi 1^{er} juillet. Inquiète de ne pas l'avoir vue depuis le 28 juin, ses amis avaient alerté la police qui a découvert son cadavre décomposé au deuxième étage de la villa où elle venait d'emménager. Elle a été identifiée grâce à son dossier dentaire.

Née en février 1955, petite-fille de l'écrivain Ernest Hemingway, et sœur aînée de Mariel Hemingway, Margaux débute comme top-model pour Fabergé en 1975. Elle attire aussitôt l'attention du producteur Dino de Laurentiis, qui lui signe un contrat. Elle fait ses débuts à l'écran face à sa cadette (dont c'est également le premier film) dans *Viol et Châtiment*, de Lamont Johnson (1976). Mal-

gré une promotion intense, le film est un échec, les suivants - *L'Invasion des piranhas* en 1983, *A Fistful of Shopsticks*, *Over the Brooklyn Bridge*, *Porta mi la Luna* - passent, à juste titre, inaperçus. A la différence de sa sœur, qui connaît au moins une reconnaissance éphémère grâce à son apparition dans *Manhattan*, de Woody Allen, Margaux Hemingway ne deviendra jamais une comédienne de renom.

Elle devient en revanche une personnalité en vue. Après avoir fait d'elle le symbole de la jeune fille américaine de sa génération, les médias feront largement écho à ses problèmes de boulimie et à son alcoolisme, qui la mènera à une cure de désintoxication à la fin des années 80. Après qu'elle eut tenté en vain une carrière de chanteuse, on verra surtout Mar-

gaux Hemingway à la télévision. Sa carrière avait ensuite connu une longue éclipse qui venait, semble-t-il, de s'achever puisqu'elle avait enregistré récemment le commentaire d'une série télévisée consacrée aux animaux sauvages, *The Wild Guide*.

Mais, selon ses proches, elle était malheureuse et déprimée. La police n'a découvert à son domicile ni armes ni « substances illicites », et n'a trouvé aucun indice faisant croire à un suicide.

J.-M. F.

JOURNAL OFFICIEL

Au *Journal officiel* du samedi 29 juin sont publiées :

● **Commerce des services** : deux lois autorisant l'approbation du deuxième et du troisième protocole en date du 6 octobre 1995 annexés à l'Accord général sur le commerce des services.

Au *Journal officiel* du dimanche 30 juin est publié :

● **Code du travail** : un arrêté portant application de l'article R. 351-50 du code du travail. Pour la période comprise entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 1996, le contingent annuel d'heures indemnifiables au titre de l'allocation spécifique pour privation partielle d'emploi est fixé à 600 heures pour l'ensemble des branches profes-

CONCOURS

Agrégations

Éducation musicale

Jacques Amblard (97), Régis Aubier (109), Karol Bello (10), Amadée Beyer (12), Anne Cheffon (19 ex aequo), Nathalie Daval (119), Joseph Delaplace (239), Philippe Demier (17), Philippe Fournier (25 ex aequo), Olivier Gavignani (16), Isabelle Giordano (22), Véronique Halter (9), Stéphane Hummel (29), Muriel Joubert (2), Marie Le Manh (9), Philippe Lemoine (13), Sabrina Liechti (10), Vincent Lomax (21), Elise Meunier (28), Claire Nassau (9), Pascal Pétion (19 ex aequo), Marc Folsom (9), Olivier Ricoul (9), Anne-Marie Schmitt (4), Nicolas Sibuet (24), Christine Stéphanus (14), Bertrand Thomas (25 ex aequo), Danièle Villamin (15), Virginie Wasth (27).

Génie civil

Option A
Magali Aupiais (12), David Barthélémy

(22), Marie-Laure Bénédict-Marre (119), Didier Bodin (7), Jean-Marc Bouvier (16 ex aequo), Laurence Brunet (18 ex aequo), Céline Chassat (9), Bruno Desport (20), Pierre Fiebert (239), Frédéric Fleit (30), Allain Gallo (16 ex aequo), Laurent Gasquet (31), Bruno Girard (22 ex aequo), Benoît Granet (33), Bertrand Guyverch (7), Stéphane Langrand (29), Géraldine Lavigne (13 ex aequo), Lydia Lemaire (2 ex aequo), Thierry Loubet (19 ex aequo), Philippe Lusson (21), Laurent Moler (29), Thierry Montméat (9), Frédéric Noël (9), Olivier Noël (27 ex aequo), Eric Pedoya (10), Yann Poulguez (19 ex aequo), Sébastien Rémont (20), Xavier Roguiez (2 ex aequo), Claire Rouzès (32), Jean-Christophe Sartoris (6), Laurent Viscutin (4), Frédéric Winterhitz (13 ex aequo), Jean Zambon (20).

Option B
Cédric Bigot (10), Christophe Blanc (10), Tony Charbonnier (2), Jean-Yves Chénouat (11), Jean-Luc Faure (7), Gilles Joubert (4), Guillaume La Gurn (9), Philippe Moeil (8), François Pujol (9), Anne Sergent (4), Bruno Zuber (9).

Grammaire

Delphine Baranger (13), Gérard Barcelo (4), Florence Benham (13), Anne-Claire Bousquet (9), Sandra Bouchard (14), Barbara Bouteux (4), Olivier Casmayou-Bouchon (17), Jean Coudert (9), Laure Cestron (2), Christophe Clavel (12), Stéphane Dorothée (8), Nathalie Lapey (10), Marie-Agnès Lucas (10), Mathilde Vanleynesse (7), Claire Zimmermann (9).

Sciences sociales

Maya Bacache (13 ex aequo), Gilles Bastin (9), Laure Bonnard (25 ex aequo), Barbara Boucaut (44), Thibault Brans (38), Marie Brodeur (39 ex aequo), Emmanuelle Caley (44), Renaud Charloir (49), Pierre-Emmanuel Couralet (39 ex aequo), Muriel Darmon (9), Stéphane Dorin (24), Emmanuelle Drevon-Mollard (24), Béatrice Duet (34), Esther Dubois (10), Sébastien Dufres (20), Nathalie Bichard (10), Emmanuelle Farges (9 ex aequo), Pierre François (9 ex aequo), Catherine Gauthier (35 ex aequo), Boris Gobille (21 ex aequo), Anne Gouillet de Ruy (39 ex aequo), Karine Granier (44), Choulet Hmied (20), Franck Jar-

no (47 ex aequo), Laurent Jeanpierre (29 ex aequo), Gilles Laferte (19), Bertrand Le Boulle (39 ex aequo), Anne Le Lagade (37), Sarah Marti (49), Séverine Menguy (18), Veronique Mounala (47 ex aequo), Sébastien Oceau (33), Sylvain Olari (13), Romain Paserot (13), Stéphane Peltan (2 ex aequo), Marielle Plesse (37), Philippe Rancie (7), Benjamin Richard (31), Magali Robert (15 ex aequo), Jacques Rodriguez (21 ex aequo), Anne-Laure Saint-Dizier (11 ex aequo), Mand Simonet (25 ex aequo), Danièle Sonny (49), Alexis Spire (29 ex aequo), Marion Thumier (14), Sandrine Valcke (23), Caroline Vinciguisti (8), Nadia Wald (39 ex aequo), Sandrine Vianes (11 ex aequo).

NOMINATION

Unicef

Pierre Rivière, conseiller d'Etat honoraire, a été porté à la présidence du Comité français pour l'Unicef (Fonds des Nations unies pour l'enfance), réuni en assemblée générale les 27 et 28 juin. Il remplace à ce poste le Dr François Rémy, qui ne sollicitait pas le renouvellement de son mandat.

[Né en 1927 à Poitiers, docteur en droit, Pierre Rivière a commencé sa carrière au Cameroun comme inspecteur du travail de la France d'outre-mer. Après plusieurs années au ministère de la coopération, il est entré au Conseil d'Etat en 1964. Détaché à l'ambassade de France en Algérie de 1970 à 1974, il créera à son retour la Cour administrative d'appel de Paris qu'il préside jusqu'à sa retraite. Depuis 1992, M. Rivière était vice-président du comité français de l'Unicef.]

AU CARNET DU « MONDE »

Anniversaires de naissance

— Joyeux anniversaire.

Grand-Père.

Jonathan, Olivier, Julie, Paul, Léa, Raphaël, Ava.

Mariages

— Paris. Cheltenham.

M. et M^{me} Pierre BILGER.
M. et M^{me} Christopher STREET
sont heureux de faire part du mariage de leurs enfants.

Belgique et Shamu.

qui a été célébré dans l'intimité à Paris, le samedi 29 juin 1996, en l'église Notre-Dame de l'Assomption.

Décès

— M^{me} Pierre Barbier.
M. et M^{me} Christine Gardin
ont la douleur d'annoncer le décès, survenu le 17 juin 1996, à l'âge de quatre-vingt-cinq ans, de

Pierre BARBIER,
homme de lettres et de radio,
chevalier de la Légion d'honneur.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité à l'île d'Als.

11, rue de Boulainvilliers,
75016 Paris.

(Le Monde, 23-24 juin 1996.)

— Alo-Témouchent. Paris. Montpellier. Marseille. Rennes. Genève.

Joseph Bensoussan,
sa fille,
Lucie Bensoussan,
sa sœur,
Joseph Bensoussan,
son frère,

M^{me} veuve Jacques Bensoussan,
M^{me} veuve Albert Bensoussan,
M^{me} veuve Emile Bensoussan,
ses belles-sœurs,

Tous ses neveux, tous ses neveux,
Leurs enfants et petits-enfants,
ont la douleur unanime de faire part du décès de

M^{me} Yvonne BENSOUSSAN,
survécu le 28 juin 1996.

L'inhumation a eu lieu, à Montpellier, le lundi 1^{er} juillet.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Le Melguil,
12, rue Adolphe-Milon,
34000 Montpellier.

M^{me} René Bertard,
M. et M^{me} Gerhild Brothman,
M. et M^{me} Luc Beale,
M. et M^{me} Jean-Charles Bertard,
M^{me} Marie-Pierre Bertard,
M^{me} Jean Villancourt,
Caroline, Alexandra, Magali, Coralie,
Marie-Cécile, Thomas, Boris, Marie-Sophie et Laura,
Ainsi que toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de

M. René BERTARD,

survécu le 25 juin 1996.

Les obsèques religieuses ont eu lieu, le 28 juin, en l'église de Billancourt (Cote d'Azur).

M^{me} Yvonne Bertard,
18, rue Louis-Delaporte,
75020 Paris.

— M^{me} Christine Courreges,
née Le Turian,
Isabelle Courreges et Benoît Biliard,
Albert-Jean Courreges et Patricia Chouet,
Guillaume, Clara et Victor,
Les familles Courreges et Le Turian,
ont la tristesse de faire part du décès de leur époux, père, beau-père, grand-père, fils, frère, gendre et beau-frère.

Jean-Albert COURREGES,
chevalier de la Légion d'honneur,
officier de l'Ordre du Mérite.

survécu le 21 juin 1996, à l'âge de cinquante-neuf ans.

Les funérailles ont eu lieu, le 26 juin, dans l'intimité familiale, à Rouen.

Louis GIMEL,
chef opérateur du son cinéma,
nous a quittés le 27 juin 1996.

Louise nous a aimés, et nous l'aimons toujours.

La cérémonie religieuse a été célébrée, le mardi 27 juillet, à 9 heures, en l'église Notre-Dame-du-Perpétuel-Secours, 55, boulevard de Ménilmontant, Paris-19^e.

9, avenue de Taillebourg,
75011 Paris.

38, rue du Beau-Site,
91330 Yerres.

— Serge Glanzberg,
son fils,
Norbert Glanzberg,
son époux,
ont la douleur de faire part du décès à Paris, de

M^{me} Marischka GLANZBERG,
survécue le 28 juin 1996.

Les obsèques auront lieu en la chapelle de l'église Saint-Jean-Baptiste de Grenelle, Paris-15^e, le mercredi 3 juillet, à 11 heures.

— M^{me} Ignace Godrèche,
son épouse,
Aline, Natacha, Claude, et Anne Dominique,
ses enfants,
Eva, Judith, Lola, Jérémie et Cléo,
ses petits-enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

Ignace GODRÈCHE,

survécu le 18 juin 1996.

Les obsèques ont eu lieu, le 24 juin, au cimetière du Montparnasse, dans la plus stricte intimité.

— Le docteur Olivier Jaeger,
Pierre et Fanny Semmler,
Augustin, Thibault, Marie, Charlotte,
font part avec tristesse du décès de

M^{me} le docteur Odette

JAEGER-DENAVIT,

directrice de recherche (h) à l'INSERM,

survécue le 29 juin 1996, dans sa soixante-septième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée, selon sa volonté, en l'église Saint-Nicolas, rue de la Muette, à Maisons-Laffitte (Yvelines), le jeudi 4 juillet, à 10 h 45.

Elle reposera auprès de ses enfants, Odette,

décédée en 1966,

et Bertrand,

décédé en 1986.

2557, rue de la Haie,
76230 Bois-Challan,
22, rue Pierre-Leroux,
75007 Paris.

Ses filles, Cécile, Anne et Thérèse de Lagillarde,
et leur famille,
ont le chagrin d'annoncer le décès, survenu dans la nuit, le 27 juin 1996, dans sa soixante-cinquième année de

Gérard

JAN DE LAGILLARDE.

Les funérailles auront lieu, le 3 juillet, à 15 heures, en l'église d'Épître à Sevenans (Meuse-et-Moselle).

Une messe sera célébrée, le 6 juillet, à 10 heures, en l'église Saint-Leu-Saint-Gilles, à Thiais (Val-de-Marne).

— Le 20 juin 1996, victime d'un accident,

Pierre LEROUX

quittait ceux qui l'aimaient.

76, boulevard Sévigné,
75019 Paris.

63-65, avenue de l'Érmitage,
1224 Genève (Suisse).

— Sa famille.

Ses nombreux amis,
ont la profonde douleur de faire part du décès de

Fabrice LOUSON,

survécue le 21 juin 1996, à l'âge de vingt-trois ans.

Une cérémonie sera célébrée le mercredi 3 juillet, à 19 heures, en l'église réformée du Luxembourg, 58, rue Madame, Paris-6^e.

— M^{me} Françoise Porta,
son épouse,
Les docteurs Porta-Thodet,
M. et M^{me} Porta-Philip,
ses enfants,
Pierre et Natacha,
ses petits-enfants,
Jacques Reppin,
Ainsi que toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Maurice PORTA,

ingénieur A.M.,

C.P.A. 1970,

survécue le 29 juin 1996, dans sa soixante-dixième année.

Selon les vœux du défunt, la crémation aura lieu le mercredi 3 juillet.

— M^{me} Françoise PUAUX,
née Anne de Montal,
son épouse,
M. et M^{me} Frédéric PUAUX,
M. et M^{me} Christian Bredillet,
M^{me} Geneviève de Loye,
Ses enfants,
Ses petits-enfants,
ont la douleur de faire part du décès de l'ambassadeur

François PUAUX,

commandeur de la Légion d'honneur,

commandeur de l'Ordre national

du Mérite,

croix de guerre 1939-1945,

membre de l'Académie

des sciences morales et politiques,

président de la Société

des amis du Louvre,

survécue le 29 juin 1996.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 3 juillet, à 14 h 30, en l'église réformée de l'Étoile, 54, avenue de la Grande-Armée, Paris-17^e.

125, avenue de Malakoff,
75116 Paris.

36, avenue des Champs,
1180 Bruxelles.

— Le Musée du Louvre apprend avec tristesse la disparition de

François PUAUX,

membre de l'Institut,

président de la Société

des amis du Louvre,

et s'associe à la douleur de son épouse et de sa famille.

— Le secrétaire perpétuel, M. Pierre Messmer.

Le président, M. Alain Plantey.

Le vice-président, M. Roger Arnaldez.

Et les membres de l'Académie des sciences morales et politiques,

ont la tristesse d'annoncer le décès de l'ambassadeur

François PUAUX,

commandeur de la Légion d'honneur,

commandeur de l'Ordre national

du Mérite,

croix de guerre 1939-1945,

membre de l'Institut,

survécue le samedi 29 juin 1996.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 3 juillet, à 14 h 30, en l'église réformée de l'Étoile, 54, avenue de la Grande-Armée, Paris-17^e.

— Le conseil d'administration de la Société des amis du Louvre.

Le personnel.

Et l'ensemble des membres,

ont l'immense tristesse de faire part du décès de leur président, l'ambassadeur

François PUAUX,

membre de l'Institut,

président de la société

de 1990 à 1996.

— Les familles Raynal, Trevinal et Lendoux-Raynal ont la tristesse de faire part du décès accidentel de

Gérard RAYNAL.

Les obsèques ont eu lieu en l'église de Marmarin.

Bel-Air,
46250 Marmarin.

46, rue des Archives,
75004 Paris.

— M. Charles Renne,
son épouse,
Martine et Sylvie,
ses filles,
Les familles Renne, Paris et Miré,
ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Cécile RETANA,

née Paris,

survécue le 18 juin 1996, à Paris, à l'âge de soixante-neuf ans.

L'inhumation a eu lieu dans l'intimité familiale, le vendredi 21 juin, au cimetière de Trouville-sur-Mer.

19, rue de l'Interne-Lost,
75013 Paris.

6, rue Léon-Vaudryer,
75007 Paris.

— José-Manuel et Michèle de Vargas,
Georges et Brigitte Schenbert,
ses enfants,
Anne-Sophie, Romain, Flavien et Antoine,
ses petits-enfants,

Ainsi que toute sa famille,
ont la grande tristesse de faire part du décès de

M^{me} Edmond RIALLAND,

née Jeanine JOLAND,

survécue le 29 juin 1996. Elle sera inhumée, le 5 juillet, à Montesson (Hauts-de-Seine).

Une messe sera célébrée à Paris, indépendamment.

— Son épouse,
Sa fille et son fils,
Sa famille,
ont la tristesse de faire part du décès de

Alphonse SALANOVA,

commandant de l'armée de terre,
chevalier de la Légion d'honneur,

volontaire de la France libre,
croix de combattant 1939-1945,
croix de la valeur militaire,

survécue le 21 juin 1996, à l'âge de quatre-vingt-six ans.

La bénédiction a eu lieu le 24 juin, en l'église Saint-Clément, à Montpellier, et l'inhumation à Clapiers.

— M^{me} Françoise Rozelaar-Vigier,
son épouse,
Jean-François, Laurent et Isabelle,
ses enfants,
M. et M^{me} Jean-Pierre Vigier,
M. François Vigier,
ses frères et belles-sœurs,
ses neveux et nièces,
M^{me} Christiane Rozelaar,
sa belle-mère,
M^{me} Anil Da Silva-Vigier,
M^{me} Thérèse Campary,
M^{me} André Jullien,
Les familles Vigier, Dupuy, Lecomte,
Maurel,
Et ses amis,
ont la douleur de faire part du décès du

docteur Philippe VIGIER,

directeur de recherche au CNRS,

survécue le 29 juin 1996, à l'âge de soixante-quinze ans.

Les obsèques seront célébrées le jeudi 4 juillet.

La levée du corps se fera à 10 h 30, à l'Institut Curie, 25, rue d'Ulm, Paris-5^e, et l'inhumation aura lieu au cimetière du Montparnasse, à 11 heures.

84, rue Vergnaud,
75013 Paris.

Anniversaires de décès

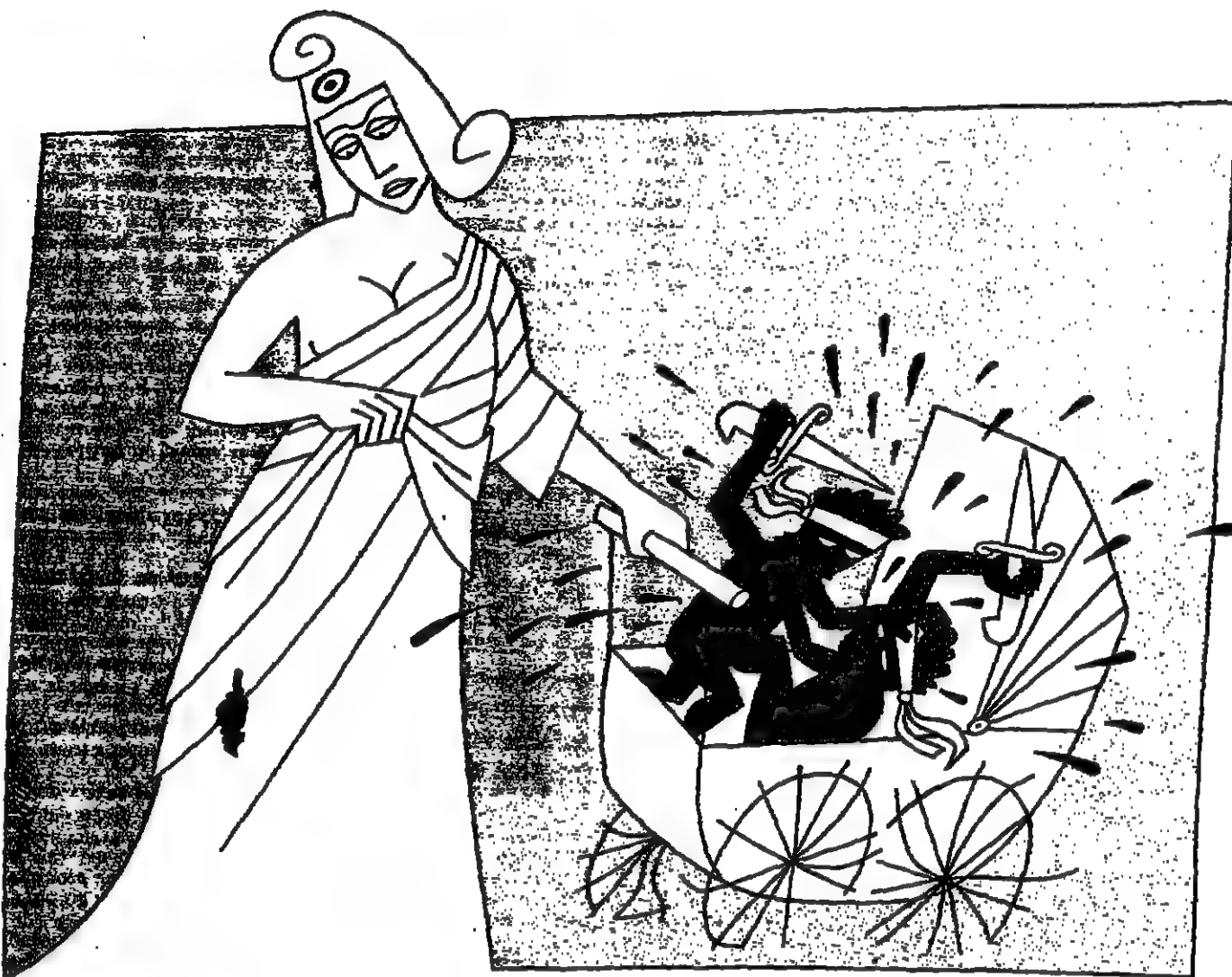
Georges LESEVRE,

</

HORIZONS
ENQUÊTE

La grande désillusion corse

« Nationalisme » : le mot fait à la fois briller de nostalgie et de dépit les yeux de nombreux insulaires, qui osent confier leur « ras-le-bol ». Après l'engagement, le désespoir



ILS ont le crâne rasé, le pistolet sous le blouson, ils rient à la terrasse d'un café. Quelques-uns ont laissé leur voiture garée en double file, bloquant ostensiblement la circulation. « On ne peut rien dire », constate une habitante de Bastia. Ils sont jeunes, et une partie de la population n'est pas loin d'imaginer qu'ils sont prêts à tout.

Certains ont exécuté des « amis », en tout cas des frères d'armes. Certains se font eux-mêmes exécuter. « Mais je suis du FLN (abréviation du FLNC, Front de libération nationale corse), pourquoi on me tue ? », aurait dit, encore étonné, l'un d'eux juste avant sa mort. Un autre, nationaliste « marxiste » — plutôt rare aujourd'hui —, a perdu la raison le jour où il a appris que ses compagnons avaient tué l'un des leurs. Il n'y avait rien de logique. Comment comprendre, relire le passé ; est-ce bien la réalité ? s'est-il demandé. Le marxiste s'est senti miraculé, est devenu « ultra-mystique ». C'était, il redoute l'ennemi fou, l'ennemi fou.

A Ajaccio, un couple en instance de divorce a tenté de régler un problème de garde d'enfants à coups de revolver. Une jeune fille s'est arrêtée de vivre sur une banquette de boîte de nuit à cause d'une balle perdue. D'autres sont morts dans des cafés, à la sortie d'une école, devant leur domicile.

Il est arrivé, cette année, qu'on sorte le revolver pour une place de stationnement, pour un démarrage trop lent quand le feu passe au vert. Dans un parking souterrain de Bastia, à la suite d'un incident, le passager d'une automobile dit au conducteur : « Tu as la carabine, tue-le !, tue-le ! », rapporte une Bastiaise. A Ajaccio, des adolescents de seize ans ont tué, « comme ça », un éboueur d'origine maghrébine, au petit matin en fin de goûte.

Des commerçants ont recours au pistage pour régler de simples différends privés. Une commune s'appretait à faire régler les factures impayées de distribution d'eau quand le central informatique a explosé.

« On en rit sur le continent. On se dit : « Ah, les Corses... », explique un agent d'une collectivité locale. Mais passez votre nuit chez vous à attendre, à vous demander si ça va sauter, si les enfants vont passer sur le chemin au bon moment, juste avant, juste après l'attente.

En trois ans, plus d'une centaine de personnes, dont une vingtaine de nationalistes, ont trouvé la mort sur une île qui compte une population équivalente à un quartier de Marseille (250 000 habitants). « Qu'on arrête de folkloriser, qu'on arrête les clichés du genre : « C'est normal, c'est la Corse... », s'insurgent de plus en plus d'insulaires. « Les gens souffrent ; ils sont ulcérés à la fois par les exactions et par le regard que le continent porte sur eux », note un psychiatre corse. « Ras-le-bol, le vrai ras-le-bol », répète-t-on un peu partout. « Et l'on ne sait pas quand ça va s'arrêter », ajoute-t-on par une allusion à peine voilée aux « jeux » politico-financiers que l'on soupçonne de voir se jouer sur l'île.

Ils sont professeurs, paysans, employés de bureau ou méde-

ciens. L'un d'eux — une haute figure du nationalisme d'antan, totalement retiré aujourd'hui — avertit : « Dès que tu portes une cagoule et une arme, comment dire... tu as un sentiment de puissance incroyable. Je l'ai vécu, j'ai commis des attentats, des dizaines et des dizaines, parfois sans être arrêté, c'était bizarre. Tu es impu-

ni, tu continues, tu deviens un surhomme. » Un autre, militant de base, a organisé des « nuits blanches » à deux, avec un copain : « Tu poses tes bombes ; le lendemain, tu joues au flipper tranquille au café, tu t'absentes pour téléphoner. Tu dis : « Allô, bonjour, c'est le FLNC, nous revendiquons les attentats de cette nuit. Dix minutes plus tard, alors que tu es retourné à ton flipper, t'entends le flash spécial à la radio. Je trouvais ça facile, même un peu disproportionné. »

Nationalisme. Le mot fait à la fois briller de nostalgie et de dépit les yeux de ceux qui se confient. Après l'engagement, le désespoir ; « comme Mitterrand, la grande désillusion », compare l'un d'eux. Dans les années 70 pourtant, il avait révélé la jeunesse de l'île, redonné espoir, fierté et, pensait-on, modernité. Il fallait imaginer les jeunes étudiants et paysans rêvant de révolution, voulant venger les frustrations, faire exploser le système des clans, à la tête desquels les « sgio », les seigneurs, assu-

« Nous sommes des femmes, et la vendetta à laquelle on appelle est celle-ci : que l'assassin soit arrêté, jugé par les lois de la République »

maient leur devoir de protection mais aussi le droit à exercer une certaine terreur.

« On entendait nos parents se lamenter à propos des magouilles du clan. On voyait la France assoir sa présence en Corse en entretenant ces clientélismes de la même manière qu'en Afrique, du temps des colonies. Et les magouilles continuaient, les passe-droits... Ils voulaient construire n'importe où, n'importe quoi sur le littoral, par exemple un complexe de trois cent mille lits entre Sartène et Bonifacio. Et les bourrages d'urnes électorales. Tout ça suscitait les ricanements sur le continent ; pour nous, c'était littéralement insupportable, déprimant, révoltant », explique un nationaliste.

Un autre se souvient de sa vie d'étudiant à Nice : « Comme des immigrés, on ne sortait qu'entre nous, on s'aidait. Et quand on était sur l'île, on voulait parler corse : on passait pour des hurluberlus. Les pieds-noirs (NDR, d'origine corse) revenaient d'Algérie avec un sentiment de supériorité affichée ; on leur donnait des terres, ils réussissaient. Chez nos aînés, il y avait comme un complexe, un non-dit : «eux, ils y arrivent, et nous, on ne ferait pas mieux ? » On avait coté les enfants de l'élite française dans les lycées (...). Et nous, on n'était pas à l'aise ; il était de bon ton de singer les nouveaux arrivants, on n'assumait pas notre consistance. Quand le nationalisme naît, les uns et les autres se souviennent

du soulagement : « On doutait, et là, on avait l'impression d'exister. » L'indépendance ! La lutte armée ! « On se reconnaissait dans la nouvelle Corse, hors des clans, des partis, du gangstérisme, on était les « M. Propre », dit l'un. « On était dans la gauche, pense l'autre, soutenue, en France, par la CFDT, le PSU, toute la gauche qui s'était battue pour l'indépen-

dance de l'Algérie. » « De gauche, de droite, on avait fait l'impasse totale sur ce cliché : c'était donné, ça n'existait pas, rectifié un troisième. Certains le disent, quand ils étaient étudiants sur le continent, avaient même été proches d'organisations d'extrême droite. A l'époque, ce n'était pas important. Ce qui l'était, c'était l'euphorie, la nouvelle identité, la reconnaissance du peuple corse, sa langue, sa culture, on était unis pour ça, unis contre les clans. »

Dans la salle d'un café de Corte, la radio diffuse la chanson Clandestino, du groupe Canta U Populu Corsu. « Tu portes le tonnerre à la main. La révolte naît en moi et porte mon destin », dit le refrain. D'anciens militants nationalistes sont là. Ils sourient, hochent la tête et chuchotent tristement : « Ouais... » Avant le refrain, ils parlaient de Pierre Santini, un ami, une figure du FLNC, abattu dans une rue de Bastia en août 1995 par des membres d'une autre branche du FLNC.

Un ancien dirigeant « retiré » du FLNC le dit : l'organisation a toujours fonctionné sur des rapports de force. Plus qu'ailleurs, presque de manière caricaturale. « J'ai fait mon entrée au FLNC directement propulsé à la direction, tout ça parce qu'avec mon équipe on avait dévalisé un dépôt d'armes, on avait fait des attentats, on pesait. »

Aujourd'hui, les uns et les autres regardent la famille nationaliste se déchirer, s'insulter, s'entre-tuer. De nombreux an-

ciens militants et sympathisants ne savent plus s'ils peuvent se dire eux-mêmes nationalistes, tant la distance est désormais grande avec les organisations qui s'en réclament. « Déjà, quand ils commençaient à tuer des gendarmes, à piastiquer les fonctionnaires du continent ou à assassiner deux Tunisiens parce qu'ils étaient dealers, c'était fini », répètent beaucoup de Corses qui, en revanche, adhèrent aux piastichages de « sauvegarde de l'environnement ».

Surtout, s'est imposé le sentiment que l'argent avait pourri le mouvement. « Le FLNC est vite devenu une belle petite usine ; la collecte de l'impôt révolutionnaire avait tellement bien fonctionné. L'Etat, lui, négociait. On sentait que les gens étaient moins politisés. Ils pouvaient garder la même langue de bois, la reconnaissance du peuple corse, etc., mais les enjeux économiques, les enjeux de pouvoir étaient devenus considérables », analysent les anciens.

« Les militants de base étaient sincères, chacun pensait avoir sa bonne grille de lecture quand l'un des dirigeants du mouvement nationaliste négociait avec Pierre Joxe, le ministre de l'Intérieur de l'époque. Il défendait une ligne prétendue moderniste, préchant l'arrêt du militaire ; les autres se voulaient soi-disant toujours révolutionnaires, militaires. D'une certaine manière archaïques. Certains ont joué aux hommes pressés, ont tenté un coup de force ; les autres ont résisté. Il y a toujours eu le mythe du chef suprême. Les uns qui accusaient les autres de vouloir réinventer d'être eux-mêmes les chefs des voyous ! », ironise un témoin.

Un autre se souvient des « votes » à l'intérieur de l'organisation : « On voyait arriver cent nouveaux encartés, et la motion passait. De toute façon, à partir du moment où les chefs avaient à leur disposition des militaires, des jeunes manipulés, pas politisés, des mecs qui se la jouaient Rambo, qu'est-ce qu'on pouvait faire ? »

Nombreux sont ceux qui regardent le nationalisme, aujourd'hui, comme une création qui leur a échappé. « C'était une formidable matrice. Maintenant, c'est une machine à tuer », résume l'un d'eux. « Rien n'est politique, ils se disputent des parts de

marché », chuchotent les autres.

C'est pendant le procès en appel de la catastrophe de Furiani, en octobre 1995, que des femmes ont eu l'idée de se rassembler et de parler. Laetitia Sozzi, une veuve âgée de trente ans, mère de deux enfants, ira les rejoindre. Son mari, Robert, membre du FLNC-canal historique, avait, selon elle, dénoncé les méthodes de financement de son organisation et les interférences entre celle-ci et le Sporting Club de Bastia. Il a été « exécuté » le 15 juin 1993, au motif « d'une légitime défense préventive », avertissait quelques semaines plus tard le canal historique. L'organisation expliqua qu'elle soupçonnait ce dissident d'avoir été chargé « par un quartier de manipulateurs sournois » d'abattre plusieurs de ses militants.

ES femmes, elles, ont décidé de refuser « la mise en place d'un système basé sur la terreur » et n'ont pas de mots assez durs contre l'attitude de l'Etat : « Il est évident qu'il n'y a plus rien de politique dans cette guerre de bandes qui défendent des intérêts privés. Ces voyous étaient marginalisés ; ils sont coupés de la population. Quel intérêt pour l'Etat de leur redonner une légitimité en négociant avec eux ? », se demandent les femmes du Manifeste pour la vie, qui regroupe aussi bien d'anciennes nationalistes que d'antinationalistes.

« Dès que tu portes une cagoule et une arme, comment dire ?... tu as un sentiment de puissance incroyable »

« Elles disent tout haut ce que beaucoup d'hommes pensent tout bas, avoue un intellectuel insulaire. Tout indique une volonté de pourrissement de la part de l'Etat. Celui-ci peut se dire : « Après tout, s'ils s'entre-tuent, on peut régler le problème nationaliste comme ça ».

Ou, plus grave, certains imaginent un deal entre le RPR et le canal historique, un deal politico-affairiste. Les femmes, tout comme certains magistrats insulaires, dénoncent en tout cas une gestion politique de certains dossiers judiciaires. « C'est clair qu'on ferme les yeux sur certaines affaires : au nom de quoi ? Du processus de paix ? Mais de quelle paix, de quelle guerre ? Une guerre entre bandes. On voudrait nous faire croire que nous, les Corses, nous sommes dans cette guerre, que nous vivons sous la terreur pour justifier ces négociations. »

Elles ne croient pas au mot d'ordre du gouvernement de « dialogue et fermeté » quand elles voient qu'on laisse se tenir une conférence de presse de six cents hommes cagoulés la veille de la venue sur l'île du ministre de l'Intérieur, Jean-Louis Debré, ou, comme cela s'était passé à l'époque de Charles Pasqua, que l'on relâche des nationalistes pourtant pris en flagrant délit avec 50 kilogrammes d'explosifs, vingt bouteilles de gaz, des pistolets-mitrailleurs, à Sperone, après des échanges de tirs avec les forces de l'ordre.

« C'est la fermeté pour le voleur de poules ou l'Arabe en situation irrégulière. Mais nous, nous ne supportons pas qu'il y ait de plus en plus de morts, de meurtres et jamais d'assassins », disent les femmes du Manifeste. « Qui, maintenant, a l'autorité morale en Corse ? Où est l'Etat de droit ? Le résultat, c'est que la violence se diffuse dans toute la société corse : tu n'es pas d'accord avec moi, je te tue, c'est la loi des armes. L'Etat doit cesser de laisser croire qu'il y a toujours une possibilité de transgression en Corse, qu'après tout c'est la Corse. Qu'on sorte des archaïsmes ! Nous sommes des femmes, et la vendetta à laquelle on appelle est celle-ci : que l'assassin soit arrêté, jugé par les lois de la République. » Les nationalistes de la première heure, aujourd'hui retirés, ne pensent pas autre chose : l'acte le plus « révolutionnaire », à l'heure actuelle, serait de faire régner l'Etat de droit, la démocratie sur l'île. « De la modernité ! », répètent de plus en plus de Corses.

Dominique Le Guilledoux
Dessin : Sergueï

NOMINATION Unicef

Pierre Riviere, conseiller technique du Comité de l'Unicef, a été nommé directeur général de l'Unicef France.

Pierre Riviere, conseiller technique du Comité de l'Unicef, a été nommé directeur général de l'Unicef France.

Pierre Riviere, conseiller technique du Comité de l'Unicef, a été nommé directeur général de l'Unicef France.

Pierre Riviere, conseiller technique du Comité de l'Unicef, a été nommé directeur général de l'Unicef France.

Pierre Riviere, conseiller technique du Comité de l'Unicef, a été nommé directeur général de l'Unicef France.

Pierre Riviere, conseiller technique du Comité de l'Unicef, a été nommé directeur général de l'Unicef France.

Pierre Riviere, conseiller technique du Comité de l'Unicef, a été nommé directeur général de l'Unicef France.

Pierre Riviere, conseiller technique du Comité de l'Unicef, a été nommé directeur général de l'Unicef France.

Portrait-robot du futur président russe

par Viktor Pelevine

TOUTE option exclusive de toutes les autres est frustrante. Les Chinois de la Chine ancienne le savaient. Le champ de la sélection se réduit alors à un point unique et une nécessité imposée supplante la glorieuse incertitude de la liberté. C'est la raison pour laquelle la culture chinoise a toujours cherché à intégrer tous les scénarios virtuels. Tao oblige. En dernière analyse, l'histoire déparage toujours les solutions diamétralement opposées en faisant triompher une solution synthétique.

En matière électorale, la légimité d'une telle approche a été démontrée en Russie par la détermination retentissante des treize plus importants industriels et banquiers du pays appelant les politiciens à procéder à des concessions mutuelles significatives.

Nul ne taxera de légèreté ces financiers. Bien au contraire, il est permis de croire qu'ils sont plus

proches du Tao que les intellectuels engagés ou plutôt égarés parmi leurs propres projections chimériques, d'habitude reproduites par les médias. Le sens du message de l'élite industrielle et bancaire consiste, précisément, à demander à tous les candidats à la présidence de renoncer à leurs ambitions personnelles et à trouver une sorte d'invariant universel de tous les programmes politiques.

Le seul inconvénient de ce texte mûrement réfléchi est qu'il n'indique pas le mode d'emploi permettant de ramener l'ensemble des candidats à une figure véritablement représentative de l'ensemble du corps électoral. Or il existe une procédure relativement simple à cet effet.

L'une des techniques comparatives les plus courantes en ethnographie consiste à tracer des portraits de synthèse. On photographie plusieurs milliers de personnes, puis on tire les négatifs avec une très courte exposition

procéder à une brève synthèse des slogans électoraux, ce qui n'implique qu'une simple permutation du porteur du Mal absolu dans la rhétorique des candidats.

1. - Transmutation Eltsine-Ziouganev (transcandidat Ziouganev). Selon Ziouganev, la Russie est conduite au désastre par les démocrates; selon Eltsine, par les communistes. Les démocrates étant dans leur immense majorité des communistes d'hier, alors que les communistes affirment être d'authentiques démocrates, les divergences ne sont que de pure forme et le slogan de synthèse sera le suivant: « Ne laissons pas les démocrates précipiter la Russie dans l'abîme ».

2. - Transmutation Lebed-Fedorov (transcandidat Lebed-Fedorov). Le général et l'ophthalmologiste sont unis par le refus de fermer les yeux sur le déchaînement de la criminalité dans le pays, tous deux ayant le pouvoir de contraindre les autres à voir ce qu'ils voient. Fondus en un même

5. - Le résultat final, Ultima Thulé de la volonté du peuple, est la synthèse de tous les candidats en fonction de leur poids respectif au premier tour.

Il est intéressant de noter que Ziouganev est l'homunculus de base, les autres candidats ne servant qu'à conférer leur forme rebondie à ses joues et l'éclat de l'acier à son regard. Mais de même que la sauce donne son goût à un plat, une goutte de général Lebed donne infiniment de plaisir au plat fondus pas au brevet de fabrication du candidat universel. La méthode a déjà été utilisée dans la campagne actuelle. Le cas de figure le plus flagrant est la synthèse Eltsine-Lebed d'après le premier tour. Peu après, on a vu surgir deux autres projets de transmutation: Ziouganev a d'abord proposé de former un gouvernement d'union nationale avec la participation des démocrates, puis Eltsine a offert de former un gouvernement de salut public où entreraient les communistes.

Mais l'exemple le plus parfait en matière de synthèse a été la candidature du pharmacien milliardaire Bryntsalov, qui est en réalité la trente-deuxième image intermédiaire de la transition entre le conquérant des mers chaudes Jirnovski et l'ophthalmologiste Fedorov. S'insinue d'ailleurs un doute: nul ne saurait garantir la réalité des autres candidats et il est parfaitement envisageable que l'ensemble du gouvernement actuel de la Russie ne soit que quelques dizaines de gigaoctets d'images virtuelles sur un disque dur.

Il convient de signaler que la fébrilité électoraliste qui règne dans les médias russes est péniblement ressentie par les gens normaux. La presse écrite et les chaînes de TV débattant avec fureur de celui qui deviendra le nouveau président de la Russie, il nous semble avoir donné une réponse exhaustive à cette question en montrant l'image de base dont tout vainqueur ne sera qu'une variante.

Quant à savoir où ira la Russie, la réponse la plus précise a été fournie par la vingt-septième image intermédiaire de la synthèse à cinquante points de contrôle. Tolstol-Boukovski (connue également sous le nom de Soljenitsyne): il est naïf de s'imaginer que le nouveau président changera quoi que ce soit. Chaque habitant de la Russie doit commencer par lui-même toute véritable réforme de son pays.

Viktor Pelevine est écrivain. (Traduit du russe par Galia Ackerman.)

Haro sur les éleveurs ?

par Marc Winocour

Il est trop tard ! Partout, dans les villes, dans les campagnes, dans les cuisines, l'angoisse de la contamination se glisse sous les portes et les fenêtres. Le vent de l'épidémie souffle, inconnu, silencieux, effrayant. Il souffle et rien ni personne ne peut l'arrêter.

Une nouvelle peste ? Un nouveau sida (puisque le vrai ne fait plus recette) ?

La science, la politique n'y peuvent plus rien. Sauve qui peut ! Tout est fichu !

La problématique maturité de nos sociétés modernes devrait nous laisser perplexes. La folie de la vache folle est-elle à pour le prouver.

Je ne suis pas éleveur. Une chance ! Qu'ils soient du Limousin, de la Vendée, du Maine ou du Charolais, nos producteurs de viande vivent aujourd'hui leur mise à mort, asphyxiés lentement par l'ignorance et la peur.

Des industriels indigènes ont produit des farines de viandes contaminées, parce qu'ils n'avaient pas res-

versent nos élevages est inconcevable; les conséquences, incalculables. Pour autant faut-il entretenir le soupçon sur l'ensemble de nos productions ou de nos techniques ?

J'entends ici que les ensilages de maïs « alcoolisés » nos vaches ! Là que les fongicides que nous appliquons sur les blés « empoisonnent » les animaux qui en mangent !

Malheureusement, ces absurdités font mal et sèment le doute. On essaie de faire croire que l'on pourrait se passer de farine de viande dans l'alimentation de nos élevages, qu'ils soient ovins, porcins ou avicoles. Cette farine, qui entre pour 2 % à 3 % dans les rations, est, lorsqu'elle est correctement fabriquée, un excellent apport protéique pour des animaux, auxquels nous demandons une viande de qualité standard à bon marché.

Nos vaches mangent de l'herbe ! Mais il faut aussi savoir qu'en hiver un bovin est à l'étable et qu'il reçoit une alimentation différenciée, foin, ensilage, tourteaux (rien à voir avec les crustacés), céréales... C'est l'éleveur, qui, selon l'utilisation de l'animal, composera ses rations d'hiver. Et, croyez-moi, il n'en distribue ni trop, ni trop peu, car il sait que ses choix sont déterminants pour la réussite de son élevage.

Mais voilà, toutes ces pratiques ne cadrent plus avec la perception que beaucoup ont de notre agriculture. Pourquoi ? Il faut regarder vers le mal de nos sociétés, sans doute, qui voudrait que ce patrimoine soit figé et garde en lui les bonnes odeurs d'une enfance où le chômage, la violence, et la difficulté de vivre semblaient ne pas exister.

Heureusement, notre agriculture a évolué, et elle offre à tous, aussi bien à ceux qui la pratiquent qu'à ceux qui en consomment les produits, un confort inestimable. Il suffit pour s'en convaincre de tourner les yeux vers certains autres continents.

Parfois, notre société avance maladroitement et trébuche. Quelques-uns ne font visiblement rien pour la relever et utilisent cette faiblesse pour tenter d'exister. Cessons d'écouter ces augures de fin de siècle qui cherchent à enrôler un progrès qu'ils sont incapables de digérer.

Nous devons être solidaires de nos éleveurs car ils sont aussi des acteurs de la vie sociale. Ils la construisent avec tout le monde. Nous portons ensemble les responsabilités de cette construction. Croire que les éleveurs de notre vie s'envoleront simplement en les montrant, eux, du doigt relève d'un temps qui s'appelait, je crois, le Moyen Âge.

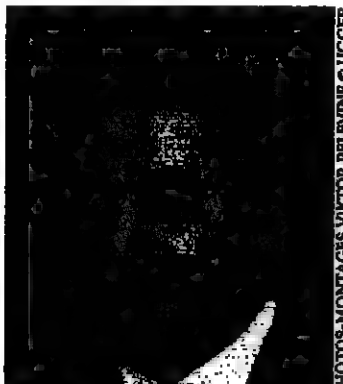
Marc Winocour est agriculteur.



« ZIOUGANEV »



« LEBED-FEDOROV »



« ULTIMA THULÉ »

PHOTOS-MONTAGES VIKTOR PELEVINE © LUCCHINI

En finir avec les séismes monétaires

Suite de la première page

Le flottement quasi généralisé des monnaies a succédé aux changes fixes. Ce phénomène a été accentué par la grande divergence d'orientation des politiques économiques prises en réponse au choc pétrolier de 1973. Ainsi l'inflation, qui était la même en 1973 en France et en Allemagne (7 %), a fortement divergé par la suite: toujours 7 % en Allemagne mais près de 14 % en France. L'Europe a tenté de s'organiser face à cette situation préjudiciable au bon fonctionnement du marché commun, à la croissance et donc à l'emploi. D'abord avec le serpent monétaire européen puis, en 1979, avec la création du système monétaire européen (SME). Cette démarche de « stabilisation régionale » des taux de change, originale par sa dimension politique, n'a pas été unique.

Plus de vingt pays ont ainsi aujourd'hui une monnaie officielle liée au dollar et beaucoup d'autres pratiquent une politique discrète, mais efficace, de « peg », c'est-à-dire d'ancrage. Cette liste comporte des pays aussi divers et éloignés des États-Unis que l'Argentine, la Thaïlande ou la République populaire de Chine.

Certains pays ont même connu une « dollarisation » de leur économie, la devise américaine acquérant

alors de fait un rôle plus grand que la monnaie nationale en circulation. La perte d'influence du dollar à l'échelle mondiale est beaucoup plus limitée que certains ne l'imaginent.

La devise américaine représente plus de 60 % des réserves de change des banques centrales. Elle intervient dans 80 % des transactions sur le marché des changes; 50 % des exportations mondiales sont libellées en dollars alors que les États-Unis réalisent seulement 16 % du commerce mondial.

Le système monétaire mondial ressemble aujourd'hui à un ensemble de trois plaques tectoniques: une très grande plaque « dollar », une plaque « Europe » avec un rôle prédominant joué par le mark et une plaque « yen » limitée au seul Japon, aucun pays asiatique n'ayant voulu s'y amarrer. Autour de ces trois plaques évoluent un certain nombre d'îlots, majoritairement constitués de monnaies de pays à plus faible dimension. Le fonctionnement de ce système est loin d'être satisfaisant. Dans un contexte de libéralisation complète des marchés de capitaux, de progrès technologique favorisant l'envolée des volumes de transaction, d'innovation financière constante et d'importance accrue des investisseurs institutionnels dans la gestion de l'épargne, les plaques se déplacent

de plus en plus vite les unes par rapport aux autres. Les chocs sont parfois violents. Ils prennent deux formes:

- d'une part, les taux de change sont devenus considérablement plus volatils qu'il y a vingt ans. Ainsi, l'ampleur de variation du taux de change a été multipliée par cinq entre le dollar et le mark et par trois entre le dollar et le yen sur la période 1973-1994;

- d'autre part, les taux de change peuvent s'écarter de manière durable de leur valeur d'équilibre. Apparaissent alors des « faillites » monétaires que les spécialistes appellent des désajustements. Un tel désajustement entre le dollar et les monnaies européennes les plus stables existe depuis au moins cinq ans.

Ces deux facteurs constituent une source d'incertitude importante. Leur combinaison freine la progression des échanges mondiaux, et donc la croissance. Certaines études ont ainsi estimé que les désajustements sont à l'origine de 20 % du ralentissement de la croissance du commerce international depuis 1973.

Il est difficile de contester que volatilité et désajustement se conjuguent pour alimenter les tentations protectionnistes, décourager les investisseurs, alourdir les coûts des entreprises, et contrecarrer les efforts de productivité. Changes et échanges sont indéfectiblement liés.

Petits ou grands, les chocs monétaires ne sont jamais des jeux à somme nulle. Les pertes des uns ne sont jamais compensées par les gains des autres. Comme les tremblements de terre provoqués par le

beurt des plaques continentales, les chocs monétaires ont un effet destructeur pour tous.

L'idée selon laquelle l'instabilité des changes est préjudiciable à la croissance et à l'emploi n'est pas nouvelle. Elle est aujourd'hui largement partagée. En pratique, trois difficultés peuvent cependant compliquer la recherche d'une plus grande stabilité:

- l'absence de coordination mondiale efficace et durable des politiques économiques sans laquelle il

ne peut y avoir d'accord de change

crédible;

- la difficulté d'estimation du « bon » taux de change;

- la taille prépondérante de la zone « dollar » permettant aux États-Unis d'afficher une douce insouciance à l'égard du cours de leur monnaie.

Les tentatives de stabilisation des relations monétaires internationales ont été nombreuses depuis 1973. Elles ont abouti à deux reprises: en 1983 avec les accords du Plaza, en 1987 avec les accords du Louvre.

est contestable. Les marchés ont certes acquis une importance considérable; le volume des transactions journalières sur le marché des changes dépasse 1 200 milliards de dollars (l'équivalent du produit annuel de la France). Mais contrairement à une idée répandue, les opérateurs sont très réceptifs à la détermination politique des taux qu'ils jugent crédible. Ce ne sont pas les marchés qui désajustent les monnaies, mais le terrible silence qu'on leur inflige.

Il faut que l'autorité politique res-

pecté le cahier des charges de fabrication. Ils ont pris un risque considérable. Ils auront sans doute à en rendre compte, un jour. Les dégâts sont dévastateurs, les mesures à prendre exceptionnelles.

Mais, comme si cela ne suffisait pas, j'entends ça et là quelques « oiseaux » qui nous soufflent un air circonflexe. Ce sont les éternels Cassandre, les justiciers du siècle finissant, les bien-intentionnés qui se coulent, avec aisance, dans la plaie béante ouverte par cette crise. Ils accusent, ils tranchent avec une assurance déconcertante, ils distribuent les bonnes comme les mauvaises notes.

Les idées, les paroles et les images qu'ils lancent se mêlent confusément. Le public désespéré se trouve face au grand bric-à-brac idéologique de ces sorciers, qui par leurs propos tentent de viser un secteur entier: l'agriculture européenne et ses techniques.

La gravité de la crise que tra-

trouve au plus vite la parole. L'introduction de l'euro aura pour conséquence de mettre les échanges des pays participant à l'abri des fluctuations monétaires, car près des deux tiers des exportations des pays de l'Union européenne sont intra-communautaires.

De ce fait, la zone euro pourrait adopter à son tour une attitude de douce insouciance à l'égard du cours de sa monnaie. Une telle attitude ne correspondrait pas néanmoins aux traditions d'ouverture qui sont celles de l'Europe. Elle lui ferait en outre courir le risque de désajustements prolongés et de volatilité accrue des taux de change dont l'expérience a montré les méfaits.

L'Union doit donc s'engager dans un effort soutenu de coordination internationale. L'introduction de l'euro lui offrira l'occasion de dialoguer sur un pied d'égalité avec ses deux principaux partenaires, les États-Unis et le Japon. Ce dialogue devra porter sur les questions essentielles, dont dépend la bonne santé économique du monde:

- la cohérence d'ensemble des politiques menées par chacune des trois zones monétaires;

- la surveillance active des institutions et des marchés financiers.

L'efficacité et la crédibilité d'un tel dialogue seraient renforcées s'il était complété par un accord de change. Cet accord inciterait en effet les décideurs à se consulter et à adopter les mesures de politique économique et monétaire nécessaires pour éviter l'apparition d'un déséquilibre durable entre les zones monétaires.

Yves-Thibault de Silguy

Handwritten notes and signatures at the top left of the page.

o sur les éleveurs

arc Winocour

Les éleveurs de...
Le monde des éleveurs...
Les éleveurs de...
Le monde des éleveurs...

Les éleveurs de...
Le monde des éleveurs...
Les éleveurs de...
Le monde des éleveurs...

Les éleveurs de...
Le monde des éleveurs...
Les éleveurs de...
Le monde des éleveurs...

Les éleveurs de...
Le monde des éleveurs...
Les éleveurs de...
Le monde des éleveurs...

Les éleveurs de...
Le monde des éleveurs...
Les éleveurs de...
Le monde des éleveurs...

Les éleveurs de...
Le monde des éleveurs...
Les éleveurs de...
Le monde des éleveurs...

Les éleveurs de...
Le monde des éleveurs...
Les éleveurs de...
Le monde des éleveurs...

Le Monde

EDITORIAL

DES vieillards et un enfant figurent parmi les blessés de la voiture piégée de Bastia, lundi 1^{er} juillet. Cette action criminelle marque une escalade sans précédent de la violence en Corse, pour la première fois depuis qu'on a commencé les troubles. Il y a vingt ans. Même à l'époque où le FLNC tuait des policiers et des gendarmes, et alors qu'il avait commencé une sanglante guerre fratricide entre nationalistes, jamais personne n'avait fait exploser une voiture piégée dans l'île. Cet attentat est survenu en pleine ville, en plein jour et en plein été.

Il aura, entre autres conséquences, celle d'aggraver la situation économique de la Corse. La saison touristique s'annonçait déjà mauvaise, comme c'est le cas depuis quelques années. Après avoir vu à des dizaines de milliers de touristes, les touristes français ou étrangers se presseront encore moins sur les rives de ce que Timor Rossi appelait jadis « l'île d'amour ».

Le caractère absurde de cet attentat amène d'ailleurs à s'interroger plus encore que pour d'autres : des Corse ont-ils vraiment pu faire exploser une voiture au milieu

Spirale meurtrière en Corse

de leurs voisins, peut-être de leurs parents, dans une île où tout le monde se connaît ? Et dans quel but ? S'il se révèle qu'une organisation nationaliste est l'organisatrice d'un tel attentat, cela reviendrait, pour elle, à se boucher l'avenir politique pour longtemps, tant le traumatisme est fort.

Alors, qui et pourquoi ? Dans ce drame où se mêlent habus politiques et vengeances personnelles, enjeux de pouvoirs et rivalités financières, il est impossible d'émettre la moindre hypothèse, sauf à constater que plusieurs hommes, disposant de la technique suffisante, ont fait voler en éclats, de façon délibérée, l'un des derniers tabous de la Corse, au moment où se dessine la perspective, fragile mais tenace, d'un retour à la paix civile. Au passage, cet attentat confirme qu'il est illusoire de tenter de distinguer,

parmi les mouvements nationalistes, les « bons » et les « mauvais » : il y a quelques années, le Mouvement pour l'autodétermination (MPA), rival de la Cuncolta, était souvent présenté dans la presse comme un groupement de « mafieux ». Aujourd'hui, c'est au tour de la Cuncolta d'être présentée comme un repère d'« affreux ». C'est pourtant ce mouvement qui est visé, aujourd'hui, par une action d'ultra-violence. En réalité, le meilleur côté de la pire dans chacun des mouvements. Et c'est précisément cette hétérogénéité, doublée d'une confusion idéologique, qui rend la situation insaisissable.

La seule chose à peu près certaine est qu'il faut s'attendre à une riposte, sans doute sanglante elle aussi. Aujourd'hui, c'est une île tout entière qui nourrit de la haine pour ceux qui ont piégé la voiture de Bastia. Une fois de plus, tout est possible en Corse : l'interminable spirale meurtrière peut s'entendre de nouveau, mais l'électrochoc peut aussi pousser la population à se faire, enfin, entendre, pour dire : « Ça suffit ! ». L'état, lui, a une occasion, qu'il ne doit pas laisser passer, de se montrer ferme et, pour une fois, efficace.

L'échéancier chinois

LE 1^{er} JUILLET marque le soixante-quinzième anniversaire de la fondation théorique (la date reste incertaine à ce jour) du Parti communiste chinois, en 1921. C'est surtout la première station d'un échancier qui, jusqu'à la fin du siècle, va obséder la vie politique chinoise au point, vraisemblablement, de peser lourd sur son évolution.

Un an jour pour jour après cet anniversaire, la Chine va voir régler un des problèmes dans lesquels le Parti communiste avait eu à trancher en parvenant au pouvoir sur le continent : la question de Hongkong. La colonie britannique repassera ce jour-là sous la souveraineté pénoise et un trait sera tiré sur un épisode majeur – et virtuellement le dernier – de l'ère coloniale en Asie.

La rétrocession de Macao, en décembre 1999, apparaîtra ensuite comme une note en bas de page de cette histoire qui engendra son compte de souffrances, mais aussi produisit au moins une réussite notable, cette société hongkongaise qui figure parmi les plus prospères de la planète au point d'avoir dépassé en revenu par habitant la puissance trépassée.

D'ores et déjà, on constate que Pékin entend faire de la rétrocession de Hongkong une date-clé de la transition de pouvoir entre la génération des hommes qui, de l'âge de Deng Xiaoping, ont été les fondateurs du communisme chinois (sur un mode avant tout anticolonial), et ceux qui ont été désignés pour leur succéder et tenter de faire perdurer leur système. En ce sens, le 1^{er} juillet 1997 apparaîtra vraisemblablement dans l'histoire de la Chine comme un tournant : soit une page tournée sur le passé, bonne d'une nouvelle modernité si le régime de Pékin accepte progressivement les règles internationales de comportement dont Hongkong est l'incarnation sur le sol national, soit le début d'une crise entre ces valeurs – représentées non seulement par le capitalisme florissant mais aussi par le degré de relative liberté dont jouissaient les Hongkongais sous la couronne britannique – et un régime coincé dans des certitudes passées.

En tout cas, la rétrocession de Hongkong ne peut qu'alimenter une opposition inhérente au système entre ses pulsions modernistes, qui l'ont porté vers l'ouverture au capital mondial, et ses réserves à accepter un mode de gouvernement dans lequel la population n'est pas considérée comme quantité entièrement négligeable. C'est là que le calendrier politique pour les quatre ans à venir fournit d'autres occasions de discordes.

A l'automne 1997 doit se réunir le 15^e congrès du parti, la plus solennelle des messes catholiques du régime depuis qu'il s'est abstenu à en respecter l'échéancier quinquennal. Auparavant, sous Mao Zedong, le congrès du parti se réunissait seulement quand la haute direction avait trouvé un compromis pour réduire ses tensions intestines, et cela pouvait prendre, comme après le congrès de 1956, jusqu'à treize ans, le temps de régler les problèmes dans la rue.

Dans un pays aussi colossal, un congrès national du PC est une affaire qui mobilise une énergie fabuleuse longtemps avant son ouverture. Il faut nommer (sur le papier, « élire ») des milliers de délégués jusqu'au plus profond des campagnes en s'assurant qu'ils auront le rôle de la clique devant les décisions qui leur seront « proposées ». Tâche considérable qui prend plus d'un an et à laquelle, d'ores et déjà, les maîtres de Pékin ont commencé à s'atteler.

Ainsi Jiang Zemin, secrétaire général du Parti et chef de l'Etat et des forces armées, a-t-il exhorté le Parti,

à la veille de son soixante-quinzième anniversaire, à former dans ses rangs un encadrement « de haute qualité », oubliant de mentionner que ce parti avait passé le plus clair de son existence à faire couler les rivières de sang. M. Jiang n'en a pas moins insisté sur la nécessité que les cadres communistes fassent la preuve de leur capacité à observer « une orientation politique constante », ce qui est beaucoup leur demander en une période de grande incertitude idéologique ; et à « servir la base, en particulier les paysans et travailleurs », ce qui n'est ni plus la motivation première des millions de membres qui, chaque année, rejoignent le Parti. Causé sont plutôt attirés, en effet, par l'aspect club d'affaires de la seule organisation publique autorisée à fonctionner de manière autonome en République populaire.

Le régime aura-t-il renoncé à concevoir son autorité sur le monde chinois sur le mode d'une souveraineté incapable de compromis ?

L'issue la plus immédiate du congrès du Parti se résumera en principe dans le choix d'un nouveau premier ministre. Le mandat de Li Peng, à qui le régime peut être reconnu d'avoir fait « le sale boulot » dans la répression de Tiananmen en 1989, expire en mars 1998. Mais le nom de son successeur doit être avancé au préalable de la réunion annuelle de l'Assemblée nationale populaire par le comité central du parti issu du congrès.

La question est épineuse : que faire de M. Li, qui, bien qu'il ait enduré une crise cardiaque, n'a pas fait de se préparer à la retraite ? La Constitution, sans amendement, interdit de le reconduire une nouvelle fois dans ses fonctions, qu'il occupe à titre permanent depuis 1988. Et surtout, par qui le remplacer, compte tenu de ce que le chef du gouvernement devient *ipso facto*, du fait de l'ouverture notamment, un peu plus qu'un simple exécutif ?

Telles sont les principales questions qui se posent au régime sur la toile de fond de la disparition de Deng Xiaoping et de la difficulté de la tâche que lui succéderait à maîtriser cet énorme pays. A ces dates s'ajoute la charge émotionnelle de dates-symboles comme, en 1999, le cinquantième anniversaire de la République populaire. Où se profile du coup une question cruciale, celle de Taiwan. Le régime aura-t-il renoncé d'ici là à concevoir son autorité sur le monde chinois sur le mode d'une souveraineté incapable de compromis avec une réalité moderne, quoique plus distancée par rapport à lui-même qu'il ne l'aurait souhaité ? Ou bien, au contraire, aura-t-il décidé, sous la pression intérieure de ses propres incertitudes, d'imposer une solution militaire lui permettant de damer victoire en regard de ses principes au mépris des intérêts évidents de son peuple ?

Aucune réponse à ces questions n'est à ce jour évidente. Le moins qu'on puisse en dire est qu'elles vont peser d'un grand poids sur la fin du siècle en Chine aussi. Et, par conséquent, pour un pays armé de la double bombe nucléaire et démographique, sur celle du reste de la planète.

Francis Deron



Quand les maillots de bain grattaient

par Bertrand Potrot-Delpech, de l'Académie française

ILS REGARDENT l'objectif. Ils poignent gauchement. Leurs visages expriment moins de joie que d'étonnement timide, presque soupçonneux. Un droit nouveau, cela rend méfiant. Gare aux retours de bâton ! Mais enfin la fête a lieu, bonne à prendre.

Les photos de juillet 36 ont fait le tour du monde. L'appareil à plaques est planté dans l'eau. Les hommes arborescent des caleçons à bretelles de gymnastes 1900. Les épaules ont la dureté que donnent les travaux de force. Les femmes portent une ceinture blanche sur fond de jersey bleu marine, le bérêt de Mistigouet. On fredonne Trenet, Rossi, Piaf, Chevalier, Mireille et Ray Ventura.

Les légendes sont plus tenaces que la vérité. Tous les « congés payés » ne se sont pas précipités « voir la mer », au Touquet ou à Bandol. Beaucoup étreignent des vélos et des tentes de camping, non loin de la femme ancestrale. Les Rosengart coulent des bielles. Les arberges de jeunesse refusent du monde. Le loisir populaire de plein air se cherche des rites. Il a déjà un visage, des regards, ses rognées. Les bourgeois font gèle mine. Leur été est gâché par ce brusque partage d'une nature dont ils pensaient garder éternellement l'esch-

alité, mais ils n'ont pas trop se plaindre ni sourire. Depuis le temps qu'on l'exploite, la racaille des banyans chaudes (on disait « rouges », alors) ne risque-t-elle pas de s'en prendre à la propriété, aux bonnes mœurs ? La peur des bien-pensants est à la mesure de leur mauvaise conscience.

Tout a été très vite, comme disent les reporters quand survient l'inattendu. Le cabinet Blum a été formé le 4 juin. Le 8, gouvernement et patrons signaient les « accords Matignon ». D'un coup, ouvriers et employés obtenaient ce qu'ils avaient échoué à arracher plusieurs générations de travailleurs. Déjà, l'image faisait la loi. On a retenu les premières vacances payées parce qu'elles donnaient lieu à des photos. D'autres nouveautés moins visibles valaient largement la course aux plages. Les salaires grimpaient de 12 % en moyenne. Le personnel aurait des délégués auprès des chefs d'entreprise. La solidarité obligatoire serait prolongée jusqu'à quatorze ans, âge où beaucoup d'enfants travaillaient déjà, et dur.

Il n'y a donc pas que les trains de plaisir et les billets demi-tarif de Léo Lagrange. Le « ministre de la presse », dira la presse des beaux quartiers. Suivent d'autres réappropriations de soi. Comme par

hasard, l'art en profite. Un esprit d'invention s'empare des scènes, des écrans, des arts plastiques, des variétés. Le théâtre populaire va naître. Au cinéma rayonnera un réalisme poétique qu'illustreront, sans le résumer, les répliques acidulées et fraternelles de Prévert, accoudé au zinc. La droite, anars compris, ironisera sur cette culture de l'« apéro », moins fautive de guerriers, il est vrai, que celle des stades germains aux bras tendus et aux étendards frissonnants.

Cette année-là, le 1^{er} juillet tombe un mercredi. Quinze jours de rêve s'offrent. L'insouciance s'affiche d'autant plus qu'elle se sait précaire. Les révoltes ne trahissent pas. Le 17, Franco soulève la garnison marocaine de Melilla contre la République espagnole. La guerre civile flambe, répétition générale du conflit mondial de 1939. Léon Blum promettra d'intervenir auprès du Front populaire, puis il y renoncera. Sa voix perchée d'esthète se brisera d'embarras chagrin sur les réalités du pouvoir et du mauvais vouloir anglais. Munich n'est pas loin. Les démocraties vont céder devant la rage féroce de des Panzer et des Stukas. La suite est dans tous les bons manuels. Restent ces quinze jours d'éblouissement et d'éclatousse-

ment, le soleil à travers les toiles des tentes, l'asthme des accordeons et des harmonicas. Toujours ça de pris avant les désastres, lesquels ne devront rien, comme on l'a prétendu, ou si peu, à ces quelques heures de liberté toute neuve ! Il y a de cela tout juste soixante ans. L'anniversaire n'a pas fait trois lignes dans la presse. Les télévisions ont d'autres sports et scandales à fouetter. La maladie française des célébrations connaît de curieuses éclipse. En principe, les souvenirs devraient échapper au marché du spectacle et aux aléas électoraux. Il n'en est plus rien. Jusqu'aux héritiers du Front populaire qui se taisent, comme par crainte de sembler inférieurs aux legs réels !

L'école passe déjà son temps à subir et à pallier les manquements des politiques, de la société, des familles. Entre deux histoires de guerres, elle aura à raconter un certain juillet 36 auquel elle doit tant, avec ses bonheurs fragiles, le bruit d'abellie des tandems en roue libre, les maillots de bain tricotés en bête, et dont la laine grattait les cuisses gercées de sel. Sur elle repose désormais l'avenir de cette équité et de cette tendresse devant le passé qui s'appelle la mémoire, la vraie.

DANS LA PRESSE

Frankfurter Allgemeine Zeitung

Günther Normenmacher
■ On a souvent dit que la victoire allemande lors de la Coupe du monde de 1954 à Berne avait contribué à la restauration de l'identité nationale après la guerre que les succès de la reconstruction. L'air du temps ayant changé, la comparaison avec 1996 n'est pas pertinente. Mais l'on peut supposer que les commentaires du chancelier Kohl, un homme doué d'instinct politique, sur le jeu de l'équipe allemande (« fair-play », « combatif ») n'ont pas été émis sans un regard en coin sur la situation politique actuelle du pays. Le message serait, dans ce cas, le suivant : si les mêmes vertus étaient à l'œuvre dans l'appareil productif allemand que sur le stade de Wembley, on aurait moins de souci à se faire pour l'avenir économique de la nation. Ce n'est pas pure naïveté folklorique. Même le plus enthousiaste des supporters sait que ces sommets de vertu ne dureront pas longtemps. Bien sûr, les joueurs se remettront à marchander leurs salaires avec les clubs et à transformer leurs succès en monnaie sonnante et trébuchante lors des transferts. Et parce que le football est aussi du show-biz, qui nécessite non seulement de savoir jouer, mais aussi de savoir faire parler de soi, on verra dans quelques semaines paraître dans la presse populaire des interviews dans lesquelles les « onze copains » de Wembley se révéleront des concurrents durs, et même déloyaux.

RTL

Richard Armit

■ Nul ne peut dire ce qui va l'emporter en Corse entre un mouvement difficile de retour à la paix civile et l'accumulation de provocations extrémistes et mafieuses, qui préfèrent installer l'indivisible. Le gouvernement a surtout du mal à faire le tri entre des nationalistes qui ont de plus en plus de raisons de se méfier les uns des autres. L'instauration annoncée d'une zone franche n'apparaît pas comme la proposition innovante capable de rétablir le droit en Corse. L'immense majorité de la population de l'île ne veut pas entendre parler d'indépendance, contrairement à une suggestion lancée par Raymond Barre (...). Le gouvernement va être contraint d'appuyer davantage sur le volet fermé, qu'il n'a pas su mettre en avant ces derniers temps dans sa politique en Corse.



(Publicité)

بسم الله الرحمن الرحيم

L'ERE DU

"GRAND RENOUVEAU"

LE CADRE ISLAMIQUE

Au niveau des Etats :

L'Union Islamique : regroupe les Etats islamiques au niveau gouvernemental, et se constitue de :

a - Le Conseil suprême : la représentation au sein du conseil est assurée par les chefs d'Etat ou de gouvernement selon le système politique en vigueur dans chaque Etat membre.

b - Conseils ministériels couvrant les différents domaines à l'exception du militaire.

c - Le Secrétariat général : le secrétaire général est choisi par les chefs d'Etat et de gouvernement réunis en conseil suprême qui définit les prérogatives et la fonction du secrétaire général ainsi que la durée du mandat. La candidature à ce poste est assurée à tour de rôle par les Etats membres.

d - L'Alliance militaire : comprend les Etats membres de l'Union Islamique à qui revient de ratifier le texte du traité comme annexe du pacte de constitution de l'union. La représentation au sein de l'Alliance est assurée par les chefs des armées ou les ministres de la défense selon la hiérarchie en vigueur dans chaque Etat. Le secrétaire général de l'Alliance est nommé de la même manière que le secrétaire général de l'union. Le but derrière la constitution de l'union est la défense des Etats membres contre toute agression interne ou externe. En outre l'Alliance a pour obligation d'acquiescer le maximum de force et d'atteindre le plus haut niveau de préparation afin d'assurer ses fonctions avec le plus d'efficacité et de détermination.

e - La Commission Judiciaire et d'arbitrage islamique : les critères et les qualités du membre de la commission sont définis par le secrétariat général et le conseil des ministres de justice puis présentés au conseil suprême pour être ratifiés. Les candidats, remplissant les conditions et critères, sont choisis par les institutions juridiques et les institutions et les érudits de jurisprudence islamique dans chacun des Etats membres. Les candidatures sont présentées par chaque Etat au conseil suprême qui choisit la liste finale pour constituer le premier conseil de la commission et détermine le nombre de ses membres et la durée de leur mandat.

La commission peut être saisie, optionnellement, par les Etats belligérants par l'intermédiaire du secrétariat général. Les arrêts de la commission sont finaux et doivent être envoyés au secrétariat général. En cas de non-conformité par l'un des Etats membres, le secrétariat général saisit le conseil suprême pour prendre les mesures obligatoires nécessaires, entre autres le renvoi du sujet devant le conseil de l'Alliance militaire pour mettre le jugement en application par les voies militaires, après avoir essayé toutes les autres voies.

f - La commission du Conseil et de Guide : c'est le conseil des ministres en relation qui nomme les membres de la commission parmi les plus hautes capacités religieuses ayant l'aptitude et l'expérience nécessaires pour transmettre les préceptes authentiques de l'Islam au plus grand nombre de musulmans et non-musulmans exploitant pour cela les méthodes les plus modernes et efficaces en matière de communication et d'orientation.

g - Le corps du développement : Il est constitué des institutions déjà existantes telle la Banque islamique de développement. Il étudie la possibilité de la création d'une banque centrale avec la participation du secteur privé ainsi que la création d'un centre d'étude, de recensement des ressources et la préparation de plans de développement dans le but de donner à la nation islamique la grande place qu'elle mérite et qui lui permettra d'écrire effectivement le futur comme participant et non pas comme spectateur.

Clarifications :

1 - La présidence de la première conférence du Conseil suprême revient à l'Etat hôte.

2 - Les grandes lignes de la charte de l'union seront mises lors de la première conférence.

3 - Seront désignés les méthodes de rotation de la présidence de la conférence et les conseils des ministres et de l'Alliance militaire, ainsi que seront définis les mandats de présidence.

4 - La conférence nommera le premier secrétaire général de l'union et de l'Alliance militaire et définira leurs mandats.

5 - La conférence présente le projet du traité de l'Alliance militaire.

6 - La conférence choisira le domicile du secrétariat général. La ville sainte de Maccab peut être le meilleur choix pour le siège principal, Almadina Almuawwarrah, la commission du Conseil et de Guide, le Pakistan, l'Alliance militaire, l'Albanie, le corps du développement et Le Caire la commission judiciaire et d'arbitrage islamique. Il serait convenable que les institutions qui seront créées ultérieurement soient réparties sur les autres Etats.

7 - Il faut noter que l'Union Islamique est la meilleure alternative et la plus adéquate en ces temps-ci pour l'Etat islamique. Ainsi le conseil suprême est la solution alternative de la Khilafah. Les conseils et commissions de l'union représentent l'autorité centrale dans les temps passés de l'Etat islamique. L'Alliance militaire est le plus convenable successeur de l'armée de l'Etat islamique.

Au niveau individuel :

Le Conseil suprême de jurisprudence et du Fatwa islamique : se compose de membres choisis par les plus hautes instances religieuses et juridiques dans chaque Etat membre de l'Union Islamique. De cette façon le nombre du Conseil représente l'Etat de l'union en accord avec le nombre d'Etats de l'union. Les fonctions du conseil consistent dans la recherche et le travail pour rapprocher les interprétations jurisprudentielles et les différentes méthodes d'interpréter des textes et le choix des autorités parmi les érudits du monde musulman dans le but d'arriver à un minimum nécessaire de consensus en ce qui concerne les règles principales et les problèmes à caractère urgent et touchant le présent et le futur de la communauté musulmane partout dans le monde.

Les décisions du conseil seront remises au secrétariat général, qui, à son tour, les généralisera sur les conseils ministériels intéressés (l'éducation, la justice, les affaires religieuses) ainsi qu'à la commission judiciaire et d'arbitrage islamique. Elles seront publiées par la commission du Conseil et de Guide dans le but de généraliser l'intérêt et d'unifier les préceptes et la culture islamiques. Quant aux problèmes, qui, selon le conseil, nécessitent plus de recherches et d'efforts, ils seront traités séparément avec plus de concentration et après l'examen des arguments et évidences sur lesquels se basent les différentes interprétations dans le but d'arriver à

ce qu'un minimum de consensus soit obtenu et transmis selon la procédure citée ci-dessus. Le conseil a pour fonction aussi de répondre aux questions des individus, des gouvernements et des institutions scientifiques et jurisprudentielles ainsi que du secrétariat général de l'Union Islamique. Les réponses doivent être unanimes et ce, en accord avec le principal but derrière la création du Conseil suprême.

En plus des fonctions citées ci-dessus, le Conseil, en coordination avec le Conseil du suprême de l'union et le secrétariat général, mettra en œuvre un plan pratique et simple de rencontres avec les représentants des différents cultes de la religion chrétienne dans le but de découvrir les points communs entre les deux religions. Ces résultats seront publiés et généralisés sur leurs institutions culturelles et religieuses ainsi que leurs organes d'information. Quant aux sujets de controverse, ils seront traités séparément d'une manière scientifique et objective. Chaque résultat positif sera publié suivant la procédure mentionnée ci-dessus. Ce travail a pour but de corriger les idées qu'ils ont sur l'Islam et de réaliser le plus de rapprochements possible entre les deux religions.

L'Assemblée consultative (Shoura) des Musulmans. Est constituée de tous les Musulmans et Musulmanes quelle que soit leur nationalité. Elle ne fait partie d'aucune institution, secte ou politique soit-elle. Pour définir qui est apte à appartenir à l'assemblée, le conseil suprême de jurisprudence et du Fatwa islamique mettra au point une méthode d'identification du Musulman.

Les membres présents lors de la première session du conseil décideront de ce qui suit :

1 - La nomination du président de la session. Cette méthode sera suivie à chaque session.

2 - Le choix du secrétariat général parmi les membres présents.

3 - La mise au point et la signature de la charte d'honneur qui comprendra entre autres :

- L'adhésion est ouverte à tous ceux qui satisfont l'identité musulmane.

- Comme il n'y aura pas de président pour le conseil, un président sera choisi pour chaque session.

- Il n'est pas permis aux membres absents de déléguer un autre membre pour les représenter. Cependant, ils ont le droit de communiquer au secrétariat général les questions qu'ils veulent voir présentées à l'assemblée.

- Il n'est permis à aucun membre au sein de l'assemblée de critiquer ou faire des éloges à un leader, Etat, régime politique, parti, groupe ou individu.

4 - Le but de la participation aux sessions de l'assemblée sera de présenter les vues de chaque individu susceptibles d'améliorer la situation des Musulmans, de découvrir les maux et proposer les remèdes nécessaires.

5 - Le temps des sessions doit être consacré à du travail sérieux afin d'élaborer des programmes pratiques, méthodologiques et détaillés capables d'assurer le retour des Musulmans au statut qu'ils méritent. Un tel programme doit avoir des détails méthodiques sur toutes les phases pour arriver à ce statut-là.

6 - Les sessions du conseil se tiendront avec les membres présents. Les membres qui n'ont pu être présents auront le droit d'envoyer leur participation au secrétariat général et ce pour préserver l'égalité entre les membres sans toutefois entraver le travail du conseil.

7 - Malgré que les décisions de l'assemblée auront pour but l'intérêt général des Musulmans, elle ne sont pas obligatoires pour l'union suprême ni pour les Etats membres. Néanmoins les résultats des programmes et décisions à hauteur du niveau de la responsabilité et de l'intérêt général des Musulmans, dans le cadre raisonnable le programme doit avoir le poids et l'écho informatif et le support public qui peuvent former une influence d'elle-même qui attire l'attention et la réaction.

8 - L'assemblée peut, si besoin, consulter le conseil suprême de jurisprudence et du Fatwa islamique.

9 - L'assemblée, par l'intermédiaire de son secrétariat général, peut demander au secrétariat général de l'Union Islamique de lui fournir les informations nécessaires à ses délibérations et à l'élaboration de ses programmes. Les décisions de l'assemblée seront transmises par l'intermédiaire de son secrétariat au secrétariat général de l'Union Islamique.

10 - La manière selon laquelle les réunions de l'assemblée seront tenues sera décidée lors de chaque session. La date et le lieu de la première session seront décidés par l'hôte, qui payera aussi les frais de cette session. L'invitation sera publiée dans les différents organes d'information. Le secrétariat général accepte toute forme de donation et ce qui sera décidé par ses membres, tant qu'elle sera inconditionnelle.

La Fondation d'aide islamique : sera un développement de la commission déjà existante. Ses relations seront limitées aux Etats membres et elle acceptera les contributions inconditionnelles. Les candidatures à la direction de la fondation seront présentées par les conseils ministériels d'économie et de finances, de justice, des affaires sociales, et de l'intérieur, et les membres seront choisis par le conseil suprême. Une fois constituée, la direction de la fondation sera libre de recruter les experts, soit du monde musulman ou d'ailleurs, à condition de remplir les applications d'expérience, de capacité et d'honnêteté. Sans expansion de la structure bureaucratique.

La direction de la fondation établira une direction honnête et experte ayant pour but d'investir les contributions et les dons. Ce sont les revenus de ces investissements qui financent les activités de la fondation dans le cadre d'aide aux Musulmans en cas de catastrophes naturelles, de refuge, de maladies, de famines et de guerres. La fondation mettra au point un programme de stage permettant aux victimes de ces catastrophes elles-mêmes de mettre fin à leurs souffrances.

LE CADRE ARABE

Au niveau étatique :

L'UNION ARABE :

se constitue de pays membres de la Ligue arabe. Après la définition de l'Etat arabe, l'adhésion sera ouverte à d'autres Etats, aux conditions mises par le conseil suprême.

a - Le Conseil du suprême : La représentation au sein du conseil est assurée par les chefs d'Etat ou les premiers ministres selon le système politique de chaque Etat membre.

b - Conseils ministériels : couvrant les différents domaines.

c - Le Secrétariat général : Le secrétaire général est choisi par les chefs d'Etat et de gouvernement réunis en conseil du su-

prême, qui définit les prérogatives et la fonction du secrétaire général ainsi que la durée de son terme. La candidature à ce poste est assurée à tour de rôle par les Etats membres.

d - L'union a pour fonction d'étudier et de ratifier les programmes présentés par les pays membres dans le but de rapprocher les systèmes suivis dans les secteurs d'éducation, d'enseignement et de culture ainsi que les systèmes d'économie, de commerce et de sécurité interne. L'union assurera aussi la coordination et l'échange d'expertises afin d'éviter l'ambivalence des projets de même produit et de même marché. Elle s'occupe de la coopération en matière de développement et de surmonter les difficultés qui se présentent aux investissements des capitaux au sein de l'union. L'union essaiera d'élaborer une position officielle, unie et inébranlable vis-à-vis des problèmes internationaux. Tout changement des circonstances internationales sera étudié et une position adéquate sera prise.

Le but suprême des activités de l'union est la coordination entre ses membres et l'intérêt supérieur du citoyen arabe ainsi que la sécurité, la stabilité et la prospérité du monde arabe. Par conséquent, la stratégie de l'union sera construite sur des bases solides de bonne foi afin d'atteindre les objectifs désignés en ayant une vision claire concernant les étapes de développement des institutions déjà existantes dans le cadre d'un plan méthodique et flexible qui ne sera réalisé que par la coopération, la sincérité et l'exploitation des capacités disponibles ou pouvant le devenir à l'aide des autres institutions, soit dans le cadre de l'union islamique ou ailleurs.

Clarifications :

1 - La présidence de la première conférence du suprême revient à l'Etat hôte.

2 - La charte de l'union sera mise et ratifiée lors de la première conférence.

3 - La conférence désignera les modalités de rotation de sa présidence et des conseils des ministres, ainsi que seront définis les mandats.

4 - La conférence nommera le premier secrétaire général de l'union arabe et définira son mandat.

5 - La conférence choisira le siège du secrétariat général. Bahrain peut être le choix le plus intelligent pour de nombreuses considérations.

6 - D'autres villes seront choisies pour abriter les institutions de l'union. La commission de culture, d'arts et des monuments historiques siégera au Caire et la commission de préservation de la langue arabe et l'Académie de langue arabe à Damas.

7 - Il faut noter que l'union arabe est la seule alternative à l'unité arabe. Le conseil du suprême représente le sauveur alternatif à un leader unique qui est, peut-être, le seul obstacle devant l'unité des Arabes. Du moment que le but de l'union arabe est l'intérêt suprême des Arabes, quelle est la nécessité d'une unité impossible sous un leader unique ? Que l'union soit elle-même l'Etat arabe et que l'intérêt des Arabes soit le leader.

Au niveau des individus

L'assemblée arabe : jouit d'une autonomie absolue vis-à-vis de l'union arabe et des pays membres, est constituée de tous les Arabes quelle que soit leur origine tant qu'ils peuvent prouver leur Arabité. Le conseil sera constitué de :

1 - Un secrétariat général qui a pour mission d'écrire les procès verbaux, le classement des archives et la coordination entre les membres en ce qui concerne le lieu et la date des sessions. Il n'a pas le caractère présidentiel.

2 - Le président de la session : choisi parmi les membres présents. Son rôle se limite à la direction de la session. Il n'est permis sous aucun prétexte la nomination d'un président permanent. La première session sera présidée par son hôte.

3 - Les membres : n'importe quel Arabe qui aura la possibilité d'assister aux réunions du conseil sera membre. Il n'est pas permis aux membres absents de déléguer un autre membre pour les représenter. Mais ils ont le droit de communiquer au secrétariat général les questions qu'ils veulent qu'elles soient présentées à l'assemblée, et pour préserver l'égalité entre les membres sans toutefois déranger le travail du conseil.

4 - Pour adhérer à l'assemblée, tout membre doit accepter la charte d'honneur, dont la principale caractéristique est le refus de partialité. Il n'est permis à aucun membre au sein de l'assemblée de critiquer ou faire des éloges à un leader, Etat, régime politique, parti, groupe ou individu.

5 - La devise de l'assemblée sera « Le rôle des Arabes ». Il sera procédé à mettre au point les différentes étapes nécessaires pour arriver à une situation où les arabes peuvent exercer leur rôle. Le conseil peut demander à n'importe quelle institution de lui fournir les informations nécessaires à ses délibérations et à l'élaboration de ses programmes. Les informations provenant des Etats arabes seront transmises par l'intermédiaire du secrétariat général de l'union arabe. Malgré que les décisions du conseil ne soient pas obligatoires pour l'assemblée suprême ni pour les Etats membres, néanmoins, elles doivent jouir d'une large diffusion et du support général afin de constituer un outil de pression spontanée sur les preneurs de décisions au sein de l'union arabe dans le but de répondre aux aspirations de l'opinion générale arabe exprimée au conseil des Arabes. Pression devant être entendue. Les résultats du programme et décisions à hauteur du niveau des responsabilités et de l'intérêt général des Arabes dans le cadre raisonnable, le programme doit avoir le poids et l'écho informatif, le support public qui peuvent former une influence d'elle-même qui attire l'attention et la réaction.

6 - La manière selon laquelle les réunions du conseil seront tenues sera décidée lors de chaque session. La date et le lieu de la première session seront décidés par l'individu hôte qui payera aussi les frais de cette session et la présidence.

7 - Chaque membre présent paiera ses frais. En ce qui concerne les dépenses du secrétariat général, elles seront couvertes par les cotisations et les dons provenant des individus, institutions et compagnies sans toutefois altérer l'indépendance de l'assemblée. Quant au travail au sein du secrétariat général, il sera purement volontaire.

Clarifications :

Si l'individu arabe ne saisit pas cette opportunité pour décider lui-même de son destin et de celui des futures générations, il n'aura pas après à le reprocher aux autres. L'homme arabe doit participer à la marche de l'histoire et non pas jouer le rôle de spectateur. Voilà que l'opportunité se présente... y a-t-il des satisfaits ? (La Situation des Arabes) est leur responsabilité.

(L'Assemblée arabe) c'est où ils exercent leur responsabilité. (Le Rôle des Arabes) doit toujours être leur motif.

INFORMATIQUE Enrico Pesatori, vice-président de Digital Equipment, troisième fabricant américain d'ordinateurs, a annoncé sa démission lundi 1^{er} juillet. Les difficultés de

l'activité micro-informatique, soumise à maints revirements stratégiques et toujours déficitaire, est à l'origine de cette démission. ● APRÈS 50 MILLIARDS de francs de pertes cumulées

entre 1991 et 1994, le groupe vient pourtant de clore, fin juin, son second exercice bénéficiaire consécutif. ● LES COUPES dans les effectifs et les coûts, les fermetures d'usines et les

cessions d'actifs ont produit leurs effets. Le groupe doit confirmer son redressement en prouvant qu'il dispose de sources de croissance et de profits suffisantes. ● L'ISOLEMENT de Digital, seul acteur informatique majeur à

utiliser Alpha, est pointé du doigt par les analystes, qui s'interrogent sur sa capacité à financer les développements futurs.

Le groupe américain Digital Equipment doit confirmer son redressement

Enrico Pesatori, numéro deux de l'entreprise, a démissionné, lundi 1^{er} juillet. Digital vient de clore son deuxième exercice bénéficiaire consécutif, mais l'avenir du constructeur reste hypothéqué par les difficultés persistantes du secteur micro-informatique

MAYNARD (Massachusetts)

Derrière la vitre, dans l'ambiance jaune orangé d'une lumière inactuelle et dans une atmosphère renouvelée toutes les six secondes, des opérateurs s'activent. Combinaisons en Gore-Tex, chaussures spéciales, masques, voire casques... au cœur de la nouvelle ligne de fabrication de semi-conducteurs (« Fab 6 ») de Digital Equipment, à Hudson (Massachusetts), tout est étudié pour éviter la contamination des tranches de silicium sur lesquelles sont gravées les puces qui iront se loger, pour la plupart, au cœur des ordinateurs du groupe américain.

C'est là, dans ces bâtiments qui ont coûté 450 millions de dollars (2,3 milliards de francs) et sont opérationnels depuis début 1996, que sont « fondus » les microprocesseurs – les cerveaux des ordinateurs – de la famille Alpha que Digital commercialise depuis début 1992 et qui ont, pour une part, contribué au retour à meilleure fortune du numéro trois américain des ordinateurs : il a bouclé fin juin son second exercice fiscal bénéficiaire consécutif.

Si les chiffres définitifs seront communiqués le 30 juillet, il apparaît d'ores et déjà que le dernier trimestre n'a pas été aussi bon que prévu en raison de difficultés persistantes dans les ordinateurs personnels (PC). Ces dernières ont conduit à la démission, lundi 1^{er} juillet, d'Enrico Pesatori, le vice-président du groupe. Elles pourraient également déboucher sur l'annonce de provisions.

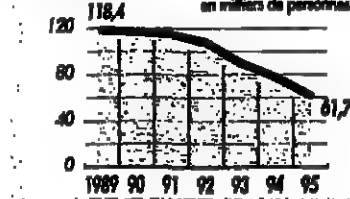
LE POIDS DES MUTATIONS

Pourtant, Digital, dont les ordinateurs ont connu un fort succès jusqu'au début des années 80, revient de loin. « Il y a eu, on ne donnait pas cher d'eux », rappelle Erich Ochs, directeur général adjoint du cabinet d'études IDC en France. La firme, dont le siège est à Maynard (Massachusetts), a accusé 5,8 milliards de dollars (30 milliards de francs) de pertes cumulées entre 1991 et 1994.

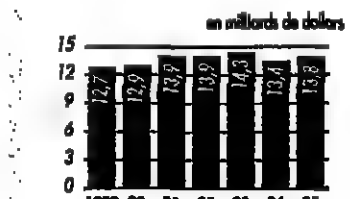
Comme la plupart des « anciens » de l'informatique, Digital a subi les mutations de cette in-

Les restructurations ont été brutales

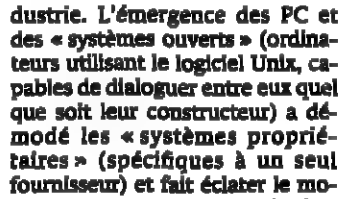
Les effectifs ont été fortement réduits...



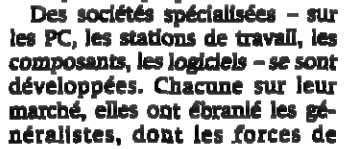
La recherche aussi...



Le chiffre d'affaires a été maintenu...



et les résultats se sont redressés.



La note a été sévère. Les effectifs ont été ramenés à environ 60 000 personnes, contre 118 400 en 1989. Digital a taillé dans ses coûts administratifs et commerciaux en recourant de plus en plus aux canaux de ventes indirects (deux tiers des ventes, contre un tiers trois ans auparavant). Les dépenses de recherche-développement ont été réduites, 25 usines sur 35 ont été fermées, les parts dans le capital de l'italien Olivetti vendues, tout comme certaines activités : systèmes de stockage à Quantum, bases de données à Oracle.

Le management a été renouvelé et une plus grande autonomie confiée aux activités. « On a aussi inculqué plus de culture marketing dans une société d'ingénieurs », note M. Copperman, qui souligne qu'aujourd'hui « les coûts sont plus bas et les marges en croissance ». Fin mars, la marge brute totale du groupe se situait à 34,6 %, contre 32,2 % un an plus tôt, la marge sur l'activité produits (55 % des ventes totales) s'étant redressée à 37,1 %, contre 28,7 % un an plus tôt.

On reste cependant loin des niveaux de 1993 (40 % de marge brute globale, 41 % pour les pro-

MANAGEMENT RENOUVELÉ

ducts), et les analystes, qui volent essentiellement dans le redressement des marges l'effet des réductions de coûts, estiment que le groupe doit prouver qu'il dispose des sources de croissance et de profits. Digital assure que le redressement tient aussi au décollage des ventes de systèmes utilisant Alpha et que les axes de croissance sont connus, qu'il faut « les exploiter » : systèmes pour applications Unix nécessitant beaucoup de puissance ; systèmes et services autour de Windows NT, le logiciel d'exploitation pour l'informatique d'entreprise de Microsoft avec qui un partenariat a été noué ; enfin, utilisation et intégration des réseaux, notamment d'Internet.

Digital se doit malgré tout de stabiliser une activité PC (14,3 % de l'activité totale), dont les ventes, début 1996, ont connu un sévère recul (-10 %). Les analystes estiment que le niveau actuel des revenus reste inférieur à celui de l'an passé et que les stocks d'inventaires demeurent importants.

Si le groupe promet l'équilibre pour le dernier trimestre 1996, certains analystes n'y croient pas : ils évoquent 200 millions de dollars de pertes sur l'année calen-

dre 1996 et incriminent la volonté de M. Pesatori de faire croître cette activité à 40 %, afin de jouer parmi les grands du secteur. Le groupe, qui a renoncé début 1996 à cette ambition en sortant du marché grand public aux États-Unis, assure ne plus jurer que par la clientèle des entreprises.

Sur les premiers mois de 1996, les ventes de systèmes Alpha ont progressé de 60 %, indique Harry Copperman, Alpha ayant généré plus de 9 milliards de dollars de revenus depuis son lancement. En 1995, les ordinateurs sur base Alpha ont représenté 12 % des 13,8 milliards de dollars de chiffre d'affaires total, contre 7,3 % en 1994. Le groupe assure que près de 50 % des ventes sur les modèles haut de gamme sont faits avec de nouveaux clients.

Digital est cependant le seul constructeur majeur à utiliser Alpha. Il vient de recevoir le renfort du sud-coréen Samsung, avec qui

il a signé, le 18 juin, un accord de fabrication en seconde source des puces Alpha (le japonais Mitsubishi les produit déjà lui aussi).

« On peut se demander si, avec des marges plus faibles, Digital aura la capacité de financer les développements futurs », souligne Michel Lederman, consultant au sein de la société Citicorp.

« Nous pensons pouvoir tenir et garder à Alpha deux fois plus de puissance que les puces Intel », assure M. Copperman, qui reconnaît que l'absence de grande référence est « décevante », mais qu'elle « n'est pas un handicap ». Alpha n'est plus, selon lui, destiné à supplanter les puces d'Intel, mais à en être un prolongement, notamment pour les ordinateurs utilisant le logiciel Windows NT de Microsoft.

Windows NT constitue le grand pari de Digital pour imposer à la fois la puce et les systèmes Alpha. Le constructeur estime que ce logiciel pèsera aussi lourd qu'Unix dans l'informatique d'entreprise en l'an 2000. Dans le cadre de son alliance avec Microsoft, ce dernier lui a demandé de l'aider à développer une nouvelle version spécifique aux ordinateurs 64 bits (la capacité d'Alpha).

Digital, qui a élaboré un logiciel convertissant sur Alpha les programmes fonctionnant avec les logiciels de Microsoft et les puces Intel, compte aussi faire entrer sa puce dans des systèmes à moins de 3 000 dollars. « Là où se trouvent de plus grands volumes », relève Bill Johnson, le responsable du marketing de l'activité semi-conducteurs.

Ph. L. C.

VENTES D'ALPHA EN HAUSSE

Les interrogations se concentrent aussi sur Alpha. « La base installée de Digital, qui lui est fidèle, a migré sur Alpha et assuré les ventes », indique Erich Ochs. La question est de savoir si le groupe peut rallier de nouveaux clients. « Si Digital n'accroît pas rapidement les ventes de systèmes Alpha, ses chances d'être viable dans cinq ans sont de 60 % », préviennent les analystes du Gartner Group, pour qui l'alliance entre le constructeur informatique Hewlett-Packard et Intel, numéro un mondial des semi-conducteurs, pour développer une nouvelle génération de microprocesseurs, constitue aussi un danger.

CA INFORMATIQUE 1994 en milliards de francs

1. IBM (États-Unis) 320

2. FUJITSU (Japon) 110

3. HEWLETT-PACKARD (États-Unis) 95

4. NEC (Japon) 95

5. HITACHI (Japon) 70

6. AT&T (États-Unis) 60

7. COMPAQ (États-Unis) 55

8. EDS (États-Unis) 50

9. TOSHIBA (Japon) 50

10. SAMSUNG (Corée du Sud) 40

11. SONY (Japon) 30

12. SANYO (Japon) 30

13. SAMSUNG (Corée du Sud) 30

14. SONY (Japon) 30

15. SANYO (Japon) 30

16. SAMSUNG (Corée du Sud) 30

17. SONY (Japon) 30

18. SANYO (Japon) 30

19. SAMSUNG (Corée du Sud) 30

20. SONY (Japon) 30

21. SANYO (Japon) 30

22. SAMSUNG (Corée du Sud) 30

23. SONY (Japon) 30

24. SANYO (Japon) 30

25. SAMSUNG (Corée du Sud) 30

26. SONY (Japon) 30

27. SANYO (Japon) 30

28. SAMSUNG (Corée du Sud) 30

29. SONY (Japon) 30

30. SANYO (Japon) 30

31. SAMSUNG (Corée du Sud) 30

32. SONY (Japon) 30

33. SANYO (Japon) 30

34. SAMSUNG (Corée du Sud) 30

35. SONY (Japon) 30

Enrico Pesatori, vice-président démissionnaire Il faut « plus de deux ans pour stabiliser le groupe »



ENRICO PESATORI

LUNDI 1^{er} juillet, à Maynard (Massachusetts) – siège du groupe –, Enrico Pesatori a annoncé sa démission du poste de vice-président du groupe et de directeur général de la division Computer Systems de Digital. « En dépit de progrès substantiels, nos résultats dans certains secteurs importants n'ont pas été à la hauteur de mes attentes », a expliqué, dans un message adressé aux employés du groupe, M. Pesatori, dont les propos visent notamment l'activité micro-informatique.

Cet Italien de cinquante-cinq ans avait rejoint Digital en 1993, après avoir dirigé pendant deux ans Zenith Data Systems, filiale de Bull, et avoir passé vingt et un ans chez Olivetti. M. Pesatori avait accordé, il y a quelques jours, un entretien au Monde, dans lequel il s'expliquait sur le plan de redressement de Digital et sur les actions qu'il restait, selon lui, à mener.

« Digital, avec deux exercices bénéficiaires consécutifs, est-il hors de danger ? »

« Nous avons fait un redressement en deux temps, financier et stratégique. Les résultats parlent d'eux-mêmes. Mais il reste encore beaucoup à faire pour continuer à rendre la compagnie plus efficace. Nous avons besoin de plus de deux ans pour stabiliser le groupe. En termes stratégiques – comment allons-nous croître à nouveau ? –, certaines activités ont besoin d'être améliorées, en particulier les micro-

ordinateurs et les services.

« De nouvelles ventes d'actifs sont-elles programmées ? »

« La majorité des désinvestissements ont été réalisés. Il s'agissait de sortir d'activités non stratégiques, ou d'éliminer les conflits avec certains partenaires, comme dans les bases de données, cédées à Oracle.

« Prévoyez-vous de nouvelles suppressions d'emplois ? »

« Il faut continuer à affiner les choses. Je ne ferai pas plus de commentaires.

« Au-delà des réductions de coûts, qui ont largement contribué au redressement, ne vous faut-il pas trouver de nouvelles sources de croissance et de profits ? »

« Nous devons, non pas trouver de nouvelles sources de croissance, mais exploiter les axes stratégiques que nous nous sommes fixés : les ordinateurs pour applications fon-

dées sur le logiciel Unix, les systèmes et solutions exploitant le logiciel Windows NT et la « connectivité », c'est-à-dire les réseaux, dont Internet. Nous devons prouver que nous pouvons faire croître ces activités.

« L'absence de soutien d'un grand groupe informatique à votre microprocesseur Alpha ne constitue-t-elle pas un handicap ? »

« Non. Nous pourrions soutenir les développements. Microsoft a annoncé que la version 64 bits de Windows NT sera disponible uniquement sur Alpha en 1997. C'est une bonne chose pour nous.

« Nous ne sommes pas concernés par la croissance, mais par la rentabilité »

« Que répondez-vous au Gartner Group, qui ne donne à Digital que 60 % de chances d'être viable dans cinq ans si la part de marché d'Alpha ne croît pas rapidement ? »

« Oui, nous devons accroître les ventes d'Alpha. Elles ont progressé de 60 % sur les deux derniers tri-

mestres. Ce n'est pas un mauvais chiffre.

« Hewlett-Packard et Intel, qui développent en commun un microprocesseur, le P7, vous font-ils peur ? »

« Le P7 se sera sur le marché que dans plus de deux ans, et il faudra plus de temps pour avoir des applications disponibles. Nous aurons des produits autour du P7, mais Alpha sera en position d'être plus puissant et de justifier sa présence.

« Dans la micro-informatique, l'objectif est-il toujours 40 à 50 % de croissance et l'entrée dans le « Top 5 » mondial ? »

« Nous n'y attachons plus d'importance. Nous ne sommes pas concernés par la croissance, mais par la rentabilité. Notre but n'est pas d'être un vendeur présent partout. La majorité de la croissance vient du secteur grand public. Nous n'y sommes pas. Ou plus exactement nous sommes sortis de ce marché début 1996, après un test aux États-Unis.

« Notre stratégie est de viser des clients de taille moyenne et grande, avec des systèmes fonctionnant avec Windows NT et les microprocesseurs Intel.

« Cette activité sera-t-elle rentable fin 1996 ? »

« Au dernier trimestre 1996, c'est l'objectif. »

Propos recueillis par Philippe Le Cœur

L'Etat accélère la fusion Dassault-Aérospatiale

« LES MODALITÉS techniques, financières et industrielles de la fusion Dassault-Aviation et Aérospatiale seront arrêtées avant le 1^{er} janvier 1997 », a indiqué l'Hôtel Matignon dans un communiqué publié lundi 1^{er} juillet et précisant que l'opération a pour but de créer « un groupe unique » dont l'Etat « actionnaire majoritaire détendra le contrôle effectif ». Le nouveau groupe, a-t-il été encore annoncé, pourra ensuite ouvrir son capital à d'autres entreprises, « dès que possible ».

Par rapport au calendrier qui avait été prescrit le 22 février, la constitution du nouveau groupe est pratiquement avancée d'une année (Le Monde du 2 juillet). La fusion précédera une privatisation – qui n'est pas officiellement programmée mais qui pourrait intervenir en 1998 puisque Aérospatiale est sur la liste des « privatisables » – et l'ouverture du capital à des alliés européens, notamment l'allemand DASA (Daimler-Benz Aerospace) et British Aerospace.

Au ministère de la défense, on admet que l'opération n'est « ni une nationalisation ni une expropriation ». Il s'agit, dit-on, d'une première étape dans le processus d'ouverture du capital du nouveau groupe intégré, l'opération en cours devant permettre de « renforcer le positionnement stratégique et concurrentiel du groupe, et faciliter un désengagement de l'Etat au profit d'un actionariat privé élargi ».

TRAVAUX D'ÉVALUATION

« Les travaux entrepris ont mis en évidence, ajoutent les services du premier ministre, une très large convergence des points de vue sur la nécessité et l'intérêt d'un rapprochement par fusion de Dassault-Aviation et Aérospatiale. Ces travaux ont porté sur les modalités de l'intégration industrielle et les aspects financiers de la fusion. En

particulier, le comité de pilotage a d'ores et déjà procédé à l'analyse du regroupement de certaines fonctions. » Le communiqué officiel, qui a reçu l'accord préalable des directions des deux entreprises, spécifie que les fonctions en cause ont trait notamment au regroupement d'« une partie significative des bureaux d'études et des services d'achat » dans des centres communs.

Au ministère de la défense, on indique que la fusion des deux sociétés sera décidée par des assemblées générales extraordinaires. Des travaux d'évaluation (Paris pour Dassault et Lézard pour Aérospatiale) devant déboucher à la fin de l'été ont été engagés – avec l'assistance de la Société générale –, afin de déterminer des parités de fusion. Comme cette opération se traduit par une ouverture minoritaire du capital du groupe Aérospatiale, l'avis de la Commission de privatisation sera recueilli.

FORME JURIDIQUE INDÉTERMINÉE

De même source, on précise que la mise en commun des activités (les bureaux d'études, la politique d'achats, les essais en vol, les méthodes industrielles, etc.) qui présentent de fortes synergies s'effectuera par leur regroupement au sein de « centres de compétences ». Chacune des deux entreprises est « un cas particulier », ajoute-t-on. Quant aux sites industriels, qui correspondent à des produits différents et à des marchés distincts, il n'est pas prévu, dit-on, de restructuration profonde.

Ni à Matignon ni à la défense, on ne donne de précisions sur la forme juridique du nouveau groupe. Il semble que tout ne soit pas tranché en la matière, ni le nom qui lui sera donné ni l'identité des responsables.

Jacques Isnard

Les analystes anticipent un statu quo monétaire outre-Atlantique

Le Conseil de la Réserve fédérale se réunit les 2 et 3 juillet

Le Conseil de la politique monétaire de la Réserve fédérale américaine, qui se réunit les 2 et 3 juillet ne devrait pas relever ses taux, selon la

plupart des économistes. Ces derniers s'attendent à une hausse du taux des fonds fédéraux, fixé à 5,25 % depuis la fin du mois de jan-

vier, mais dans les prochains mois, afin de freiner l'activité économique et d'empêcher l'apparition de tensions inflationnistes.

VUE D'EUROPE, où la reprise de l'activité se fait toujours attendre, la question paraît presque indécise : la Réserve fédérale des Etats-Unis - la Fed - va-t-elle relever ses taux directeurs pour limiter l'expansion de l'économie ? Son conseil se réunit mardi 2 et mercredi 3 juillet.

Les difficultés qu'éprouvent les spécialistes à mesurer le tempo exact de la croissance américaine rendent difficile tout pronostic. Les dernières statistiques publiées aux Etats-Unis ont envoyé des signaux contradictoires. Certaines ont indiqué une activité très soutenue (hausse de 3,3 % des commandes de biens durables, progression de 0,8 % des dépenses des ménages en mai) ; d'autres ont, au contraire, laissé à penser qu'une phase de ralentissement a commencé (baisse de la confiance des consommateurs à 97,6 points en juin, après 103,5 points en mai). L'économie américaine est-elle confrontée à des risques de surchauffe ou doit-elle se préparer à un atterrissage ?

Cela fait maintenant plus de cinq ans - mars 1991 - que les Etats-Unis sont sortis de la récession. L'économie américaine a, depuis cette date, laissé sur place ses rivaux européens, qui sont allés de reprises étonnantes en recherches incessantes. Le produit intérieur brut (PIB) américain a accumulé 10,4 % de croissance au cours des quatre dernières années, contre 5,8 % pour le PIB allemand.

Cette vigueur a permis au taux de chômage de redescendre à 5,6 % (si la France bénéficie d'un tel taux, elle aurait moins d'un million et demi de chômeurs). De surcroît,

plusieurs études récentes ont démontré que, contrairement à ce qu'on pense souvent en Europe, les millions d'emplois créés aux Etats-Unis ne sont pas tous des *« pizza jobs »*, c'est-à-dire des métiers précaires, peu qualifiés et mal payés : pour plus de la moitié d'entre eux, le niveau de rémunération est supérieur au salaire américain moyen.

En vérité, ce dynamisme du marché du travail constitue le

fondement économique sérieux l'idée à la mode selon laquelle la mondialisation de l'économie a entraîné la mort de l'inflation. Stephen Roach, directeur économique de Morgan Stanley, prévoit que le rythme d'inflation s'établira à 4 % en fin d'année (2,9 % actuellement).

Confrontée à cette menace sur les prix, la Réserve fédérale pourrait choisir de procéder à des frappes préventives, comme elle

l'a fait, avec succès, à partir de février 1994. Stephen Sliker, économiste chez Lehman Brothers, mise sur une hausse de 0,25 % du taux des fonds fédéraux, fixé à 5,25 % depuis la fin du mois de janvier. Il prévoit un relèvement supplémentaire d'un quart de point à la fin du mois d'août.

De nombreux analystes ne partagent pas ce pessimisme. Ils ne croient pas à une hausse des taux directeurs de la Fed cet été ni plus tard. Ils s'attendent que l'économie américaine, après un fort rebond au deuxième trimestre (le PIB devrait avoir progressé de plus de 4 % en rythme annuel), subisse, dans la seconde partie de l'année, un net ralentissement (la croissance serait limitée à 1,9 % au troisième trimestre et à 1,7 % au quatrième, d'après les experts de Smith Barney). Selon eux, la hausse des taux d'intérêt à long terme observée depuis le début de l'année (les rendements à trente ans sont passés de 5,95 % à 7 %) exerce déjà un frein naturel à l'activité économique. Elle pèse notamment sur le marché de l'immobilier, composante importante de la richesse nationale, exposé à un net renchérissement du coût des crédits hypothécaires (passés en moyenne de 6,9 % à 8,3 % en l'espace de cinq mois).

Cette thèse semble confortée par le recul de 4,7 % des mises en chantier de logements au mois de mai. Dans ces conditions, la Réserve fédérale n'aurait pas besoin, pour refroidir l'économie, de procéder à un resserrement monétaire - une hausse des taux d'intérêt à court terme. « Le marché obligataire a fait le travail de la Fed », résume Robert Dederick, économiste du fonds d'investissement Northern Trust Co. à Chicago.

Certains analystes estiment enfin que des raisons politiques pourraient dissuader la Fed d'agir. Alan Greenspan, son président, évitera, autant que possible, de faire entrer la politique monétaire dans la campagne pour l'élection présidentielle, qui aura lieu au mois de novembre.

Pierre-Antoine Delhommeaux

Inflation financière à Wall Street

Wall Street a terminé la séance du lundi 1^{er} juillet en forte hausse, les investisseurs pariant sur un statu quo de la Fed sur ses taux directeurs. L'indice Dow Jones a gagné 1,33 %, pour s'inscrire en clôture à 5 729,98 points, proche de ses plus hauts niveaux historiques.

La santé éclatante de la Bourse new-yorkaise inquiète de nombreux analystes. Ils préconisent un resserrement progressif de la politique monétaire américaine afin de dégonfler la « bulle » qui s'est formée à Wall Street (l'indice Dow Jones a gagné 50 % en un an et demi), avant que celle-ci ne prenne des proportions trop grandes. L'inflation financière constitue une double menace pour l'économie des Etats-Unis. Elle expose les ménages américains qui se sont massivement endettés pour acquiescer des actions à de terribles déconvenues en cas de correction trop violente du marché. Elle constitue aussi, en cas de transmission à l'économie réelle, une source potentielle de tensions pour les prix des biens et des marchandises.

principal motif d'inquiétude des opérateurs des marchés. Ils craignent en effet que la quasi-pénurie de main-d'œuvre, aux Etats-Unis, ne favorise les revendications salariales et donc l'apparition de tensions inflationnistes.

Les économistes de plusieurs grandes banques américaines (Morgan Stanley, JP Morgan, Goldman Sachs, Lehman Brothers) estiment qu'on aurait tort de prendre ces risques à la légère. Ils considèrent dangereuse et sans

avoir fait, avec succès, à partir de février 1994. Stephen Sliker, économiste chez Lehman Brothers, mise sur une hausse de 0,25 % du taux des fonds fédéraux, fixé à 5,25 % depuis la fin du mois de janvier. Il prévoit un relèvement supplémentaire d'un quart de point à la fin du mois d'août.

De nombreux analystes ne partagent pas ce pessimisme. Ils ne croient pas à une hausse des taux directeurs de la Fed cet été ni plus tard. Ils s'attendent que l'économie

Bruxelles et le Parlement s'intéressent au sort du Crédit foncier

LA COMMISSION européenne s'apprête à ouvrir une enquête sur les mesures prises par l'Etat français pour soutenir le Crédit foncier de France (CFF). Selon *Le Monde* du 2 juillet, le commissaire européen chargé de la concurrence, Karel Van Miert, estime que ces mesures qui ne lui ont pas été « notifiées » contredisent des éléments d'aide publique.

Il s'interroge notamment sur la ligne de crédit de 20 milliards de francs qui a été accordée en décembre 1995 par la Caisse des dépôts à l'institution financière spécialisée dans le financement de l'immobilier. Les dirigeants du Crédit foncier ont toujours affirmé que cette ligne a été octroyée « à des conditions de marché ».

Mais Bruxelles estime qu'étant donné les difficultés de refinancement du CFF, et la Caisse des dépôts lui est venue en aide, c'est parce qu'il s'agit d'un établissement public. La Commission s'interroge enfin sur la garantie accordée par l'Etat français à la dette obligataire du CFF, sans limite de montant et de durée.

« LOURDE RESPONSABILITE »

Bruxelles considère légitime le souci des pouvoirs publics d'éviter la faillite d'un grand établissement financier, mais estime que les mesures décidées pour permettre au Crédit foncier d'éviter la faillite ont été mises en œuvre sans qu'aucun plan de restructuration

garantissant l'avenir de l'établissement n'ait été défini.

Bruxelles n'est pas seul à s'interroger sur les difficultés du Crédit foncier. Le député RPR des Hauts-de-Seine, Jean-Jacques Guillet, a annoncé ce lundi 1^{er} juillet son intention de déposer sur le bureau de l'Assemblée nationale, à la session d'automne, une proposition de résolution « tendant à la création d'une commission d'enquête parlementaire sur les responsabilités des autorités de tutelle et de surveillance dans la situation du CFF ». M. Guillet ajoute dans son exposé des motifs : « ... la responsabilité de l'Etat est lourde dans ce sinistre financier qui affecte la crédibilité de la place financière de Paris ».

La Poste négocie l'amélioration de la carrière de ses 57 000 contractuels

PREMIER EMPLOYEUR de France après l'Etat, La Poste emploie 234 861 fonctionnaires et 57 000 contractuels de droit privé. Si les premiers bénéficient de tous les avantages liés à leur statut, les seconds en sont à des années-lumière. Ne pouvant demander aux fonctionnaires d'être aussi flexibles qu'elle le souhaiterait, la direction compense cette rigidité par l'emploi, souvent abusif, de contractuels. Régulièrement, les syndicats mettent en avant des cas aberrants : tel cet agent de nettoyage qui posséderait un contrat de vingt-cinq minutes par jour, ou ces salariés ne travaillant que de 3 heures à 7 heures du matin, du

mardi au samedi. Il y a différentes catégories de contractuels : la majorité d'entre eux (32 715 personnes) relèvent de contrats à durée indéterminée, à temps plein ou à temps partiel. Une petite minorité (3 678) n'a qu'un contrat à durée indéterminée intermittent (CDI) : La Poste s'engage sur un certain nombre d'heures de travail sur l'année, mais les répartit selon ses besoins.

ILLEGALITE

Enfin, près de 40 % (21 077) n'ont qu'un contrat à durée déterminée. Or il n'est pas rare de voir des contractuels être sous CDI depuis plusieurs années, en toute illégalité.

Régulièrement, La Poste perd les procès que les agents lui intentent devant les prud'hommes. C'est dans ce contexte que la direction devait proposer dans la matinée du mardi 2 juin deux types de mesures : les 5 000 CDI qui ont travaillé plus de huit cents heures entre mai 1995 et mai 1996, ce qui correspond à peu près à un mi-temps, se verraient dans les deux ans proposer un CDI ou un CDI. Par ailleurs, tout sera fait pour que ceux qui travaillent moins de huit cents heures par an dépassent ce seuil, important pour acquiescer certains droits sociaux.

Autre point de l'accord : jusqu'à présent, les contractuels ne béné-

ficiaient d'aucun déroulement de carrière. Désormais, une grille de classification va être mise en place.

Face à ces propositions, les syndicats sont partagés. Elles constituent une indéniable amélioration, mais elles entraînent la distinction entre ces employés de droit privé et les fonctionnaires, alors que certains syndicats voudraient que tous deviennent fonctionnaires. Par ailleurs, la nouvelle grille de classification facilitera le recrutement des fonctionnaires par des contractuels. Entre la défense des principes et le pragmatisme, les syndicats ont jusqu'au 4 juillet pour trancher.

Frédéric Lemaître

Christian Blanc affirme vouloir « sauver » l'ex-Air Inter

DANS une lettre adressée le 1^{er} juillet aux salariés d'Air France Europe (ex-Air Inter), Christian Blanc, président du groupe Air France, explique qu'« à Air France, en moins de trois ans, nous avons sauvé la Compagnie. Nous pouvons le faire aussi à Air France Europe ». Affirmant que « la maîtrise du marché domestique est essentielle pour le Groupe Air France », il rejette la volonté de scission de « quelques syndicats PNT [pilotes] ». Selon lui, cette option impliquerait « une baisse des coûts de 30 à 40 % des licenciements massifs et des baisses immédiates de salaires ».

Après l'expiration, le 30 juin, de

l'ultimatum fixé aux pilotes de l'ex-Air Inter pour accepter de nouvelles conditions de travail et de rémunération, M. Blanc estime que « la vote de la compagnie européenne [qui devait regrouper les activités d'Air Inter et les lignes européennes d'Air France] est fermée ». Il doit annoncer, jeudi 4 juillet, aux comités d'entreprise d'Air France et d'Air France Europe, « une organisation générale du Groupe permettant d'assurer la pérennité et la complémentarité des activités court, moyen et long courriers ».

Il ne fait quasiment plus aucun doute qu'il s'agira d'une fusion (*Le Monde* du 29 juin). Pour apaiser les

craintes des salariés, il leur garantit, dans sa lettre « des salaires équivalents à ceux d'Air France et des départs de l'entreprise sur la base du volontariat ».

SOLIDARITE

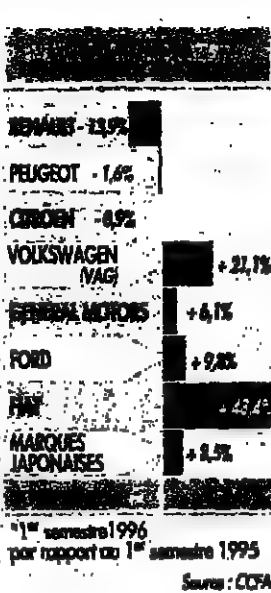
De son côté, Bernard Pons, le ministre des transports, avait reçu, lundi 1^{er} juillet au soir, l'insynchrone des salariés de l'ex-Air Inter. M. Pons lui a indiqué que le gouvernement a demandé un dossier au groupe Air France sur l'hypothèse d'une fusion entre Air France et Air France Europe. Malgré une amertume visible, les syndicats hésitent sur la position à adopter : certains, comme le

SNPNC (qui représente 75 % des hôtesses et stewards), seraient prêts à accepter une fusion ; d'autres représentant les salariés au sol préféreraient également cette option à une indépendance hasardeuse. Au sein du groupe Air France, une solidarité semblait renaître entre les pilotes des deux compagnies qui, à l'issue d'une réunion intersyndicale, ont exprimé leurs vives inquiétudes face à « la dérégulation sociale pratiquée au sein du groupe Air France », et se sont dits « prêts à réagir si les décisions de la présidence s'avéraient déraisonnables ».

P. C. et C. J.

Les immatriculations françaises sont en net recul

EN JUIN, les immatriculations de voitures particulières en France se sont effondrées de 31,9 % en juin. Sur les six premiers mois de 1996, le marché affiche une hausse de 1,8 % (avec 1 028 millions d'immatriculations), selon les chiffres publiés le 1^{er} juillet par le Comité des constructeurs français d'automobiles (CCFA). La médiocre performance de juin, mois traditionnellement creux avant la sortie du nouveau millésime en juillet, souffre de la comparaison avec juin 1995. Dernier mois à bénéficier de la prime à la casse, baptisée « Balladurette », il avait été particulièrement bon. Les constructeurs français principalement Renault ont plus parti que les étrangers. Sur six mois, les marques étrangères progressent de 17,3 %. Leur taux de pénétration s'élève à 43,5 % contre 56,5 % pour les Français.



Le Crédit suisse Holding va supprimer 5 000 emplois

LA SOCIÉTÉ Crédit suisse Holding, maison-mère des banques Crédit suisse et CS First Boston, va se restructurer à partir du 1^{er} janvier 1997 et supprimer 5 000 emplois. Crédit suisse Holding changera de nom pour s'appeler Crédit suisse Group. Une provision de 1 milliard de francs suisses (4,1 milliards de francs) sera constituée pour couvrir les coûts de restructuration.

« Grâce à cette mesure, la société CS Holding, qui était jusqu'à présent une banque suisse ayant des activités internationales deviendra une institution financière internationale », indique le communiqué de la banque dont le siège social et certains secteurs d'activité demeureront en Suisse. Joseph Ackeman, président de la direction générale du Crédit suisse, a annoncé qu'il quitterait le groupe « pour cause de divergence d'opinions ».

DÉPÊCHES

■ HFS : le groupe hôtelier américain (Days Inn, Knights Inn) a conclu un protocole d'accord pour racheter le loueur de voitures Avis pour 800 millions de dollars (4,12 milliards de francs), ont annoncé le 1^{er} juillet les deux sociétés. L'accord est soumis à l'approbation des 13 500 salariés actionnaires du groupe.

■ VALEO : l'équipementier automobile français a annoncé, le 1^{er} juillet, la cession de son activité lave-glaces au groupe américain Textron, pour un montant non révélé. Cette branche, implantée à Hennebont (Bretagne), réalise un chiffre d'affaires de 100 millions de francs avec 180 personnes.

■ REPUBLIC INDUSTRIES : le conglomérat américain (sécurité, déchets), basé en Floride a annoncé le 1^{er} juillet le rachat de la firme d'équipements de sécurité britannique ADT pour 5 milliards de dollars (25,8 milliards de francs).

■ ALITALIA : le groupe public italien tri a approuvé le 1^{er} juillet la première tranche de 1 500 milliards de livres (5 milliards de francs) d'augmentation de capital destinée à financer l'assainissement et la relance de la compagnie aérienne italienne. Une deuxième tranche de 1 500 milliards de livres est prévue en 1997. Les 300 milliards de livres restants devraient provenir de la participation des salariés au capital.

■ OLIVETTI : le groupe italien d'informatique et de télécommunications a annoncé, le 1^{er} juillet, la vente de 14,7 % du capital de la société informatique britannique Acorn Computer, dont il conserve 31,2 % des parts.

■ AMSTRAD : le constructeur britannique a annoncé, le 1^{er} juillet, que, dans la perspective d'une vente à la société Pison, il allait regrouper ses activités d'électronique grand public au sein d'une nouvelle entité, baptisée Digicom Technology, le reste devant rejoindre Betacom, une société contrôlée à 66 % par Amstrad.

■ NTT : l'exploitant téléphonique semi-public japonais et le producteur américain de logiciels Microsoft vont commercialiser conjointement, à compter du printemps 1997, des applications logicielles permettant aux entreprises de faire dialoguer leurs micro-ordinateurs en interne, mais aussi d'avoir accès à d'autres ordinateurs via des lignes à haut débit, ont annoncé lundi 1^{er} juillet les deux entreprises.

■ PHARMACIE : les groupes pharmaceutiques français Synthelabo, britannique SmithKline Beecham (SB), et la société américaine Human Genome Sciences (HGS) vont collaborer pendant cinq ans au moins sur l'étude du génome, selon un communiqué publié mardi 2 juillet. Aux termes de l'accord signé entre les trois sociétés, Synthelabo pourra utiliser pour la recherche et le développement de nouveaux produits la technologie génomique développée par SmithKline Beecham et Human Genome Sciences.

■ DOCKS DE FRANCE : le Conseil des Bourses des valeurs (CBV) a donné le 1^{er} juillet son accord au projet d'OPA lancé par Auchan sur Docks de France (enseignes Mammouth, Atac et Suma) qu'il a jugé recevable. Auchan possède déjà 16,64 % des actions (soit 2 433 338 actions) et 14,68 % des droits de vote.

■ EUROTUNNEL : le président du tribunal de commerce de Paris a accepté la demande des coprésidents de la société de prolonger jusqu'au 31 juillet 1996 la mission des deux mandataires, Robert Badinter et lord Wakeham.

■ PARRETTI : l'homme d'affaires italien fait appel du jugement rendu par le juge américain S. Hillman le 31 mai décidant de son extradition vers la France. Si cet appel est rejeté, il ne restera plus qu'une possibilité de contester le jugement pour les avocats de l'homme d'affaire italien.

■ DÉFENSE : plus de 400 ouvriers des arsenaux de Brest (Finistère) ont organisé, le 1^{er} juillet, une manifestation surprise sans aucune consigne syndicale. Dans le même temps, quelque 200 salariés de l'industrie de la défense et de l'aéronautique ont manifesté à Poitiers pour demander l'arrêt des restructurations annoncées par le gouvernement.

■ L'EPÉE : la société d'horlogerie (pendulettes), mise en règlement judiciaire le 11 avril, n'a plus de candidat à la reprise, après l'abandon du projet présenté par l'horloger suisse Frank Muller, a annoncé le procureur de la République de Montbéliard (Doubs), le 1^{er} juillet.

■ CLARK : le fabricant et distributeur de chaussures britannique a annoncé le 1^{er} juillet la fermeture de trois de ses usines et le licenciement de 1 400 personnes dans le cadre d'un vaste plan de restructuration.

■ CITY : la Bourse de Londres va réduire à nouveau ses effectifs. La concurrence des places de Paris et de Francfort, mais aussi l'introduction du nouveau système de règlement électronique expliquent la baisse graduelle des effectifs depuis quatre ans. Sur 2 000 personnes employées en 1992, il n'en restera que 550, après les 120 suppressions d'emplois annoncées le 1^{er} juillet.

■ **WALL STREET** a fortement progressé le 1^{er} juillet, bénéficiant de la reprise des valeurs technologiques. Le Dow Jones a gagné en clôture 75,35 points à 5 729,98 points.

CAC 40 ↓ Cibute	CAC 40 ↗ 1 mois	CAC 40 ↗ 1 an	MEEDCAC ↓ 1 mois
-----------------------	-----------------------	---------------------	------------------------

The left chart, titled 'Indice CAC 40 sur un an', is a line graph showing the daily fluctuations of the CAC 40 index from January 2, 2012, to January 2, 2013. The y-axis represents the index value, ranging from 3,500 to 4,500. The line shows a general upward trend with significant volatility, ending near 4,400. The right chart, titled 'CAC 40 5 jours', is a bar chart showing the daily percentage changes in the index over a five-day period. The y-axis ranges from -10% to 10%. The bars show a mix of gains and losses, with a notable peak in the second day.

troisième trimestre, après avoir stagné au deuxième. Début juin, la CDC prévoyait encore une progression de 0,2 % du produit intérieur brut au deuxième trimestre.

L'ACTION Cap Gemini a encore gagné 3,8 % lundi 1^{er} juillet à la Bourse de Paris dans un volume de transactions important de 195 000 titres. La valeur s'est inscrite en clôture à 207,50 francs après avoir touché en cours de

aptes avoir touché en cours de séance un plus haut de l'année à 209 francs. Elle a bénéficié de rumeurs d'une vente rapide de sa filiale à 36 %, la Cisl, qui est déficitaire. Cap Gemini bénéficie d'un sentiment favorable des analystes financiers qui parlent sur une pro-

6,89 % en une semaine, et les spéculations sur une reprise de l'activité de fusions et acquisitions ont encouragé les achats à Wall Street.

Les opérateurs attendent la réunion du comité de l'Open Market de la Réserve fédérale (Fed). Les experts ne s'attendent généralement pas à un relèvement des taux directs.

	Cours du 01/07	Cours du 28/06	Var. en %
Paris CAC 40	2118,75	2123,70	-0,23
New-York/DJ Indus.	5679,75	5654,63	+0,44
Tokyo/Nikkei	22455,30	22520,80	-0,34
Londres/FT100	3725,40	3741	+0,39
Frankfurt/Dax 30	2564	2561,39	+0,10

	Cours au 01/07	Cours au 26/06	Var. en %
Parts CAC 40	2118,75	2123,20	+0,23
New-York/DJ Indust.	5679,75	5645,43	-0,59
Telco/Wireless	2405,30	2391,00	-0,54
Financ/FINEX	3725,60	3725,00	+0,39
Francfort/Dax 30	2561	2563,89	+0,10
Francfort/Commer.	907,02	907,04	-
Wireless/Bell	2063,89	2063,89	-
Bourses/Général	1750	1759,48	+0,53
Milieu/MIB 30	952	959	+0,16
Amsterdam/Cas. Cst	381,60	382	+0,10
Madrid/Indice 35	3747,10	3737,37	+0,22
Stockholm/Allshare	1548,81	-	-
Lisbonne FT30	2736,10	2759,50	+0,26
Hong Kong/Hang S	11002,60	11008,90	-0,17
Singapore/Strait T	2291,33	2296,26	+0,21

	01/07	2006
Alcoa	58	57,37
American Express	45,25	44,62
Allied Signal	57,75	57,12
AT & T	62	62
Bethlehem	11,75	11,87
Boeing Co	88,87	87,12
Caterpillar Inc.	70	67,75
Chewron Corp.	59,87	59
Coca-Cola Co	49,37	48,87
Dynaco Corp	62,75	62,87

Eastman Kodak Co	77	77.75
Exxon Corp.	87.25	86.87
Gen. Electric Co	97.37	86.50
Goodyear T & Rubber	47.62	48.25
IBM	101.62	99
Int'l Paper	38.37	36.87
J.P. Morgan Co	86.25	84.50
Mc Don Douglass	49.37	48.62
Merck & Co Inc	66.12	64.62
Minnesota Mining & Mfg	71.37	69
Phillip Morris	104.87	104
Procter & Gamble C	90.62	90.62
Sears Roebuck & Co	48.50	48.50
Travel	46.62	45.87
Union Carb.	40.36	39.75
Util Technol	115.50	115
Westingh. Electric	18.62	18.75
Woolworth	22.50	22.50

	Cours au 06/07	Var. % 06/07	Var. % 31/12
HAUSSES, 10h15			
SCOR SA	219	+3,63	+43,13
Morand (Nty)	407	+3,02	+29,61
Compteur Extréjz	10,90	+3,80	+29,68
Crédit Lyonnais CI	125	+3,30	-46,80
UIF	429,50	+2,96	+2,34
Cip Gemini Sages	212,80	+2,35	+54,20
Legris Indust.	237	+2,33	+48,68
Descartes Systèmes	175,90	+2,36	—
Sipos	490	+2,08	+21,28
Barbotin	8,05	+3,80	+21,85

SEITA	232,50	+53,2	+30,98
CCMC(ex.CCMC) Ly	54	+2,48	+17,36
Gau/mout II	386	+2,27	+22,53
BIS	533	+2,26	+46,83
SFIM	970	+2,02	+14,11
Eso	356	+1,94	+13,46
Via Banquet	152	+1,83	+2,01
NRG II	683	+1,58	+38,25

SEANCE, 18 h 15	écologie	en RF
Cap Gemini Sogesi	126784	26641178
SCOR SA	90430	1997240108
Eaux (Gie des)	29587	16756393
Lycornelle Eaux	28384	1423084450
Saint-Gobain	17330	11925508
Danone	15161	11888124
LYMHE Immo Villes	9485	11594525
R.N.P.	57082	1086754530
Lafarge	31477	9999327
Societe Gale A	13084	7403847

	Cours au 02/07	Var. %	Var. 31/11
HAUSSES, 10h15			
CNIM CAI	212	+0,02	+63,0
Mediasys DS #	62	+3,99	+25,0
Charge Bourse (Mt)	253	+3,24	+5,4
Pier trop.(Dama)	45	+2,27	-10
Daphin OTA	300	+2,04	+50
BAISSES, 10h15			
Europ Propulsion	520	-4,58	+55,4
Serbo	235	-5,86	-4,2
Lectra Syst (Mt)	14,50	-2,82	+75,4

ET SECOND MARCHÉ			
	01/07	28/06	Var.
Ind. gén. SBF 120	1493,13	1498,65	+ 0,4
Ind. gén. SBF 250	1445,82	1448,40	+ 0,2
Ind. Second Marché	308,59	308,06	+ 0,1
Indice MidCac	1348,89	1347,72	+ 0,1
Valeurs Index	1644,68	1646,59	+ 0,1

4 - Biens d'équip.	1160,92	1157,99	-0,3
5 - Automobile	1818,57	1825,47	+0,4
6 - Biens consom.	2685,43	2675,30	+0,3
7 - Indus. agro-alim.	1551,72	1534,58	-0,1
Services	1684,86	1685,76	-0,1
8 - Distribution	3101,54	3112,45	-0,3
9 - Autres services	1129,35	1127,94	+0,1
Sociétés financières	1028,68	1029,08	-0,1
10 - Immobilier	697,23	695,45	+0,3
11 - Services financ.	989,85	995,59	-0,5
12 - Sociétés invest.	1263,99	1269,68	+0,2

	01/07	28/06
Allianz Holding N	2638	2635
Bast AG	43,75	435
Bayer AG	53,46	53,75
Bay hyp&Wohlfahrt	96,92	96,95
Bayer Vereinsbank	42,80	42,70
BMW	881,50	882,50
Commerzbank	314,70	315
Continental AG	24,45	24,70
Daimler-Benz AG	81,29	814,50
Deutsche Bank	522	516,70

Deutsche Bank AG	72,15	72
Dresdner BK AG FR	38,25	38,25
Henkel V2	656	657
Hoechst AG	51,90	51,60
Karstadt AG	610,80	615,50
Kaufhof Holding	547,50	575,80
Linde AG	984	990
DT. Lohndienst AG	221	215
Man AG	575	578,60
Manne Mann AG	521,80	526
Mediabag AG	26,50	26,15
Preussag AG	581,50	585
Qatar Airways	59,15	59,90
Schering AG	109,50	110,90
Siemens AG	81,80	81,80
Thyssen	280,10	276,10
Veba AG	61,05	60,87
Vig	605,50	607
Wolff AG	675	675

PARIS ↓ jour le jour	PARIS → OAT 10 ans	NEW YORK ↗ jour le jour	NEW YORK ↘ Bonds 10 ans	FRANCFORT ↘ jour le jour	FRANCFORT ↘ Bonds 10 ans
----------------------------	--------------------------	-------------------------------	-------------------------------	--------------------------------	--------------------------------

veille, le marché obligataire américain avait terminé la séance en léger repli, les opérateurs restant prudents dans l'attente de la décision du conseil de la Réserve fédérale. Le rendement de l'emprunt à trente ans s'était inscrit en clôture à 6,91 %. La Banque de France a laissé inchangé, mardi matin, à 3,69 %, le taux de l'argent au jour le jour. Le contrat Pibor 3 mois progressait de deux centimes, à 96,02 points.

hausse, mardi 2 juillet. Après quelques minutes de transactions, l'échéance septembre gagnait huit centièmes, pour s'inscrire à 121,98 points. Le taux de l'obligation assimilable du Trésor (OAT) à dix ans s'établissait à 6,49 %, soit 0,01 % au-dessous du rendement de l'emprunt d'Etat allemand de même échéance. La

The graph shows the Dow Jones Industrial Average from 1929 to 1937. The x-axis represents time, with labels for 1929, 1934, and 1937. The y-axis represents the index value, ranging from 100 to 300. The line starts at approximately 100 in 1929, rises to about 200 by 1934, and then fluctuates between 200 and 300 until 1937.

TAUX 01/07	jour le jour	10 ans	30 ans	des prix
France	3,65	6,50	7,33	2,40
Allemagne	3,25	6,52	7,22	1,60
Grande-Bretagne	5,75	8	8,28	2,70
Italie	9,37	9,49	9,78	4,50
Japon	0,50	3,22	—	0,20
Etats-Unis	5,50	6,74	6,92	2,90

MARCHÉ OBLIGATAIRE DE PARIS			
	Taux au 07/07	Taux au 28/06	Indice (base 100 fin 95)
FOUX DE RENDEMENT			
Fonds d'écart 3 à 5 ans	5,52	5,55	99,96
Fonds d'écart 5 à 7 ans	NC	NC	NC
Fonds d'écart 7 à 10 ans	6,47	6,48	100,57
Fonds d'écart 10 à 15 ans	NC	NC	NC
Fonds d'écart 20 à 30 ans	7,28	7,27	100,52
Obligations françaises	6,83	6,86	100,49
Fonds d'écart à TME	1,94	1,84	101,23
Fonds d'écart à TRE	NC	NC	NC
Oblig. franc à TME	1,34	1,52	100,85
Oblig. franc à TRE	NC	NC	NC

Jour le jour	01/07	01/07	28/06	28/06
	-3,6875	—	3,7500	—
1 mois	3,71	3,83	3,79	3,85
3 mois	3,76	3,88	3,80	3,92
6 mois	3,84	3,96	3,92	4,04
1 an	4,07	4,19	4,14	4,26

Pibor Francs 9 mois	4,0781	—	4,0758	—
Pibor Francs 12 mois	4,2189	—	4,2383	—
Pibor ECU				
Pibor Ecu 3 mois	4,4575	—	4,4527	—
Pibor Ecu 6 mois	4,4531	—	4,4688	—
Pibor Ecu 12 mois	4,6250	—	4,6196	—

NOTIONNEL 10 %					
	prix	stock	stock	stock	stock
Sept. 96	65710	122,02	121,76	121,68	
Dec. 96	2846	120,76	120,46	120,54	
Mars 97	512	120,68	120,60	120,36	
juin 97					

ECU LONG TERM	1213	95.35	95.35	95.35	95.35
Sept. 96	809	91.30	91.30	91.30	91.06
Dec. 96	809	91.30	91.30	91.30	91.06

Aug 96	31	2124	2123.50	2124
Sept. 96	595	2130.50	2134	2131
Oct. 96	350	2145	2146	2145.50

Hausse du dollar

banques sur les places financières s'échangeait à 1,5260 mark, 5,16 franc son plus haut niveau depuis janvier 1991 visé nipponne. Le dollar était soutenu politique en Russie, à la veille du scrutin présidentielle. Il retrouvait à ces

Country	1990	1991
Algeria (100 den)	334,220	5.01
Bcu	6,409	0.00
East-Units (1 unit)	5,110	0.03
Belgium (100 f)	16,430	0.00
Paris-100 (10 f)	307,500	0.00
Italy (1000 lire)	3,365	0.00
Denmark (100 lre)	87,780	0.00
Ireland (1 tip)	5,230	0.00
Grce-Bresque (1 L)	5,050	0.00
Grce-100 (100 f)	2,145	0.97
Swede (100 kr)	77,500	0.00
Swiss (100 f)	41,000	0.00
Norway (100 kr)	79,000	0.00
Austria (100 sch)	48,050	0.00
Spain (100 pes)	6,015	0.00
Portugal (100 esc)	3,285	0.00
Canada 1 dollar ca	3,779	0.00
Japan (100 yen)	4,697	0.13
France (100 franc)	110,200	0.00

	coins d'or	coins d'argent
Or fin (le barre)	63000	62000
Or fin (en lingot)	63500	63400
Once d'Or Londres	382	381,55
Pièce française (20F)	362	361
Pièce suisse (20F)	362	364
Pièce Union lat (20F)	363	363
Pièce 20 dollars us	2430	2440
Pièce 10 dollars us	1285	1310
Pièce 50 pesos mex.	2350	2350

	2015 Q4	2016 Q4
Brent (Londres)	—	—
WTI (New York)	19,29	—

57510 13

européennes. Ils ont dépassé les 110,05 yens, contre 109,94 face à la devise américaine par l'intermédiaire du tour de l'élection présidentielle.

L'occasion un statut de la monnaie allemande, cotant 3,3808 francs pour 1 mark.

327	954	100,000	109,250	109,600/23	-0,05
MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES					
DEVISES comptant: demande offre demande 1 mois offre 1 mois					
1.8800	1.8850				
15.9000	17.1000				
Dollar États-Unis: 5,1480 5,1538 5,1511 5,1538					
3,5140	3,5600				
Yen (100): 4,6880 4,6933 4,6883 4,6933					
88	93				
Deutschmark: 3,3810 3,3863 3,3818 3,3863					
7,8300	8,5800				
Franc Suisse: 4,1179 4,1242 4,1143 4,1207					
7,5600	8,0400				
Lire ital. (1000): 3,3579 3,3582 3,3613 3,3616					
99	100				
Unité libérale: 2,9977 2,9995 2,9941 2,9959					
74	78				
Pasta (100): 4,0000 4,0000 4,0028 4,0028					
99	100				
Rouble (100): 1,6400 1,6400					

3,5100	4,1700	Eurodollar	5,44	5,72
4,5300	4,5800	Eurolivre	5,75	5,81

FIBRE MARKET REVENUES			
INDICES	07/87	28/86	
Dow-Jones composite	219.53	2238.00	
Dow-Jones textile	350.29	359.20	
CRA	248.25	278.60	
MEYKAL (New-York)			\$tonnes
Argent 1 terme		5.05	107.25/10
Argent 3 mois		399.50	7.05/20
Palladium		132.00	—
CHICAGO, DENKES (Chicago)			\$wholesale
Blé (Chicago)		4.61	2.72
Mais (Chicago)		5.79	2.88
Grain. soja (Chicago)		2.82	2.66
Grain. blé (Chicago)		244.60	—
GRAINS (New-York)			\$tonnes
P. de terre (Londres)		—	100.00/10
Orge (Londres)		—	100.00/10
SOFTS			\$tonnes
Cacao (New-York)	1345	1356.40	—
Café (Londres)	1795	1785	100.00/10
Caoutchouc (Londres)	1009	1009	100.00/10
Zinc 3 mois	1035.50	1030.2	—
Nickel courant	2615	2590	100.00/10
OLÉAGINEUX, AGRICULTURE			\$tonnes
Coton (New-York)	517.9	500.00	100.00/10

1 F MONDE / MERCREDI 3 JUILLET 1996 / 19

Liquidation : 24 juillet
Taux de report : 4,38
Cours relevés à 10 h 15

CAC 40
2126,4[illegible]

Hydro C	251,20	252,80	+ 0,57	4,44
Hydro E	531	542	+ 0,55	-4,41
Hydro M	167,75	168,00	+ 0,02	3,64
Hydro N	125	126,40	+ 0,12	0,38
Hydro R	142,75	143,00	+ 0,02	1,75
Hydro S	249,90	246	- 1,56	8,07
Hydro T	31,70	32,65	+ 0,95	0,34
Hydro U	347,25	348	+ 0,75	1,41
Hydro V	790	790	0	12,68
Hydro W	76,18	77	+ 0,18	1,01
Hydro X	257,75	258	+ 0,25	0,77
Hydro Y	432	432	0	1,40
Hydro Z	239,75	240	+ 0,25	0,77
Hydro A	186,20	187	+ 0,80	1,62
Hydro B	377,75	378,10	+ 0,34	32,52
Hydro C	300,40	300,60	+ 0,20	1,01
Hydro D	377,75	378,10	+ 0,34	0,77
Hydro E	300,40	300,60	+ 0,20	1,01
Hydro F	377,75	378,10	+ 0,34	0,77
Hydro G	300,40	300,60	+ 0,20	1,01
Hydro H	377,75	378,10	+ 0,34	0,77
Hydro I	300,40	300,60	+ 0,20	1,01
Hydro J	377,75	378,10	+ 0,34	0,77
Hydro K	300,40	300,60	+ 0,20	1,01
Hydro L	377,75	378,10	+ 0,34	0,77
Hydro M	300,40	300,60	+ 0,20	1,01
Hydro N	377,75	378,10	+ 0,34	0,77
Hydro O	300,40	300,60	+ 0,20	1,01
Hydro P	377,75	378,10	+ 0,34	0,77
Hydro Q	300,40	300,60	+ 0,20	1,01
Hydro R	377,75	378,10	+ 0,34	0,77
Hydro S	300,40	300,60	+ 0,20	1,01
Hydro T	377,75	378,10	+ 0,34	0,77
Hydro U	300,40	300,60	+ 0,20	1,01
Hydro V	377,75	378,10	+ 0,34	0,77
Hydro W	300,40	300,60	+ 0,20	1,01
Hydro X	377,75	378,10	+ 0,34	0,77
Hydro Y	300,40	300,60	+ 0,20	1,01
Hydro Z	377,75	378,10	+ 0,34	0,77
Hydro A	300,40	300,60	+ 0,20	1,01
Hydro B	377,75	378,10	+ 0,34	0,77
Hydro C	300,40	300,60	+ 0,20	1,01
Hydro D	377,75	378,10	+ 0,34	0,77
Hydro E	300,40	300,60	+ 0,20	1,01
Hydro F	377,75	378,10	+ 0,34	0,77
Hydro G	300,40	300,60	+ 0,20	1,01
Hydro H	377,75	378,10	+ 0,34	0,77
Hydro I	300,40	300,60	+ 0,20	1,01
Hydro J	377,75	378,10	+ 0,34	0,77
Hydro K	300,40	300,60	+ 0,20	1,01
Hydro L	377,75	378,10	+ 0,34	0,77
Hydro M	300,40	300,60	+ 0,20	1,01
Hydro N	377,75	378,10	+ 0,34	0,77
Hydro O	300,40	300,60	+ 0,20	1,01
Hydro P	377,75	378,10	+ 0,34	0,77
Hydro Q	300,40	300,60	+ 0,20	1,01
Hydro R	377,75	378,10	+ 0,34	0,77
Hydro S	300,40	300,60	+ 0,20	1,01
Hydro T	377,75	378,10	+ 0,34	0,77
Hydro U	300,40	300,60	+ 0,20	1,01
Hydro V	377,75	378,10	+ 0,34	0,77
Hydro W	300,40	300,60	+ 0,20	1,01
Hydro X	377,75	378,10	+ 0,34	0,77
Hydro Y	300,40	300,60	+ 0,20	1,01
Hydro Z	377,75	378,10	+ 0,34	0,77
Hydro A	300,40	300,60	+ 0,20	1,01
Hydro B	377,75	378,10	+ 0,34	0,77
Hydro C	300,40	300,60	+ 0,20	

Une sélection Cours relevés à 10h15

MARDI 2 JUILLET

QAT 1,125,895-99	10,817	100%	Chengon Holding
QAT 1,090,000-00	11,054	100%	Chengwa (CN)
QAT 1,087,700-00	10,959	100%	Chin. Int. Econ. C/P
QAT 1,062,800-00	11,118	100%	C.I.T. Asia (HK)
QAT 89-01 TIME CA	17,314	100%	Cip Lian Lim
QAT 55,476-02 CA	13,447	100%	Commerce Asia R&D
QAT 5,982-23-19	10,647	100%	Confined and C/P
QAT 5,982-23-19	10,647	100%	Coriell
SNIP 1,858,671-94	100,20	100%	Daihai Estate
SNIP 1,858,671-94	916	100%	Dora Ezzam Vicky
			Don
			Don Ming, Paris
			Erdenstein Register CI
			Eurom
			Fleudon
			F.R.P.P.
			Fondren (CN)
			Fondren East
			Fondren 1

Une sélection Cours relatifs à 10h
MARDI 2 JUILLET

VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
---------	------------------	------------------

CA Life & Value	281.20	281.20	MG-Memorial TV	
CA One Crt	60.10	60.10	Mammoth	
Circle	34	34	Mammoth	
Devermont	44	44	Martini	
Duquesne Supply	440	440	Martini & Wynn	
East Tampa Co.	278	278	Mass-Air-Profit	
Europ. Exotic (U.S.)	278	278	McCabe (U.S.)	
Evans Propulsion	295	295	McGraw-Hill	
Expanded	790	790	Moments Joyle Lyle	
Forman	300	300	N&N Co.	
Forsyth	300	300	N&N Sch. N.Y.	
Financ	330	330	OCF Onest. Fin.	
Fried	330	330	Ones	
Fructiv	330	330	Paul Product	
Gen. Franch	165	165	P&W	
GP Industries	585	585	Peck Boy	
Griffith	40.10	40.10	Pocher	
Grocery (U.S.)			Postmaster (N.H.)	

Une sélection

Cours de clôture le 1^{er} juillet

[illegible]

FRANÇAISES	propos
Art. 1	205.1

Leitz C-Monaco.....	550
A.N.P. Intercont.....	407
.....	110

7-95	Immobiliens	612	312
99-30	Luchs	54,40	54,40
20-25	Monoprie	150	150
30-35	Metal Deploye	444	444
36-40		14,05	14,05
36-40	Navigation (Mile)	72,30	72,30
41-4	Palast-Marmont	240	240
46-7	Exa-Chairford (Np)	1999	1999
46-7	Performance	216	216
46-8	Parla Orleans	276	276
46-8	Payer Haddock	1517	1517
46-8	Prontodes (CL)	985	985
7-75	PSS Industries Ly	358	358
16-8	Rougher 4	450	450
16-8	Rougher 4	152	152
16-8	Sega	465	465
16-8	Saint du MMS	754	754
16-8	Silk	244	244
16-8	S.L.P.H. Co	227,50	227,50
16-8	Sol	80	80
16-8	Sofra	3740	3740
16-8	Soudure Autogene	1025	1025

Cours relevés à 10h15
MARDI 2 JUILLET

COURTS Den

	en Francs	en Dollars
Crédit Can. Ind.	29	29
Générale Occidentale	18,45	18,45
Mutuel	1400	1400
155,50	155,50	155,50
des Voeux du Monde	199	199

ABRÉVIATIONS

B = Bordeaux; U = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille
N = Nancy; Ns = Nantes.
Symboles

1, 2 et 3 = catégories de cotisation - sans indication de catégorie;
a = cours précédent; ■ = coupon détaché;
□ = droit détaché; □ = offre de rachat;
d = demandé; 1 offre rouverte; 1 demandé rouverte;
r = contrat d'animation.

MARDI 2 JUILLET

VALEURS	Cours précéd.	Derniers cours
---------	------------------	-------------------

4. Cadence 1D..... 1072.87 1062.25

As you can see, the **5010** is a very powerful tool for creating and managing your business. It's the only one of its kind. It's the only one that's been around for over 20 years. It's the only one that's been used by over 100,000 businesses. It's the only one that's been recommended by over 100,000 business owners. It's the only one that's been used by over 100,000 business owners. It's the only one that's been recommended by over 100,000 business owners.

BNP
Antigone Trésorerie

Scat. Action Future D	21,846	210,355	Revenue-Vert
Scat. Action Future D	22,085	210,355	Sévis
Scat. Action Future D	22,235	226,255	Synthesis
Scat. Communication	10,902,440	10,902,440	Scat. Forwarder
Scat. Dispositif	2,226,255	2,226,255	Unit France
Scat. Expansion C	2,226,255	2,226,255	Unit Garantie
Scat. Exploitation C	2,226,255	2,226,255	Unit Garantie
Scat. Exploitation C	2,226,255	2,226,255	Unit Nations
Scat. Exploitation C	2,226,255	2,226,255	Unitair
Scat. Investis D	10,902,440	10,902,440	Unit Nations
Scat. Investis D	10,902,440	10,902,440	Unitair
Scat. Investis D	10,902,440	10,902,440	Unitair
Scat. Investis D	10,902,440	10,902,440	Unitair
Scat. Investis D	10,902,440	10,902,440	Unitair
Scat. Investis D	10,902,440	10,902,440	Unitair
Scat. Investis D	10,902,440	10,902,440	Unitair
Scat. Investis D	10,902,440	10,902,440	Unitair
Scat. Investis D	10,902,440	10,902,440	Unitair
Scat. Investis D	10,902,440	10,902,440	Unitair
Scat. Investis D	10,902,440	10,902,440	Unitair
Scat. Investis D	10,902,440	10,902,440	Unitair
Scat. Investis D	10,902,440	10,902,440	Unitair
Scat. Investis D	10,902,440	10,902,440	Unitair
Scat. Investis D	10,902,440	10,902,440	Unitair
Scat. Investis D	10,902,440	10,902,440	Unitair
Scat. Investis D	10,902,440	10,902,440	Unitair
Scat. Investis D	10,902,440	10,902,440	Unitair
Scat. Investis D	10,902,440	10,902,440	Unitair
Scat. Investis D	10,902,440	10,902,440	Unitair
Scat. Investis D	10,902,440	10,902,440	Unitair
Scat. Investis D	10,902,440	10,902,440	Unitair
Scat. Investis D	10,902,440	10,902,440	Unitair
Scat. Investis D	10,902,440	10,902,440	Unitair
Scat. Investis D	10,902,440	10,902,440	Unitair
Scat. Investis D	10,902,440	10,902,440	Unitair
Scat. Investis D	10,902,440	10,902,440	Unitair
Scat. Investis D	10,902,440	10,902,440	Unitair
Scat. Investis D	10,902,440	10,902,440	Unitair
Scat. Investis D	10,902,440	10,902,440	Unitair
Scat. Investis D	10,902,440	10,902,440	Unitair
Scat. Investis D	10,902,440	10,902,440	Unitair
Scat. Investis D	10,902,440	10,902,440	Unitair
Scat. Investis D	10,902,440	10,902,440	Unitair
Scat. Investis D	10,902,440	10,902,440	Unitair
Scat. Investis D	10,902,440	10,902,440	Unitair
Scat. Investis D	10,902,440	10,902,440	Unitair
Scat. Investis D	10,902,440	10,902,440	Unitair
Scat. Investis D	10,902,440	10,902,440	Unitair
Scat. Investis D	10,902,440	10,902,440	Unitair
Scat. Investis D	10,902,440	10,902,440	Unitair
Scat. Investis D	10,902,440	10,902,440	Unitair
Scat. Investis D	10,902,440	10,902,440	Unitair
Scat. Investis D	10,902,440	10,902,440	Unitair
Scat. Investis D	10,902,440	10,902,440	Unitair
Scat. Investis D	10,902,440	10,902,440	Unitair
Scat. Investis D	10,902,440	10,902,440	Unitair
Scat. Investis D	10,902,440	10,902,440	Unitair
Scat. Investis D	10,902,440	10,902,440	Unitair
Scat. Investis D	10,902,440	10,902,440	Unitair
Scat. Investis D	10,902,440	10,902,440	Unitair
Scat. Investis D	10,902,440	10,902,440	Unitair
Scat. Investis D	10,902,440	10,902,440	Unitair
Scat. Investis D	10,902,440	10,902,440	Unitair
Scat. Investis D	10,902,440	10,902,440	Unitair
Scat. Investis D	10,902,440	10,902,440	Unitair
Scat. Investis D	10,902,440	10,902,440	Unitair
Scat. Investis D	10,902,440	10,902,440	Unitair
Scat. Investis D	10,902,440	10,902,440	Unitair
Scat. Investis D	10,902,440	10,902,440	Unitair
Scat. Investis D	10,902,440	10,902,440	Unitair
Scat. Investis D	10,902,440	10,902,440	Unitair
Scat. Investis D	10,902,440	10,902,440	Unitair
Scat. Investis D	10,902,440	10,902,440	Unitair
Scat. Investis D	10,902,440	10,902,440	Unitair
Scat. Investis D	10,902,440	10,902,440	Unitair
Scat. Investis D	10,902,440	10,902,440	Unitair
Scat. Investis D	10,902,440	10,902,440	Unitair
Scat. Investis D	10,902,440	10,902,440	Unitair
Scat. Investis D	10,902,440	10,902,440	Unitair
Scat. Investis D	10,902,440	10,902,440	Unitair
Scat. Investis D	10,902,440	10,902,440	Unitair
Scat. Investis D	10,902,440	10,902,440	Unitair
Scat. Investis D	10,902,440	10,902,440	Unitair
Scat. Investis D	10,902,440	10,902,440	Unitair
Scat. Investis D	10,902,440	10,902,440	Unitair
Scat. Investis D	10,902,440	10,902,440	Unitair
Scat. Investis D	10,902,440	10,902,440	Unitair
Scat. Investis D	10,902,440	10,902,440	Unitair
Scat. Investis D	10,902,440	10,902,440	Unitair
Scat. Investis D	10,902,440	10,902,440	Unitair
Scat. Investis D	10,902,440	10,902,440	Unitair
Scat. Investis D	10,902,440	10,902,440	Unitair
Scat. Investis D	10,902,440	10,902,440	Unitair
Scat. Investis D	10,902,440	10,902,440	Unitair
Scat. Investis D	10,902,440	10,902,440	Unitair
Scat. Investis D	10,902,440	10,902,440	Unitair
Scat. Investis D	10,902,440	10,902,440	Unitair
Scat. Investis D	10,902,440	10,902,440	Unitair
Scat. Investis D	10,902,440	10,902,440	Unitair
Scat. Investis D	10,902,440	10,902,440	Unitair
Scat. Investis D	10,902,440	10,902,440	Unitair
Scat. Investis D	10,902,440	10,902,440	Unitair
Scat. Investis D	10,902,440	10,902,440	Unitair
Scat. Investis D	10,902,440	10,902,440	Unitair
Scat. Investis D	10,902,440	10,902,440	Unitair
Scat. Investis D	10,902,440	10,902,440	Unitair
Scat. Investis D	10,902,440	10,902,440	Unitair
Scat. Investis D	10,902,440	10,902,440	Unitair
Scat. Investis D	10,902,440	10,902,440	Unitair
Scat. Investis D	10,902,440	10,902,440	Unitair
Scat. Investis D	10,902,440	10,902,440	Unitair
Scat. Investis D	10,902,440	10,902,440	Unitair
Scat. Investis D	10,902,440	10,902,440	Unitair
Scat. Investis D	10,902,440	10,902,440	Unitair
Scat. Investis D	10,902,440	10,902,440	Unitair
Scat. Investis D	10,902,440	10,902,440	Unitair
Scat. Investis D	10,902,440	10,902,440	Unitair
Scat. Investis D	10,902,440	10,902,440	Unitair
Scat. Investis D	10,902,440	10,902,440	Unitair
Scat. Investis D	10,902,440	10,902,440	Unitair
Scat. Investis D	10,902,440	10,902,440	Unitair
Scat. Investis D	10,902,440	10,902,440	Unitair
Scat. Investis D	10,902,440	10,902,440	Unitair
Scat. Investis D	10,902,440	10,902,440	Unitair
Scat. Investis D	10,902,440	10,902,440	Unitair
Scat. Investis D	10,902,440	10,902,440	Unitair
Scat. Investis D	10,902,440	10,902,440	Unitair
Scat. Investis D	10,902,440	10,902,440	Unitair
Scat. Investis D	10,902,440	10,902,440	Unitair
Scat. Investis D	10,902,440	10,902,440	Unitair
Scat. Investis D	10,902,440	10,902,440	Unitair
Scat. Investis D	10,902,440	10,902,440	Unitair
Scat. Investis D	10,902,440	10,902,440	Unitair
Scat. Investis D	10,902,440	10,902,440	Unitair
Scat. Investis D	10,902,440	10,902,440	Unitair
Scat. Investis D	10,902,440	10,902,440	Unitair
Scat. Investis D	10,902,440	10,902,440	Unitair
Scat. Investis D	10,902,440	10,902,440	Unitair
Scat. Investis D	10,902,440	10,902,440	Unitair
Scat. Investis D			

Fonds communs de plac

34. Ecur. Sécurité première C...

	CNCA		
	PARTS		
	Clamonte ♦	1328,95	1280
	Converio ♦	357,24	351
	Epic ♦	1461,82	1454
	Obitric Mondial ♦	3338,76	3285
	Obitric Régions ♦	1184,76	1167
	Rentac ♦	165,20	167
	RETAIL		
	CREDIT DOMINAI		
	Banco Solidarité	1306,20	1280

Cred. Mut. Ep. Oblig.	1709,71
Cred. Mut. Ep. Quatre	1090,61

LCF E. DE ROTHSCHILD BANQUE
Asie 2000 73759

739,24	Interorbital C	598,92	587,17
610,16	Interselection France D	1726,71	1669,02
704,91	S.G. France opposit. C	1665,13	1632,02
	S.G. France opposit. D	1750,06	1680,20
	Sogefrance D	1402,84	1375,95
1790,52	Sogefrance D	312,91	309,49
930,73	Sogefrance D	1615,72	1776,76
1719,50	Sogefrance C		
	Fonds communs de placements		
	Favor D	1269,16	1264,04
	Sogefiance D	1583,92	1583,92
	Sogefrance Tempo D	144,50	144,50
800,45			

4,53	Intensys C	113,89
5,28	Intensys D	109,05

Latitude C _____ 144.01
Latitude D _____ 136.25

157,03 : cours du jour; • cours précédent.

TOUTE LA BOURSE EN DIR

3615 LEMOND

Publicité financière Le Monde : (1) 44 43

3.72
18.89
1.4.87

SYMBOLES

72,03 : cours du jour; ♦ cours précédent.
 57,48
 58,17
 32,57
 106,80
 23,40
 194,11
 186,39

TOUTE LA BOURSE EN DIRE
3615 LEMOND
 PubliCité financière Le Monde : (1) 44 43

3615 LEMOND

Publicité financière Le Monde : (1) 44 43 7

~~_____~~

—

AUJOURD'HUI

SPORTS

TOUR DE FRANCE L'italien Mario Cipollini a gagné au sprint la 2^e étape entre 's-Hertogenbosch et Wasquehal, devant le Néerlandais Jeroen Blijlevens et le Tchèque Jan Svoboda. ● **FREDERIC MONCASSIN**, qui

a terminé 4^e, est deuxième au classement général, à une seconde seulement du leader Alex Zülle, et deuxième du classement par points, à un seul point de Svoboda. ● **MAILLOT JAUNE** et maillot vert pou-



vaient se jouer pour le Français à la faveur des sprints à bonifications, mardi 2 juillet, lors de la troisième étape, sur la route de Nogent-sur-Oise. ● **DANNY NELISSEN**, champion du monde amateurs, a revêtu le

maillot à pois du meilleur grimpeur. Le jeune Néerlandais, qui fut un temps au chômage à cause d'ennuis cardiaques, compte sur le Tour pour convaincre définitivement de sa santé retrouvée.

Dans le collimateur des juges, Mario Cipollini gagne en appel

En survolant le sprint de la deuxième étape, le coureur italien a pris sa revanche et confirmé qu'il était le plus rapide du peloton. Mais il rêve surtout d'une médaille olympique à Atlanta

WASQUEHAL

de notre envoyé spécial

« Il Magnifico » a bien mérité son surnom. En remportant, lundi 1^{er} juillet à Wasquehal, la 2^e étape du Tour de France, et de la plus belle manière, Mario Cipollini a effacé trois affronts qui lui avaient été faits la veille à 's-Hertogenbosch. D'abord il s'était laissé piéger par Frédéric Moncassin dans les derniers mètres de l'étape. Ensuite, il avait été déclassé à la 37^e place du classement par les commissaires de course pour avoir un peu trop « serré » le Français dans les balustrades. Voilà, enfin, qu'il écopait d'une amende pour avoir enfilé, lors du prologue de samedi, un culsac, du plus beau rouge, non conforme au règlement qui veut que tous les coureurs d'une équipe portent les mêmes uniformes, jugés que le vermillon allait si bien à son teint d'enfant de la Toscane et s'harmonisait aussi parfaitement avec son nouveau maillot de champion d'Italie, Mario passa outre. « Amende ! », indignèrent les commissaires, peu enclins à ces considérations esthétiques. En d'autres temps, Cipollini, qui peut cacher un caractère de co-

chon derrière sa gueule d'amour, aurait estimé la coupe trop pleine et, comme au Giro de 1995, fait le coup de poing et claqué la porte au nez de ces impudents. Aujourd'hui, même les princes mûrissent : Mario Cipollini, merveilleux de magnanimité, était allé tout simplement s'excuser auprès de Frédéric Moncassin, non sans avoir glissé que « les Juges [avaient] peut-être un peu exagéré ».

COMME AU FOOTBALL

Déjà, il préparait sa revanche. Réunissant ses équipiers, il chercha à comprendre les raisons de son échec de 's-Hertogenbosch et à mettre au point une nouvelle tactique. « C'est comme au football, expliqua-t-il à Wasquehal, il faut savoir construire une nouvelle équipe avec les mêmes joueurs. » Ce qui fut fait. Dimanche, la garde prétorienne, chargée d'empêcher le maître le plus possible de la ligne d'arrivée afin qu'il puisse donner l'ultime coup de rein pour l'emporter, avait trop vite relâché son effort. Lundi, elle fut, elle aussi, parfaite. Fondant, à 5 kilomètres de l'arrivée, sur le ténor Rossano Brasi, échappé

solitaire, elle emmena Cipollini au point précis où celui-ci le voulait. Il put alors « aligner » comme à la parade ces impétueux qui avaient osé lui chanter pouilles dans la ville batave.

Un bon mètre d'avance, après une étape de plus de 200 kilomètres, sur des « clients » comme Jeroen Blijlevens, Jan Svoboda, Frédéric Moncassin, les finisseurs les plus acérés du peloton, voilà qu'il requinquait un homme meurtri et redore une couronne.

Domage pour ses administratrices françaises, mais « Cipo le Charmeur » a déjà annoncé que,

comme les quatre années précédentes, il ne terminerait pas la Grande Boucle. Après avoir tenté d'engranger le maximum de victoires d'étapes, l'italien s'envolera pour Atlanta avec un objectif qui lui tient particulièrement à cœur : la médaille d'or. Gageons qu'il a déjà commandé un culsac harmonisé aux cinq couleurs de l'olympisme.

Pour le reste, on retiendra que ce sont deux enfants du soleil - Frédéric Moncassin est natif de Toulouse - qui ont emporté les deux premières étapes de ce Tour de France courues sous le ciel

plombé du plat pays. Deux étapes qui, naguère, auraient difficilement échappé à un coureur néerlandais ou à un de ces « Flan-driens » au nom imprononçable, mais à la hargne proverbiale.

Johan Museeuw tenta bien sa chance, mais ne put poursuivre son effort en dépit des acclamations d'un public belge toujours orphelin d'un certain Eddy Merckx. Il fut rejoint avant le mont de l'Enclus (141 mètres d'altitude), premier « col » du Tour, un des points cruciaux du Tour des Flandres. Le valeureux Néerlandais Danny Nelissen voulut aussi

fausser compagnie au peloton en compagnie de l'italien Fabio Roscioli et du Français Jacky Durand, à l'approche des frontières de l'Hexagone. En vain.

On crut, un temps, que Rossano Brasi aurait plus de chance. A 20 kilomètres de l'arrivée, il était même virtuel maillot jaune. A 10 kilomètres, il possédait encore une poignée de secondes d'avance sur le peloton. Allait-il tenir jusqu'à Wasquehal ? Mario Cipollini et sa garde impériale se mirent alors en chasse.

José-Alain Fralon

Danny Nelissen met du cœur à l'ouvrage

WASQUEHAL

de notre envoyé spécial

Dans son hôtel de Wasquehal, Danny Nelissen sert sous son bras le maillot à pois du meilleur grimpeur. Il contemple la tunique comme un papou une tenue de Jean-Paul Gaultier. Dans ce Tour de France, c'est bien la dernière chose que le Néerlandais songeait conquérir. Mais 25 kilomètres d'échappée aux environs du mont de l'Enclus, seule asperité rencontrée en deux jours de plat pays, lui ont permis de devenir le premier titulaire de cette parure. Pour le reste, l'échappée a échoué, comme avait avorté la veille, après 15 kilomètres en solitaire, sa première tentative.

Une fois par jour, Danny prend donc l'air. Il fait partie des rares attaquants à secouer le torpéur du peloton. Il veut sa victoire d'étape, même s'il sait qu'il sort « d'un certain nombre à prendre à la même chose ». Au moins lui se donne-t-il la peine d'essayer. Et même si une grimpe de 141 mètres ne fait pas de vous un aigle des montagnes, ce maillot à pois ne tombe pas sur les épaules d'un usurpateur.

En octobre 1995, en Colombie, sur le circuit tourmenté de Dulitama, culminant à 2 950 mètres d'altitude, ce coureur de la plaine était devenu champion du monde amateurs. Danny (sans lien de parenté avec le Belge Wil-

fried Nelissen) n'était déjà plus un inconnu. A vingt-quatre ans, il avait déjà passé trois ans et demi dans les rangs professionnels. En 1990, alors qu'il n'avait pas vingt ans, il avait été embauché par l'équipe PDM, avant de rejoindre la formation TVM. Il était alors le benjamin du peloton mondial.

RETOUR AUX KERMESSES

Sa prometteuse carrière allait prendre un air bancal au début de la saison 1994. Le 18 janvier, un examen médical de routine décelait chez lui une grave perturbation du rythme cardiaque. La Fédération néerlandaise de cyclisme déclara alors de lui retirer sa licence. Des contre-exams infirmant le premier diagnostic, Danny Nelissen envoya alors avocats et cardiologues à l'assaut des instances dirigeantes et se fit restituer son « permis de travail ». Mais le doute s'était insinué. « Pour le milieu, je serai toujours le gars qui a eu un problème avec son cœur », se plaint-il.

L'équipe TVM, commanditée par une compagnie d'assurances sociales, imaginait déjà les conséquences publicitaires désastreuses si son coureur venait à s'écrouler en plein effort. Elle le mit donc au repos forcé. Danny Nelissen ne courut que trente-trois jours en 1994, et son contrat ne fut pas renou-

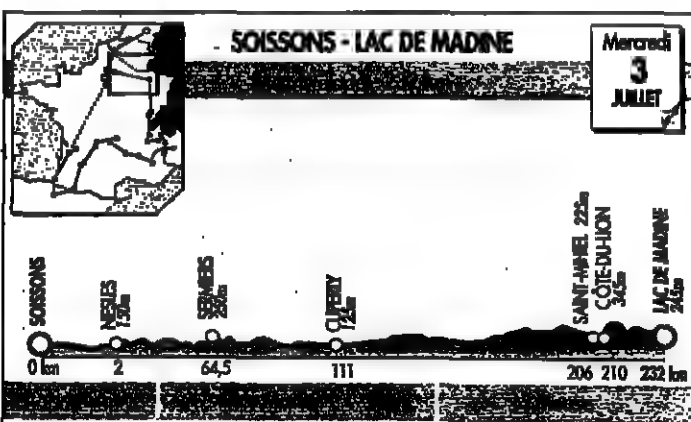
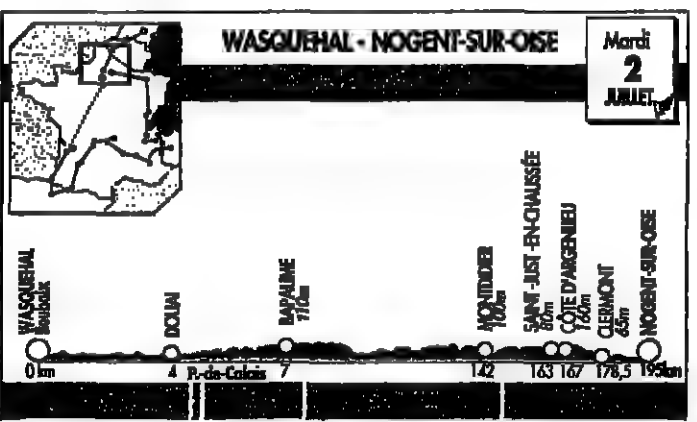
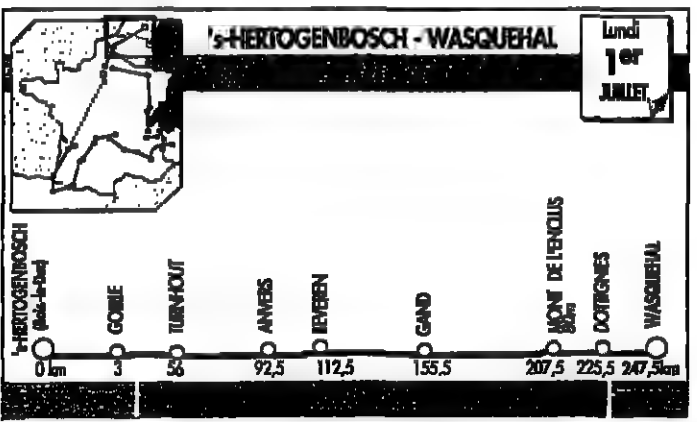
vé. Comme dans le monde du cyclisme on n'est jamais « chômeur », Danny Nelissen redevint en 1995 « coureur amateur ». Il assure le frichti dans les kermesses et les courses locales. Le vélo peut en effet faire vivre, même quand ce n'est pas officiellement une profession. Le coureur réproché fit comme les autres, mais que les autres, tant et si bien que les groupes sportifs finirent par se convaincre que cet homme-là avait un cœur solide.

L'Union cycliste internationale (UCI) distinguant désormais les épreuves « espoirs », réservées aux moins de vingt-trois ans, et les épreuves « open », qui ne tiennent plus compte du statut des coureurs, Danny Nelissen sera devenu le dernier champion du monde « amateurs » de l'histoire, lui le professionnel au chômage qui courait en Colombie avec déjà en poche un contrat pour 1996, signé avec l'équipe Rabobank, dirigée par Jan Raas. De ces péripéties, le Néerlandais ne veut garder que le liseré arc-en-ciel qui orne l'encolure et les manches de son maillot. Une belle prestation sur le Tour de France enterrerait les dernières réticences. Elle serait un témoignage de santé plus probant qu'un électrocardiogramme.

Benoît Hopquin

La bataille des bonifications

Frédéric Moncassin n'était plus, mardi matin, qu'à 1 seconde du porteur du maillot jaune, Alex Zülle. Devancé de 9 secondes au classement général par le coureur suisse au départ de la deuxième étape, le Français rattrapait une partie de son retard grâce aux 6 secondes de bonification accordées au vainqueur du premier sprint intermédiaire. Distancé par un groupe d'échappés, le coureur de chez GAN ne pouvait participer au deuxième sprint intermédiaire. Il était ensuite devancé par le Tchèque Svoboda pour la deuxième place du troisième sprint du jour, ne récoltant que 2 secondes au lieu des 4 qui lui auraient offert provisoirement la tête du classement général, 1 seconde devant Zülle. A l'arrivée, Moncassin était quatrième, alors que seuls les trois premiers bénéficiaient de bonifications. La bataille pour les précieuses secondes devait faire rage, mardi, sur les routes picardes.



Mary Pierce se ressource dans la campagne anglaise

LONDRES

de notre envoyé spécial

La pluie ne l'a pas dérangée. Elle s'est faite au rythme cahoteux de cette journée malmenée par d'inévitables tempêtes. Mary Pierce se prend à aimer Wimbledon. Elle y fait sa deuxième apparition en six ans de carrière. Elle s'était éclipse en 1994 par peur de la surface et des journalistes trop indiscrets, elle n'y avait pas passé deux tours en 1995. Lundi, la Française s'est qualifiée en douce pour les quarts de finale en battant la Russe Elena Likhovtseva dans la soirée (6-2, 6-3).

Ainsi voyage-t-elle à Wimbledon depuis le début du tournoi. Sans peur. La robe bain de soleil voulue glamour de Roland-Garros a laissé place à une tenue plus classée : une robe au col blanc sagement boutonnée. Trop vite championne ailleurs, elle est ici une novice, sans entitlement à plaire ou à prouver. Elle n'a pas de titre à défendre, comme ce fut le cas en Australie, elle n'a pas non plus à affronter un public demandeur et exigeant, comme à Paris ou à New York. La campagne anglaise est son refuge.

Elle n'est allée qu'une fois à Londres, préférant apprécier le charme du village de Wimbledon où elle a loué une maison, comme bon nombre de joueurs.

En compétition, elle a été programmée sur les courts annexes, et ce quasi-anonymat lui a mis les pieds sur terre. Elle a logiquement battu des adversaires moins bien classés qu'elle. Elle en a été ravie ; cela faisait si longtemps qu'elle ne savait plus ce que logique voulait dire. Aux Internationaux d'Australie, elle avait été mise en déroute au deuxième tour par Elena Likhovtseva, alors cinquième mondiale ; à Roland-Garros, elle avait été battue au troisième tour par Barbara Rittner, une autre modeste joueuse. A Wimbledon, elle a joué sérieusement : coup droit frappé justement, construction des points intelligente

et même escapades amusées vers la volée.

Après la déconvenue parisienne, elle a directement travaillé avec Brad Gilbert (l'entraîneur d'Andre Agassi), qui lui dégage habituellement un coach : « Nous n'avons pas insisté sur des points précis de mon jeu, ni changé grand-chose à celui-ci, dit-elle. Nous avons joué et beaucoup parlé. » Son élimination au premier tour du tournoi d'Eastbourne, face à Irina Spiraea, n'a pas entamé un moral devenu plus humble que flamboyant : « Après ma défaite à Roland-Garros, j'ai vite voulu oublier. Aujourd'hui, je ne veux rien attendre de moi, je veux me faire plaisir. »

De Likhovtseva, elle dit : « J'aurais dû la battre en Australie, mais j'avais trop mal joué. Aujourd'hui, mon jeu était correct, sans plus. » Son tennis reste approximatif,

souvent inquiet, truffé de fautes directes heureusement « éponges » par ce puissant coup droit naturel. Après une première semaine où elle a connu suffisamment de tranquillité et d'adversaires fragiles pour apprivoiser le gazon, Mary Pierce devait passer aux choses sérieuses mardi : « C'est ici que l'action commence », a-t-elle soufflé. L'action ? Une montagne : Kimiko Date. Lundi, la Japonaise, tête de série n°12, a créé la surprise en éliminant l'Espagnole Conchita Martínez (n°3) au bout d'une partie lucide et persévérante.

Championne de Wimbledon en 1994, l'Espagnole n'en finit plus de se décevoir. Triste et têtue sur les courts, elle semble s'y ennuyer. Elle a disparu trop vite des Internationaux d'Australie, lâchée en quarts de finale ; elle s'est effondrée en demi-finales à Roland-Garros, face à Steffi Graf. Contre Kimiko Date, lundi, elle aura eu le match entre les mains des dizaines de fois, son revers croisé lancé d'une seule main retentant les assauts teigneux de la Japonaise et caressant des points gagnants. « Avec Kimiko, explique un spectateur japonais, il faut avoir la joie de jouer. Il y a chez elle une forme de cruauté à utiliser la tristesse comme une faille. »

Bénédicte Mathieu

Tim Henman toujours en course

Qualifié lundi pour les quarts de finale, Tim Henman a sans doute été le seul Anglais à rester de marbre sur le central. Devant une foule en transe, ce jeune homme de vingt et un ans a souri à son adversaire Magnus Gustafsson avant de s'esquiver. Au terme d'un match offensif et rondement mené - il a suffi de trois sets (7-6, 6-4, 7-6) interrompus quatre fois par la pluie -, Tim Henman est devenu le premier Anglais à se hisser à ce niveau de la compétition depuis Roger Taylor, demi-finaliste en 1973. Il avait créé la surprise en éliminant le champion de Roland-Garros, Evgeni Kafelnikov, au premier tour.

ATHLÉTISME : le sprinter britannique Linford Christie, champion olympique en titre du 100 m, a annoncé, lundi 1^{er} juillet qu'il participerait aux JO d'Atlanta sur 100 m, 200 m et dans le relais 4 x 100 m. - (AFP, Reuters)

■ **BOKE** : un boxeur amateur, Dale Forman (vingt-quatre ans), est décédé dimanche 30 juin, à Richmond (Etats-Unis), des suites d'une blessure à la tête survenue au cours d'un combat disputé la veille. - (AP)

■ **Deux boxeurs de la sélection olympique cubaine ont demandé l'asile politique aux Etats-Unis. Joel Casamayor et Ramon Garbey ont profité, lundi 1^{er} juillet, d'un entraînement au Mexique pour traverser la frontière près de San Diego (Californie), selon le New York Times. - (AFP)**

■ **ÉQUITATION** : Alexandra Ledermann (vingt-sept ans) a été retenue dans l'équipe de France de sauts d'obstacles qui participera aux Jeux olympiques d'Atlanta, avec Roger-Yves Bost, Patrice Delaveau et Hervé Godignon. Michel Robert, vice-champion du monde en 1994, est absent de cette sélection, car il ne dispose pas d'un cheval expérimenté.

■ **RUGBY** : Philippe Carbonneau, demi d'ouverture international du Stade toulousain, va faire une demande de mutation en faveur du CA Brive, finaliste contre Toulouse du championnat de France 1996.

RÉSULTATS

CYCLISME

Tour de France

2^e étape

's-Hertogenbosch-Wasquehal (247,5 km)

1. M. Cipollini (Ita., Skoda) ; 2. J. Blijlevens (P-B) ; 3. J. Svoboda (Tch.) ; 4. F. Moncassin (Fra) ; 5. C. Capelle (Fra), n.1.

Classement général : 1. A. Zülle (Sui., ONCE) ; 2. F. Moncassin (Fra.) ; 3. E. Bazzini (Fra.) ; 4. S. ; 5. A. Clivio (Esp.) ; 6. J. S. ; 7. B. Rite (Dan.) ; 8. ; 9. ; 10. ; 11. ; 12. ; 13. ; 14. ; 15. ; 16. ; 17. ; 18. ; 19. ; 20. ; 21. ; 22. ; 23. ; 24. ; 25. ; 26. ; 27. ; 28. ; 29. ; 30. ; 31. ; 32. ; 33. ; 34. ; 35. ; 36. ; 37. ; 38. ; 39. ; 40. ; 41. ; 42. ; 43. ; 44. ; 45. ; 46. ; 47. ; 48. ; 49. ; 50. ; 51. ; 52. ; 53. ; 54. ; 55. ; 56. ; 57. ; 58. ; 59. ; 60. ; 61. ; 62. ; 63. ; 64. ; 65. ; 66. ; 67. ; 68. ; 69. ; 70. ; 71. ; 72. ; 73. ; 74. ; 75. ; 76. ; 77. ; 78. ; 79. ; 80. ; 81. ; 82. ; 83. ; 84. ; 85. ; 86. ; 87. ; 88. ; 89. ; 90. ; 91. ; 92. ; 93. ; 94. ; 95. ; 96. ; 97. ; 98. ; 99. ; 100. ; 101. ; 102. ; 103. ; 104. ; 105. ; 106. ; 107. ; 108. ; 109. ; 110. ; 111. ; 112. ; 113. ; 114. ; 115. ; 116. ; 117. ; 118. ; 119. ; 120. ; 121. ; 122. ; 123. ; 124. ; 125. ; 126. ; 127. ; 128. ; 129. ; 130. ; 131. ; 132. ; 133. ; 134. ; 135. ; 136. ; 137. ; 138. ; 139. ; 140. ; 141. ; 142. ; 143. ; 144. ; 145. ; 146. ; 147. ; 148. ; 149. ; 150. ; 151. ; 152. ; 153. ; 154. ; 155. ; 156. ; 157. ; 158. ; 159. ; 160. ; 161. ; 162. ; 163. ; 164. ; 165. ; 166. ; 167. ; 168. ; 169. ; 170. ; 171. ; 172. ; 173. ; 174. ; 175. ; 176. ; 177. ; 178. ; 179. ; 180. ; 181. ; 182. ; 183. ; 184. ; 185. ; 186. ; 187. ; 188. ; 189. ; 190. ; 191. ; 192. ; 193. ; 194. ; 195. ; 196. ; 197. ; 198. ; 199. ; 200. ; 201. ; 202. ; 203. ; 204. ; 205. ; 206. ; 207. ; 208. ; 209. ; 210. ; 211. ; 212. ; 213. ; 214. ; 215. ; 216. ; 217. ; 218. ; 219. ; 220. ; 221. ; 222. ; 223. ; 224. ; 225. ; 226. ; 227. ; 228. ; 229. ; 230. ; 231. ; 232. ; 233. ; 234. ; 235. ; 236. ; 237. ; 238. ; 239. ; 240. ; 241. ; 242. ; 243. ; 244. ; 245. ; 246. ; 247. ; 248. ; 249. ; 250. ; 251. ; 252. ; 253. ; 254. ; 255. ; 256. ; 257. ; 258. ; 259. ; 260. ; 261. ; 262. ; 263. ; 264. ; 265. ; 266. ; 267. ; 268. ; 269. ; 270. ; 271. ; 272. ; 273. ; 274. ; 275. ; 276. ; 277. ; 278. ; 279. ; 280. ; 281. ; 282. ; 283. ; 284. ; 285. ; 286. ; 287. ; 288. ; 289. ; 290. ; 291. ; 292. ; 293. ; 294. ; 295. ; 296. ; 297. ; 298. ; 299. ; 300. ; 301. ; 302. ; 303. ; 304. ; 305. ; 306. ; 307. ; 308. ; 309. ; 310. ; 311. ; 312. ; 313. ; 314. ; 315. ; 316. ; 317. ; 318. ; 319. ; 320. ; 321. ; 322. ; 323. ; 324. ; 325. ; 326. ; 327. ; 328. ; 329. ; 330. ; 331. ; 332. ; 333. ; 334. ; 335. ; 336. ; 337. ; 338. ; 339. ; 340. ; 341. ; 342. ; 343. ; 344. ; 345. ; 346. ; 347. ; 348. ; 349. ; 350. ; 351. ; 352. ; 353. ; 354. ; 355. ; 356. ; 357. ; 358. ; 359. ; 360. ; 361. ; 362. ; 363. ; 364. ; 365. ; 366. ; 367. ; 368. ; 369. ; 370. ; 371. ; 372. ; 373. ; 374. ; 375. ; 376. ; 377. ; 378. ; 379. ; 380. ; 381. ; 382. ; 383. ; 384. ; 385. ; 386. ; 387. ; 388. ; 389. ; 390. ; 391. ; 392. ; 393. ; 394. ; 395. ; 396. ; 397. ; 398. ; 399. ; 400. ; 401. ; 402. ; 403. ; 404. ; 405. ; 406. ; 407. ; 408. ; 409. ; 410. ; 411. ; 412. ; 413. ; 414. ; 415. ; 416. ; 417. ; 418. ; 419. ; 420. ; 421. ; 422. ; 423. ; 424. ; 425. ; 426. ; 427. ; 428. ; 429. ; 430. ; 431. ; 432. ; 433. ; 434. ; 435. ; 436. ; 437. ; 438. ; 439. ; 440. ; 441. ; 442. ; 443. ; 444. ; 445. ; 446. ; 447. ; 448. ; 449. ; 450. ; 451. ; 452. ; 453. ; 454. ; 455. ; 456. ; 457. ; 458. ; 459. ; 460. ; 461. ; 462. ; 463. ; 464. ; 465. ; 466. ; 467. ; 468. ; 469. ; 470. ; 471. ; 472. ; 473. ; 474. ; 475. ; 476. ; 477. ; 478. ; 479. ; 480. ; 481. ; 482. ; 483. ; 484. ; 485. ; 486. ; 487. ; 488. ; 489. ; 490. ; 491. ; 492. ; 493. ; 494. ; 495. ; 496. ; 497. ; 498. ; 499. ; 500. ; 501. ; 502. ; 503. ; 504. ; 505. ; 506. ; 507. ; 508. ; 509. ; 510. ; 511. ; 512. ; 513. ; 514. ; 515. ; 516. ; 517. ; 518. ; 519. ; 520. ; 521. ; 522. ; 523. ; 524. ; 525. ; 526. ; 527. ; 528. ; 529. ; 530. ; 531. ; 532. ; 533. ; 534. ; 535. ; 536. ; 537. ; 538. ; 539. ; 540. ; 541. ; 542. ; 543. ; 544. ; 545. ; 546. ; 547. ; 548. ; 549. ; 550. ; 551. ; 552. ; 553. ; 554. ; 555. ; 556. ; 557. ; 558. ; 559. ; 560. ; 561. ; 562. ; 563. ; 564. ; 565. ; 566. ; 567. ; 568. ; 569. ; 570. ; 571. ; 572. ; 573. ; 574. ; 575. ; 576. ; 577. ; 578. ; 579. ; 580. ; 581. ; 582. ; 583. ; 584. ; 585. ; 586. ; 587. ; 588. ; 589. ; 590. ; 591. ; 592. ; 593. ; 594. ; 595. ; 596. ; 597. ; 598. ; 599. ; 600. ; 601. ; 602. ; 603. ; 604. ; 605. ; 606. ; 607. ; 608. ; 609. ; 610. ; 611. ; 612. ; 613. ; 614. ; 615. ; 616. ; 617. ; 618. ; 619. ; 620. ; 621. ; 622. ; 623. ; 624. ; 625. ; 626. ; 627. ; 628. ; 629. ; 630. ; 631. ; 632. ; 633. ; 634. ; 635. ; 636. ; 637. ; 638. ; 639. ; 640. ; 641. ; 642. ; 643. ; 644. ; 645. ; 646. ; 647. ; 648. ; 649. ; 650. ; 651. ; 652. ; 653. ; 654. ; 655. ; 656. ; 657. ; 658. ; 659. ; 660. ; 661. ; 662. ; 663. ; 664. ; 665. ; 666. ; 667. ; 668. ; 669. ; 670. ; 671. ; 672. ; 673. ; 674. ; 675. ; 676. ; 677. ; 678. ; 679. ; 680. ; 681. ; 682. ; 683. ; 684. ; 685. ; 686. ; 687. ; 688. ; 689. ; 690. ; 691. ; 692. ; 693. ; 694. ; 695. ; 696. ; 697. ; 698. ; 699. ; 700. ; 701. ; 702. ; 703. ; 704. ; 705. ; 706. ; 707. ; 708. ; 709. ; 710. ; 711. ; 712. ; 713. ; 714. ; 715. ; 716. ; 717. ; 718. ; 719. ; 720. ; 721. ; 722. ; 723. ; 724. ; 725. ; 726. ; 727. ; 728. ; 729. ; 730. ; 731. ; 732. ; 733. ; 734. ; 735. ; 736. ; 737. ; 738. ; 739. ; 740. ; 741. ; 742. ; 743. ; 744. ; 745. ; 746. ; 747. ; 748. ; 749. ; 750. ; 751. ; 752. ; 753. ; 754. ; 755. ; 756. ; 757. ; 758. ; 759. ; 760. ; 761. ; 762. ; 763. ; 764. ; 765. ; 766. ; 767. ; 768. ; 769. ; 770. ; 771. ; 772. ; 773. ; 774. ; 775. ; 776. ; 777. ; 778. ; 779. ; 780. ; 781. ; 782. ; 783. ; 784. ; 785. ; 786. ; 787. ; 788. ; 789. ; 790. ; 791. ; 792. ; 793. ; 794. ; 795. ; 796. ; 797. ; 798. ; 799. ; 800. ; 801. ; 802. ; 803. ; 804. ; 805. ; 806. ; 807. ; 808. ; 809. ; 810. ; 811. ; 812. ; 813. ; 814. ; 815. ; 816. ; 817. ; 818. ; 819. ; 820. ; 821. ; 822. ; 823. ; 824. ; 825. ; 826. ; 827. ; 828. ; 829. ; 830. ; 831. ; 832. ; 833. ; 834. ; 835. ; 836. ; 837. ; 838. ; 839. ; 840. ; 841. ; 842. ; 843. ; 844. ; 845. ; 846. ; 847. ; 848. ; 849. ; 850. ; 851. ; 852. ; 853. ; 854. ; 855. ; 856. ; 857. ; 858. ; 859. ; 860. ; 861. ; 862. ; 863. ; 864. ; 865. ; 866. ; 867. ; 868. ; 869. ; 870. ; 871. ; 872. ; 873. ; 874. ; 875. ; 876. ; 877. ; 878. ; 879. ; 880. ; 881. ; 882. ; 883. ; 884. ; 885. ; 886. ; 887. ; 888. ; 889. ; 890. ; 891. ; 892. ; 893. ; 894. ; 895. ; 896. ; 897. ; 898. ; 899. ; 900. ; 901. ; 902. ; 903. ; 904. ; 905. ; 906. ; 907. ; 908. ; 909. ; 9

marito a pour du meilleur grimpeur...
changement a l'heure d'été...
compte sur le tour pour convaincre...
l'assassinat du secrétaire...

Gagne en appel

et confirme
sa victoire à Atlanta

Après la victoire en finale...
le champion du monde...
a été réhabilité...
par la commission...
d'arbitrage...
après avoir été...
disqualifié...
à la suite d'un...
test antidopage...
positif...
à l'issue d'une...
procédure...
judiciaire...

ur à l'ouvrage

Le travailleur...
doit être...
encouragé...
à l'ouvrage...
pour...
améliorer...
la productivité...
et...
le moral...
de l'équipe...

SORSON, LA DE MADINE

Le restaurant...
de Sorson...
à Madine...
offre...
une cuisine...
de haute...
qualité...
avec...
des produits...
locaux...
et...
un service...
d'excellence...

Le caboulot à Jean

Histoire vraie
d'un restaurant
de quartier
à Ménilmontant

C'EST UN MÉTIER où l'amateur ne tient généralement pas longtemps. Après la petite grisette du dessin qui bascule et les grosses épaules nées du pouvoir de patronner les fringales de quarante pékins affamés, arrive vite le temps des fournisseurs à engueuler, des factures à régler et de la plongée à s'appuyer. Il faut du courage et pas mal de cran pour parvenir à un semblant de réussite.

Alors lui, le Jean, il peut s'estimer heureux d'avoir tenu durant sept ans son caboulot de « Mémil-muche » et de continuer à vivre grassement sur un gros capital d'estime et un SMIC et demi de revenu par mois. Il ne se plaint pas. Il était journaliste dans le temps. A un moment, l'inspiration et les offres d'emplois se sont mises en berne : il a préféré voir sa signature tous les jours sur son enseigne plutôt que posée avec condescendance au pied d'un article de fin-tune.

C'est beau la vie, on peut en faire ce que l'on veut, même le meilleur. Le meilleur, pour lui, c'était de retrouver cette vieille idée de tambouille à partager à plusieurs, et de la servir en soutenant qu'autour de la table, les hommes pourraient toujours se rapprocher, ne serait-ce que pour s'offrir ce moment particulier où ils expliquent pourquoi ils ne sont pas vraiment d'accord entre eux. Un couplet qui amuse énormément les banquiers et fait

Gagnaire aux enchères

Les 10 000 bouteilles de vin de la cave du chef étoilé Pierre Gagnaire, ainsi que le mobilier, les tableaux et la vaisselle de son restaurant trois étoiles, mis en liquidation judiciaire le mois dernier, ont été dispersés à l'hôtel des ventes de Saint-Etienne pour 2 millions de francs. Commencées vendredi 28 juin avec la mise à la vente des vins, les enchères ont pris fin dimanche 30 par l'acquisition des peintures, lithographies et huméraires. La cave, où se trouvaient plusieurs châteaux-pétras vendus 2 100 F l'unité, a rapporté 1,2 MF. Le passif de Pierre Gagnaire atteint 12 millions de francs. Il devrait reprendre du service dans un établissement parisien à l'automne.

L'art du cornichon

Contrairement aux apparences, la France manque cruellement de cornichons. Main-d'œuvre moins chère ailleurs, sous-production à domicile : les cornichonnades qui remplissent nos bocaux proviennent aujourd'hui pour les deux tiers de l'étranger. Depuis le milieu des années 80, la Turquie et le Maroc, entre autres, ont littéralement submergé le marché. Impensable pour un département comme le Tarn-et-Garonne - un tiers de la production nationale à lui seul - de payer ses ouvriers aussi peu cher que là-bas. Si la récolte mécanique se développe aux États-Unis, c'est qu'elle se réalise sur des fruits de gros calibre, précisément l'inverse de ceux que nous apprécions en France. Ici, la cueillette, qui dure à peine un mois et demi, entre juillet et août, se fait obligatoirement à la main. Et pour cause : le cornichon, c'est comme du lait sur le feu. En trois jours, un fruit mûre comme une allumette devient gros comme un doigt. Sa valeur commerciale dépendant justement de son calibre - ce



UNE PETITE LEÇON D'HUMANITÉ

Cinquante mille « papiers », la télé, mon club de supporters, mes tableaux d'artistes, ma trousse sur les toiles accrochées aux murs, entièrement peintes à l'huile - ils y tiennent, les touristes néo-zélandais qui débarquent sans prévenir, et les dames empoisonnées qu'on ne voit pas bien l'artifice. Et moi qui discute le prix du kilo de pommes de terre, matin après matin. J'ai rien fait pour, mais au fond, elle n'a pas vraiment le droit de me déplaire, mon image de marque. Tu me diras, très tôt, ça me plaisait de faire la cuisine. C'est ça, l'histoire. Pour des tantes, des quarante copains, je m'ennuie, jamais ennuyé. C'était une joie ; là, c'est un plaisir. Ils ne peuvent pas être déçus, ils n'ont pas le droit. Ils le savent.

Le lascar finissait par être fustigé, réprimandé, dans un récent numéro spécial du *Gault-Millau*, consacré aux bonnes adresses à moins de 150 francs par

UNE PETITE LEÇON D'HUMANITÉ

Cinquante mille « papiers », la télé, mon club de supporters, mes tableaux d'artistes, ma trousse sur les toiles accrochées aux murs, entièrement peintes à l'huile - ils y tiennent, les touristes néo-zélandais qui débarquent sans prévenir, et les dames empoisonnées qu'on ne voit pas bien l'artifice. Et moi qui discute le prix du kilo de pommes de terre, matin après matin. J'ai rien fait pour, mais au fond, elle n'a pas vraiment le droit de me déplaire, mon image de marque. Tu me diras, très tôt, ça me plaisait de faire la cuisine. C'est ça, l'histoire. Pour des tantes, des quarante copains, je m'ennuie, jamais ennuyé. C'était une joie ; là, c'est un plaisir. Ils ne peuvent pas être déçus, ils n'ont pas le droit. Ils le savent.

Le lascar finissait par être fustigé, réprimandé, dans un récent numéro spécial du *Gault-Millau*, consacré aux bonnes adresses à moins de 150 francs par

UNE PETITE LEÇON D'HUMANITÉ

Cinquante mille « papiers », la télé, mon club de supporters, mes tableaux d'artistes, ma trousse sur les toiles accrochées aux murs, entièrement peintes à l'huile - ils y tiennent, les touristes néo-zélandais qui débarquent sans prévenir, et les dames empoisonnées qu'on ne voit pas bien l'artifice. Et moi qui discute le prix du kilo de pommes de terre, matin après matin. J'ai rien fait pour, mais au fond, elle n'a pas vraiment le droit de me déplaire, mon image de marque. Tu me diras, très tôt, ça me plaisait de faire la cuisine. C'est ça, l'histoire. Pour des tantes, des quarante copains, je m'ennuie, jamais ennuyé. C'était une joie ; là, c'est un plaisir. Ils ne peuvent pas être déçus, ils n'ont pas le droit. Ils le savent.

Le lascar finissait par être fustigé, réprimandé, dans un récent numéro spécial du *Gault-Millau*, consacré aux bonnes adresses à moins de 150 francs par

UNE PETITE LEÇON D'HUMANITÉ

Cinquante mille « papiers », la télé, mon club de supporters, mes tableaux d'artistes, ma trousse sur les toiles accrochées aux murs, entièrement peintes à l'huile - ils y tiennent, les touristes néo-zélandais qui débarquent sans prévenir, et les dames empoisonnées qu'on ne voit pas bien l'artifice. Et moi qui discute le prix du kilo de pommes de terre, matin après matin. J'ai rien fait pour, mais au fond, elle n'a pas vraiment le droit de me déplaire, mon image de marque. Tu me diras, très tôt, ça me plaisait de faire la cuisine. C'est ça, l'histoire. Pour des tantes, des quarante copains, je m'ennuie, jamais ennuyé. C'était une joie ; là, c'est un plaisir. Ils ne peuvent pas être déçus, ils n'ont pas le droit. Ils le savent.

Le lascar finissait par être fustigé, réprimandé, dans un récent numéro spécial du *Gault-Millau*, consacré aux bonnes adresses à moins de 150 francs par

UNE PETITE LEÇON D'HUMANITÉ

Cinquante mille « papiers », la télé, mon club de supporters, mes tableaux d'artistes, ma trousse sur les toiles accrochées aux murs, entièrement peintes à l'huile - ils y tiennent, les touristes néo-zélandais qui débarquent sans prévenir, et les dames empoisonnées qu'on ne voit pas bien l'artifice. Et moi qui discute le prix du kilo de pommes de terre, matin après matin. J'ai rien fait pour, mais au fond, elle n'a pas vraiment le droit de me déplaire, mon image de marque. Tu me diras, très tôt, ça me plaisait de faire la cuisine. C'est ça, l'histoire. Pour des tantes, des quarante copains, je m'ennuie, jamais ennuyé. C'était une joie ; là, c'est un plaisir. Ils ne peuvent pas être déçus, ils n'ont pas le droit. Ils le savent.

Le lascar finissait par être fustigé, réprimandé, dans un récent numéro spécial du *Gault-Millau*, consacré aux bonnes adresses à moins de 150 francs par

UNE PETITE LEÇON D'HUMANITÉ

Cinquante mille « papiers », la télé, mon club de supporters, mes tableaux d'artistes, ma trousse sur les toiles accrochées aux murs, entièrement peintes à l'huile - ils y tiennent, les touristes néo-zélandais qui débarquent sans prévenir, et les dames empoisonnées qu'on ne voit pas bien l'artifice. Et moi qui discute le prix du kilo de pommes de terre, matin après matin. J'ai rien fait pour, mais au fond, elle n'a pas vraiment le droit de me déplaire, mon image de marque. Tu me diras, très tôt, ça me plaisait de faire la cuisine. C'est ça, l'histoire. Pour des tantes, des quarante copains, je m'ennuie, jamais ennuyé. C'était une joie ; là, c'est un plaisir. Ils ne peuvent pas être déçus, ils n'ont pas le droit. Ils le savent.

Le lascar finissait par être fustigé, réprimandé, dans un récent numéro spécial du *Gault-Millau*, consacré aux bonnes adresses à moins de 150 francs par

UNE PETITE LEÇON D'HUMANITÉ

Cinquante mille « papiers », la télé, mon club de supporters, mes tableaux d'artistes, ma trousse sur les toiles accrochées aux murs, entièrement peintes à l'huile - ils y tiennent, les touristes néo-zélandais qui débarquent sans prévenir, et les dames empoisonnées qu'on ne voit pas bien l'artifice. Et moi qui discute le prix du kilo de pommes de terre, matin après matin. J'ai rien fait pour, mais au fond, elle n'a pas vraiment le droit de me déplaire, mon image de marque. Tu me diras, très tôt, ça me plaisait de faire la cuisine. C'est ça, l'histoire. Pour des tantes, des quarante copains, je m'ennuie, jamais ennuyé. C'était une joie ; là, c'est un plaisir. Ils ne peuvent pas être déçus, ils n'ont pas le droit. Ils le savent.

Le lascar finissait par être fustigé, réprimandé, dans un récent numéro spécial du *Gault-Millau*, consacré aux bonnes adresses à moins de 150 francs par

UNE PETITE LEÇON D'HUMANITÉ

Cinquante mille « papiers », la télé, mon club de supporters, mes tableaux d'artistes, ma trousse sur les toiles accrochées aux murs, entièrement peintes à l'huile - ils y tiennent, les touristes néo-zélandais qui débarquent sans prévenir, et les dames empoisonnées qu'on ne voit pas bien l'artifice. Et moi qui discute le prix du kilo de pommes de terre, matin après matin. J'ai rien fait pour, mais au fond, elle n'a pas vraiment le droit de me déplaire, mon image de marque. Tu me diras, très tôt, ça me plaisait de faire la cuisine. C'est ça, l'histoire. Pour des tantes, des quarante copains, je m'ennuie, jamais ennuyé. C'était une joie ; là, c'est un plaisir. Ils ne peuvent pas être déçus, ils n'ont pas le droit. Ils le savent.

Le lascar finissait par être fustigé, réprimandé, dans un récent numéro spécial du *Gault-Millau*, consacré aux bonnes adresses à moins de 150 francs par

UNE PETITE LEÇON D'HUMANITÉ

Cinquante mille « papiers », la télé, mon club de supporters, mes tableaux d'artistes, ma trousse sur les toiles accrochées aux murs, entièrement peintes à l'huile - ils y tiennent, les touristes néo-zélandais qui débarquent sans prévenir, et les dames empoisonnées qu'on ne voit pas bien l'artifice. Et moi qui discute le prix du kilo de pommes de terre, matin après matin. J'ai rien fait pour, mais au fond, elle n'a pas vraiment le droit de me déplaire, mon image de marque. Tu me diras, très tôt, ça me plaisait de faire la cuisine. C'est ça, l'histoire. Pour des tantes, des quarante copains, je m'ennuie, jamais ennuyé. C'était une joie ; là, c'est un plaisir. Ils ne peuvent pas être déçus, ils n'ont pas le droit. Ils le savent.

Le lascar finissait par être fustigé, réprimandé, dans un récent numéro spécial du *Gault-Millau*, consacré aux bonnes adresses à moins de 150 francs par

UNE PETITE LEÇON D'HUMANITÉ

Cinquante mille « papiers », la télé, mon club de supporters, mes tableaux d'artistes, ma trousse sur les toiles accrochées aux murs, entièrement peintes à l'huile - ils y tiennent, les touristes néo-zélandais qui débarquent sans prévenir, et les dames empoisonnées qu'on ne voit pas bien l'artifice. Et moi qui discute le prix du kilo de pommes de terre, matin après matin. J'ai rien fait pour, mais au fond, elle n'a pas vraiment le droit de me déplaire, mon image de marque. Tu me diras, très tôt, ça me plaisait de faire la cuisine. C'est ça, l'histoire. Pour des tantes, des quarante copains, je m'ennuie, jamais ennuyé. C'était une joie ; là, c'est un plaisir. Ils ne peuvent pas être déçus, ils n'ont pas le droit. Ils le savent.

Le lascar finissait par être fustigé, réprimandé, dans un récent numéro spécial du *Gault-Millau*, consacré aux bonnes adresses à moins de 150 francs par

UNE PETITE LEÇON D'HUMANITÉ

Cinquante mille « papiers », la télé, mon club de supporters, mes tableaux d'artistes, ma trousse sur les toiles accrochées aux murs, entièrement peintes à l'huile - ils y tiennent, les touristes néo-zélandais qui débarquent sans prévenir, et les dames empoisonnées qu'on ne voit pas bien l'artifice. Et moi qui discute le prix du kilo de pommes de terre, matin après matin. J'ai rien fait pour, mais au fond, elle n'a pas vraiment le droit de me déplaire, mon image de marque. Tu me diras, très tôt, ça me plaisait de faire la cuisine. C'est ça, l'histoire. Pour des tantes, des quarante copains, je m'ennuie, jamais ennuyé. C'était une joie ; là, c'est un plaisir. Ils ne peuvent pas être déçus, ils n'ont pas le droit. Ils le savent.

Le lascar finissait par être fustigé, réprimandé, dans un récent numéro spécial du *Gault-Millau*, consacré aux bonnes adresses à moins de 150 francs par

TOQUES EN POINTE

Bistrot

LE PARMENTIER

Voilà un bistrot que l'on aimerait trouver près de chez soi. Pour la simplicité du décor, de l'accueil et du service, et pour quelques plats de ménage aussi. La délicieuse terrine de veau aux pistaches, c'est une préparation digne de la cuisine de M^{me} Saint-Ange. On en redemande ! Comme les lentilles du Puy ou les haricots verts en salade. La brandade de morue est d'inspiration nîmoise malgré la présence de pommes de terre - enseignes obligées ! - mais reste onctueuse. L'huile d'olive a rempli son office. La daube de bœuf à la provençale ménage ses effets. Délicieux entremets au lait d'amandes. Petit menu le midi - un plat - un dessert ou une entrée - un plat - pour 80 F. Menu-carte 128 F et 150 F, avec un quart de vin et un café.

* Paris. 12, rue Arthur-Groussier, 10^e. Tél. : 42-40-74-75. Fermé le dimanche.

LE BISTROT SAINT-HONORÉ

Sans négliger les classiques de la maison - terrines, escargots, persillé bourguignon -, le patron joue la fraîcheur en ce début d'été, avec les asperges vinaigrées, la salade de poivrons grillés, le melon accompagné d'un délicat jambon de Parme. C'est le menu « fraîcheur », qui se compose aussi d'une minute de saumon, d'une entrecôte provençale ou d'un navarin d'agneau. La cuisine de François-Joseph Christian est pimpante, goûteuse, abondante. Le passetoutgrain de Lamarche, bien choisi, reste accessible (105 F) et accompagne à merveille le bœuf de Salers. La poire vigneronne complète le judicieux menu à 130 F. Accueil charmant de la patronne et service prolixe. A la carte, compter 200 F.

* Paris. 10, rue Gomboust, 1^{re}. Tél. : 42-61-77-78. Fermé le dimanche.

LE BISTROT DE L'ÉTOILE

L'alle de rôtir et petits légumes au court-bouillon froid, la salade de moules marinière, la terrine de lapin à l'estragon et pignons en sa-lade ambrée, c'est le domaine de la charmante Nedra, la bonne hôtesse de la rue Troyon. La morue fraîche poêlée à l'andouille croquante a ses adeptes, comme la poitrine de veau confite au four, pipérade de légumes et jus aux herbes, un plat de grand-mère délicat et savoureux, en accord avec le domaine de la Janasse, un côté-du-Rhône franc et joyeux. Le service est enlevé, chaleureux. Il serait dommage de passer à côté de la crème brûlée à la gousse de vanille, au parfum des lies ou d'Orient, on ne sait. Carte 180 F.

* Paris. 13, rue Troyon, 17^e. Tél. : 42-67-25-95. Fermé samedi midi et dimanche midi.

Brasseries

PONT GAMMA

On se restaurer à proximité immédiate de la gare de Lyon, sans sacrifier au rite du Train bleu, depuis qu'il n'est plus tout à fait ce qu'il était ? An Pont Gamma, établi à la limite d'une coursoire qui enjambe la rue de Bercy. Un décor certes convenu, sur deux étages, mais l'assurance d'une cuisine provinciale et robotisée, ordonnée par M. Blanquet. Délicieuses crudités et fraîcheurs de saison ; quelques poissons en plats du jour, ou bien les spécialités du Périgord ; les viandes aussi, avec certificat d'origine - bavette, entrecôte, châteaubriand - accompagnées de frites « coupées à la main ». L'originalité de cette brasserie, dans ce quartier d'affaires, c'est le travail bien fait et la gentillesse de l'accueil, à l'écart des foules de la salle du Départ. Menu 70 F. A la carte, compter 180 F.

* Paris. 193-197, rue de Bercy, 12^e. Tél. : 43-45-72-35. Ouvert de 6 à 22 heures. Fermé le dimanche.

LE CIEL DE PARIS

Cette table - la plus haute de la capitale, au 56^e étage de la tour Montparnasse - n'était pas à la hauteur. L'avait-elle d'ailleurs jamais été, même après le départ de Jacques Borel ? Une nouvelle direction, un nouveau chef, la promesse de travaux d'envergure pour moderniser les installations de cuisine pendant l'été, et cet endroit du Paris touristique retrouvera la faveur des gourmands. Nous avons goûté la terrine de lapereau à la sarriette, puis la joue de bœuf en ragout (98 F), dans une carte qui ménage le savoir-faire - duo de homard et artichauts à la graine de moutarde ou saint-pierre rôti aux fèves et basilic - et la tradition. Le menu « affaires » servi au déjeuner, puis après 23 heures, propose un choix de trois entrées, la blanquette de lotte, la selle d'agneau rôtie ou la volaille de tranchée et quelques bons desserts. Si l'accueil est parfois débordé, le service reste à la hauteur. Menu « affaires » 198 F avec un verre de château-la valinière 1993 (graves rouge). Petit-déjeuner, déjeuner, salon de thé, dîner, souper, service continu de 8 h 30 à minuit. A la carte compter 300 F.

* Paris. 33, avenue du Maine, 6^e. Tél. : 40-64-77-64. Tous les jours. Accès par la rue de l'Arrivée jusqu'à minuit.

Gastronomie

LE JARDIN DES SENS

Dans leur restaurant au décor contemporain, sobre volume ouvert sur la nature, les frères Pourcel et leur partenaire Olivier Château - le sommelier - ont à l'évidence une conception très moderne de leur art, associée à la mise en valeur des produits locaux. Cuisine du soleil ? L'image est galvaudée. Les petits légumes régionaux façon grecque, tomates et tranches d'oranges séchées, huile d'olive et basilic signent un travail très délicat sur les saveurs et les textures. Les courgettes en fleur, farcies de jeunes légumes, palourdes et queues de gambas poêlées participent de la même simplicité apparente, juxtaposant les nuances et, ici, de surcroît, les arômes. Avec ces plats de haute voltige, et d'exécution parfaite, il fallait un vin blanc important, exubérant et retenu, floral et harmonieux, alliant la puissance et la douceur, le vigneron élevé sur les coteaux de Mâcon, à Vauvert, par Gilles Perraudin, délicieusement nommé « Sud de la cabane de Magnan ». C'est un vin de pays mais dont la première vinification, en 1995, est des plus prometteuses. Le pigeon rôti aux fèves exigeait un rouge, le domaine de la grange-des-pères (1992), élégant assemblage de cabernet-sauvignon et de syrah, réalisé sur les hauteurs d'Aniane par un franc-tireur également. C'est le carré secret du Jardin des sens. Menu 190 F (du lundi au vendredi au déjeuner), 310 F et 510 F. A la carte, compter 500 F.

* Montpellier. 11, avenue Saint-Lazare (34000). Tél. : 67-79-63-38. Fermé le dimanche.

Jean-Claude Ribaut

PARIS 6^e ALSACE A PARIS Tél. : 43.26.89.36 9, pl. St-André-des-Arts, 6 ^e - SALONS CHOCROUTES, GRILLADES, FLAMMEKUECHE, POISSONS, HUITRES ET COQUILLAGES	PARIS 14^e La Villa Créole Un cadre agréable, un service attentif et une cuisine exotique vous attendent. Menu 120 F le midi, 180 F le soir avec plaisir, et carte. Jusqu'à 22 h 45 - 23 h 30, ouvert de nuit. 13, rue d'Assas - Tél. : 42.45.42.22. Nourriture d'été, de la cuisine créole.	NEUILLY FOC IV RESTAURANT CHINOIS ET THAILANDAIS Salons particuliers Neuilly 79, av. Charles-de-Gaulle, 48.24.43.38 et 71, av. de Suffren (7 ^e), 47.83.27.12	NORMANDIE LA TARENTELE Découvrez ses spécialités italiennes PIZZAS : Normande - Océane - Pêcheur - Tarentelle - St-Jacques - Lasagnes et Ossu Bucco maison 54, avenue du 6-Juin (route de Caen) 14100 LISIEUX - Tél. : 31.62.39.00	"EL PICADOR" Les "Aficionados" de la gastronomie espagnole à Paris s'y établissent régulièrement depuis trois générations. De père en fils depuis 38 ans "EL PICADOR" nous régale de son exquise Paella Mixta Valenciana, de sa Zarzuela de poissons frais à la Catalana, de ses Gambas Al Ajillo et autres plats typiques. Isabelle en salle et Manuel en cuisine perpetuent aujourd'hui le travail de cette belle famille espagnole. Olé ! 80, bd des Batignolles - 43.87.28.87 Jusqu'à 22h30 - Fermé lundi
BISTRO D'ANTAN Restaurant - Cuisine du bistrot Serv. de 11 h 30 à 14 h 30 et de 18 h à 24 h 21, rue de la Gaité, 75014 Paris (8 ^e Gaité) Tél. : (1) 43.20.67.67 - Fax : (1) 43.06.08.98	LA PERLE DES ANTILLES Restaurant de spécialités antillaises ouvert tous les jours - 1 Toque au Rocher & Mille vous propose ses menus garantis à 160 F et 180 F + vin + service compris Cuisine d'inspiration antillaise 35, rue de Valenciennes, Paris 10 ^e - Tél. : 46.42.11.25			

Jean-Michel Maldamé, philosophe et théologien catholique

« La probité des experts qui ont daté le saint suaire au carbone 14 ne saurait être remise en cause »

Le suaire de Turin est-il vraiment le linceul qui a enveloppé le corps de Jésus après sa crucifixion ? Les partisans de son authenti-

cité contestent l'expertise par datation au carbone 14, qui a fixé au XIII^e ou XIV^e siècle l'époque où fut tissée l'étoffe de ce linceul.

Pour le dominicain Jean-Michel Maldamé, doyen de la faculté de philosophie de l'Institut catholique de Toulouse, l'Eglise doit

continuer à considérer ce suaire comme une relique fabriquée au Moyen Âge : « Il n'échappe pas à la règle qui vaut pour tous

les suaires présentés à la dévotion populaire : il a été confectionné pour être au centre d'un pèlerinage », explique-t-il.

La datation réalisée en 1988 à la demande de l'archevêque de Turin montre que le tissu du suaire semble avoir été fabriqué au XIII^e ou au XIV^e siècle. Cette mesure est contestée par ceux pour qui ce linceul porte l'empreinte du corps du Christ. Qu'en pensez-vous ?

La probité des experts ayant réalisé cette datation ne peut pas être mise en cause. La lecture de leur compte rendu dans la revue scientifique *Nature* suffit pour écarter les critiques selon lesquelles l'expérience aurait été faite dans de mauvaises conditions. Cela dit, cette expertise scientifique ne fournit qu'une information à partir de laquelle les historiens, théologiens et philosophes peuvent travailler. C'est à eux de se prononcer sur la véracité ou la fausseté de l'objet, de même qu'en matière judiciaire le juge seul décide au vu des résultats de l'expertise.

Il est donc fallacieux de prétendre donner « une démonstration scientifique » de la fausseté – comme, d'ailleurs, de l'authenticité – du suaire au travers de simples expertises. C'est ainsi que le docteur Michaël Tite, chercheur au British Museum, qui a participé à la datation au carbone 14, refuse que l'on dise que celle-ci implique qu'il y ait contrefaçon, puisqu'un jugement sur une intention échappe à la mesure physique. Mais ses précisions ne constituent en aucun cas une rétractation sur la valeur de l'expertise.

Le suaire de Turin n'a-t-il jamais enveloppé le corps du Christ ?

La datation au carbone 14 confirme l'étude historique du suaire réalisée au début du siècle par le chanoine Ulysse Chevalier. Ses travaux, faits à partir des documents originaux, archives conservées à la Bibliothèque nationale de Paris, dans l'Anbe et au Vatican, montrent que le suaire de Turin n'échappe pas à la règle qui vaut pour tous les suaires – près de quarante – présentés à la dévotion populaire : il a été confectionné pour être au centre d'un pèlerinage.

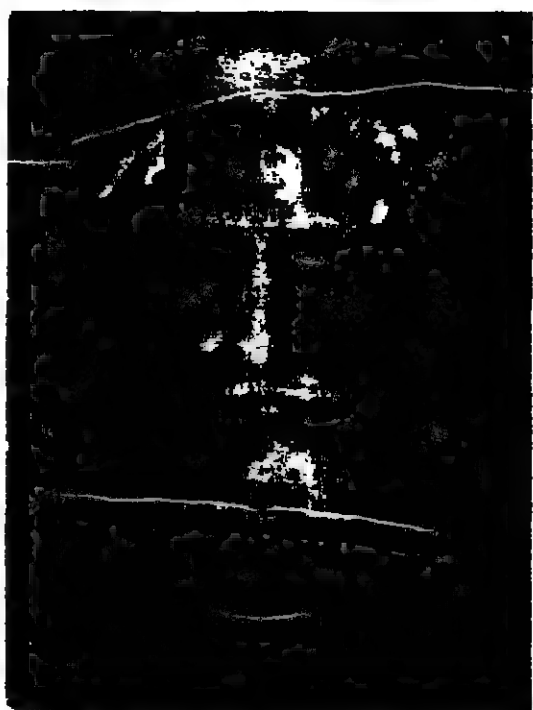
Aucun document ne mentionne l'existence du suaire avant sa présentation en l'église de Lirey, dans le diocèse de Troyes, au milieu du XIV^e siècle. Evoquée par certains tenants de l'authenticité du suaire, son identification avec le mandylion d'Edesse, relique de cette ville turque (aujourd'hui Urfa) ramenée à Constantinople en

944, n'est pas possible, comme le montre l'étude des documents anciens réalisée par le Père Fiey, dominicain de Beyrouth, parue en 1987 dans la *Revue d'histoire ecclésiastique*.

Le suaire apparaît pour la première fois lorsque Geoffroy I^{er} de Charny en fit présent à l'église de Lirey. Il ne mentionna pas clairement l'origine de la relique, mais l'intention était claire : le donateur avait fondé cette collégiale et la dévotion de la relique en assurait la prospérité. Le culte se développant, Henri de Poitiers, évêque de Troyes, rassembla une commission de théologiens qui conclut que la pièce d'étoffe exposée n'avait jamais enveloppé le corps du Sauveur. Il retrouva même le fabricant du suaire – qui a avoué – et en interdit la présentation en 1356.

Comment ce jugement fut-il remis en cause ?

En 1369, à la demande de la collégiale, le légat du pape leva cette interdiction à la condition expresse que la relique ne soit pas considérée comme une « figure ou représentation du suaire de Jésus-Christ ». Cette recommandation n'étant pas suivie, l'évêque de Troyes, Pierre d'Arcis, interdit à nouveau la présentation du suaire et, devant la désobéissance réitérée des chanoines, fit appel à Rome. Le pape Clément VII accorda une nouvelle autorisation



Selon certains historiens, le saint suaire n'aurait jamais enveloppé le corps du Sauveur. Il serait apparu au XIV^e siècle lorsque Geoffroy I^{er} de Charny en fit présent à l'église de Lirey.

en février 1390, à condition que les fidèles soient avertis « à haute et intelligible voix » que « ce n'est pas le vrai suaire qui a recouvert le corps de Jésus-Christ, mais seulement une peinture pour représenter ce suaire ». Le suaire a ensuite

voyagé à Liège, à Chambéry, puis, enfin, à Turin où Marguerite de Savoie sollicita une indulgence pour les fidèles faisant leurs dévotions à cette relique. Cela lui fut accordé sous la réserve, une fois encore, que ce suaire ne soit

pas présenté comme le véritable linceul de Jésus.

Le dossier historique à lui seul ne peut conduire à la conclusion que le suaire ne peut pas être identifié au linceul dont parlent les évangiles synoptiques.

Une polémique sans fin

Depuis la récente publication des actes du symposium tenu à Rome du 8 au 12 juin 1993 par le Centre international d'études sur le linceul de Turin (Ciet), « il n'est plus possible de refuser à l'homme du linceul sa véritable identité ». Dans l'introduction qu'il en a rédigée, Arnaud-Aaron Uplinsky, mathématicien, vice-président du Ciet et organisateur du symposium, n'a visiblement pas de doute. D'ailleurs, précise-t-il, « nous entendons faire proclamer solennellement son authenticité lors d'une ostension-exposition scientifique en 1998 à Turin ».

Cette certitude, qui n'est pas partagée par tout le monde, en particulier au sein de l'Eglise catholique, s'appuie sur une série d'arguments développés dans les actes du dernier symposium du Ciet. Rédigés généralement par des scientifiques, ces communications portent sur des points historiques aussi bien que physico-chimiques. C'est ainsi que le généticien français Jérôme Lejeune (aujourd'hui décédé) et expliquait pourquoi, selon lui, l'auteur des desins du Codex de Pray – ouvrage hongrois datant de 1195 – avait forcément vu le linceul, qui, par conséquent, existait déjà à l'époque. Sept de ces interventions critiquent la ma-

nère dont furent conduits la datation au carbone 14 de fragments du linceul et l'interprétation des résultats. Cette analyse fut réalisée en 1988, à la demande de l'archevêque de Turin, par les experts des laboratoires d'Oxford, de Zurich et de Tucson-Arizona (*Le Monde* du 14 octobre 1988).

Les membres du Ciet en contestent formellement la validité en soulignant des détails de procédure qui induisent, selon eux, un doute sur la pureté scientifique des intentions de ses auteurs. Ils balisent de la même manière les arguments historiques. « Avez-vous remarqué que ce sont toujours les religieux qui sont contre », lance Arnaud-Aaron Uplinsky. Au début, ils disaient que des vilains avaient confectionné ce linceul pour gagner de l'argent. Aujourd'hui, ce serait pour faire croire à la Résurrection. Cette grande énigme a toujours géré l'Eglise ».

Les organisateurs du symposium reconnaissent cependant que « deux inconnues majeures » subsistent : le processus de formation de l'image à partir du corps et la manière dont celui-ci a pu être séparé du linge sans trace d'arrachement. Mais le fait que la science

n'ait pas encore résolu ce problème et leurs arguments pour écarter toutes les analyses pouvant aller à l'encontre de leurs affirmations semblent suffire, selon eux, à prouver « scientifiquement » son authenticité. « Si 95 ans de recherches scientifiques n'ont pas permis de reproduire l'image à l'identique, c'est qu'elle n'a pas été fabriquée de main d'homme », estime M. Uplinsky, pour qui le linceul est « scientifiquement authentique au troisième degré par défaut ».

L'ennui, souligne le philosophe et théologien Jean-Michel Maldamé, c'est que le débat est faussé. Alors que les « dévots du suaire » multiplient colloques et publications, les autres scientifiques considèrent généralement « qu'il n'y a pas là matière à dépenser du temps et de l'argent ».

J.-P. D.

L'identification scientifique de l'homme du linceul, Jésus de Nazareth. Actes du symposium scientifique international, Rome 1993, publiés sous la direction d'A.-A. Uplinsky. Editions François-Xavier de Guibert, novembre 1995, 426 pages, 350 francs.

Propos recueillis par Jean-Paul Dufour

Le site de l'Homme de Pékin est menacé par l'érosion

Cet habitat préhistorique pourrait être l'objet d'un programme de sauvegarde mené par l'Unesco

Tous les petits CHINOIS connaissent l'Homme de Pékin, car il figure dans tous leurs livres scolaires. Quand ils sont bons élèves, ils apprennent son nom savant : *Homo erectus pekinensis*. Et savent qu'il vécut pendant 230 000 ans (de - 460 000 à - 230 000 ans avant notre ère) dans une grotte proche de Zhoukoudian, une petite ville située à une cinquantaine de kilomètres au sud-ouest de leur capitale.

Classé en 1961 par le Conseil d'Etat chinois comme l'un des principaux sites historiques et culturels nationaux, inscrit en 1987 par l'Unesco sur la liste du patrimoine mondial, cet habitat préhistorique, unique au monde par sa durée d'occupation, retrouvera-t-il les honneurs qu'il mérite ? C'est ce qu'espèrent l'Académie des sciences de Chine et l'Unesco, qui tentent, avec le soutien d'Assistance Ethno – association de mécénat ethnologique créée en 1994 par le groupe Mondial Assistance –, de lui offrir un ambitieux projet de sauvegarde et de mise en valeur.

Le site, qui voisine aujourd'hui avec le chemin de fer de Zhoukoudian, fut découvert en 1921. Il reposait dans la « Colline des os de dragons », ainsi nommée pour sa richesse en « dents de dragons »

(appartenant en fait à des mammifères pléistocène) que les chercheurs chinois paraissent autrefois de diverses vertus médicinales. Les premières dents humaines y furent exhumées en 1923, le premier crâne humain complet en 1929. Lorsque les fouilles furent stoppées en 1937 par l'invasion japonaise, l'Homme de Pékin avait depuis longtemps gagné la célébrité. C'était en effet la première fois qu'on retrouvait les restes d'êtres humains si primitifs sur les lieux mêmes où ils avaient vécu, avec des traces manifestes de leur activité.

La grotte de Zhoukoudian, dont les fouilles reprirent de 1949 à 1966, livra d'autres trésors. Les os et les dents fossilisés de plus de quarante êtres humains, plusieurs dizaines de milliers d'outils de pierre, divers vestiges d'animaux et de plantes. Au total, 200 000 ans d'une préhistoire que les experts n'ont pas fini de comprendre. Ni même de découvrir. Car les deux tiers des sédiments de cette gigantesque cavité karstique n'ont pas encore été explorés. Et ils pourraient ne jamais l'être, si l'état de dégradation du site devait encore s'aggraver.

Yves Coppens, paléontologue, professeur au Collège de France et « parrain » d'Assistance Ethno,

vient en effet de le rappeler à l'occasion du colloque organisé à Paris, lundi 24 juin, par l'Association pour le développement du mécénat basé sur l'innovation et la technologie (Admitch) : l'ancien habitat de l'Homme de Pékin, auquel les fouilles ont donné l'aspect d'« une tranchée de 80 mètres de long et 30 mètres de large, avec des stratifications sur 46 mètres de profondeur, est fortement menacé par les effets combinés de la pluie, de l'érosion et de la végétation ». Mandaté par l'Unesco, cet éminent chercheur a effectué en octobre 1995 une première mission exploratoire à Zhoukoudian. L'objectif : « Evaluer les travaux d'entretien du site, les efforts de diffusion de l'information qu'il propose et le potentiel de recherches nouvelles qu'il recèle encore ».

« DÉMARCHE DE SOLIDARITÉ »

La tâche sera d'envergure, et un plan de travail indispensable. Faudra-t-il commencer par consolider le toit de la grotte, dont une partie subsiste encore et menace de s'effondrer ? Mener des fouilles complémentaires ? Moderniser le petit Musée préhistorique construit sur la colline en 1972, et non rénové depuis lors ? Il reviendra à un comité scientifique inter-

national, dont la constitution est prévue pour le mois de novembre, de définir l'ordre des priorités. Avec l'avis éclairé d'EDF, qui devrait effectuer à l'automne, dans le cadre de son mécénat scientifique et technologique, une première mission de prospection archéologique.

Reste le plus hasardeux : trouver les fonds nécessaires à l'opération. Assistance Ethno s'est donné pour mission de réunir un nombre suffisant d'entreprises françaises privées. Certaines, tels le GAN, la Compagnie transcontinentale de réassurance (CTR) ou le Comité technologique d'EDF, font déjà partie de l'aventure. D'autres, parmi lesquelles Framatom et Matra Datavision, se sont déclarées intéressées. « C'est une démarche de solidarité partagée, valorisante pour nos partenaires en Chine », soutient Béatrice Bercl, secrétaire générale d'Assistance Ethno. Il est demandé à chaque entreprise d'apporter une contribution annuelle de 300 000 francs, ou son équivalent en moyens technologiques. Le coût total du projet, qui s'étalerait sur plusieurs années, est estimé par ses promoteurs à 2,5 millions de dollars (près de 13 millions de francs).

Catherine Vincent

DÉPÊCHES

■ ESPACE : l'Agence spatiale européenne (ESA) et son homologue japonaise Nasda vont intensifier leur coopération dans le domaine spatial. Dans le domaine des télécommunications, le satellite expérimental européen Artemis pourrait être lancé par une fusée de la Nasda. Dans celui de l'observation de la Terre, le Japon pourrait participer au programme européen de satellite de surveillance de l'environnement Envisat. Enfin, sur les véhicules de transfert automatiques et sur les modules laboratoires qu'elles mettent au point chacune de leur côté pour la future station spatiale internationale, l'ESA et la Nasda vont tenir des réunions techniques régulières. Elles auront un accès mutuel à leurs équipements respectifs à bord de cette dernière.

■ ENVIRONNEMENT : le dosage des effluents radioactifs liquides et gazeux que la centrale de 1 450 mégawatts de Chooz-B (Ardennes) est autorisée à rejeter dans l'environnement va connaître une « évolution importante », selon la direction de la sûreté des installations nucléaires (DSIN). Aux termes de l'arrêté publié au *Journal officiel* du 29 juin, la radioactivité maximale annuelle pouvant être rejetée dans l'environnement sera réduite d'un facteur cinq – excepté pour le tritium dans les effluents liquides – par rapport aux valeurs traditionnellement retenues.

■ NUCLÉAIRE : le surgénératueur Superphénix tourne au ralenti depuis le 17 juin dans le cadre d'essais. Une demande d'autorisation pour monter jusqu'à 60 % de la puissance totale est en cours, a annoncé, vendredi 28 juin, la direction de la centrale de Creys-Malville (Isère). Le réacteur était arrêté depuis le 3 mai pour permettre la permutation des barres de contrôle et pour des opérations de « maintenance préventive ». Au cours de cet arrêt programmé, 3 160 interventions ont été réalisées par les équipes de la centrale, renforcées pour l'occasion par 400 agents d'entreprises extérieures.

■ AGRICULTURE : l'implantation dans les rizières de cyanobactéries sélectionnées en laboratoire aurait un effet fertilisant moins important qu'on ne l'espérait, vient d'annoncer l'Institut français de recherche scientifique pour le développement en coopération (Orstom). De récents travaux montrent en effet que le développement de ces micro-organismes « utiles » est freiné par le manque de phosphore des sols, l'épandage d'engrais azotés ou la présence de prédateurs. Pour servir de complément aux fertilisants chimiques, les chercheurs recommandent de favoriser le développement de cyanobactéries autochtones, dont le taux de croissance est dix à cent fois plus élevé que celui des souches de laboratoire.

FESTIVAL La huitième édition des Eurockéennes de Belfort - premier festival du genre en France - aura lieu du 5 au 7 juillet. 100 000 personnes sont attendues cette année, dans le

site bucolique de Malsaucy. ● TRENTE-CINQ GROUPES ou chanteurs se succéderont sur les trois scènes, dont Patti Smith, Lou Reed, David Bowie et les Red Hot Chili Peppers.

Belfort est devenu l'égal des grands festivals européens. La programmation, France Leduc, explique sa méthode de travail et la concurrence acharnée que se livrent les

grands festivals. ● BECK, chanteur californien indolent mais inventif, présent à Belfort, mélange les musiques traditionnelles américaines au rap et au rock alternatif. ● ME'SHELL

NDEGECELLO, bassiste et chanteuse noire américaine, vient de sortir un disque qui redonne une certaine gravité à la soul. Elle sera sur la scène de Belfort le 7 juillet.

Les Eurockéennes entrent dans la cour des grands

Avec Patti Smith, Lou Reed, David Bowie, les Red Hot Chili Peppers..., la manifestation de Belfort a réussi à attirer quelques pointures. Depuis sa première édition en 1989, le public a décuplé. Cette année, 100 000 personnes sont attendues du 5 au 7 juillet

LONGTEMPS, le fan français de rock a dû s'endormir l'été. Faire le choix de l'avant-garde artistique en allant patatuer en Angleterre dans la boue de Reading ou de Glastonbury; faire celui de la convivialité suisse dans les pâturages du Paléo Festival de Nyon, à deux pas du lac Léman; ou opter pour le gigantisme orgiaque de Roskilde au Danemark, de Pink Pop aux Pays-Bas ou de Torhout-Werchter en Belgique.

Et en France? Le pays ne pouvait offrir ce genre de plateau musical autrement qu'au printemps à Bourges et, en décembre, aux Transmusicales de Rennes.

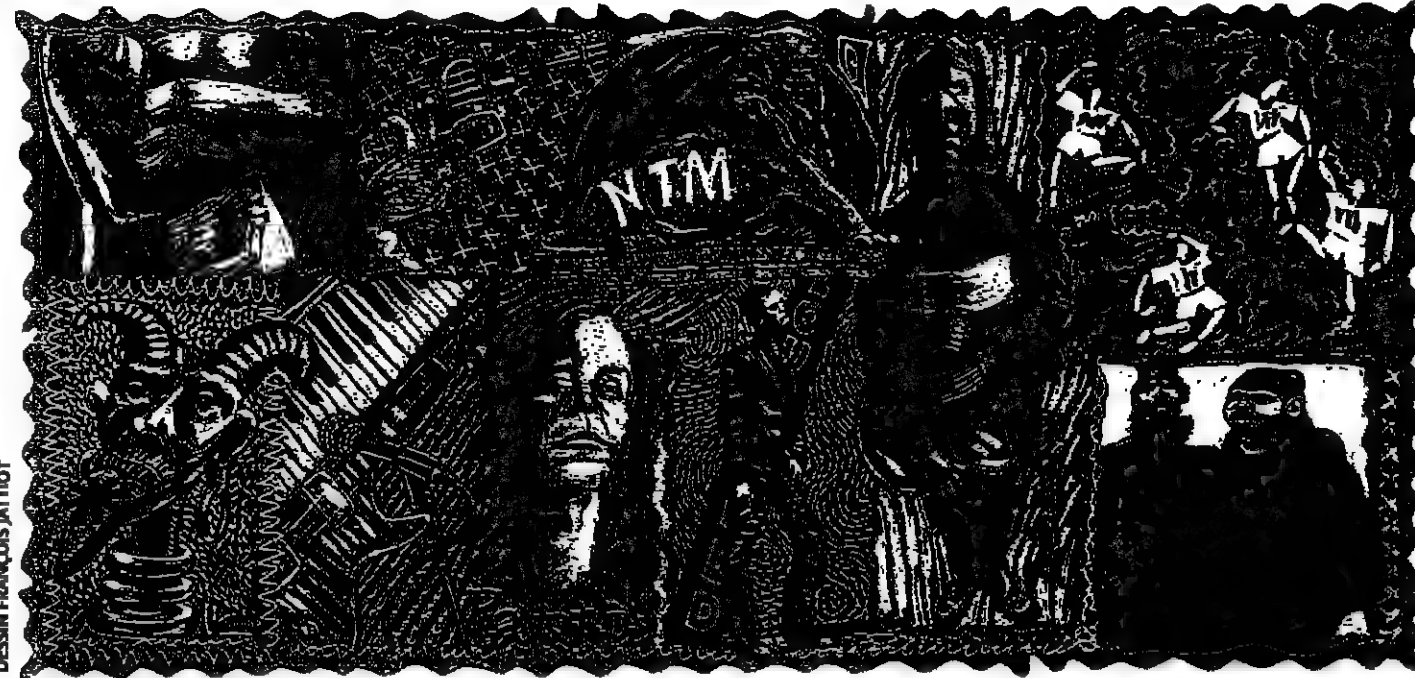
Depuis 1989 - bicentenaire de la Révolution oblige - Belfort propose à la jeunesse locale un festival de rock digne de ce nom, et ce à l'initiative du président du conseil général, Christian Proust. Les édiles comptaient bien pérenniser l'événement mais ne s'attendaient pas à voir sa notoriété dépasser aussi rapidement le cadre régional.

CRÉDIBILITÉ

En 1989, la première édition des Eurockéennes a accueilli 8 000 spectateurs. En 1995, la fréquentation a décuplé. La venue de Bob Dylan, celle de Brian Adams, de Morrissey et de James Brown en 1992, celle de Lenny Kravitz et Midnight Oil en 1993, celle des Pretenders et de Rage Against the Machine en 1994, ont laissé des traces. Tout comme, en 1995, la présence de Public Enemy, de Oasis et, surtout, de The Cure, groupe qui avait donné son unique concert européen à Belfort.

Cette année, le plus important festival de rock en France - trente-cinq groupes ou chanteurs répartis sur trois scènes, du 5 au 7 juillet - devrait rassembler près de 100 000 personnes. La pertinence des choix artistiques et l'importance des moyens ont permis au festival d'asseoir une crédibilité qui le met en bonne place sur la carte européenne de la transhumance rock.

Directrice de la programmation pour la quatrième année, France



DESIGN FRANÇOIS JUTROT

Leduc s'est attachée à défendre cette réputation. A la tête de Show Bee, une société de production de spectacles, elle est devenue le relais obligé des tournées du rock international dans la région illoise. Cette expérience aura été essentielle dans le milieu des producteurs des festivals qui fait parfois passer les requins de l'industrie du disque pour du menu fretin.

Le travail de France Leduc pour les Eurockéennes commence dès octobre: «Le but explique-t-elle,

est de trouver des produits d'appel pour chaque jour du festival et de compléter cette programmation de vedettes de groupes qui seront dans l'air du temps dans l'année à venir.» La programmation peut se fier aux prévisions de sorties de disques, mais son travail en amont tient parfois de la divination. «Il faut beaucoup d'intuition pour faire le tri entre les feux de paille de l'hiver et les artistes prometteurs qui exploseront juste avant l'été. Mon rôle principal est d'anticiper.»

Programme

● Vendredi 5 juillet: Skwatt, Loudblast, Onyed Jack, Fugucher, Presidents Of The USA, Silmarils, Sepultura, NTM, Red Hot Chili Peppers, Raggasonik, The Bates (à partir de 14 h 30).

● Samedi 6 juillet: Trashcan Juice, Red Cardell, Miossec, Theo Hekola, Ash, Beck, Frank Black, Ultra Orange, Lou Reed, Patti Smith, Nick Cave, Ministry, soirée Source 360 (à partir de 14 heures).

● Dimanche 7 juillet: Ginkgo, Aston Villa, Bluecross, Dominique A, Me'Shell Ndegeocello, Little Rabbits, Skunk Anansie, Fun Lovin' Criminals, Foo Fighters, Dog Eat Dog, David Bowie (à partir de 14 heures). Renseignements et location: 36-58-50-03 et Mirtel 3615 Eurockéennes. 490 francs le forfait de trois jours, 200 francs la journée.

Beck, bricoleur génial des musiques américaines

ON CROIRAIT ce freluquet californien sorti du film *Kids*. Une innocente blondeur, la moue et le look je-m'en-foutiste du parfait *slacker* (branleur). Ne lui manque qu'un skate-board. N'a-t-il pas d'ailleurs écrit, il y a deux ans, un hymne blues-*rap* au crédis-musique revendiqué, ce *Loser* qui l'avait rendu célèbre en proclamant: «I'm a loser now baby, so why don't you kill me?» Mais Beck est plus qu'un rejeton caricatural de la blanche Amérique. Son parcours atypique et ses mille trouvailles en font une des voix les plus originales du rock d'aujourd'hui, une voix que l'on pourra entendre, samedi 6 juillet, aux Eurockéennes de Belfort.

On lui donne dix-huit ans, il en a vingt-cinq. D'origine allemande, il a grandi dans un ghetto latino, le barrio de l'est de Los Angeles. A quinze ans, il a quitté l'école pour se consacrer à son goût solitaire pour les origines du folk et du blues.

LE CHEMIN DE L'HÉRÉDITÉ Cette passion anachronique aurait pu complètement l'isoler de ses contemporains. «Je détestais les années 80, avoue-t-il. J'adorais les vieilles voitures et les vieux disques. J'étais fasciné par ces fantômes qui chantaient pour moi. Je devenais un puriste et à force de vivre dans le passé je m'engageais dans une impasse. J'ai fait un effort pour apprécier les choses d'aujourd'hui, au moins pour les utiliser et les détourner à ma façon.» Pulsant dans la grande poubelle de la société de consommation, Beck, auditeur gourmand, va recycler les styles en artisan iconoclaste. L'inspiration insolente de la jeunesse suit le chemin de l'hérédité. «Mon grand-père, Al Hansen, était un artiste conceptuel qui appartenait en Allemagne au mouvement Fluxus. Son truc était de récupérer des déchets pour en faire des collages magnifiques. Il a par exemple créé une Vénus à partir de vieux paquets de cigarettes. Il est mort l'an dernier, mais il m'a beaucoup influencé. Mon échantillonneur est le grand sac dans lequel je mets tous mes résidus.»

Ce sampler et sa guitare en bois seront ses ciseaux et sa colle. Bricoleur génial des musiques américaines, il va télescoper avec un désarmant naturel l'originalité acoustique des racines ancestrales, la tension rock et le groove de la rue. Des morceaux enregistrés en dilettante parviendront aux oreilles d'un directeur artistique du label Geffen (une filiale de Warner) qui saisira le talent d'un surdoué sous leur indolence. Privilège exceptionnel dans cette industrie, le jeune homme bénéficiera d'un contrat qui l'autorise à publier ailleurs ses disques les plus expérimentaux.

En 1994, *Mellow Gold* (sur lequel figurait *Loser*), album aussi brillant qu'hétéroclite, connaîtait un succès grand public. Après avoir continué quelques projets en marge et donné des concerts au gré de sa fantaisie (seul avec une guitare sèche, accompagné d'un groupe de rock hardcore ou d'un orchestre), Beck Hansen a récemment sorti *Odelay*, son deuxième album chez

Geffen. Avec l'aide d'un duo de remixeurs connus dans le hip hop sous le nom des Dust Brothers, il a ploché encore plus goulument dans son immense discothèque. La palette des échantillons s'élargit cette fois au *easy listening*, aux rythmes latins, aux percussions tribales.

D'une invention surréaliste, ses chansons sont toutes d'une percussive efficacité. Dépassé par le succès de *Loser*, il avait un temps renié son cousinage *rap*, il assume aujourd'hui complètement ces accointances. Elles le rapprochent même de ses premières passions. «Beaucoup de musiques traditionnelles ont en commun cette façon de rimer, de scander les mots plus que de les chanter, explique-t-il. Du *talking blues* au square dance, du *bluegrass* aux sermons d'église. J'aime le flux, le rythme, la dynamique des textes des prédicateurs. J'improvise, en général, mes paroles en studio. J'aime assembler des choses disparates. Le *rap* permet d'utiliser un vocabulaire plus large. Beaucoup de ces mots ne fonctionneraient pas avec une mélodie classique.»

Ce «tchatcheur» préoccupé d'innovation et de tradition est un *folk singer* moderne.

S. D.

★ *Odelay*, 1 CD Geffen GED 24926. Distribué par BMG. Tournée des festivals européens de Beck: le 6 juillet à Belfort, le 13 à Glasgow pour T In The Park (Ecosse), le 14 à Dour (Belgique), le 19 au festival de Phoenix, à Stratford upon Avon (Grande-Bretagne), le 26 au Lollapop Festival (Suède).

Me'Shell Ndegeocello, un oiseau rare de la soul

FEMME SOMBRE et intranquille, Me'Shell même une quête sans fin. A l'âge de dix-sept ans, elle s'est rebaptisée Ndegeocello (prononcez N-day-gay-o-chello), pour mieux se fuir. «La première Me'Shell ne me plaisait pas, je l'ai tuée. Physiquement, intellectuellement, j'avais trop changé.»

En swahili, son nouveau patronyme signifie «libre comme l'oiseau». Mais la cage est déjà trop étroite. A son tour, la Me'Shell d'aujourd'hui va mourir bientôt, au profit d'un nom musulman. «Je cherche, je cherche. Je ne pense pas que je me trouverai un jour», affirme cette Noire américaine, qui se produira dimanche 7 juillet à Belfort.

Son parcours de musicienne n'est pas plus assuré. «Ce deuxième album sera peut-être mon dernier. Je ne rentre pas ma musique, mais la pression de l'industrie ne me convient pas.» Domage. Car, après un somptueux coup d'essai, *Plantation Lullabies*, paru en 1993 chez Maverick, le label dirigé par Madonna, cette bassiste au corps trapu et aux bras tatoués vient de confirmer avec *Peace Beyond Passion* son statut d'«oiseau» rare de la soul américaine.

Loin des pathos sirupeux trop souvent en vogue, la voix de Me'Shell se confie avec une profondeur qui espère la sérénité et expose ses blessures. Physique et spirituelle, cette musique noire s'anime de références sans frontières, expliquées par la généalogie de cette introvertie.

Née dans une caserne, à Berlin, à la fin des années 60, mais élevée à Washington D. C., elle est bai-

gnée toute son enfance par les disques de jazz de son père, lui-même musicien professionnel ayant joué dans le grand orchestre de Count Basie. «Mon père était d'une curiosité insatiable. Je n'ai jamais rencontré quelqu'un d'aussi ouvert. Musicalement, il m'a en particulier transmis son goût pour les arrangements sophistiqués des *big bands*.»

Le jazz prouve aussi à cette adolescente timide et secrète que les musiciens peuvent se passer de mots pour communiquer. Très jeune, elle s'entoure d'une boîte à rythme, d'un clavier, d'un magnétophone quatre pistes et compose seule à la basse ses premières mélodies.

NOUVEAU DE JAZZ ET DE «GOGO»

Dans les années 80, la scène de Washington résonne des nouveaux rythmes de la *gogo music*. Contrairement au *rap* de New York ou à la techno de Chicago, ce genre de funk tribal ne s'épanouira pas en dehors de la ville. «C'était vraiment la musique indigène de la capitale. Elle dépendait autant du public que des musiciens. Les chanteurs avaient l'habitude de dialoguer avec les spectateurs, de raconter des histoires qu'ils avaient en commun. D'ailleurs les disques de *gogo* n'ont jamais été aussi bons que les concerts.»

A l'époque, la jeune bassiste se rode à la scène en accompagnant cinq fois par semaine ces orgies sudatoires. Elle y façonnera son style. «Les jazzmen ont tendance à en rajouter. Dans la *gogo*, jamais de solo inutile, tout pour l'efficacité et pour la danse. J'ai aimé cette simplicité. C'est aussi de là que

vient mon style vocal, plus proche du récit que du chant.»

Elle quittera ensuite Washington pour New York, s'initiera à d'autres genres avec les membres de la Black Rock Coalition, l'association de Vernon Reid qui milite pour faire sortir les artistes noirs du ghetto des musiques communautaires. «De toute façon, que ce soit le rock, le jazz, le funk, le rap, tout vient du blues», précise Me'Shell.

Installée à présent à Los Angeles, la jeune femme voit dans la variété de ses influences le reflet de sa haine des préjugés. «En Amérique, on veut que les gens pensent et ressentent la même chose. Je suis femme, noire et homosexuelle. J'ai connu mon lot d'intolérances.» Me'Shell ne se laissera pas facilement enfermer.

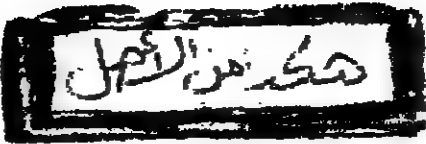
«J'aimerais écrire un album de jazz, sans forcément jouer dessus, en collaboration peut-être avec mon ami le saxophoniste Joshua Redman. Récemment, j'ai composé la musique d'un ballet. J'aimerais poursuivre dans cette voie expérimentale. Mais le showbizness ne cherche qu'à vous cataloguer. Je n'hésiterai pas à tout plaquer.»

S. D.

★ *Peace Beyond Passion*, 1 CD Maverick 9362 46033-2. Distribué par WEA. Tournée des festivals européens de Me'Shell Ndegeocello: les 5 et 6 juillet à Torhout-Werchter (Belgique), le 7 à Belfort, le 13 à La Haye au North Sea Jazz (Pays-Bas), le 17 à Vienne au Summer Arena, le 21 au festival de Phoenix à Stratford-Upon-Avon (Grande-Bretagne).

ATTENTION de voile à M
magnifique collection





Arman dévoile à Marseille sa remarquable collection d'art africain

L'exposition présente 180 objets, notamment du Gabon et de l'ouest du bassin du Zaïre

Le Musée d'arts africains de Marseille propose, dans la chapelle de la Vieille-Charité, 180 des 400 à 500 pièces d'art africain qui appartiennent à

Arman. L'artiste, dont toute l'œuvre est marquée par l'accumulation, a entrepris sa collection - de premier choix - dans le milieu des an-

nées 50, devenant un expert quasi professionnel. Le Gabon et l'ouest du bassin du Zaïre sont ses aires de prédilection.

sont exposés 180 objets tirés de sa collection, qui en compte 400 ou 500 - « si l'on compte les petites pièces ». Leur présentation, dans l'admirable édifice construit par Puget, doit beaucoup au mode de fonctionnement du sculpteur. « L'inconscient est structuré comme un langage », répétait Lacan. Cette exposition peut être vue comme un discours. Il suffit de déchiffrer les rapprochements et les choix de l'artiste.

Les pièces sont regroupées par familles et par séries. Les familles regroupent six à douze figures d'une même ethnologie : masques Fon (Gabon) ou fétiches à clou Kongo (Zaïre). Les séries dépassent la douzaine.

Parcours initiatique

Etienne Péau et Hélène Joubert présentent un parcours initiatique de l'art africain à travers douze œuvres du Musée des arts d'Afrique et d'Océanie (MAAO) de Paris. Le livre les regroupe par thème : femme et création (la fécondité), les médiateurs du ciel et de la terre (les dieux), les fastes des royaumes africains (les symboles du pouvoir). Ce petit volume, à la mise en page claire, bien illustrée, est complété par un aperçu historique des civilisations africaines, un lexique, une liste des principaux musées dans le monde et une bibliographie sommaire.

« L'Art africain », d'Etienne Péau et Hélène Joubert, coll. « Tableaux choisis », éd. Scala, 128 pages, 98 F.

pour tendre vers les accumulations qui lui sont chères. Ainsi, les figures de reliquaires Kota (Gabon) occupent tout un panneau, comme dans son appartement new-yorkais ; les masques Mendé (Sierra Leone) sont presque aussi nombreux et eux aussi présentés en rangs serrés. Cet effet de masse, indistincte au départ, permet des comparaisons plus fines.

FÉTICHISME

Ce parti pris infirme les généralités sur les « collections d'artistes » : rassemblements de pièces atypiques, souvent spectaculaires mais de second choix. Ici, rien est moins juste. D'autant qu'Arman est devenu, dans le domaine de l'art africain, un expert quasi professionnel. Il a commencé sa collecte au milieu des années 50 et n'a cessé de l'augmenter. Dans l'art africain, « il y a une espèce de sous-musculature invisible ; on sent une énergie prête à exploser, expliquait-il à Monique Barbier-Mueller. Ce n'est pas du tout un art exhibé, gratuit, décoratif. Il se passe quelque chose, et cette inquiétude, qui est métaphysique et qu'on trouve à la base de nombreuses démarches artistiques, m'apparaît très sensible ».

Comme tous les boulimiques, Arman veut un échantillon des arts de tout le continent. Mais comme tout bon collectionneur il a des aires de prédilection. Pour lui, c'est le Gabon et l'ouest du bassin du Zaïre. Ce qui ne l'empêche pas de faire des incursions dans l'est et le sud de l'Afrique pour élargir son catalogue de formes.

On peut voir à Marseille deux masques féminins Tabokwé (Angola), un clownesque masque Yaka (Zaïre) aux yeux rouges, un délicat

heume Makondé (Tanzanie/Mozambique), les paupières tombantes, à la géométrie parfaite, un appui-tête zoulou au dessin minimaliste, ou deux poteaux funéraires, l'un (Konso) venant des confins d'Éthiopie, l'autre (Salakave) de Madagascar. Tous deux sont ravivés par les intempéries, ce qui ajoute une étrangeté à ces pièces.

Il faut entendre Arman, dans le film de Bénédicte Sire, projeté dans l'exposition, détailler une petite statuette Sénoufo (Côte d'Ivoire), évoquer les courbes et les contre-courbes de son dos, le mouvement de son menton ou la notoriété de son postérieur - « les plus belles fesses d'Afrique ».

Arman aime surtout les objets « chargés », les hyéri Fang (Gabon) dont il possède une douzaine d'exemplaires, ou cette petite famille kofieledio Sénoufo, figurines d'esprits surnaturels, composées de matériaux fragiles (tissus, plumes et végétaux), réunies pour on ne sait quel concubage de magie. Et les fétiches à clous, dont Arman est friand, ne renvoient-ils pas à certaines de ses œuvres ? A cette accumulation menaçante de pistolets qu'il a justement baptisée *Fétiche à clous*. Ou à cet exemple de cannibalisme rituel qu'il a mis en scène en transparent de fourchettes une effigie de saint Sébastien.

Arman est un fétichiste, et ses collections sont les clés qui ouvrent les portes de son œuvre. Il est aussi un grand féticheur, l'un des premiers de la société de consommation occidentale, qui charge de magie les objets qu'il fabrique. Comme un sculpteur africain.

Emmanuel de Roux

M. Douste-Blazy réforme l'aide à la production cinématographique

Quatre modifications pour l'avance sur recettes

S'APPUYANT sur les conclusions de la commission présidée par Jérôme Deschamps, le ministre de la culture, Philippe Douste-Blazy, a annoncé, lundi 1^{er} juillet, les réformes de l'avance sur recettes. Quatre modifications au fonctionnement de cette aide sélective à la production, constituée d'aides remboursables abondées par le fonds de soutien (et non par les finances publiques) sont prévues.

Précédant la commission d'avance proprement dite, un collège différent sera mis en place pour décider et soutenir (en argent mais aussi en conseils) la réécriture des scénarios qui en auraient besoin.

La commission d'avance pourra décider, au vu des films terminés, de leur allouer une aide nouvelle, afin de faciliter l'accès aux salles d'œuvres qu'elle aura contribué à

faire naître. Par ailleurs, les remboursements des avances ne seront plus reversés au « pot commun » du compte de soutien (où se retrouvent le produit de toutes les taxes et subventions destinées au cinéma et à la télévision), mais sur son propre compte. Les producteurs bénéficiaires de l'avance pourront choisir entre un remboursement de 10 % de leurs recettes dès le premier franc puis 30 % après amortissement, ou un paiement avec le fonds de soutien auquel leur œuvre doit le fait d'avoir produit le film ayant bénéficié de l'avance.

La réforme porte enfin sur le fonctionnement interne de la commission, afin d'alléger le labeur considérable qui incombait aux membres de cette instance traditionnellement submergée de demandes.

DÉPÊCHES

■ **BUDGET CULTUREL** : le ministre de la culture, Philippe Douste-Blazy, a annoncé, lundi 1^{er} juillet, que « le gel de crédits du ministère de la culture, qui portait sur 1,2 milliard de francs sur le budget de 1996, était levé et que le ministère supporterait une annulation limitée à 200 millions de francs ». Dans un communiqué, le ministre précise que « les crédits d'intervention (titre IV) seront préservés, les moyens consacrés au spectacle vivant et aux arts plastiques seront intégralement maintenus ». Par ailleurs, « les opérations de recrutements en cours, qui avaient été momentanément différées, ont été reprises ».

■ **FRANCOFOLIES** : le représentant du Front national au conseil régional de Poitou-Charentes a demandé, lundi 1^{er} juillet, l'interdiction du concert que le groupe NTM (Nique Ta Mère) doit donner le 15 juillet dans le cadre des Francofolies de La Rochelle.

■ **DROITS D'AUTEUR** : le personnel d'encadrement de l'Adami (société pour l'administration des droits des artistes musiciens interprètes) a décidé de se mettre en grève illimitée à partir de mardi 2 juillet, pour s'opposer au fonctionnement de cette société chargée de répartir les droits des artistes. Ce mouvement concerne la quinzaine de cadres sur la soixantaine de salariés. La gestion de l'Adami est fortement contestée par une partie de ses sociétaires (Le Monde du 29 juin).

Le Jeudi 4 Juillet
participez à la reconstruction de la
Fenice à Venise en allant voir ou revoir

cteur
S T I N O

10 Francs
seront prélevés sur le prix de votre billet
de cinéma et reversés au profit
de la reconstruction
du théâtre de la Fenice.

Le produit de cette contribution sera intégralement versé
au Comité Français pour la Sauvegarde de Venise.

France inter

MIRAMAX

Dolby Digital

MIRAMAX

Dolby

Hollywood

Comité Français pour la Sauvegarde de Venise

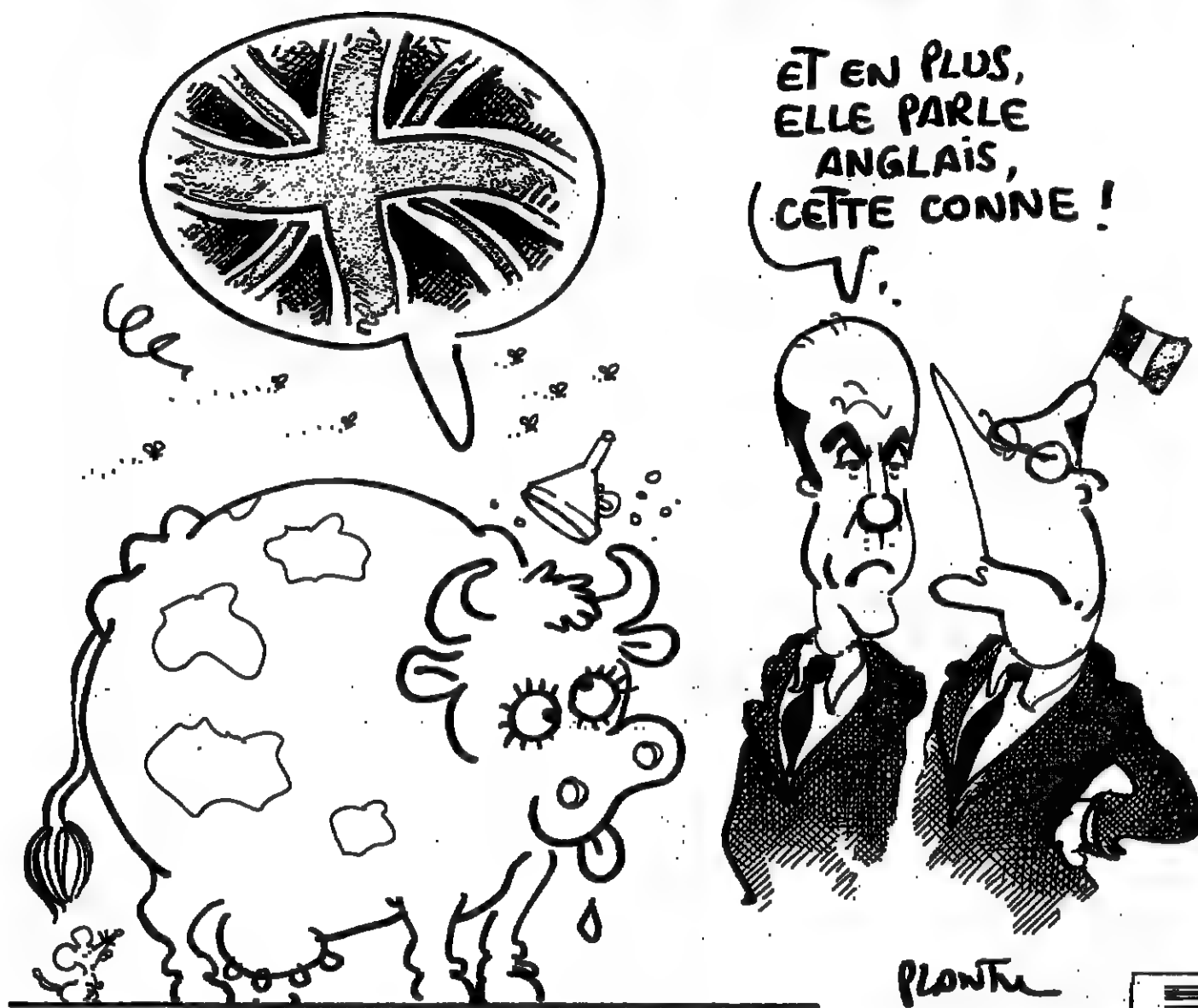
مركز الامن الوطني

26 / LE MONDE / MERCREDI 3 JUILLET 1996

Le Monde DE L'ÉDUCATION

Mensuel n° 239 juillet-août 1996

VIVE LE FRANÇAIS !



Enquête sur l'enseignement du français dans le monde



Avec des interviews
de Theodore Zeldin, Raphaël Confiant,
Kenzaburo Oé, Michel Serres
et un point de vue d' Alain Juppé.

M

UNE PUBLICATION DU MONDE
CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Latina, 4* (42-78-47-86); *Epee de Bois* 5* (43-37-57-47); *Saint-André-des-Ars* 11* (42-26-80-35).

UN ANIMAL DES ANIMAUX
de Nicolas Philibert,
François (59).
14-Juillet (Seaurbourg, 3* (42-77-14-55)).

REPRISES

LE CRIME ÉTAIT PRESQUE PARFAIT
d'Alfred Hitchcock,
avec Grace Kelly, Ray Milland, Robert Cummings, John Williams.
Américain, 1954 (1 h 45).
VO: Action Christine, 6* (43-29-11-30).

MÉTAL HURLANT
de Gérard Pertouton,
dessin animé Américain, 1980 (1 h 30).
VO: Pathe Weptop, dolby, 18* (réservation: 40-30-20-10).

**QU'EST-CE QUE J'AI FAIT
POUR MÉRITER ÇA ? (*)**
de Pedro Almodovar,
avec Carmen Maura, Luis Hostonal, Ryo Hishida, Angel De Andres-Lopez, Gonzalo Suarez, Veronica Forque.
Espagnol, 1984 (1 h 42).
VO: Action Christine, 6* (43-29-11-30).

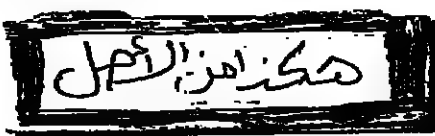
(*) Films interdits aux moins de 16 ans.
(**) Films interdits aux moins de 16 ans.

Cr Anzor, Claire Coste Sauvignon, Catherine Violet
Daniel Dobbeis: *L'Aveugle*. Claire Coste Sauvignon, Claire Coste Sauvignon, Eclat d'ange. Catherine Violet, Jean Violet, Jean M9 ou *Le Métemour* rhosse à portée de main.
Le Regard du corps, 210, rue de Belleville, Paris-19e, M^o Place-des-Frères, 210e, le 7 juillet, 4h-5h 30, les 2, 3, 4 et 5 juillet, 19h-21h 30, 55-59-61, 70 F.

Javed
Dances et exercices des dérivés de Persa.
Centre Mandapa, 6, rue Wurzo, Paris-19e, M^o Gladstone, 20h 30, les 4 et 5 juillet, 19h-21h, 45-59-61-60, 80 F.

Ellen Fisher, Fieldworks Performance Group, Anzor
Ellen Fisher: *Cabin Fever*. Jim Hughes
Memories: Daniel Dobbeis: *L'Aveugle*.
Le Regard du corps, 210, rue de Belleville, Paris-19e, M^o Place-des-Frères, 210e, le 7 juillet, 19h-21h 30, le 6 juillet, 17 heures, le 7 juillet, 4h-5h 30-55-59-61, 70 F.

(*) Tarifs réduits.



Jean Bothorel est licencié du « Figaro »

L'EDITORIALISTE du Figaro Jean Bothorel fait l'objet d'une procédure de licenciement pour « faute grave ». Dans son dernier livre, *Le Bal des vautours* (Ed. De Villiers-Piccolle), il dénonçait « le déclin » du Figaro et « la décadence de tous les pouvoirs ». Il s'en prenait tout particulièrement au « tandem », c'est-à-dire à Franz-Olivier Giesbert, directeur de la rédaction, et à Alain Peyrefitte, président du comité éditorial - dont Jean Bothorel est membre -, accusé de transformer le journal en « société de court », chargé de la promotion de quelques collaborateurs du journal. Cette mesure de licenciement pour « faute grave », sans indemnités, a provoqué une protestation du syndicat des journalistes FO, qui demande « le droit à la liberté d'opinion et d'expression ».

Agé de cinquante-six ans, Jean Bothorel a été un militant actif du Front de libération de la Bretagne (FLB). Il fut ensuite proche de Pierre Mendès France, avant de devenir le biographe de Valéry Giscard d'Estaing. Il a collaboré à *L'Expansion*, à *La Vie catholique*, au *Matin de Paris*, au *Figaro* (depuis 1982) ainsi qu'à *La Revue des Deux-Mondes*.

Il vient d'être élu au conseil de gérance de la société des rédacteurs du Figaro, en défendant « une attitude critique » à l'égard de la direction et du droit de « cracher dans la soupe ». Les autres élus sont : Jean-Marie Roubert, premier gérant ; Baudouin Bollard, Gérard Gachet et Jean-Luc Wachthausen.

Mediaset entre à la Bourse à Milan

L'opération a lieu alors qu'un ex-bras droit de Silvio Berlusconi, qui contrôle la société, est mis en cause pour « entente avec des mafieux »

ROME de notre correspondant
Mediaset a fait officiellement son entrée en Bourse, à Milan, mardi 2 juillet. Et déjà la demande est supérieure à l'offre. Il est vrai que, ces dernières semaines, les Italiens ont pu difficilement échapper à l'impressionnante campagne de spots télévisés ou d'annonces défilant à l'écran, au cours de leurs émissions préférées, et qui toutes disaient : « A partir du 2 juillet, Mediaset, votre télévision, sera encore plus à vous ».

Mediaset est la société contrôlée par la Fininvest de Silvio Berlusconi, et regroupe notamment la société de production de disques RTI ; les trois télévisions privées (Canale 5, Italia 1, Rete 4) ; les sociétés productrices de programmes et celles de diffusion, sans oublier la centrale publicitaire Publitalia, véritable poule aux œufs d'or du groupe. Au total, Mediaset emploie 4 300 salariés et a réalisé un chiffre d'affaires de presque 3 000 milliards de francs (environ 10 milliards de francs) pour l'année écoulée, et un bénéfice net de 454 milliards.

Il y a donc de quoi tenter les petits épargnants. D'autant plus que Mediaset vient de signer un accord avec la Dreamworks SKG, société fondée par le cinéaste américain Steven Spielberg, qui doit lui permettre d'acquiescer l'exploitation de toutes ses productions cinématographiques et télévisées pour l'Italie. Un contrat ce qui rend les sociétés de M. Berlusconi plus appétissantes encore. L'offre est

donc ouverte pour deux jours minimum : le prix de l'action ordinaire a été fixé à 7 000 lire (23,10 francs), soit un prix situé assez haut dans la fourchette prévue (entre 6 000 et 7 200 lire).

Les employés du groupe pourront bénéficier d'un « rabais » de 15 %, et le minimum requis pour l'achat est de 500 actions. L'offre globale est coordonnée par la banque d'affaires IMI et la Morgan Stanley. Elle prévoit 253 millions d'actions ordinaires, dont 8 millions réservés aux employés de Mediaset et 40 millions au public, le reste étant destiné aux investisseurs institutionnels, qu'ils soient italiens ou étrangers.

DEUX RAISONS
L'ensemble devrait représenter une des plus grandes opérations financières effectuées en Italie ces dernières années, mais aussi une des plus originales puisqu'elle concerne un groupe télévisé privé. Pourquoi Silvio Berlusconi s'est-il décidé de l'entrée en Bourse de Mediaset ? Il semble qu'il y ait deux raisons essentielles. La première est économique : le groupe a besoin de liquidités pour soutenir sa politique de développement qui prévoit notamment une expansion sur le marché télévisé de langue espagnole et dans le domaine des télévisions payantes, ainsi qu'une exploration plus importante du marché des télécommunications.

L'autre raison est plus « politique ». On se souvient que dans un passé récent, alors qu'il était à

la présidence du conseil, en 1994, Silvio Berlusconi fit l'objet de nombreuses demandes visant à ce qu'il mette un terme au conflit d'intérêts existant entre sa fonction officielle et le fait qu'il contrôlait trois chaînes télévisées. Rien n'a vraiment été réglé, mais cela a conduit dans un premier temps le magnat de la télévision privée italienne à ouvrir sa société à d'autres partenaires.

Et si M. Berlusconi est toujours l'actionnaire majoritaire de Mediaset, à travers Fininvest, plusieurs sociétés y ont fait leur entrée en 1995 : le groupe allemand de Leo Kirch, la société Alibacom, le prince Al Waleed et un certain nombre de banques et d'institutions financières (de l'IMI à la Morgan Stanley). Après l'opération de mise en Bourse, le lien organique entre Silvio Berlusconi et ses télévisions, devrait être plus distendu encore, espère-t-on à la Fininvest.

Seul point noir dans cette euphorie, c'est au moment où Mediaset occupe une place de choix dans la presse que l'un des anciens cadres dirigeants Silvio Berlusconi, Marcello Dell'Utri, ex-directeur de Publitalia, qui est de surcroît un de ses amis et son proche collaborateur, est aussi en vedette. Pas pour les mêmes raisons : soupçonné d'entente avec des mafieux, l'ex-bras droit de M. Berlusconi a été entendu, samedi 29 juin, pendant plus de onze heures - un record - par les juges palermitains.

Mario-Claude Decamps

Les suites de la réorganisation de France-Inter

PIERRE BOUTELLIER et Ivan Leval, respectivement ex-directeur des programmes de France-Inter et ex-directeur de l'information de Radio-France, devraient prendre leur décision dans le courant de la semaine en ce qui concerne leur avenir au sein de la Maison ronde. Le premier a été remplacé par Jacques Santamaría, le second avait vu son poste supprimé lors de la réorganisation de Radio-France décidée fin mars par Michel Boyon, président de Radio-France depuis l'automne 1995, et Patrick Duhamel, directeur général. Selon les termes du contrat qu'il avait signé avec la direction de Radio-France lors de sa nomination en octobre 1989, Pierre Boutellier pourrait reprendre les émissions qu'il animait auparavant. Le nouveau président de Radio-France lui a proposé de reprendre huit heures d'antenne hebdomadaires : un magazine culturel à 9 heures le matin, sur l'antenne de France-Inter pendant toute la semaine ; une émission sur France-Musique, le samedi ; enfin, l'émission du dimanche soir consacrée au théâtre et au cinéma, « Le Masque et la Plume », sur l'antenne de France-Inter. Quant à Ivan Leval, qui avait conservé la présentation de la revue de presse du matin de France Inter après le 30 juin, il devrait faire connaître sa décision jeudi 4 juillet. Les rumeurs évoquent à la fois son arrivée sur Europe 1 et son maintien à Radio-France, à de nouvelles fonctions.

■ PRESSE : le groupe britannique de communication Pearson met en vente sa filiale de presse régionale, Westminster Press, dont les sept titres atteignent une diffusion totale de 2,4 millions d'exemplaires. En 1995, son chiffre d'affaires avait été de 143 millions de livres (1,1 milliard de francs), et le bénéfice d'exploitation de 25 millions de livres (200 millions de francs), avant des charges de restructurations de 40 millions de francs. Selon Pearson, présent dans la presse (*Financial Times*, *Le Echo*), l'édition et la télévision, ce projet de vente correspond à sa volonté de se concentrer sur des actifs pouvant avoir un développement international. Le groupe, qui a réalisé un chiffre d'affaires de 1,5 milliard de livres (14,5 milliards de francs) est dans une phase de restructuration, après avoir essuyé une perte de plus de 350 millions de francs sur les activités de sa filiale multimédia Mindscape.

■ Le groupe Dépêche du Midi possède la totalité des actions de *La Nouvelle République des Pyrénées* (15 500 exemplaires), après avoir acheté - pour 9 millions de francs - les parts de la Société tarbaise d'édition, dirigée par Claude Gotsis, le fils du fondateur du quotidien tarbais (*Le Monde* du 14 janvier 1995).

■ L'Esprit Libre de Guy Sorman suspend sa parution, moins de deux ans après son lancement, en novembre 1994, en association avec Hachette. Guy Sorman vient d'écrire à ses lecteurs, expliquant que l'arrêt de la publication est due à une collecte d'abonnés et de publicités insuffisante pour équilibrer les comptes. A la suite d'un accord, *Valeurs Actuelles*, qui appartient à Marc Ladreit de La Charrière, reprend le portefeuille d'abonnés.

TF 1

12.50 A vrai dire. Magazine.
13.00 Journal, Météo.
13.35 Femmes. Magazine.
13.40 Les Femmes de l'amour.
14.30 Dailies.
15.25 Hallelujah police d'Etat.
Série.
La vieille dame et l'incendiaire.
16.25 Club Dorothée.
vacances.
17.20 Des copains en or. Jeu.
17.55 Journal. 2 sans sol-L.
Série. Vient des mois.
18.30 Case K.O. Jeu.
18.55 Marc et Sophie.
Série.
19.25 La Chanson trésor.
Jeu.
19.50 et 20.45 Météo.
20.00 Journal, Tiercé.

20.50

MAIS OÙ EST
DONC PASSÉE
LA 7e COMPAGNIE ?
Film de Robert Lamouraux.
(1973, 105 min). 490043
Aventures romanesques de
trois soldats français en mai
1940.
22.25 Les Films dans les salles.

22.35

ET VIVE
LA LIBERTÉ !
Film de Serge Koster avec Gérard
Philipe, Jean Sarrail.
(1978, 90 min). 902988
Du comique trouper
luminosité.
0.05 Emportez-moi n° 1. Madril.
Cette quatrième émission
de la série fut achevée
par Jean-Pierre Hulin
juste avant sa mort.
0.35 Journal, Météo.
0.45 Reportages (rediff.). 1.15 et 2.15.
2.50, 3.55, 4.50 171 eme. 1.25 et 3.00.
5.05 Histoires naturelles. 4.05 In-
trigues. 4.40 Musique.

Les soirées sur le câble et le satellite

TV 5

19.30 Journal (rse).
20.00 L'Extremiste
de Pierre Fén.
Christophe Vica.
à Médias Sardinien.
François Genoul, de Hilder à
Carlos (France 2 du 14/96).
21.30 Perfecto.
21.55 Météo
des cinq continents.
22.00 Journal (France 2).
22.35 Passe-moi les jumelles.
23.30 Histoires naturelles.
L'Alban, la nature
et les enfants.
0.30 Soir 3 (France 3).
Planète
19.40 Talents rugby.
20.05 Kokoro.
l'âme du Japon.

France 2

12.30 et 13.00 Pyramide.
Jeu.
12.55 et 13.40 Météo.
12.59 Journal.
13.45 Les Routiers.
Série.
14.40 En attendant le Tour.
15.15 Cyclisme.
Le Tour de France. 3e étape :
Wasquehal-
Nogent-sur-Oise (195 km)
(135 min). 8901888
17.30 Véro Club.
18.45 Qui est qui ? Jeu.
19.20 Les Enfants de la télé
en vacances.
Avec Yvan Le Boulch, Bruno
Solé, Vanessa Demouy,
Mimi Agnès.
19.50 et 20.45 Météo.
A cheval, Météo.

20.55

LE PETIT PRINCE
A DIT
Film de Christophe Pascal avec Richard
Berry, Armand.
(1992, 105 min). 9025002
Un miracle de vérité
psychologique, de sensibilité, de
tendresse, d'intimité et d'écriture
cinématographique.

22.50

VINGT ANS À...
ATHÈNES
Documentaire de Michel Hancourt
(95 min). 9029043
Troisième volet consacré, après
ceux de Madrid et de Sydney, à
la jeunesse de la capitale
grecque en quête de son identité.
23.45 Journal, Météo.
0.10 Tabort. Série. Terre de sang.
Des enfants viennent de
découvrir des vêtements
appartenant à un homme
disparu il y a deux ans.

23.50

Velvet Jungle Sessions.
Cher. Madril.
France
Supervision
20.30 Journal (rse).
Film de
Pierre Granier-Deferre
(1992, 95 min). 78834783
22.05 Concert : S.O.N.E.M.C.
Compilés au Festival du
Val-de-Marne (60 min).
23.05 Captain Café.
Indies : tout
et les innocents.
Ciné Cinéma
20.30 The Cowboy
and the Blonde
Film de Ray McCarey
(1941, N, v.o., 65 min)
9307686
21.35 Gang War
(la vie) Film
de Gene Fowler Jr
(1958, N, v.o., 75 min)
14948551

France 3

12.35 Journal.
13.05 Keno.
13.10 La Boîte à mémoire.
A Munster. Invités :
Catherine Lacan, Michel
Muller, Bernard Menes.
13.40 Questions pour
un champion. Jeu.
14.40 France. Série.
15.30 Ranch L. Série.
16.20 40° à l'ombre.
En direct de Bénodet.
Invités : Clémentine Célarié,
Etienne.
18.20 Questions pour
un champion. Jeu.
18.55 Le 19-20
de l'information.
19.08 Journal régional.
20.05 Et si la chanson.
20.35 Tout le sport.
20.38 Cyclisme.
Le Journal du Tour.

20.55

RIRE EN COULISSES
Divertissement présenté par Georges
Beller et Patrick Adler.
Droites de couples (95 min). 1218918
Première d'une série de quatre
émissions diffusées pendant le
mois de juillet et ayant pour
thème l'humour.
22.30 Journal, Météo.

23.00

MEURTRE
AU COLLÈGE
Police de William Wlad, avec Dona
Reed, Larry Wilcox (92 min). 6908378
La directrice d'une école pour
jeunes filles applique, même
pendant l'été, une discipline de
fer. L'une de ses élèves est
assassinée. Le policier chargé de
l'enquête se heurte à cette
femme qui est décidée à
préserver la réputation de son
établissement.
0.35 Sékanne (rediff.). 0.50 Les Incon-
gruïtés. Jazz et mélancolie. Série.
Un trébuchet chargé d'écraser le mé-
chant prohibé dans des nœuds de soie se
retrouve perdu par sa passion, le jazz.

23.50

Antoine
et Antoinette
Film de Jacques Becker
(1947, N, 90 min) 9418840
Ciné Cinéma
20.30 L'Arbre, le Meuble
et la Méditerranée
Film d'Eric Rohmer
(1995, 105 min) 4944570
22.15 ALLES SOULEVÉS DU BUL (rediff.).
Film de Bob Rafelson
(1969, v.o., 135 min) 25129734
0.30 La Bande des quatre
Film de Peter Yates
(1973, 100 min) 48851715
Série Club
20.20 L'Étalon noir.
L'effacement.
20.45 et 23.45 Winstanley
le mescalero.
De sable et de sang.
21.30 Madonna et ses fils.
22.30 La Famille Addams.

La Cinquième

12.30 Les Chercheurs d'aventures. (2x6). 13.00 La
Vie en plus. 13.30 Evasoro. 14.30 Les Couilles
de la création. Quelqu'un de l'intérieur, avec Francis
Cabrel. 15.40 Chasseurs de trésors. (2x10). 16.30 A.C.
17.00 Les Grands Détectives.
Série. Un rendez-vous dans les ténèbres de
Jacques Hénin (60 min). 88209
18.00 La France aux mille villages. 18.30 Le Monde
des animaux.
Arte
19.00 Collection Hollywood 1950.
Court métrage (1451). L'homme qui changeait
la ferraille en or, de Roy Kellino avec Lon Chaney
jr (24 min). 8989
19.30 7/12. L'antenne, la fin du silence ? (30 min).
20.00 Archimède. Les cigales : l'écoulement du
sable ; l'histoire de la Méditerranée ; la grotte
Chavet ; le chœur coloré du plateau ;
bibliographie (30 min). 8783
20.30 8/12 Journal.

20.45

LA VIE EN FACE :
OSKAR ET JACK
Documentaire de Frauke Sandig
(60 min). 3768208
En 1972, deux frères jumeaux nés en 1993 se
retrouvent quarante-cinq ans après leur
séparation. L'un a grandi auprès de sa mère dans
l'Allemagne nationale-socialiste, l'autre auprès de
son père, juif orthodoxe.

21.45

SOIRÉE THÉMATIQUE :
LE RETOUR DES VIRUS
Documentaire de Hervé Martin Delpeyron
et Denis Chagary.
21.45 Chasseurs de virus.
Documentaire de Denis Chagary
(52 min). 10889483
22.40 10-10-Vidéo du mal.
Documentaire de Hugues Darmois et Helmut
Caden (26 min). 744280
23.05 La Maladie de Hambourg
Film de Peter Fleischmann avec Helmut Griem,
Fernando Arrabal
(1979, v.o., 117 min). 9510227
1.00 Brights. Vidéo de Dagnan Jodoff, d'après la nouvelle
d'Adalbert Stöber (N, v.o., rediff., 30 min). 2.30 Collection
Hollywood 1950. Court métrage (751). Le collier de perles
(25 min).

23.50

Antoine
et Antoinette
Film de Jacques Becker
(1947, N, 90 min) 9418840
Ciné Cinéma
20.30 L'Arbre, le Meuble
et la Méditerranée
Film d'Eric Rohmer
(1995, 105 min) 4944570
22.15 ALLES SOULEVÉS DU BUL (rediff.).
Film de Bob Rafelson
(1969, v.o., 135 min) 25129734
0.30 La Bande des quatre
Film de Peter Yates
(1973, 100 min) 48851715
Série Club
20.20 L'Étalon noir.
L'effacement.
20.45 et 23.45 Winstanley
le mescalero.
De sable et de sang.
21.30 Madonna et ses fils.
22.30 La Famille Addams.

M 6

12.25 Docteur Qinton.
femme médecin. (1x2).
13.25 Mon fils est innocent
Téléfilm de S. R. Shevelson
(94 min). 8910385
La police procède à
l'arrestation d'un
criminologue qui répond au
même prénom que
l'assassin d'un dentiste.
15.00 Drôles de dames. Série.
16.50 Elit Machine. Variétés.
17.00 Indaba. Série.
17.50 Studio Sud. Série.
18.00 Les Anges de la ville.
Le Meurtre. Série.
19.00 Canards enchaînés. Série.
d'information.
20.00 Notre belle famille.
M. Chips. Série.
20.35 1712 à pleine tubes.
Magazine. Les cinq plus
préférés des français.

20.45

LOIS ET CLARK,
LES NOUVELLES
AVENTURES
DE SUPERMAN
Série avec Tom Welling.
Un épisode catastrophe (30 min).
Comme le monde est petit (35 min).
8901008

22.40

LA FEMME BLESSÉE
Téléfilm de Laurent Joussou, avec
Tom Conti (104 min). 1011378
Dans un avion, une femme se
remémore son enfance pendant
laquelle elle eut à subir des
séances de la part de son
beau-père. Souffrant de graves
troubles psychologiques qui la
font abandonner une fille de
cruauté de la maltraitance, elle
s'envole vers la cause de tous ses
maux qu'elle a décidé d'éliminer.
0.30 Les documents
de Zone interdite
(rediff.).
2.00 Best of 100% français. 3.55 Turbo.
4.35 La Signe de la chanson française.
Juliette Gréco (55 min).

23.00 et 1.00 Wolff, police criminelle.

Canal Jimmy

20.00 Friends.
20.20 Jimmy Sommetrou.
21.25 Le Salaire de la sueur.
22.20 Chronique de la route.
22.25 Earth Two. Morganite.
23.05 Angela, quinze ans.
23.55 The Muppet Show.
Invité : Shirley Bassey.
Eurosport
15.00 Tennis.
En direct. International
d'Angleterre à Wimbledon
(150 min). 2323314
17.30 et 22.00 Cyclisme.
20.00 Football.
Les meilleurs moments de
l'Europe N1.
23.00 Tennis (90 min).

Les films sur les chaînes européennes

RTL 9

20.30 Les Années Vietnam. Film de Floyd Murray (1994,
105 min). Avec Denzelle Houtchouk. Chronique.
21.15 L'Affaire Domitici. Film de Claude Bernard-Aubert
(1973, 110 min). Avec Jean-Claude Dromé.
0.20 La Grande Lesigne. Film de Jean-Pierre Mocky (1964,
95 min). Avec Bourvil. Comédie.
1.30 Histoire de chantage. Film de Gilles Grangier (1946, N,
85 min). Avec Lino Ventura. Mystère.
TMC
20.35 Cinéma. Film de Byron Haskin (1962,
85 min). Avec Gary Williams. Aventure.
TSR
20.35 Un privé en escarpement. Film de Jeff Kanew (1991,
90 min). Avec Kathleen Turner. Policier.

Radio

France-Culture
19.39 Perspectives
scientifiques.
Les Herbiers du Muséum (2).
20.00 Le Rythme et la Raison.
George Sand et Marie
d'Agoult. Épisode d'une
amitié (2).
20.30 Archipel science.
21.32 Hommage
à Francis Bacon.
Par Pierre Decamps.
22.40 Nuits magiques.
Les Comtes de la route, ou les
Aventures d'Armand.
Olivier et Marie-Hélène.
0.05 Du jour au lendemain. Pierre
Lafont (Paris, section urbaine). 0.50
Coda. Four Sherry (Wien (2). 1.50 Les
Nuits de France-Culture (rediff.). La
famille à travers les âges (3). 1.59
Lewis Carroll, maître d'école
buissonnière (3). 4.44, Henry James (Le
Récit d'un événement). 4.59,
Grand angle : La baladeur. 5.34, Le
cinéma japonais : 6.45, Musique de la
liberté : 7.45.

France-Musique

19.05 L'Est des festivals.
En direct. Les échos des
festivals de France-Musique, à
Paris.
19.30 France-Musique l'été.
20.00 Concert.
Festival d'été Euroville.
Symphonie 1996. Donné en
direct du Städtische Musikschule,
Vienne, par l'Orchestre de
chambre d'Europe, dir.
Nicolaus Harnoncourt.
Œuvres de Haydn : Œuvres de
Mozart.
22.20 Concert.
Les Slaves. Donné le 30 mars,
au Conservatoire d'art
dramatique, par Anatoli
Ugorski, piano : Œuvres de
Schubert.

Radio-Classique

20.40 Les Soirées
de Radio-Classique.
Concert enregistré le 14 mai
1995, au Théâtre du Châtelet,
par le Quatuor Meles.
Quatuor n° 4 de Léopold de
Haydn. Quatuor n° 709,
de Schubert ; Quatuor
Debussy.
22.30 Les Soirées... (suite). Œuvres
de Scarlatti, Purcell, Bach. 0.05
Les Nuits de Radio-Classique.

Les programmes complets de radio, de télévision et de câble sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ■ Signalé dans « Le Monde » ■ On peut voir ■ Ne pas manquer ■ Chef-d'œuvre ou classique ♦ Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants.

Handwritten notes and signatures at the top left of the page.

Handwritten text in a box at the top center.

ites de la réorganisation nce-Inter

Le groupe audiovisuel de communication Perre...
Le groupe audiovisuel de communication Perre...
Le groupe audiovisuel de communication Perre...

Ernest Hemingway, la mort aux trousses

Le géant de la littérature américaine resurgit à travers plusieurs émissions.
Ne pas manquer, sur France 3, le portrait réalisé pour « Un siècle d'écrivains »



PAR UN SINGULIER hasard, il est beaucoup question d'Ernest Hemingway en ce début d'été sur le petit écran. Dimanche 30 juin, France 3 diffusait l'adaptation de son premier roman, *Le soleil se lève aussi* (publié en 1926), un long téléfilm de James Goldstone. Sombre récit - derrière la frénésie de jouissances du Paris de l'après-guerre - du désarroi radical de cette « génération perdue », sacrifiée, physiquement ou moralement, dans la grande boucherie de 14-18.

été l'auteur adulé de *L'Adieu aux armes* (1929) et du *Vieil Homme et la Mer* (1952), méprisé pour *En avoir pas* (1937) et surtout pour *Au-delà du fleuve et sous les arbres* (1950); pourtant l'un de ses plus beaux récits, trop énigmatique, sans doute, pour des critiques et un public en mal de littérature explicite.

siège de Mort dans l'après-midi à travers un documentaire espagnol de Jesus Fernandez Santos, où l'assassinat de la fête est à l'essai prétexte à l'ultime confrontation. Mort omniprésente, tracée en état de jalousie désavouée; comme une nécessité aiguë de sans cesse l'« éprouver » pour mieux la dominer.

Impasse

par Agathe Logez

IL NEIGE de la neige carbonique sur le vieux port de Bastia. Les volutes flambent, les pompiers s'affairent, le Samu est à l'œuvre, les blessés allongés sur des civières. Un nuage de fumée noire lèche les hautes façades, ocre et roses, de ce petit port de carte postale, où paradent d'ordinaire les garçons bronzés, leur chaîne d'or au cou, quand ils croisent les jolies filles. Les vitres des mangeoires à touristes sont pulvérisées. Et dans le regard de ceux qui sont là, et notamment dans celui du maire Emile Zuccarelli qui erre comme une âme en peine, se lit sans peine la désolation.

Canal - Radio France-Cité

12.30 A vrai dire, Magazine.
13.00 Journal, Métro.
13.35 Journal, Métro.
14.00 Les Feux de l'amour.
14.30 Piège infernal.
14.45 Club Dorothée.
15.10 Des copains en or.
15.30 Journal, Métro.
16.15 Club Dorothée.
16.45 Des copains en or.
17.10 Des copains en or.
17.30 Journal, Métro.
18.15 Club Dorothée.
18.45 Des copains en or.
19.10 Des copains en or.
19.30 Journal, Métro.
20.00 Journal, Métro.

TF 1

12.30 A vrai dire, Magazine.
13.00 Journal, Métro.
13.35 Journal, Métro.
14.00 Les Feux de l'amour.
14.30 Piège infernal.
14.45 Club Dorothée.
15.10 Des copains en or.
15.30 Journal, Métro.
16.15 Club Dorothée.
16.45 Des copains en or.
17.10 Des copains en or.
17.30 Journal, Métro.
18.15 Club Dorothée.
18.45 Des copains en or.
19.10 Des copains en or.
19.30 Journal, Métro.
20.00 Journal, Métro.

France 2

12.30 A vrai dire, Magazine.
13.00 Journal, Métro.
13.35 Journal, Métro.
14.00 Les Feux de l'amour.
14.30 Piège infernal.
14.45 Club Dorothée.
15.10 Des copains en or.
15.30 Journal, Métro.
16.15 Club Dorothée.
16.45 Des copains en or.
17.10 Des copains en or.
17.30 Journal, Métro.
18.15 Club Dorothée.
18.45 Des copains en or.
19.10 Des copains en or.
19.30 Journal, Métro.
20.00 Journal, Métro.

France 3

12.30 A vrai dire, Magazine.
13.00 Journal, Métro.
13.35 Journal, Métro.
14.00 Les Feux de l'amour.
14.30 Piège infernal.
14.45 Club Dorothée.
15.10 Des copains en or.
15.30 Journal, Métro.
16.15 Club Dorothée.
16.45 Des copains en or.
17.10 Des copains en or.
17.30 Journal, Métro.
18.15 Club Dorothée.
18.45 Des copains en or.
19.10 Des copains en or.
19.30 Journal, Métro.
20.00 Journal, Métro.

La Cinquième

12.30 A vrai dire, Magazine.
13.00 Journal, Métro.
13.35 Journal, Métro.
14.00 Les Feux de l'amour.
14.30 Piège infernal.
14.45 Club Dorothée.
15.10 Des copains en or.
15.30 Journal, Métro.
16.15 Club Dorothée.
16.45 Des copains en or.
17.10 Des copains en or.
17.30 Journal, Métro.
18.15 Club Dorothée.
18.45 Des copains en or.
19.10 Des copains en or.
19.30 Journal, Métro.
20.00 Journal, Métro.

France 4

12.30 A vrai dire, Magazine.
13.00 Journal, Métro.
13.35 Journal, Métro.
14.00 Les Feux de l'amour.
14.30 Piège infernal.
14.45 Club Dorothée.
15.10 Des copains en or.
15.30 Journal, Métro.
16.15 Club Dorothée.
16.45 Des copains en or.
17.10 Des copains en or.
17.30 Journal, Métro.
18.15 Club Dorothée.
18.45 Des copains en or.
19.10 Des copains en or.
19.30 Journal, Métro.
20.00 Journal, Métro.

France 5

12.30 A vrai dire, Magazine.
13.00 Journal, Métro.
13.35 Journal, Métro.
14.00 Les Feux de l'amour.
14.30 Piège infernal.
14.45 Club Dorothée.
15.10 Des copains en or.
15.30 Journal, Métro.
16.15 Club Dorothée.
16.45 Des copains en or.
17.10 Des copains en or.
17.30 Journal, Métro.
18.15 Club Dorothée.
18.45 Des copains en or.
19.10 Des copains en or.
19.30 Journal, Métro.
20.00 Journal, Métro.

France 6

12.30 A vrai dire, Magazine.
13.00 Journal, Métro.
13.35 Journal, Métro.
14.00 Les Feux de l'amour.
14.30 Piège infernal.
14.45 Club Dorothée.
15.10 Des copains en or.
15.30 Journal, Métro.
16.15 Club Dorothée.
16.45 Des copains en or.
17.10 Des copains en or.
17.30 Journal, Métro.
18.15 Club Dorothée.
18.45 Des copains en or.
19.10 Des copains en or.
19.30 Journal, Métro.
20.00 Journal, Métro.

France 7

12.30 A vrai dire, Magazine.
13.00 Journal, Métro.
13.35 Journal, Métro.
14.00 Les Feux de l'amour.
14.30 Piège infernal.
14.45 Club Dorothée.
15.10 Des copains en or.
15.30 Journal, Métro.
16.15 Club Dorothée.
16.45 Des copains en or.
17.10 Des copains en or.
17.30 Journal, Métro.
18.15 Club Dorothée.
18.45 Des copains en or.
19.10 Des copains en or.
19.30 Journal, Métro.
20.00 Journal, Métro.

France 8

12.30 A vrai dire, Magazine.
13.00 Journal, Métro.
13.35 Journal, Métro.
14.00 Les Feux de l'amour.
14.30 Piège infernal.
14.45 Club Dorothée.
15.10 Des copains en or.
15.30 Journal, Métro.
16.15 Club Dorothée.
16.45 Des copains en or.
17.10 Des copains en or.
17.30 Journal, Métro.
18.15 Club Dorothée.
18.45 Des copains en or.
19.10 Des copains en or.
19.30 Journal, Métro.
20.00 Journal, Métro.

France 9

12.30 A vrai dire, Magazine.
13.00 Journal, Métro.
13.35 Journal, Métro.
14.00 Les Feux de l'amour.
14.30 Piège infernal.
14.45 Club Dorothée.
15.10 Des copains en or.
15.30 Journal, Métro.
16.15 Club Dorothée.
16.45 Des copains en or.
17.10 Des copains en or.
17.30 Journal, Métro.
18.15 Club Dorothée.
18.45 Des copains en or.
19.10 Des copains en or.
19.30 Journal, Métro.
20.00 Journal, Métro.

France 10

12.30 A vrai dire, Magazine.
13.00 Journal, Métro.
13.35 Journal, Métro.
14.00 Les Feux de l'amour.
14.30 Piège infernal.
14.45 Club Dorothée.
15.10 Des copains en or.
15.30 Journal, Métro.
16.15 Club Dorothée.
16.45 Des copains en or.
17.10 Des copains en or.
17.30 Journal, Métro.
18.15 Club Dorothée.
18.45 Des copains en or.
19.10 Des copains en or.
19.30 Journal, Métro.
20.00 Journal, Métro.

France 11

12.30 A vrai dire, Magazine.
13.00 Journal, Métro.
13.35 Journal, Métro.
14.00 Les Feux de l'amour.
14.30 Piège infernal.
14.45 Club Dorothée.
15.10 Des copains en or.
15.30 Journal, Métro.
16.15 Club Dorothée.
16.45 Des copains en or.
17.10 Des copains en or.
17.30 Journal, Métro.
18.15 Club Dorothée.
18.45 Des copains en or.
19.10 Des copains en or.
19.30 Journal, Métro.
20.00 Journal, Métro.

Avis favorable à la poursuite de l'exploitation de Superphénix

La commission Castaing approuve le programme de recherche

SUPERPHÉNIIX, le réacteur sur-générateur prototype de 1 200 mégawatts entré en service sur une rive du Rhône en 1985, à une cinquantaine de kilomètres en amont de Lyon, peut-il continuer à fonctionner ? Pour la commission scientifique chargée d'évaluer les capacités de cette centrale comme outil de recherche, la réponse est oui. Dans le rapport remis à la fin du mois de juin aux autorités et rendu public mardi 2 juillet, la commission, présidée par Raymond Castaing, membre de l'Académie des sciences, considère « comme légitime le désir de tirer tous les enseignements possibles des investissements considérables, im-

meu industriel ; évaluer le fonctionnement de ce type de réacteur en consommateur net de plutonium ; étudier ses possibilités de destruction des déchets à vie longue ».

Sur le premier volet de ce programme d'acquisition des connaissances (PAC-1), la commission estime que « compte tenu des dépenses passées et irréversibles [le coût d'exploitation annuel de Superphénix est d'environ 1 milliard de francs], les connaissances visées par ce PAC-1 peuvent effectivement, sauf indisponibilité chronique qui remettrait en cause l'ensemble du programme, être acquises à coût marginal ». Mais avertit-elle, il faut que « les connaissances recherchées ne limitent pas leur objectif à la qualification de ce réacteur particulier, et qu'elles aient, dans toute la mesure du possible, une portée plus générale ».

Démission du physicien Raymond Sené

Le physicien Raymond Sené, chercheur au Collège de France, a marqué son désaccord envers les conclusions du rapport Castaing en démissionnant de la commission scientifique (*Le Monde* du 6 juin). Dans une lettre publiée en annexe du rapport, il affirme que « le maintien en fonctionnement de Superphénix n'apportera d'enseignements que pour lui-même », car il sera « une réaction sans suite ». Pour l'incinération, note-t-il, « ce n'est pas l'irradiation (...) de quelques kilogrammes d'américium qui apporteront des réponses en matière de physique fondamentale ». En ce qui concerne les nouvelles filières nucléaires, « des votes de recherches sélectives semblent se dessiner », en particulier avec le projet d'un réacteur thorium-plomb proposé par le prix Nobel de physique Carlo Rubbia. « Ce n'est pas la première fois qu'un développement se fourvoie. Il faut du courage et du réalisme pour le stopper », ajoute-t-il, en concluant que, « à la question : "Superphénix peut-il satisfaire au programme d'acquisition de connaissances ?" (...) la réponse est clairement non ».

lectuels et financiers qui ont déjà été consentis pour la réalisation de Superphénix ».

Cette installation, dont la construction fut décidée en 1974, a connu nombre d'incidents de gravité diverse et n'a redémarré que récemment. Elle a coûté quelque 50 milliards de francs et n'a reçu en juillet 1994 une nouvelle autorisation de fonctionner qu'à la condition expresse que son exploitation privilégie la sûreté et l'acquisition des connaissances. A cet effet, rappelle la commission, « trois objectifs ont été assignés à l'exploitation : démontrer la capacité d'un réacteur à neutrons rapides à produire de l'électricité à un ni-

veau industriel ; évaluer le fonctionnement de ce type de réacteur en consommateur net de plutonium ; étudier ses possibilités de destruction des déchets à vie longue ».

Sur le deuxième volet (PAC-2), relatif à l'incinération du plutonium, un élément à vie très longue engendré par les réactions nucléaires, la commission note que « tant que l'uranium enrichi reste économiquement accessible, une gestion du plutonium visant à éviter (...) son accumulation sur étagère (...) peut s'appuyer sur divers scénarios ne faisant intervenir que des réacteurs à eau ».

Dans ces conditions, la disponibilité de réacteurs à neutrons rapides comme Superphénix, capable de surproduire ou au contraire de brûler en quantité du plutonium, « n'aurait de véritable utilité économique » qu'en cas de « poursuite, voire développement, du nucléaire actuel » ou de « renoncement à tout programme nucléaire ».

Pour le troisième et dernier volet de recherche (PAC-3) portant sur les capacités des réacteurs à neutrons rapides à détruire ces sous-produits gênants des réactions nucléaires comme le neptunium, l'américium et le curium, la commission regrette la malgère du programme prévu pour Superphénix. « Ce programme, souligne-t-elle, se borne, à peu de choses près, à l'étude de l'incinération du neptunium ». Les rapporteurs estiment que PAC-3 ne prendrait vraiment d'intérêt que si « un effort prioritaire était porté sur des essais d'incinération visant à détruire l'américium, source du neptunium » à plus de 90 % en une seule incinération prolongée ».

La commission recommande en outre la création d'un conseil scientifique « chargé d'examiner l'activité scientifique menée à Superphénix » et de « donner un avis sur les programmes proposés et sur les expériences réalisées ».

Jean-François Augereau

Demain, un « spécial » Avignon

EN 1947, en compagnie d'une troupe d'acteurs où devait se régénérer l'art du jeu dans le corps et la voix de Gérard Philipe, Jean Vilar crée le Festival d'Avignon. Ce rendez-vous pionnier de la création scénique internationale fête donc, du 9 juillet au 3 août, son cinquantième anniversaire. Pour l'occasion, *Le Monde* propose, dans ses éditions du 3 juillet (daté 4), un supplément spécial de seize pages. Du 10 au 31 juillet, *Le Monde* publiera chaque jour des portraits, des critiques, des chroniques - les principaux seront illustrés par deux photographies originales de Xavier Garry. Comme chaque année, *Le Monde* recevra ses lecteurs dans un espace créé pour eux au Cloître Saint-Louis. Là, ils pourront discuter chaque jour avec les principaux artistes à l'affiche et découvrir le site Internet que le journal a décidé d'ouvrir pendant toute la durée du festival.

BOURSE

TOUTE LA BOURSE EN DIRECT 3615 LE MONDE

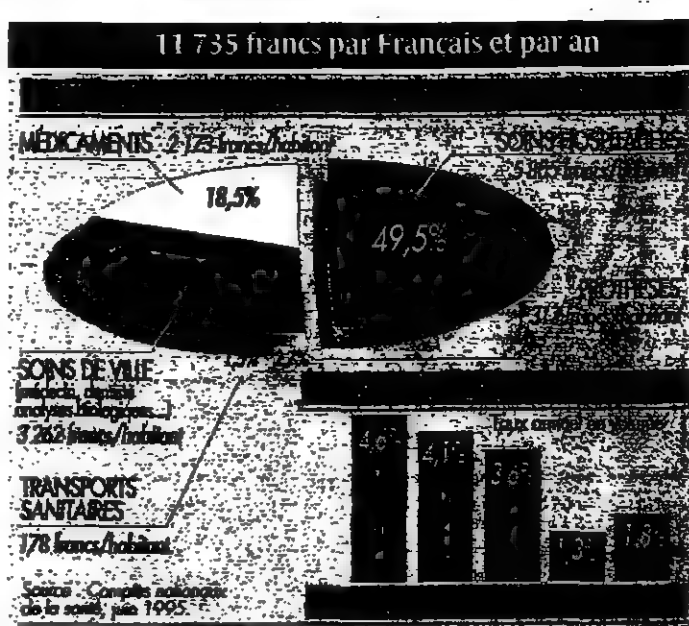
Cours relevés le mardi 2 juillet, à 10 h 15 (Paris)

PERMETTANT DES PLACES ASIATIQUES	TOUJOURS EN DIRECT	3615 LE MONDE
Tokyo Nikkei	22695,50	-0,33 +13,02
Hong Kong Index	11002,60	-0,17 +10,04
Tokyo Nikkei sur 3 mois		
Paris CAC 40	2118,75	-0,23 +13,18
London FT 100	3714,80	+0,10 +0,69
Zurich		+16,83
Nisan MIB 30		+19,26
Francfort Dax 30	2545,42	+0,16 +13,62
Bruelles		+12,42
Suisse SMI		-2,27
Madrid Iboex 35		+16,62
Amsterdam CDS		+18,51

Tirage de *Le Monde* daté mardi 2 juillet 1996 : 457 907 exemplaires

Jacques Barrot met en garde les médecins contre la nouvelle dérive des dépenses de santé

Chaque Français a consommé près de 12 000 francs pour se soigner en 1995



LA RÉFORME de l'assurance-maladie n'a pas encore eu de retombées concrètes, les dépenses de santé continuent de progresser à un rythme soutenu, les médecins menacent la majorité de représailles politiques en 1998, la CFTD hausse le ton et le ministre du travail et des affaires sociales, Jacques Barrot, manifeste des signes d'impatience de plus en plus évidents : à deux semaines du renouvellement du conseil d'administration de la Caisse nationale d'assurance-maladie des travailleurs salariés (CNAMTS), prévu le 16 juillet, le dossier de la Sécurité sociale embarrasse toujours le gouvernement, sans que des solutions claires se dessinent.

Une nouvelle alerte est venue avec la publication, samedi 29 juin, des statistiques mensuelles de la CNAMTS. Elles révèlent une progression de 0,6 % de ses dépenses en mai, surtout imputable à la forte augmentation des remboursements d'honoraires (+1,3 %) et des prescriptions (+1,5 %), alors que celui de l'hospitalisation publique est resté stable. Les dépenses sont en progression de 4,7 % en glissement annuel sur trois mois, confirmant que la tendance reste mal orientée. Le respect de l'objectif du gouvernement (+2,1 % en 1996) « exige un très rigoureux effort de l'ensemble des acteurs du système de soins », concluent les experts de la Caisse.

Les comptes nationaux de la santé, publiés lundi 1^{er} juillet par le ministère des affaires sociales, confirment que 1995 a marqué une reprise de la consommation médicale (+1,8 % en volume) après une année 1994 plus modérée (+1,3 %). Au total, les dépenses engagées par les caisses, les mutuelles, les ménages et l'Etat se sont élevées à

682,3 milliards de francs, soit 11 735 francs en moyenne par habitant, les dépenses de prévention non comprises. Quant à la dépense courante de santé, qui intègre ainsi les indemnités journalières, les subventions et les coûts de recherche, d'enseignement et d'administration, elle a atteint 781,7 milliards. La France est ainsi, avec l'Autriche, le pays de l'Union européenne qui consacre la plus grande part de sa richesse nationale à la santé (9,7 % du PIB en 1994).

La commission des comptes de la santé observe, par ailleurs, que la couverture de ces dépenses par la Sécurité sociale a été de 73,9 % : 89,7 % pour les soins hospitaliers ; 57,1 % pour les soins délivrés par les professionnels libéraux, un taux qui situe la France dans la catégorie des pays remboursant le plus mal

la médecine ambulatoire. Il semble, toutefois, que la couverture de l'ensemble des dépenses médicales se soit améliorée d'environ 0,4 % par rapport à 1994, les experts de la commission restant néanmoins prudents dans l'attente d'une meilleure connaissance de l'effet des dépassements d'honoraires. La part des mutuelles (6,8 %) et des assureurs (3,1 %) étant restée stable, c'est donc l'effort des ménages qui a reculé de 0,4 % (à 13,9 %).

Face au déficit persistant de la branche maladie du régime général (salariés du privé), qui devrait dépasser 32 milliards de francs en 1996, le gouvernement s'interroge sur l'attitude d'une partie du corps médical. Convaincus qu'ils ne pourront pas être sanctionnés financièrement en 1996, de nombreux médecins ont décidé de la-

ser courir le stylo sur l'ordonnance, analyse un responsable gouvernemental. Pour les syndicats médicaux tentés par la fuite en avant, il faut prouver l'efficacité du plan de réforme de la Sécurité sociale, tout en continuant à menacer la majorité de représailles.

« PRESCRIPTION ÉCONOMIQUE »

« On peut penser qu'aux législatives de 1998, ce choc affectif des médecins », qui se sont sentis trahis par Jacques Chirac et Alain Juppé, aura « un réel impact électoral », a déclaré le président de la Confédération des syndicats médicaux français, Claude Maffioli, dans le numéro de juin du mensuel *Questions de Santé* sociale.

Le ministre des affaires sociales, qui se rappelle le rôle des « tou-bis » dans l'échec de Valéry Giscard d'Estaing en 1981, n'a pourtant pas l'intention de rester l'arme au pied. « Ceux qui jouent les prolongations du labyrinthe en sont pour leurs frais », a-t-il lancé, jeudi 27 juin, à l'Assemblée nationale, prévenant que les praticiens n'auront pas de rétrocession d'honoraires en 1997 s'il n'y a pas une nette inflexion de la courbe des dépenses d'ici la fin de l'année.

M. Barrot a notamment invité les médecins à prescrire des médicaments génériques, moins chers pour l'assurance-maladie mais aussi efficaces. « La prescription la plus économique » constituant désormais pour eux « une obligation ». Cette recommandation est d'autant plus importante que l'accord-cadre Etat-industrie pharmaceutique signé en 1994, qui prévoit des baisses de prix en échange d'une baisse des volumes vendus, a été d'une médiocre efficacité.

Jean-Michel Bezat

Raid aérien israélien près de la frontière libano-syrienne

L'AVIATION ISRA�ËLIENNE a effectué, mardi matin 2 juillet, un raid contre une base palestinienne en territoire libanais, à proximité de la frontière entre le Liban et la Syrie, a indiqué la police libanaise, qui ignorait s'il avait fait des victimes. Des chasseurs bombardiers ont lancé vers 10h 30 (7h 30 GMT) quatre missiles air-sol sur une permanence de l'organisation Fatah-Infirmary du colonel palestinien pro-syrien Abou Moussa. Cette organisation, issue d'une scission avec l'OLP de Yasser Arafat, est installée dans une vallée entre Rachaya al-Foukhar et Yanta, à trois kilomètres de la frontière syrienne. Elle avait revendiqué la semaine dernière la responsabilité d'une embuscade en Cisjordanie contre une patrouille israélienne au cours de laquelle trois soldats avaient été tués et deux autres blessés. - (AFP; Reuters)

DÉPÊCHES

■ **CHÔMAGE** : l'ancien premier ministre Raymond Barre estime que « certaines dispositions, d'ordre légal ou conventionnel, constituent un frein à l'embauche lorsqu'elles déterminent des niveaux de rémunération supérieurs à la productivité du travail ou lorsqu'elles accroissent fortement le coût des ajustements ». Dans l'édition de sa lettre, *Faits et arguments*, publiée mardi 2 juillet, le député et maire (UDF) de Lyon explique que « la protection des salariés est nécessaire, mais l'exercice de protection engendre, de la part des entreprises, le refus d'embaucher, donc le chômage ».

■ **TCHÉCHÉNIE** : une bombe a explosé, mardi matin 2 juillet, devant un bureau de vote dans la capitale Grozny, faisant des blessés légers, au premier jour des opérations de vote pour le deuxième tour de l'élection présidentielle russe, selon l'agence ITAR-TASS. Fixé au mercredi 3 juillet dans l'ensemble de la Russie, le scrutin est organisé pendant deux jours en Tchétchénie pour permettre au maximum d'habitants « d'acquiescer leur devoir civique ». - (AFP)

■ **AUSTRALIE** : un groupe d'aborigènes a, lundi 1^{er} juillet, contesté par une marche sur la Cour suprême du Territoire du nord de l'Australie la loi sur l'euthanasie qui devait entrer en vigueur le même jour à Darwin. « Cette loi relève de la sorcellerie, elle va à l'encontre de la loi aborigène traditionnelle », a déclaré un participant. Dans de nombreuses communautés aborigènes, la mort est un sujet tabou, et le nom d'un défunt ne doit pas être prononcé, ni sa photo exposée, plusieurs mois après son décès. - (Reuters)

■ **MAFIA** : la police italienne a arrêté, lundi 1^{er} juillet dans la matinée, à Reggio-de-Calabre, Giorgio De Stefano, 48 ans, considéré par les autorités comme la « tête pensante » de la N'drangheta, la mafia calabraise. Giorgio De Stefano figurait sur la liste des trente personnes les plus recherchées d'Italie. Lors de son arrestation, il était caché dans une malle, elle-même dissimulée sous des couvertures. - (AFP)

■ **ARCHÉOLOGIE** : un obélisque haut de quatre mètres et recouvert d'inscriptions taillées dans la pierre vient d'être découvert dans la pyramide circulaire de Cuiculco, au sud de Mexico. Selon l'archéologue mexicain Mario Perez, il pourrait avoir 3 000 ans d'âge. Ont également été retrouvés à ses côtés trois squelettes humains, des pierres de jade et des épés de bois. Cuiculco avait été enseveli lors de l'éruption du volcan Xitle (situé à 20 km de là) vers l'an 1 000 avant J.C. - (AFP)

■ **ESPACE** : le centre de contrôle de la NASA a annoncé, samedi 29 juin, à l'équipage de la navette spatiale américaine Columbia que la mission était prolongée de vingt-quatre heures. Les sept astronautes, dont le Français Jean-Jacques Favier, devraient donc rester 17 jours dans l'espace et battre ainsi le précédent record établi, en mars 1995, par Endeavour avec 16 jours et 15 heures. Leur mission prendra fin le 7 juillet. - (AFP; Reuters)

Dans « Le Monde de l'éducation »

DANS SON NUMÉRO daté juillet-août, *Le Monde de l'éducation* publie une enquête consacrée à l'enseignement du français à l'étranger. Alain Juppé s'y inquiète de la part croissante prise par la langue anglaise dans tous les systèmes éducatifs. Il déclare notamment : « Pour la première fois dans l'histoire, l'humanité est confrontée à un risque majeur d'uniformisation ». Pour le premier ministre, « l'alternative ne réside pas dans un repli frileux mais dans l'affirmation d'une politique volontariste en faveur du pluralisme culturel et linguistique ».

Dans ce numéro spécial, illustré par Plantu, figurent également plusieurs entretiens avec le Prix Nobel de littérature Kenzaburo Oe, le philosophe Michel Serres, les écrivains Théodore Zeldin et Raphaël Confiant, ainsi que de nombreux reportages sur l'enseignement du français aux Etats-Unis, en Allemagne, en Russie, au Liban, au Sénégal, etc., et au Japon où aura lieu, du 25 au 31 août, le 9^e congrès mondial de la Fédération internationale des professeurs de français.

* En vente en kiosques, 28 F.

1ère cl. TGV
Prix Vacances
50 F de plus et
vous voyagez
en 1ère

Du 1^{er} juillet au 31 août, pour seulement 50 F de plus qu'un billet plein tarif 2^e classe, vous pouvez vous offrir la première classe pour tout voyage effectué en France dans un TGV de niveau 1 ou 3 (cette offre n'est cumulée avec aucune autre réduction).

SNCF

شكرا لكم

Le Monde de l'éducation

LECTURES
Les codes
déontologiques
page IV

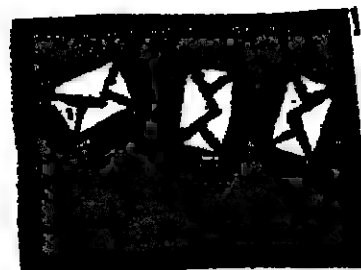


TRIBUNE
par Bernard Enjolras
page III

Le Monde des INITIATIVES

MERCREDI 3 JUILLET 1996

EMPLOI



DANS
INITIATIVES
EMPLOI
DU 10 JUILLET
Salariés
sous surveillance

ANNONCES CLASSÉES
de la page V à la page XII



Des groupes
se mobilisent
contre la fatalité
et apportent
la démonstration
que l'emploi
peut se développer
en zone rurale

Travailler à la campagne

RESTER au pays pour y vivre et travailler. Au début des années 70, le slogan fleurissait bon son retour à la campagne, les communautés et les utopies nées entre le Quartier latin et le Larzac. Dix ans plus tard, il sentait encore le soufre, l'économie alternative et l'auto-gestion chère à la CFDT, qui plaçait les murs de cette revendication quand les sidérurgistes affirmaient haut et fort qu'ils ne voulaient pas quitter la Lorraine.

Si ces origines ont parfois été oubliées - bien que, par exemple, la réhabilitation du cabécou doive beaucoup aux « beatniks » qui ont su promouvoir ce fromage de chèvre -, tout le mouvement qui se développe aujourd'hui dans les zones rurales s'inspire énormément de ces premières tentatives, sans toujours le reconnaître. Par

ailleurs, les expériences qui sont actuellement menées ne sont pas regardées avec la commisération d'un tantinet méprisante de l'époque. Elles sont devenues crédibles et méritent, dans bien des cas, l'intérêt circonstancié des spécialistes.

Entre-temps, ce qu'il est convenu d'appeler la crise a contraint chacun à faire fi de tout bois et, donc, de trouver une réponse au problème de l'emploi. Tant et si bien que la moindre solution ou la plus petite tentative mérite désormais attention et qu'on lui accorde de nouvelles vertus. Ici, ce sera l'aménagement du territoire, à un moment où la désertification s'accroît avec la baisse de la population agricole. Là, tout aussi logiquement, on fera observer qu'il est admettent préférable de continuer à vivre à la campagne, inséré et heureux, plutôt que de venir grossir les rangs des chômeurs de la ville, voire des banlieues. Après le rêve, le réalisme commande le pragmatisme dans l'estimation, qui ne se limite pas à la seule défense de l'agriculture.

Dès lors, il est intéressant de constater que des organisations et des groupes - des collectifs - agissent dans ce sens et qu'ils sont à la fois de plus en plus nombreux et de mieux en mieux compris. Notamment le Mouvement rural de la jeunesse chrétienne (MRJC), digne successeur de la célèbre JAC (Jeunesse agricole chrétienne), qui se réunit en ce début de juillet à Marvejols, en Lozère, et qui ne cesse de se battre pour maintenir l'activité en zone rurale. En militants acharnés, ses membres cherchent tous les moyens susceptibles de lutter contre l'inevitable et échauffement des postes économiquement viables. Ainsi, dans la Creuse, ils aideront une pauvre ferme à revivre en soutenant de nouvelles productions faisant appel à des ressources inexploitées, le jus de pomme, la framboise ou les baies de sureau.

Aucune hypothèse n'est limitative. La Fédération FGA-CFDT de l'agroalimentaire (FGA-CFDT), entre autres, s'est fait une spécialité d'innovations sociales qui doivent permettre à des jeunes, à des femmes et à des salariés de continuer à vivre dans leur environnement, pourvu qu'on veuille bien réfléchir et bousculer les habitudes. Par le biais d'accords signés dans des entreprises du secteur agroalimentaire, ces syndicats œuvrent en faveur de la préretraite progressive, la diminution du temps de travail ou le temps partiel dans le dessein d'augmenter les emplois. Avec des associations locales, ils ont mis en place des structures de formation agricole ou, afin de combattre l'isolement, ont re-

cours à des outils tels que le Minitel pour organiser des Bourses d'emploi spécialisées. Ils ne sont pas les seuls à comprendre l'avantage de la mobilisation. Des en-

donc de produits du terroir. La présence d'une fromagerie participe, à son niveau, au développement. Elle renforce les chances touristiques parce que le lieu demeure vivant et attractif. Et ainsi de suite, les points d'application étant innombrables. Par exemple, une société de capital-risque implantée dans les Alpes-de-Haute-Provence soutient des créations d'activité qui revigorent des endroits perdus, que ce soit en aidant à la naissance d'une société d'eau de source ou en participant au montage d'une petite entreprise d'édition. Avec le télétravail et les techniques modernes d'information, la localisation dans un village oublié ne peut rester longtemps un handicap réel.

Au bout du compte, il apparaît clairement que des lieux ignorés disposent d'atouts considérables, pour peu qu'on les entretienne. Aucune fatalité n'interdit qu'on y joue sa partie avec les bonnes cartes. La mobilisation des élus et de la population sur des projets précis et bien choisis peut favoriser l'essor. Ainsi à Thury-Harcourt, dans la Suisse normande, où trente-deux communes se sont associées pour financer un centre aquatique qui a créé sept emplois et ajoute au plaisir de fréquenter la région. Ainsi dans le pays de Vitré, en Bretagne, qui s'enorgueillit d'un taux de chômage en baisse, inférieur à la moyenne nationale (6,9 % contre 12,3 %). En dépit de sa ruralité, ce bassin d'emploi multiplie les performances.

Alain Lebaube

- ▼ Valoriser le lait de brebis pour relancer l'activité et assurer des débouchés par Lucille Van Eckhout
- ▼ Framboisiers, pomme et sureaux de la Creuse par Marie-Claude Bédier
- ▼ Solidarité antichômage au pays de Vitré par Marie-Béatrice Baudet
- ▼ 32 communes créent un centre aquatique en Suisse normande par Nathalie Mekou
- ▼ Une société de capital-risque investit dans des zones dépeuplées par Martine Laroche
- ▼ Une Bourse d'emplois agricoles voit le jour en Bretagne par Philippe Baverel

Lire pages 8 et 11

trepreneurs en zone rurale, qu'ils aient des liens directs ou pas avec l'agriculture, ont saisi qu'il fallait soutenir le tissu local, riche de potentialités, d'histoire, de culture et

Talents & Expertises

Banque & Finance, Assurance, Industrie



Rejoignez-nous en rubrique
Audit/Conseil

Price Waterhouse Management Consultants



UNIVERSITÉ PARIS 7 - DENIS DIDEROT

LES SCIENCES ÉCONOMIQUES
À PARIS-7 JUSSIEU

DEUG MASS option Sciences Économiques
Licence et Maîtrise de Science Économiques
Économie du travail et de l'emploi
Construction Européenne
Effectifs restreints et séminaires de méthode
Choix d'orientation professionnelle
(stage en entreprise) ou théorique (mémoire)
Responsables : Michel Beaud, Bernard Chavance,
Marie José Voisin.

DEA de Sciences Économiques :
"Régimes monétaires, travail et systèmes d'emploi
dans la dimension européenne et mondiale."
Responsable : Hugues Bertrand.

Retrait des dossiers jusqu'au 24 Septembre,
dépôt jusqu'au 30 Septembre 1996.

Département d'Économie.
Université Paris 7 - Denis Diderot
Tour 34, Couloir 24-34, 3^e étage, Salle 22.
2, Place Jussieu, 75251 PARIS Cedex 05
Tél. 44.27.52.85

Framboisiers, pommiers et sureaux de la Creuse

Un mouvement de jeunesse s'efforce de relancer des productions disparues

profil est un peu surdimensionné, reconnaît-il. Mais dès le début il a été essentiel que nous soyons très professionnels dans l'organisation de notre production. Dans ce sens, les diverses compétences de Paule et son réseau relationnel nous sont précieux. »

Il arrive en effet à Paule Fimiel d'appeler d'anciens collaborateurs et fournisseurs pour se faire conseiller. « Les gens sont prêts à nous aider », assure-t-elle, elle-même n'ayant pas hésité à rejoindre les Bergers du Larzac, séduite par le caractère « polyvalent et concret » de l'emploi qui lui était proposé.



Aujourd'hui la coopérative associe onze exploitants. Sa création a même permis à un jeune de s'installer. Et si elle compte actuellement trois salariés, le développement de son activité nécessitera rapidement l'embauche de trois autres personnes pour s'occuper du conditionnement, de l'emballage, assurer le secrétariat et la facturation.

André Parenté est convaincu que l'espace rural est porteur de véritables perspectives de développement.

Laetitia Van Eeckhout

Parenti, créateur de la coopérative, pour ambitieuse qu'elle soit, cette stratégie commerciale est basée sur des débouchés suffisants aux producteurs locaux de lait de brebis. « Le lait produit sur les Causses est généralement destiné aux seules fromageries de Roquefort. Mais que le prix moyen du lait collecté baisse et que les volumes de production autorisés plafonnent, la marge de profit pour les éleveurs se fait de plus en plus étroite », explique André Parenti, qui connaît bien le

à notre entourage, aux salariés et aux artisans qui ont travaillé pour nous, pour constituer des fonds propres à hauteur de 1,1 million de francs et gagner la confiance des banquiers réticents à notre projet.

André Parenti s'est donné des moyens à la hauteur de ses ambitions. Il a recruté Paul Fliel, ingénieur en agroalimentaire qui a notamment travaillé au sein du service recherches et développement d'une filiale lyonnaise du groupe Bonemal. « Aujourd'hui ce

Pour André Parent, travailler en réseau est un des gages de réussite de l'entreprise dans le monde rural. Avant de se lancer, il a suivi deux formations. Il est allé visiter l'établissement de petits industriels au Pays basque et en Lozère. Il a confié à des étudiants de l'Ecole nationale d'agriculture de Toulouse la réalisation d'une étude marketing sur le grand Sud-Ouest. Cet été, il accueillera un stagiaire de cette même école et il entend travailler avec l'Ecole nationale de l'industrie laitière. Autant de contacts précieux pour le jour où l'entreprise a besoin de conseils.

Sans un véritable réseau, André Parenti sait qu'une entreprise rurale se retrouve rapidement isolée. « Aujourd'hui les aides à l'installation des jeunes agriculteurs sont importantes. Mais pour les entreprises rurales il n'existe pas d'équivalent », souligne-t-il. Et de regretter le manque de passerelles entre les chambres consulaires. Après avoir hésité à créer une SARL, il a opté

DANS le pays de Vitré, quand des chefs d'entreprise, des professeurs, des élus locaux, des institutionnels se donnent rendez-vous le vendredi soir ou le samedi matin pour parler de l'avenir des jeunes de leurs communes, en général il y a peu d'absents ou d'excusés. Héritage direct du catholicisme social, le mot solidarité tient à cœur dans ce territoire breton (85 000 habitants) qui regroupe sept cantons (Argentan, Châteaubourg, La Guerche, Janzé, Régnier, Vitré-Est, Vitré-Ouest) du département d'Ille-et-Vilaine. Cette valeur partagée est certainement l'une des explications majeures des bons résultats obtenus par le pays en matière d'emploi.

Une enquête réalisée par la chambre de commerce et d'industrie de Vitré fait ainsi apparaître, pour 1993, une croissance industrielle de 4,84 % qui correspond à un solde positif de 757 emplois créés. Le taux de chômage est passé en un an de 7,7 % à 6,9 % (contre 11,3 % sur l'ensemble de la région Bretagne) avec une ambition clairement affichée par les pouvoirs publics : « Moins de 6 % pour 1996 grâce à la mobilisation des forces locales ». L'annonce d'aillieurs commença par de bonnes nouvelles, celle d'extension de Mitsubishi Electric à Argentan-du-Plessy (100 emplois supplémentaires d'ici 1999), qui s'ajoutaient à celles de 1995 avec l'implantation d'une deuxième usine Panav (panification et viennoiserie) à Torcé (50 emplois) ou encore l'installation à Châteaubourg de Fromaparc, entreprise spécialisée dans la dégrèpe et l'emballage de fromages.

Le tout sans aide spécifique autre que celles qui existent dans d'importe quel bassin d'emploi.

Le dynamisme local, personne ne songerait à le contester, tient en partie aujourd'hui à « l'effet Méhaignerie ». Le député Force démocrate maire de Vitré et président du conseil général « fédère les énergies et permet un dialogue réel entre décideurs économiques et pouvoirs publics », estime Michel Méliot, lui-même patron d'une PME de construction de machines pour emballage et président de deux clubs locaux de chefs d'entreprise. Il est sûr que Vitré, par exemple, bénéficie d'infrastructures qui lui évitent de se retrouver à l'ombre de Rennes (35 kilomètres), la grande rivale. Le TGV fait des arrêts à Vitré et la voie express, prolongement de l'autoroute, met Paris à deux heures et demie. La ville dispose aussi d'un bel hôpital (troisième employeur du pays de Vitré) qui prétend concurrencer le CHU de Rennes.

La carrière et l'influence politique de l'ancien ministre de la justice a des retombées, cela semble évident. Mais l'homme politique a également la chance d'avoir pour terre d'élection un pays qui, structurellement, donne des satisfactions. En 1990, le taux de chômage y était de 5,5 % (contre 9,4 % en moyenne pour la Bretagne).

La crise, en six ans, l'a fait progresser mais, quoi qu'il en soit, comme le rappelle un expert, « le bassin d'emploi de Vitré a toujours obtenu dans sa domaine les meilleurs résultats de toute la Bretagne ».

La zone agricole est riche, en effet. Fleurs et ex-

Le tout sans aide spécifique autre que celles qui existent dans n'importe quel bassin d'emploi.

Le dynamisme local, personne ne songerait à le contester, tient en partie aujourd'hui à « l'effet Méahaignerie ». Le député Force démocrate maire de Vitry et président du conseil général « fédère les énergies et permet un dialogue réel entre décideurs économiques et pouvoirs publics », estime Michel Méliot, lui-même patron d'une PME de construction de machines pour emballage et président de deux clubs locaux de chefs d'entreprise. Il est sûr que Vitry, par exemple, bénéficie d'infrastructures qui lui évitent de se retrouver à l'ombre de Reims (35 kilomètres), la grande rivale. Le TGV fait des arrêts à Vitry et la voix expresse, prolongement de l'autoroute, met Paris à deux heures et demie. La ville dispose aussi d'un bel hôpital (troisième employeur du pays de Vitry) qui prétend concurrencer le CHU de Reims.

La carrière et l'influence politique de l'ancien ministre de la Justice a des retombées, cela semble évident. Mais l'homme politique a également la chance d'avoir pour terre d'élection un pays qui, structurellement, donne des satisfactions. En 1990, le taux de chômage y était de 5,5 % (contre 9,4 % en moyenne pour la Bretagne).

La crise, en six ans, a fait progresser mais, quoi qu'il en soit, comme le rappelle un expert, « le bassin d'emplois de Vitré a toujours obtenu dans ce domaine les meilleurs résultats de toute la Bretagne ».

La zone agricole est riche, en effet. Fleuve et es-

plottation laitière y tiennent encore une grande place. C'est un premier atout. Le deuxième, lié à la tradition de catholicisme social, est d'ordre sociologique. La main-d'œuvre locale issue des terres agricoles adhère aux valeurs du pays. Peu syndiquée, elle fait preuve comme le dit Pierre Maignanier, « d'un sens éthique du travail » qui permet au maître de Vitré de citer l'une de ses maximes favorites : « Les emplois de demain avec les valeurs d'hier... » Chacun se sent responsable, confirme Michel Mielat. Salariés et chefs d'entreprise ont en commun cet état d'esprit solidaire, le don de soi. »

Ce consensus qui réussit actuellement sera-t-il aussi prometteur dans les vingt années à venir ? Quelques zones d'ombre existent d'ores et déjà. Parmi les 50 premiers employeurs du pays de Vitré, on trouve un mélange d'entreprises agroalimentaires et industrielles finalement peu sophistiquées, exception faite de quelques noms de l'électronique et de la téléphonie. Or la Bretagne est une région où les diplômés Bac + 4 sont nombreux et augmentent régulièrement. Comment faciliter leur insertion dans des entreprises où la main-d'œuvre recherchée est davantage technicienne que généraliste ? Eux-mêmes auront-ils envie de se tourner vers des métiers difficiles ? Pierre Menagériaire avance déjà des pions pour permettre au pays de Vitré de rester mobilisé et de réussir son pari : un taux maximum de 6 % de chômage.

Marie-Béatrice Baudet

« C'est un lieu qui accroche ceux qui viennent, dit Sonia. On s'y sent bien et on a envie d'y revenir. Il m'a fait découvrir ma région au moment où, lycéenne, je ne rêvais, comme les autres, que de la quitter. »

Pourrait-il n'y avoir rien d'illicite à susciter des transports d'enthousiasme. Les bâtiments portent l'empreinte de la pauvreté qu'il a toujours régné sur ces terres rudes. Entre la maison d'habitation aux allures de *chaumière*, la porcherie et la bergerie, la cour est étroite. Il y a 17 hectares de terrain, mais ce ne sont que bois et fougères, dispersés en petites parcelles. Qu'importe. En cet endroit, tout se charge de sens parce qu'on fait revivre une ville abandonnée à l'appel d'une voix venue du fond des temps, qu'on y retrouve le plaisir d'être ensemble, de faire ensemble. Un groupe a restauré la fontaine du village vieille de quelque mille ans, et les habitants se sentent remis à l'œuvre. Les abords de leurs maisons et jardins. Le fil coupé se renoue. Mais sans nostalgie passifiste. C'est un avenir qu'il leur arrive à se donner.

Le premier objectif des jeunes « bédiers » de la ferme a été d'installer un presseur pour faire du jus de pommes en récupérant dans la campagne les fruits que plus personne n'utilise. L'idée leur venait du MRJC de la Haute-Vienne qui l'avait déjà mise en pratique. « Il s'agit, explique Béatrice, de montrer

groupes eux-mêmes sont fragiles, car les passages de collège en lycée et de lycée en faculté les disséminent régulièrement, de Bordeaux à Clermont-Ferrand, quand ce n'est pas plus loin encore ; et précisément au moment où le travail de responsabilisation des plus motivés

Il a donc été décidé de concentrer les efforts sur les « 20-30 ans » et l'expérimentation du surséjour, qui va demander un important travail de recherche et sélection des différentes espèces ainsi que l'exploration de ses divers débouchés - confiture, jus de fruit, « champagne », colorant pour pâtes de fruit...

On compte sur ces recherches pour stimuler la constitution de groupes de jeunes agriculteurs qui confronteraient leurs observations et leurs recherches. D'ores et déjà deux associations se sont créées : Vainfruits et Job Esnot.

A La Forêt-Belleville les murs de granit agrippés au sol disent à leur manière l'énergie têtue qu'un mouvement de jeunesse rurale doit déployer pour survivre. David s'inquiète de ne pas trouver de trésorier pour lui succéder. C'est vrai que la tâche est dure. Pourtant la vieille maison voit se succéder les groupes venus, selon les saisons, de la région, du reste de la France, des autres pays d'Europe. Elle est

Marie-Claude Botelho

EN ce mois de juin, le centre aquatique de Thury-Harcourt, dans le Calvados, affiche des allures estivales. Avec ses larges baigni-vitrées, ses deux bassins, sa pataugeoire, ses cascades d'eau, son jacuzzi et son toboggan géant de 45 mètres, le site se présente à sa clientèle, à commencer par l'été dernier, le record de fréquentation a été atteint le 3 août, avec 852 baigneurs sur 102 000 visiteurs reçus en 1995.

Dans cette région rurale et valonnée de Basse-Normandie surnommée la « Suisse normande », où l'agriculture constitue la principale ressource, le centre aquatique, ouvert en avril 1992, s'impose de plus en plus comme un véritable pôle d'attraction. « *Toutes proportions gardées, c'est un peu notre Futuroscope local* », s'amuse Joseph Pitel, Président à l'origine du projet, agriculteur et président du syndicat mixte de la piscine de Suisse normande.

Le point de départ se situe en 1987, et à l'époque, l'idée était plutôt de créer une piscine traditionnelle. A cette époque, le conseil général proposait des contrats de cantons. D'où l'idée de se grouper entre communes et de créer une piscine qui permettrait d'offrir un lieu pour la cantation des enfants durant l'année, et de retenir quelques touristes dans la région l'été. D'emblée, trente-deux communes rassemblant au total environ 70 000 habitants, acceptent de jouer le jeu.

PARI PAYANT

Un syndicat mixte voit le jour. Le site de Thury-Harcourt, un ancien marécage, niché au milieu des arbres, situé près d'un camping et de deux terrains de tennis, est adopté. Et le conseil général du Calvados est disposé à financer, à hauteur de 80 %, un coût global évalué à 6 millions.

Bref, tout était parfaitement ficelé. Inscus, durant l'été 1989, le

EN ce mois de juin, le centre aquatique de Thury-Harcourt, dans le Calvados, affiche des allures estivales. Avec ses larges baigni-vitrées, ses deux bassins, sa pataugeoire, ses cascades d'eau, son jacuzzi et son toboggan géant de 45 mètres, le site se présente à sa clientèle, à commencer par l'été dernier, le record de fréquentation a été atteint le 3 août, avec 852 baigneurs sur 102 000 visiteurs reçus en 1995.

Dans cette région rurale et valonnée de Basse-Normandie surnommée la « Suisse normande », où l'agriculture constitue la principale ressource, le centre aquatique, ouvert en avril 1992, s'impose de plus en plus comme un véritable pôle d'attraction. « *Toutes proportions gardées, c'est un peu notre Futuroscope local* », s'amuse Joseph Pitel, Président à l'origine du projet, agriculteur et président du syndicat mixte de la piscine de Suisse normande.

Le point de départ se situe en 1987, et à l'époque, l'idée était plutôt de créer une piscine traditionnelle. A cette époque, le conseil général proposait des contrats de cantons. D'où l'idée de se grouper entre communes et de créer une piscine qui permettrait d'offrir un lieu pour la cantation des enfants durant l'année, et de retenir quelques touristes dans la région l'été. D'emblée, trente-deux communes rassemblant au total environ 70 000 habitants, acceptent de jouer le jeu.

PARI PAYANT

Un syndicat mixte voit le jour. Le site de Thury-Harcourt, un ancien marécage, niché au milieu des arbres, situé près d'un camping et de deux terrains de tennis, est adopté. Et le conseil général du Calvados est disposé à financer, à hauteur de 80 %, un coût global évalué à 6 millions.

Bref, tout était parfaitement ficé-
14 Insee, *Annuaire 1996*, 1999, Insee.

PARI PAYANT
Un syndicat mixte voit le jour. Le site de Thury-Harcourt, un ancien marécage, niché au milieu des arbres, situé près d'un camping et de deux terrains de tennis, est adopté. Et le conseil général du Calvados est disposé à financer, à hauteur de 80 %, un coût global évalué à 6 millions de francs.

Bref, tout était parfaitement ficelé lorsque, durant l'été 1988, Joseph

Pitel, en vacances en Bretagne, découvre la piscine ludique de Fouesnant. Ni une ni deux, de retour chez lui, il décide de changer son fusil d'épaulé. Pour importe si le colt est à l'ers, deux fois plus élevé que celui prévu, Joseph Pitel est persuadé qu'à long terme, le pari sera encore plus payant. Et, plutôt que de tenter la consécration de vive voix, les représentants des trente-deux communes, il organise un voyage en train à Fouesnant : « Ca a été très efficace, ils ont tous eu le coup de

Mais le coût grimpe à 15 millions de francs : 12 millions pour le bâtiment, et 3 millions pour les parcs. L'objectif devient alors de décrocher des financements sans augmenter la participation des communes au fonctionnement de l'équipement, fixée à l'origine à 15 francs par habitant et par an — sauf à Thury-Harcourt, la commune d'accueil, où son montant est quatre fois plus élevé.

conseil général accepte de débours-
ser 6 millions de francs, un emprunt
de 4 millions est réalisé, et le projet
obtient des aides de l'Etat et de
l'Union européenne. L'exploitation
de la piscine est alors confectionnée,
dans le cadre d'un contrat d'affermage,
à Cise Normandie, qui sous-traite
l'administration et l'animation à la
société Eau 2000.

Un fois le centre ouvert, il faut
évidemment faire face à des pertes
méasurables comme celle du persi-
lage, pourtant conforme aux
normes européennes mais qui, au
contact de l'eau, s'est transformé en
véritable savonneme. métamorpho-
sant la piscine en patinoire... « Nous
avons été contraints de le changer »,
explique Anne-Sophie Tessier, res-
ponsable de l'exploitation. Malgré
tout, dès la première année, ce lieu
de jeux et de baignades avec ses
cours pour bébés, enfants, adultes
et personnes du troisième âge, al-
lant aqyqm, natation synchroni-

neufils 50 000 nageurs. Et 81 000 l'année suivante.

Aujourd'hui, le centre aquatique semble avoir trouvé sa vitesse de croisière. Sept emplois ont été créés, et les retombées sur les commerces et les gîtes ruraux, bien que difficiles à évaluer, ne sont pas négligeables.

« C'est aussi une rampe de lancement pour une multitude d'autres projets communaux, comme le nettoyage de la rivière, l'amélioration de l'habitat ou l'ouverture du centre d'hébergement du Trasy », confie Liliane Patel, secrétaire du syndicat mixte, qui a accompagné le projet de A à Z.

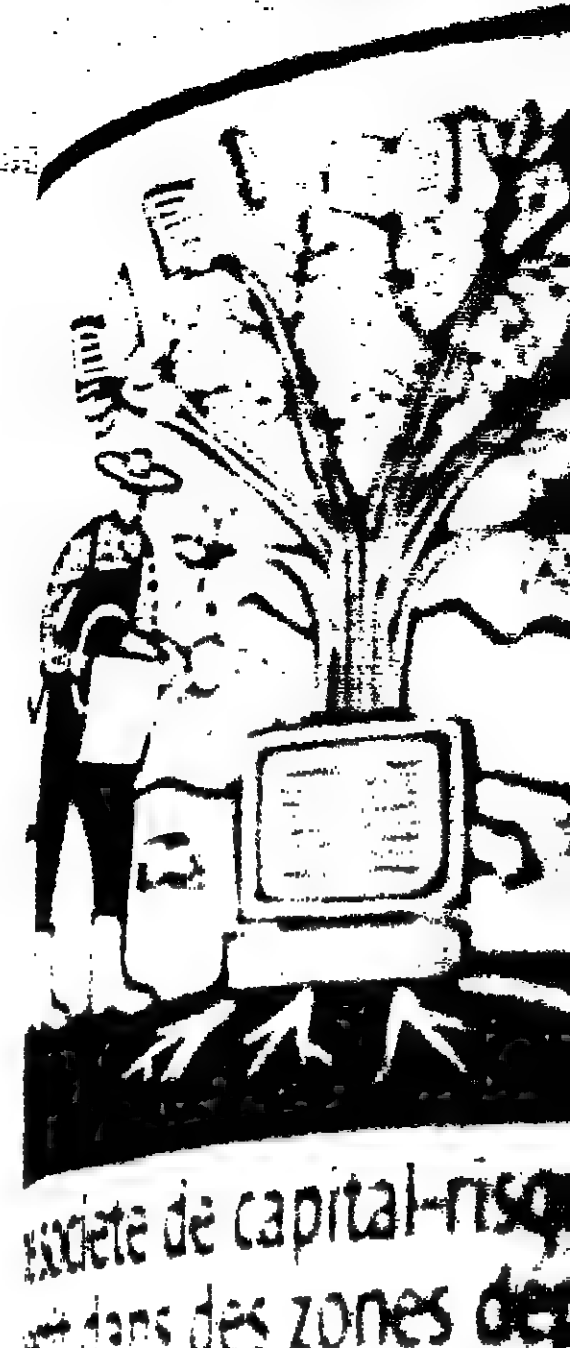
Enfin, et ce n'est pas le moins important, les habitants ont aujourd'hui accès à un équipement auparavant réservé à ceux des zones rurales. « Nous avons toute une clientèle qui, auparavant, n'avait jamais mis les pieds dans une piscine », assure Joseph Pirol.

Nathalie Mlekuz

IICP
FORMATIONS
du Bac au 3^e Cycle

- Communication
- Journalisme
- Relations Publiques/Presses
- Ressources Humaines

M-cours / Ml-stages
Naturels par Fécès.
Tél : 42.40.47.47



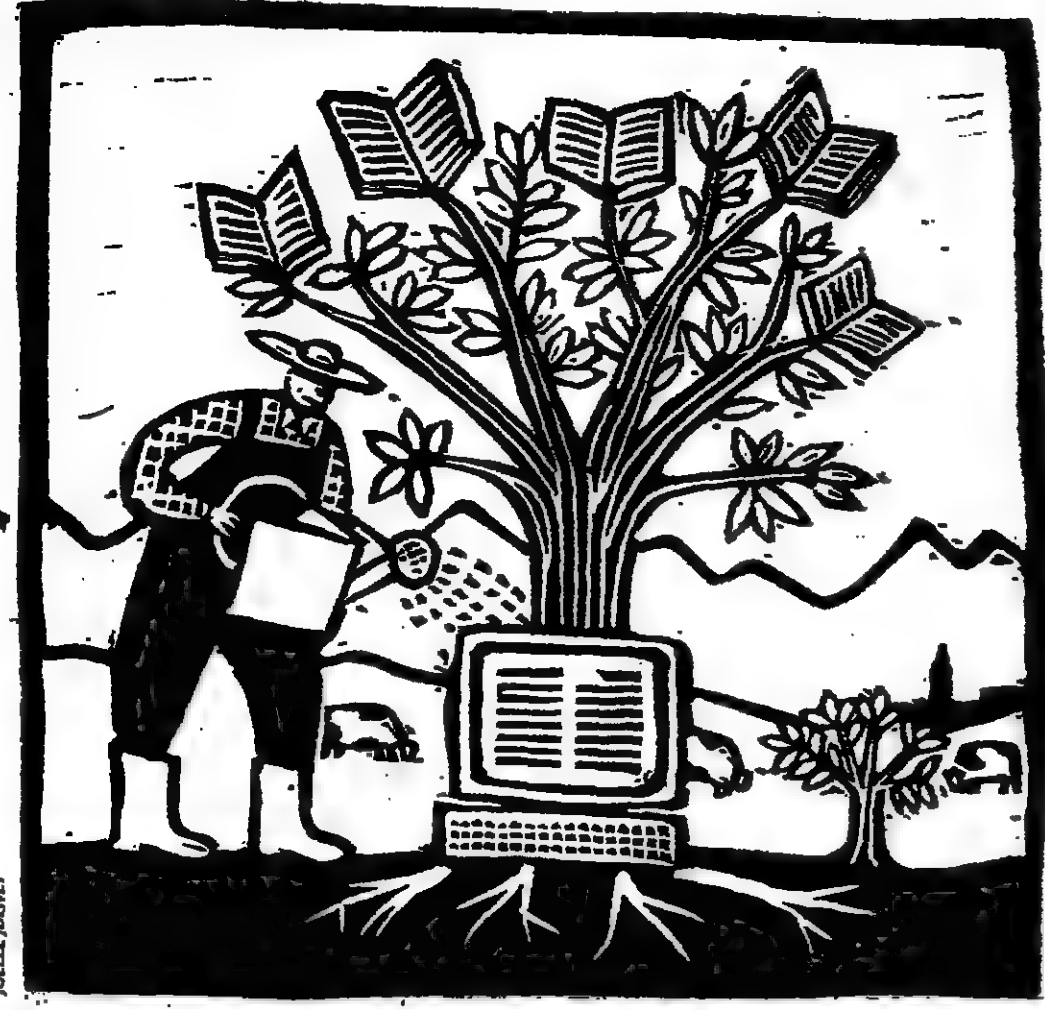
Handwritten notes and signatures at the top left of the page.

Handwritten text in a box: "مكتبة العمل"

Boisiers, pommiers Ireux de la Creuse

vement de jeunesse s'efforce
des productions disparues

Le projet de la Creuse est de réhabiliter les zones rurales dépeuplées. Les jeunes s'efforcent de retrouver les productions disparues.



Une société de capital-risque investit dans des zones dépeuplées

Services à l'édition, exploitation d'une source : deux exemples contrastés de développement d'activités dans les Alpes-de-Haute-Provence

QUELS points communs y a-t-il entre Transfère, une société de services à l'édition, et les sources du col Saint-Jean ? A priori aucun, si ce n'est leur localisation. Les deux entreprises se nichent dans les Alpes-de-Haute-Provence. Toutefois, à bien y regarder, elles ont partagé un actionnaire commun. Sans l'aide de la Samenar, une société de capital-risque spécialisée dans le développement local, la première n'aurait pas pu se lancer dans la réédition de livres anciens et la seconde n'aurait probablement jamais vu le jour.

Il y a comme une incongruité à découvrir Transfère et son matériel sophistiqué dans ce petit village perdu entre Sisteron et Gap. Comme si les ordinateurs PAO, le matériel de sortie Cromalin ou encore le scanner se prêtent mal au décor champêtre, somnolent verdoyant et cimes enneigées. Les préjugés ont la peau dure. Et l'on ne peut s'empêcher de se demander : mais pourquoi diable se sont-ils installés dans cette bourgade de 280 habitants ? Jean-Michel Vieillard, quarante-trois ans, et sa compagne, Claudie Mongin, cherchent tout simplement un endroit où il fait bon vivre. Originaires tous deux de la Franche-Comté, ils ont posé leurs valises de post-scolastiques à Tignes dans les années 70 après avoir acheté, non loin de là, un hameau en ruine. Lui s'est lancé dans les services à l'édition en créant la société Transfère en décembre 1986, avec un solide carnet d'adresses. Il en a nourri les premières pages en travaillant à la revue Futuribles, à Paris, et l'a complété en créant l'Association d'études et d'aides pour le développement rural.

contribuant à hauteur de 250 000 francs à la recapitalisation de Transfère en 1991, elle améliore les relations avec les banques et lui permet de réaliser son projet. Aujourd'hui, la société emploie une dizaine de personnes et, compte tenu de ses envois en nombre, a probablement permis le maintien du bureau de poste. Elle envisage de se développer vers le multimédia, persuadée qu'un jour prochain l'essentiel de la documentation technique sera disponible sur CD-ROM et que ses clients voudront être présents sur Internet. Alors, peut-être, sera-t-elle en mesure de racheter les parts de Samenar dont la vocation n'est pas de rester actionnaire des entreprises mais d'en sortir en réalisant de préférence, au passage, une bonne plus-value, comme ce fut le cas pour les sources du col Saint-Jean.

TOUR DE TABLE
Entrée dans le capital de la société à sa création en 1984, Samenar en est sorti dix ans plus tard sans regretter son investissement. La société, partie de rien, a été vendue à bon prix à Nestlé, qui a conservé Jean-François Maurin, son fondateur, comme dirigeant. Au début des années 80 et au début de la quarantaine, cet ingénieur technico-commercial de Rhône-Poulenc décide de se lancer dans la création d'entreprise. Il choisit le conditionnement de l'eau, ce qu'il « connaît le moins mal », et se propose d'exploiter une source dans les Alpes-de-Haute-Provence. Il connaît le département pour y avoir débuté sa carrière professionnelle.

C'est en contactant la chambre de commerce de Digne qu'il prend contact avec la Samenar, alors balbutiante. Celle-ci va l'aider à réaliser son tour de table, en mettant au pot et en apportant son expertise. Grâce à elle, contact est pris avec un grand du capital-risque, l'IDIA (Institut de développement des industries agricoles et agroalimentaires), qui lui-même amène un autre partenaire. Entre-temps, le choix du site s'est porté sur Saint-Jean-Montclar, un village perché à 1 350 mètres d'altitude, dont une partie des habitants, sous la houlette du maire, entretient eux-mêmes dans le capital de la société. A Noël 1985, l'usine, l'anneau en pied, est prêt à produire. Ne manquant que les commandes. Très vite, un contrat avec la grande distribution permet à l'entreprise d'« inonder » le marché régional de bouteilles d'eau sous la marque Montclar.

Par la suite, la labellisation « produit de montagne » ouvre la voie d'une distribution nationale à un prix moins tû. « Cette évolution nous a mis - si je puis me permettre - la tête hors de l'eau », remarque Jean-François Maurin. Par la suite un certain nombre d'investisseurs sont venus nous caresser dans le sens du poil. Un

Une Bourse d'emplois agricoles voit le jour en Bretagne

Les partenaires sociaux offrent à des jeunes la possibilité de travailler en zone rurale

LA filière laitière a beaucoup souffert de l'introduction des quotas en 1984 : depuis cette date, « 20 000 emplois ont été supprimés dans l'ensemble de ce secteur de production (coopératives et industries) », rappelle Bruno Vannont, secrétaire fédéral de la Fédération générale agroalimentaire (FGA) de la CFTD. Et les perspectives sont tout aussi sombres : « Les prévisions les plus optimistes font état de 5 000 suppressions d'emploi d'ici à l'an 2 000 ».

Les partenaires sociaux ne baissent pas les bras pour autant. A cet égard, les deux accords signés fin 1994 par la CFTD et la direction de la coopérative laitière de Brigneville (Vosges) qui compte 360 salariés, sont tout à fait exemplaires. Le premier qui permet de partir en préretraite progressive à l'âge de 55 ans et six mois, a bénéficié à cinq salariés en 1995 et a permis l'embauche de quatre personnes, dont certaines étaient déjà en CDD dans l'entreprise. Le second accord qui vise à favoriser le recours au temps partiel, a permis à cinq femmes de profiter d'un jour de congé hebdomadaire supplémentaire : en échange, deux nouvelles recrues ont été engagées, dont une à mi-temps.

Aussi locale soit-elle, cette initiative n'est pas moins symbolique des efforts accomplis par les partenaires sociaux du secteur agroalimentaire sur le front de l'emploi, l'objectif étant d'offrir aux jeunes la possibilité de travailler en zone rurale. C'est dans cet esprit qu'est née l'Association nationale emploi formation agricole (Anefa), gérée conjointement par la CGT, FO, la CFTD, la CFTC et la CGC d'une part et la FNSEA (Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles) d'autre part.

« La mission de l'Anefa est de coordonner toutes les initiatives en matière d'emploi et de formation, en veillant à agir au niveau départemental », précise Hervé Garnier, secrétaire fédéral de la FGA-CFTD. Aussi, depuis 1990, l'expérience

est-elle élargie dans une quinzaine de départements où ont été créées autant d'associations emploi formation (AEF) locales.

Installée à Quimper, l'AEF du Finistère fait figure d'association pilote, tant par son action en faveur de l'emploi (campagnes de valorisation des métiers, visites d'entreprises...) que pour la formation (conseils aux employeurs, aux salariés et aux chômeurs). Surtout, la mise en place, en collaboration avec l'ANPE, d'une Bourse d'emplois agricoles, désormais élargie aux trois autres départements bretons (Côtes-d'Armor, Ille-et-Vilaine, Morbihan), permet de mettre directement en relation employeurs et postulants. Diffusées auprès des établissements scolaires, des bureaux décentralisés des chambres d'agriculture, des missions locales, des ANPE, les offres d'emploi devraient être bientôt accessibles sur Minitel : un serveur sera créé à cet effet au cours du mois de juillet, en partenariat avec le quotidien Ouest-France. Au total, entre janvier et mai, 292 offres d'emploi sont parvenues à la Bourse, dont notamment 112 concernant des postes de porchers et une soixante en polyculture et autres élevages.

NEVALOISER LES METIERS
Las, les candidats ne se bousculent pas au portillon... à tel point que l'AEF du Finistère assure disposer en permanence de près de 80 offres d'emploi (dont la plupart conduisant à des CDI) non pourvues, la plupart concernant des postes dans l'élevage (porcin ou laitier) et le maraîchage. Persistance d'une image archaïque et peu valorisante du travail à la ferme (l'image d'Épinal du comble de femme à la vie dure), méconnaissance de ces métiers chez les jeunes... : les causes de ce déficit de main-d'œuvre - pour le moins iconoclaste dans un pays qui compte plus de trois millions de chômeurs - sont multiples. « Et pourtant, l'agriculture a évo-

lué : sous l'effet de l'automatisation, les postes sont de plus en plus techniques, plaide Jean-Claude Philpot, chargé de mission à la FGA-CFTD. Sachez-vous aussi que pour s'installer aujourd'hui, un jeune agriculteur doit être titulaire d'un bac professionnel agricole, s'il veut bénéficier des aides de l'Etat ? ». Les difficultés à trouver une main-d'œuvre qualifiée sont telles que Jean-Claude Philpot envisage même l'hypothèse d'un « erode rural à l'envers », au sens où « il va falloir demander aux actifs des villes, à ceux qu'on appelle les péruviens, de venir travailler à la campagne ».

Clés
● La population rurale, au sens de l'Insee, est celle qui réside dans des communes comptant moins de 2 000 habitants. Alors qu'elle était de 41 % en 1954, la part des ruraux dans la population totale n'est plus que de 26 % en 1990, soit près de 15 millions de personnes.
● La population active agricole, composée des travailleurs salariés ou non, compte 1 080 000 personnes en 1994, soit moins de 5 % de la population active totale, contre 20 % en 1962.
● L'exploitation agricole est définie comme une unité de production d'au moins 1 hectare de superficie agricole utilisée ou au moins 20 ares de cultures spécialisées. En 1995, on dénombre 735 000 exploitations agricoles dont la taille moyenne est de 39 hectares.
● Chiffre d'affaires. En 1994, l'industrie agroalimentaire a réalisé un chiffre d'affaires de 656 milliards de francs, soit une progression de 14 milliards par rapport à 1993.

Philippe Baverel

LA CONCERTATION ET LE DIALOGUE SOCIAL DANS LES ENTREPRISES EN 1995

L'année 1995 est marquée par un dynamisme fort de la démarche conventionnelle à tous niveaux. Ouvrage de référence, LA NÉGOCIATION COLLECTIVE présente les grandes tendances, les thèmes et le contenu des négociations, textes et chiffres à l'appui.



Ministère du travail et des affaires sociales

Les 2 tomes 365 F TTC

En vente en librairie ou par correspondance à La Documentation Française 124, rue Henri Barbusse 93308 Aubervilliers cedex Tél : (1) 48 93 56 00 - Fax : (1) 48 39 56 01 20 F TTC frais de port

Suisse normande

Text on the left side of the bottom section, partially obscured.

Services de proximité : le danger du modèle marchand

par Bernard Enjolras



RÉFORME et extension du rôle de l'État, développement de nouveaux modes de solvabilité, ouverture des services aux personnes aux entreprises lucratives, la loi sur le développement des emplois de services récemment adoptée par le Parlement va bouleverser en profondeur le paysage dans lequel évoluent les associations d'emplois familiaux.

Pour comprendre les transformations qui affectent les services aux personnes, il faut remonter au milieu des années 80. En 1985, deux formes d'offres coexistent : les prestations de confort étaient rendues dans le cadre de relations d'employeur de gré à gré (les femmes de ménage) dont une partie relevait du travail au noir, tandis que les prestations spécialisées d'aide à domicile en direction des personnes âgées ou handicapées étaient rendues en nature par le biais de l'aide ménagère, financée par les collectivités publiques ou associatives.

En 1987, sous la pression des besoins et face à la stagnation des ressources publiques, la possibilité a été offerte aux personnes âgées de plus de soixante-dix ans d'employer directement des personnes en bénéficiant de l'exonération des charges sociales. On introduisait ainsi un mécanisme de solvabilité de la demande qui favorisait les relations de gré à gré. Les associations ont tiré parti de la situation en inventant les associations mandataires, qui, tout en n'étant pas employeur, rendaient

un service d'intermédiation entre l'offre et la demande et prenaient en charge les formalités administratives relevant de l'employeur.

Ce mécanisme a été renforcé en 1991 avec la mise en œuvre de la réduction d'impôts « emplois familiaux » qui permet au particulier de déduire de ses impôts les dépenses engagées pour l'emploi d'une personne à domicile ou pour l'achat d'un service à domicile dans la limite de 45 000 francs par an.

Alors que les services d'aide ménagère font l'objet d'une régulation par les pouvoirs publics, qui garantissent l'équité en solvabilisant d'autant plus les personnes à faibles ressources, les services du type emplois familiaux sont régulés par le marché : le financement du service est fondé sur le pouvoir d'achat du bénéficiaire, la réduction d'impôts ou l'exonération de

Seule la régulation publique permet d'assurer une allocation des ressources équitable et de garantir une qualité minimale des services

charges venant le solvabiliser de façon neutre ou proportionnelle à ses revenus. La rencontre de l'offre et de la demande s'opère quant à elle par le seul jeu du marché et de la concurrence, alors qu'elle fait l'objet d'une allocation administrée dans le cadre de l'aide ménagère. Deux modèles coexistent aujourd'hui : le modèle administré et le modèle marchand qui est en voie d'expansion.

Le modèle marchand a été mis en avant ces dernières années par le CNPF comme le moyen de développer ces services. En effet, du côté de l'offre il s'agit de sortir des

petits boulots au profit d'une « offre industrielle » seule capable de promouvoir le professionnalisme dans ce champ. Du côté de la demande, le plaidoyer s'appuie sur la critique de la régulation administrative qui a « collectivisé » le service et a déresponsabilisé le citoyen.

Outre les iniquités liées au mode de solvabilisation, le modèle marchand dans le champ des services aux personnes présente un certain nombre de dangers dus aux échecs du marché.

L'exemple des États-Unis, où le marché régit ces services, est significatif : l'accès aux services professionnalisés est limité, seulement 30 % des 1,6 million d'Américains lourdement dépendants bénéficient d'aide professionnelle. Les salariés non qualifiés connaissent des niveaux de rémunération proches du seuil de pauvreté et le taux de turnover est très élevé (70 %). La qualité des services est médiocre et se dégrade ; alors que la qualité des services repose principalement sur la qualité des salariés, ceux-ci sont mal qualifiés et mal payés. Les signalements pour cause de mauvais traitement, fraude, vol sont nombreux et l'absentéisme est élevé (10 %). La mise en concurrence, si elle a permis de réduire les coûts, génère une spirale vers le bas qui tend à abaisser le niveau général de la qualité des services.

Le problème n'est pas tant la constitution d'une offre lucrative que la manière dont le marché va être régulé par la puissance publique. Seule la régulation publique permet d'assurer une allocation des ressources équitable et de garantir une qualité minimale des services.

La forme prise par la régulation de ces services contribue à modeler la façon dont les problèmes sociaux sont pris en charge collectivement, et de ce point de vue cette question recouvre un enjeu de société. Ainsi, en Grande-Bretagne, la mise en place d'une régulation quasi marchande s'est accompagnée d'une diminution de la solvabilisation publique, compensée par une prise en charge accrue des soins par les familles et en premier lieu les femmes. A l'opposé, en Norvège, face au constat des limites de l'offre publique (les intervenants ont peu de contacts informels avec les personnes, ils changent fréquemment), les pouvoirs ont mis en œuvre des mesures visant à reconnaître et soutenir l'aide informelle sans la substituer à l'aide formelle.

Dans un contexte bouleversé par les changements de la régulation publique, les associations qui constituent l'essentiel de l'offre organisée sont déstabilisées mais n'apparaissent pas dénuées d'atouts. L'un de ces atouts est constitué par l'absence d'appropriation privée des surplus réalisés. Elles peuvent de ce fait plus aisément créer les conditions de la

confiance entre le prestataire et le bénéficiaire puisqu'elles n'ont aucun intérêt à tirer parti de l'asymétrie d'information et ce d'autant qu'elles ne sont pas soumises à la contrainte de valorisation du capital investi.

Dans ce domaine comme dans d'autres, nous sommes à la croisée des chemins : choisirons-nous la voie du libéralisme à l'américaine ou sommes-nous en mesure de rénover notre système ?

De la même façon les associations peuvent créer plus facilement, si elles ne cèdent pas aux sirènes du modèle consumériste, les conditions d'une participation active de l'usager, de ses proches ainsi que de tout engagement volontaire. Si le statut associatif ne garantit pas la qualité, il est potentiellement porteur des conditions pour que s'exerce la prise de parole comme alternative à la défécation qui est le seul mode d'action du consommateur insatisfait sur le marché. C'est finalement tant de la capacité des associations de créer de véritables espaces publics de proximité que de la volonté des pouvoirs publics de réguler (en imposant des normes minimales aux offres) ces activités que dépendra la qualité de ces services dans un contexte de marchandisation accrue.

Si un consensus s'est établi sur le fait que ces services recourent des « gisements d'emplois », il ne faut pas pour autant que le débat sur le mode de valorisation de ces « gisements » et sur la place relative de l'offre marchande et associative soit occulté. Le mode d'accès à ces services va en effet fortement déterminer nos modes de vie. Dans ce domaine comme dans d'autres, nous sommes à la croisée des chemins : choisirons-nous la voie du libéralisme à l'américaine ou sommes-nous en mesure de rénover notre système pour, dans une économie plurielle, concilier, autant que faire se peut, les exigences d'équité et de solidarité avec les impératifs de l'efficacité ?

Bernard Enjolras est économiste, auteur de *Le Marché-providence*, aide à domicile, politique sociale et création d'emploi. Descartes de Brouwer, 1955.

Codes de conduite

LES CHARTES DÉONTOLOGIQUES
Revue « Entreprise Ethique »,
Cercle d'éthique des affaires,
Paris, 110 p., 70 F.

L'OPINION publique s'est émue des « affaires » déboulées sur la place publique. Elle veut maintenant des entreprises propres sous tous rapports. Et certaines d'entre elles se donnent des règles de bonne conduite, à l'image de ce qui se pratique depuis un moment déjà aux États-Unis et au Japon. Établi par le Cercle d'éthique des affaires, ce dossier leur donne des conseils pour mettre en place une charte ou un code déontologique. Un processus délicat, car « refléter des valeurs partagées est loin d'être simple ». Et encadrer des comportements quotidiens par des principes généraux ne l'est pas davantage. D'autant que les empreintes culturelles nationales ne peuvent pas être jetées par-dessus bord : dans le groupe Lafarge, les Espagnols et les Brésiliens ont préféré une page de maximes courtes aux quatre feuillets « raisonnements » des Français.

À la lecture de ces textes mis au point par les entreprises, on se dit que la confusion n'est pas totalement levée entre la recherche de l'excellence en production et l'affirmation de valeurs morales intangibles. Le célèbre juge Thierry Jean-Pierre n'est d'ailleurs pas tendre pour les « chartes déontologiques bricolées à la hâte ». « Mieux vaut, écrit-il, tenter de changer la mentalité de ceux qui ont en charge la négociation des marchés que d'opérer des déclarations d'intention qui ne trompent personne, si ce n'est ceux qui les affichent. » Il ne faudrait pourtant pas tomber dans une sévérité excessive, car se persuader que l'exigence éthique constitue un avantage concurrentiel ne va pas de soi. Pourtant, l'idée fait incontestablement son chemin, y compris dans la formation : la revue cite l'exemple de l'Essec, dont un cours s'intitule « Éthique et entreprise ». De bon augure pour l'avenir.

Les limites de la remise à plat

REENGINEERING, MODE D'EMPLOI
de Michel Petit-Etienne
et Yvonnick Peyraud.
Les Éditions d'Organisation, 178 p., 169 F.

FAUT-IL enterrer le reengineering qui a fait le bonheur de certains consultants ? En tout cas, la « véritable frénésie qui s'était emparée des experts en management » depuis son importation en France est retombée. On sait maintenant qu'il ne s'agit pas d'une solution miraculeuse qui rapporte gros à tous les coups. Les auteurs prônent donc la rigueur dans l'analyse des situations et dans la mise en œuvre de cette « reconfiguration » de l'entreprise, qui peut améliorer l'efficacité, faire baisser les coûts... mais aussi être mangée d'emplois. Si les suppressions de postes ne sont pas au bout du chemin, autant l'annoncer tout de suite ; et, dans le cas contraire, « se préparer à gérer socialement les mouvements de personnel ». Et il ne faut surtout pas croire que cette grande remise à plat dispensera d'innover pour mieux se positionner sur ces marchés.

Daniel Urthum

RENCONTRES

MÉTIER DE LA MER ET DE L'EAU

Pour la cinquième année consécutive, le Forum des métiers de la mer et de l'eau se tiendra du 11 au 13 octobre, à l'Institut océanographique, à Paris. Ce Salon d'information destiné aux scolaires et aux étudiants réunit des chercheurs, des enseignants, des dirigeants d'entreprise, des responsables d'association et des administrations publiques. Le but recherché par les organisateurs est de permettre aux jeunes de s'orienter vers des formations ou des stages en adéquation avec la réalité des métiers et du marché du travail.

Centre de la mer et des eaux, 195, rue Saint-Jacques, 75005 Paris.

FORMATION CONTINUE

La Maison de la promotion sociale d'Artigues-près-Bordeaux (Gironde) organise, pour la troisième année consécutive, son Université d'été de la formation continue les 3, 4 et 5 septembre 1996. L'objectif de cette manifestation, labellisée dans le cadre de l'Année européenne de la formation tout au long de la vie, est de favoriser les échanges d'expériences et de savoirs professionnels. L'assemblée des participants est composée de directeurs des ressources humaines, responsables de formation et du personnel, en entreprise ou en service public. Près de 350 personnes sont attendues.

Association pour la promotion sociale, 24, avenue de Virecourt, 33370 Artigues-près-Bordeaux.

FORMATION PROFESSIONNELLE

CFD
L'école des métiers de l'information

Quatre filières de formation intensive de sept à dix semaines :

- secrétariat de rédaction
- journaliste rédacteur
- maquettiste graphiste
- secrétariat d'édition

Centre de formation
Projet Édition-Industrie
231, rue de la République
93016 Paris
Tél : 01 48 48 48 48

Euro★mba

★ MBA européen compatible avec l'activité professionnelle : enseignement à distance

les pays des sbt institutions partenaires (Allemagne, Espagne, Finlande, France, Irlande, Pays-Bas)

★ Formation en langue anglaise
★ 1800 heures de formation sur 24 mois
★ Diplôme Universitaire "European Master of Business Administration"

iae

Groupe ESC Nantes Atlantique
5 route de la Jonnière - BP 31222
44011 NANTES CEDEX 3
Tél : 40 37 34 34 - Fax : 40 37 34 47
E-mail : info@escna.fr

IAE Alsac-Provence
Boulevard des Carres
13540 Puyricard
Tél : 42 23 65 66 - Fax : 42 23 65 67
E-mail : iae@iae-alsac-provence.fr

L'expertise européenne

INSTITUT DES ENTREPRENEURS

Sous la tutelle du Ministère de l'Industrie

Centre d'Études de Management
et Pédagogie NCC-Entrepreneurs

GAGNEZ 5 ANS D'EXPERIENCE PROFESSIONNELLE

Formation intensive de 3 mois

• Ouvert aux Bac+4 / Bac+5 et Cadres

ESTER TECHNOPOLE
87069 LIMOGES CEDEX
Tél. 55 42 61 00

Association Loi 1901 - Établissement d'Enseignement Supérieur Technique Privé

Le Monde

Handwritten notes and signatures at the top left of the page.

Handwritten note in a box: *مكتبة النظم*

REPRODUCTION INTERDITE

LE MONDE / MERCREDI 3 JUILLET 1996 / V

LES DIRIGEANTS



à GRENOBLE (Isère)
Ville dynamique, de plus de 150 000 habitants, berceau de l'Olympisme français, située au cœur des Alpes,
ALPEXPO
70 millions de CA, 52 permanents, structure qui gère :
le Parc des Expositions (53 000 m² d'exposition), la Salle de Spectacles «Summum» (3 à 5000 places), le Palais Omnisports «Pierre Mendès France» de Grenoble,
recrute son

Directeur Général

- Vos missions :**
- superviser l'ensemble des Directions fonctionnelles et opérationnelles d'ALPEXPO,
 - veiller à la croissance et à la bonne marche de l'entreprise dans le respect d'une gestion stricte et rigoureuse,
 - dynamiser vos équipes,
 - animer un véritable projet au service du public,
 - représenter ALPEXPO auprès de ses principaux partenaires,
 - rendre compte des missions qui vous sont confiées au Conseil d'Administration (Ville de Grenoble, Conseil Général, CCI, Chambre de Commerce, Chambre d'Agriculture, Associations...).

Votre profil :

- vous avez, déjà exercé, pendant plusieurs années et avec succès, les responsabilités de Directeur Général d'une entreprise, d'une association, d'une SEM...
- vos compétences de gestionnaire et de manager sont reconnues,
- votre intérêt pour l'organisation de manifestations économiques, culturelles et sportives est un plus.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. 2175/PN/Mde, à notre conseil : Niki HELIAS, LIGHT, 57 rue Jeanne Braconnier, Immeuble Le Galiléa - 92366 Maillon-La-Forêt Cedex.



Geschäftsführer Ingénierie - Ensemble/automobile

Strasbourg. Cette entreprise performante (100 personnes, dont 70 en Bureau d'études mécanique, automatique et informatique industrielle, 180 MF de CA), située en Allemagne, à proximité de Strasbourg, est une filiale d'un groupe français leader européen dans son domaine (CA de 1 milliard de francs), spécialisé dans la conception et la mise en œuvre de systèmes intégrés à base de mécanique, d'automatismes et d'informatique industrielle.

Le Dirigeant de la filiale allemande rendra compte au Directeur Général du groupe et s'investira avec une grande autonomie dans le développement de l'entreprise, en étant notamment l'interlocuteur permanent des grands groupes automobiles qui constituent l'essentiel de la clientèle. Il assurera notamment la fonction de Directeur Commercial en s'appuyant sur une équipe d'une quinzaine d'ingénieurs d'affaires. Il aura aussi la responsabilité de développer l'activité internationale de la société, en particulier en accompagnant l'implantation des constructeurs automobiles allemands dans les pays émergents.

Assisté du Directeur Technique, il aura pour objectif d'améliorer l'organisation et la productivité de l'entreprise et de sécuriser celle-ci de façon à faciliter et accélérer l'exécution de projets pouvant dépasser 100 millions de francs, notamment à l'international.

Cet ingénieur mécanicien/automaticien devra faire valoir obligatoirement une expérience de direction de centre de profit dans une société d'ingénierie ou chez un assembleur où il aura piloté des projets très importants, y compris à l'international, et où il aura démontré d'excellentes capacités de management, de négociation à haut niveau, de préférence auprès de constructeurs automobiles.

Une excellente maîtrise de l'allemand est absolument indispensable.

Adresser CV + lettre de motivation à SPIELER SCHOEPPER PARTNERS, sous réf. M 613b, 1 place de Bordeaux, 67000 Strasbourg. Tél. 88 32 71 00. Discretion assurée.

Deutsch-französische Personalberatung - Conseil franco-allemand.
STRASBOURG PARIS FRANCFORT SAAR

LA VILLE DE METZ

recrute Par voie contractuelle ou statutaire LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DES SERVICES TECHNIQUES

- Ses Missions :**
- Celui-ci sera chargé de diriger l'ensemble des services techniques (Voirie - Espaces Verts - Architecture - Propreté - Coordination Programmation et Etudes - Centre Technique d'Interventions Municipales - Circulation - Concession de l'Eau) et d'en coordonner l'organisation sous l'autorité du secrétaire général,
 - Il devra mettre en œuvre les moyens nécessaires à l'accomplissement de son action : définition des missions, des programmes et des échéances...
 - Il sera l'interlocuteur privilégié des partenaires extérieurs dans le cadre de sa mission.

Son Profil :

- Bonne connaissance du fonctionnement des rouages d'une collectivité territoriale,
- Capacité à la conduite des projets,
- Connaissances pluridisciplinaires.

Les dossiers de candidatures accompagnés d'une photo, d'un curriculum vitae et d'une photocopie des diplômes certifiées conformes sont à adresser avant le 17/07/96 à :

Monsieur le Maire de la Ville de Metz
Service du Personnel - Hôtel de Ville - B.P. 1025 - 57036 METZ Cedex 01

Découvrez votre emploi de demain avec Initiatives

- LES RENDEZ-VOUS DU MARDI
Dirigeants
Organisation & gestion des entreprises
- Gestion Finances • Conseil/Audit • Juristes/Recrutement/Humaines
 - Marketing & Communication • Fonction Commerciale
- Le Monde des Cadres
Carrières Internationales
Don't Carrières Européennes en Entreprise

Le Monde

GESTION-FINANCE

Nous sommes la filiale française d'un important groupe allemand, spécialisés dans la distribution et la vente auprès d'une clientèle de professionnels. Nous sommes en France environ 1000 personnes et notre chiffre d'affaires, qui évolue régulièrement, tend aujourd'hui vers le milliard de Francs. Nous recherchons notre

Directeur Administratif et Financier 500 KF +

Vous intervenerez en véritable chef d'orchestre pour optimiser la gestion et l'organisation de notre société. Au-delà de la finance, du contrôle de gestion et de la comptabilité, vous serez responsable de notre reporting ainsi que des services généraux et de l'informatique. Vous aurez sous votre responsabilité directe notre équipe-siège composée d'une centaine de personnes dont vous serez l'animateur.

A 35 ans ou plus, vous êtes de formation supérieure Ecole de Commerce ou Université, option Gestion Finance. Vous justifiez d'une expérience similaire acquise au sein d'une entreprise internationale spécialisée si possible dans la distribution multi-produits. Si vous n'êtes pas de culture Franco-Allemande, vous parlez en tout cas parfaitement allemand.

Votre parcours vous a amené à devenir un généraliste des finances et de l'administration. Vous avez déjà dirigé une équipe et êtes rompu aux relations avec un groupe international et à ses exigences. Homme de contact et d'organisation, vous êtes pragmatique et rigoureux.

Vous serez basé à notre siège social, situé environ à 100 km de Paris.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo) sous la référence 1806 LM à SOURCES, 108, rue Saint-Honoré - 75001 Paris Cedex 01.

مركز العمل

VI / LE MONDE / MERCREDI 3 JUILLET 1996

REPRODUCTION INTERDITE

GESTION-FINANCE

BANQUE
D'INVESTISSEMENT
DE PREMIER PLAN

OPÉRATEUR MONÉTAIRE

Vous rejoignez le secteur Trésorerie-Change de la salle des Taux et plus spécifiquement le Desk monétaire. Vous intervenirez sur les marchés domestiques et internationaux en trading et cotation compte tenu de notre forte position et de nos statuts de market makers.

Au-delà de votre professionnalisme en cotation acquis dans un poste similaire pendant 2/3 ans, ce sont vos qualités de négociation et de travail en équipe qui vous permettront de réussir dans ce poste et d'évoluer ensuite dans notre salle en développement continuant.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV, photo, prétentions et disponibilités pour nous rencontrer), en précisant sur l'enveloppe la réf. 484, à Communiqué, 50/54 rue de Sully, 92513 Boulogne-Billancourt Cedex, qui transmettra.

DIRECTEUR D'AGENCE

ANGLAIS COURANT

PARIS

Vous : à environ 30 ans, de formation supérieure Grande École de Gestion ou de Commerce (I.E.P., ESSEC, Sup de Co...) avec une spécialisation en Finance, vous nous apportez au moins 5 ans d'expérience - dont 1 à 2 ans d'animation d'équipe - en tant que responsable d'un centre de profit dans la vente de services : marché bancaire, gestion de patrimoine, crédit à la consommation... Vous avez une personnalité charismatique d'"entrepreneur" commercial et souhaitez évoluer dans un environnement réellement international qui vous confère plus d'autonomie et récompense la performance.

Nous : vous confierons la responsabilité de l'organisation, de l'animation et du développement commercial d'une de nos agences principales sur Paris, dans laquelle vous représenterez notre image et nos intérêts en participant à la vie sociale et économique de votre marché. Notre groupe privilégie le développement de ses collaborateurs par des formations de qualité et d'excellentes perspectives de carrière. Une rémunération attractive, ainsi que de nombreux avantages sont proposés dans cette fonction.

Merci d'adresser lettre, CV, photo en précisant votre rémunération actuelle à notre Conseil MERCURI URVAL, 14 bis rue Danu, 75378 Paris Cedex 08, sous la référence 66.3788/LM, portée sur lettre et enveloppe. Confidentialité assurée.

Mercuri Urval

Notre société, adhérente d'un groupe international, vend des prestations d'expertise auprès des compagnies d'assurance. Nous réalisons avec l'ensemble de nos partenaires en France (150 collaborateurs environ) une marge brute qui atteint presque 100 MF. Notre Direction Générale a décidé de déléguer ses responsabilités dans les domaines du contrôle de gestion, de l'organisation, de la gestion administrative et crée un poste de

Contrôleur de Gestion

Très évolutif

Dépendant de la Direction Générale, vous serez responsable d'un ensemble de tâches essentiellement liées tout d'abord au contrôle de gestion et à l'organisation. Vos responsabilités devront progressivement s'élargir vers une Direction Générale à dominante administrative et financière.

Agé idéalement de 32/35, après une grande école de commerce (HEC, ESSEC...), vous avez l'expérience du contrôle de gestion acquise en cabinet et/ou en entreprise. Vous souhaitez élargir vos responsabilités et vous installer durablement au sein d'une structure évolutive et conviviale.

La maîtrise de la langue anglaise est impérative pour communiquer avec les différentes sociétés du Groupe.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, en notant la réf. A/1185 sur l'enveloppe, à notre Conseil ORNICAR - 92, rue Jouffroy d'Abbans - 75017 Paris.

ornicar
GROUPE H&C CONSEIL

Auditeur activités de marchés

Grande banque
internationale,
la Deutsche Bank
recherche pour
son Groupe en
France (400
personnes) un

Agé d'environ 30 ans, diplômé de l'enseignement supérieur (Bac + 5), avec 5 ans d'expérience en audit dans le secteur bancaire, vous connaissez bien les activités de marchés.

Nous vous proposons de rejoindre notre Département Audit pour y conduire et participer aux missions portant sur l'ensemble des activités financières de notre groupe à Paris.

Au-delà de vos qualités rédactionnelles, vous disposez d'une bonne maîtrise de l'allemand et de l'anglais.

Rigoureux et doté d'un bon sens relationnel, vous aimez à votre autonomie, des aptitudes réelles au travail en équipe.

Pour nous rejoindre et évoluer au sein de notre structure, merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV et photo) en précisant la réf. AM à Deutsche Bank AG, Direction des Ressources Humaines, 3 avenue de Friedland, 75008 Paris.

Deutsche Bank

Importante MAISON D'ÉDITION
à forte notoriété recherche un

Contrôleur de Gestion

H/F

Assisté de deux collaborateurs, vous serez chargé de préparer et suivre les budgets, analyser les écarts, établir les résultats par unité, produit, marché...

Proche du terrain, véritable force de proposition, vous exercerez un rôle de conseil et d'anticipation tant auprès des opérationnels que de la Direction Générale.

De façon plus générale, vous perfectionnerez le contrôle de gestion en fournissant à la Direction Générale les outils sur lesquels s'appuieront les décisions stratégiques à venir.

Agé d'une trentaine d'années, diplômé ESC + DECS, vous avez environ 5 années d'expérience et maîtrisez pleinement le contrôle de gestion dans toutes ses composantes. Une première expérience dans l'audit serait très appréciée, de même qu'un parcours professionnel dans un secteur culturel.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, en notant la référence B/1186 sur l'enveloppe, à notre Conseil ORNICAR - 92, rue Jouffroy d'Abbans - 75017 Paris.

ornicar
GROUPE H&C CONSEIL

Pour insérer votre annonce dans Initiatives
Appelez Le Monde Publicité
au
44-43-76-03 - 44-43-77-34
Fax : 44-43-77-32

AE FRANCE

Société du Groupe T&N, recherche :

Rapportant au Directeur Financier et encadrant une petite équipe, il est responsable de la Comptabilité Analytique, du reporting, de l'établissement des prévisions, de l'étude de rentabilité des projets d'investissement et de diverses études économiques.

De formation Ecole de Commerce ou équivalente et possédant une expérience significative de la comptabilité analytique en milieu industriel, le candidat devra posséder un bon esprit de synthèse et de grandes qualités relationnelles, ainsi qu'une bonne aisance dans l'utilisation de la micro informatique.

Anglais écrit et parlé impératif.

Adresser lettre, CV, photo et prétentions à
Direction des Ressources Humaines AE FRANCE
Avenue des temps modernes
B.P. 13 - 86361 CHASSENEUIL du POITOU cedex

JURISTES

Juriste

INI

iste

STANT SENIOR

REPRODUCTION INTERDITE

REPRODUCTION INTERDITE

LE MONDE / MERCREDI 3 JUILLET 1996 / VII

FONCTION COMMERCIALE

Entreprise Filiale d'un groupe Multinational
(C.A. : 300 MF, 320 personnes) recherche son :

Futur Directeur Commercial

Secteur de la plasturgie

A 35/40 ans, doué d'un sens inné de l'organisation et d'un charisme naturel, vous êtes également reconnu pour votre esprit d'analyse rigoureux et votre capacité à entreprendre.

Homme de terrain diplômé d'une grande école (HEC, ESSEC...), vous disposez d'une expérience significative du management de commercial.

Vous serez amené à prendre à court terme la Direction Commerciale de l'entreprise, définirez les orientations stratégiques et participerez à leur mise en œuvre.

Manager de tempérament, vous animerez une équipe commerciale dynamique et assurerez votre action sur ses motivations et le développement de ses compétences.

Votre forte personnalité vous permettra rapidement de vous imposer comme leader auprès de vos collaborateurs et vos clients.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (CV + lettre de motivation) à : Nicole PRUD'HOMME
Executive Coroad - 223, boulevard Périère
75017 Paris.

CONSEIL EN RESSOURCES HUMAINES

Premier diffuseur européen de radio et de télévision, société anonyme filiale de France Télécom, avec ses 4 000 professionnels de l'audiovisuel, TDF S.A. exporte son savoir-faire dans le monde entier et réalise un chiffre d'affaires de plus de 4,5 milliards de francs. A la pointe de la technique, nous innovons en permanence pour faire évoluer les nouveaux services de diffusion des images, du son et des données.

Nous recherchons un responsable commercial régional pour mettre en œuvre la stratégie commerciale de l'entreprise sur des marchés locaux ou sectoriels.

Directement rattaché au directeur régional, votre mission sera :

- de mener l'analyse des marchés régionaux et locaux et de la concurrence,
- de manager, d'animer et de coordonner l'action de la force de vente, avant vente et après vente,
- de préparer la définition des objectifs commerciaux régionaux, en particulier du chiffre d'affaires de l'établissement et de contribuer à l'évaluation et à l'obtention des moyens nécessaires à l'atteinte de ces objectifs, y compris en termes de formation de vos collaborateurs,
- de superviser l'activité administrative des ventes et de déclencher les actions en contentieux,
- de participer à l'élaboration de procédures de coordination avec les services opérationnels de l'établissement,
- d'identifier les besoins des clients et de contribuer à l'amélioration de la réponse de TDF,
- d'élaborer certains contrats.

Avec une formation grande école d'ingénieurs ou de commerce, vous justifiez d'une expérience significative dans une fonction équivalente - de préférence dans une entreprise de haute technologie - et possédez de solides connaissances en produits techniques. Vous vous distinguez par des qualités d'organisation, d'écoute, d'adaptation et de dialogue.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous la réf. RC/UM, à Laurence Guillet, TDF, DRH, Département Développement des Carrières, 21-27 rue Barbet, 92542 Montrouge Cedex.

Poste à pourvoir immédiatement sur Nancy et ultérieurement dans d'autres établissements régionaux.

Responsable commercial Régional

L'ESPRIT DES ONDES

TDF
Groupe France Télécom

JURISTES-RESSOURCES HUMAINES

La propriété
industrielle :
une arme
stratégique

Juriste

Affaires juridiques et contentieuses

De formation juridique solide, incluant de préférence le droit public, vous êtes titulaire d'un troisième cycle en droit de la propriété industrielle. Chargé de mission auprès de la Direction, vous serez notamment pour mission de participer à l'élaboration des textes législatifs et réglementaires qui concernent la propriété industrielle, d'assister les services dans leur application et d'assurer la défense des décisions du directeur général de l'INPI devant les cours d'appel compétentes.

Nous offrons pour ce poste une rémunération à partir de 170 K€ environ brut/an selon expérience.

Merci de nous adresser lettre manuscrite et CV à l'INPI, Service des ressources humaines,
26 bis rue Saint-Pétersbourg,
75008 Paris.



Important cabinet d'avocats d'affaires (25 professionnels), fortement implanté dans la région Rhône-Alpes et intervenant auprès d'entreprises importantes, recherche un

Conseil en Droit des Sociétés et Droit boursier

Au sein de notre équipe d'avocats conseils, vous intervenez auprès de nos clients (entreprises cotées ou non) en matière de Droit des sociétés et notamment dans les domaines suivants : appel public à l'épargne, opérations en fonds propres, restructurations financières, opérations sur titres en Bourse, conventions d'actionnaires.

A environ 35 ans, titulaire d'une formation juridique supérieure (DJCE, DESS, DEA), vous justifiez d'une expérience professionnelle de 5 à 7 ans du conseil en Droit des sociétés acquise dans un cabinet ou une institution financière. Spécialiste du Droit boursier, doté de solides aptitudes relationnelles, vous êtes motivé par la perspective de développer cette activité au sein d'une équipe jouissant d'une excellente notoriété.

La pratique de l'anglais est indispensable.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite + curriculum vitae), sous réf. 11-32057, à notre conseil ONOMA,
Tour du Crédit Lyonnais,
69431 Lyon Cedex 3.

Onoma

GRUPE COURTAUD

Le Monde Sans Fil est de plus en plus grand

Chargés de recrutement

Second opérateur français de téléphonie mobile, filiale de la Compagnie Générale des Eaux, SFR conçoit, réalise et assure la maintenance de réseaux nationaux en téléphonie mobile.

Nous connaissons une croissance exceptionnelle (500 nouveaux collaborateurs en 1995) et faisons face à d'importants enjeux pour les années à venir. Pour recruter les hommes et les femmes qui contribueront au développement du monde sans fil, nous souhaitons étoffer notre équipe jeune et professionnelle. De niveau bac + 4/5, spécialiste des ressources humaines, vous avez acquis une expertise réelle dans le domaine de la sélection du recrutement. A l'aise dans les environnements technologiques, vous êtes dynamique, rapide et bien organisé. Vous savez travailler dans un esprit de conseil et de service de haut niveau. Les postes seront à pourvoir à La Défense. Des déplacements régionaux sont à prévoir.

Merci de nous adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions), sous la référence RVM, à SFR, Département Recrutement, BP 108, 75663 Paris Cedex 14. Les entretiens auront lieu en août 1996.

LE MONDE SANS FIL EST A VOUS.



REGION PARISIENNE

Groupe industriel spécialisé dans la conception, la fabrication et la distribution de biens d'équipement, recherche son

Juriste

Vous serez pour mission : de gérer l'ensemble des problèmes de l'entreprise (prévenir les risques juridiques encourus par la société, conseiller la Direction et les opérationnels dans les lignes juridiques, préparer les dossiers contentieux, assurer la liaison avec les cabinets d'avocats) en s'appuyant sur des conseils extérieurs et des avocats.

Vous consacrez 75 % de votre temps au Droit des Affaires et 25 % au Droit Social. Diplômé de 3e cycle en Droit des Affaires, vous justifiez de 3 à 5 ans d'expérience dans une fonction similaire. La connaissance et/ou la pratique du Droit Social sera appréciée. Anglais courant, allemand souhaité. Poste à pourvoir très rapidement.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. 5768/M à CURRICULUM 6 passage Lathuille 75881 PARIS cedex 18 qui transmettra.

Constitué sur le principe d'une société de moyens, notre Cabinet Conseil en recherche de Dirigeants et Cadres (par approche directe et par voie d'annonces) se développe et souhaite accueillir un

CONSULTANT SENIOR

Vous traitez actuellement un CA significatif de manière autonome et aimeriez rejoindre un Cabinet à taille humaine (5 Consultants) pour y fonctionner en partage de frais fixes tout en conservant la parfaite maîtrise de votre clientèle. Nous vous offrons moyens, support et autonomie pour développer votre portefeuille. Membre du réseau international Search Group, notre société intervient sur l'ensemble de l'Europe (Est comme Ouest).

Nous sommes très attachés à exercer notre activité en respectant l'éthique de notre profession.

Si, comme tous les membres de notre équipe, vous avez acquis précédemment l'expérience du management des entreprises et des hommes et si vous partagez notre conception, adressez-nous votre candidature sous référence CS/07 à Jean-Pierre Debette

MOMENTUM - 27, rue Garnier
92200 Neuilly-sur-Seine.

MOMENTUM
Ressources Humaines

Cabinet d'avocats français recherche un Collaborateur en Droit des Sociétés

Sud

Rattaché aux Associés du Cabinet, vous intervenerez de façon autonome auprès d'une clientèle principalement composée de PME/PMI, en matière de droit des sociétés, notamment dans le cadre de toute opération de structure (fusions, acquisitions, etc.). Vous assurerez également le suivi juridique des sociétés (formalités, préparation des Assemblées générales, procès-verbaux, etc.).

Agé de 30 ans environ, Avocat de formation juridique supérieure (DEA, DESS, DJCE, etc.), vous avez acquis une expérience du conseil en droit des sociétés d'environ 5 ans, au sein d'un cabinet d'avocats (traditionnels ou anciens conseils juridiques).

Excellent technicien, vous êtes de plus rigoureux, disponible, autonome et doté de bonnes dispositions relationnelles.

Une bonne maîtrise de l'anglais sera un atout supplémentaire.

Merci d'adresser lettre manuscrite + CV + photo + n° de tél + rém. actuelle à Christophe Blanc, Michael Page Tax & Legal, 3 bd Bineau 92594 Levallois-Perret Cedex ou de taper votre CV sur le 3617 code MPage (Carnet J-ABF/M) sous réf. : CB14130



Michael Page Tax & Legal

Le spécialiste du recrutement Juridique et Fiscal

JURISTES-RESSOURCES HUMAINES

DROIT SOCIAL - RESSOURCES HUMAINES

Négocier, Concilier, Animer

Un candidat d'envergure

Un important organisme professionnel agissant au plan national recherche le responsable de son département "social".

Sa mission comprendra plusieurs volets :

- conseil auprès des entreprises adhérentes
- gestion et négociation de la convention collective
- représentation dans les instances inter-professionnelles et publiques
- information des adhérents sur les recherches et les expériences menées dans les domaines du développement social.

La réussite dans ce poste implique :

- une très solide formation en Droit Social (Diplôme ou DESS)
- environ 15 ans d'expérience professionnelle avec de préférence un parcours significatif dans la DRH d'une entreprise.
- des qualités marquées de rigueur, de dynamisme personnel, de dynamisme lui permettant d'être reconnu comme un partenaire avisé et "motivé" par l'ensemble de ses interlocuteurs.

Poste à Paris.

Ecrire sous réf.
278 3001 GM
Discrétion absolue

etap

71, rue d'Autouil
75016 Paris

La filiale française d'un important groupe mondial, leader sur son marché, recherche un

RESPONSABLE RESSOURCES HUMAINES

A la tête d'une équipe d'environ 7 cadres, vous avez en charge :

- la gestion des hommes :
- Comme « Individus » à recruter, intégrer, informer, évaluer, former et promouvoir,
- Comme « Acteurs collectifs » du développement social, du management participatif, de la mobilisation sur les projets, de l'organisation du travail, des évolutions de l'entreprise.
- la gestion intégrée de l'emploi, c'est-à-dire :
- Maîtriser les flux et organiser la mobilité fonctionnelle et géographique,
- Anticiper et accompagner l'évolution des métiers (familles professionnelles, emplois nouveaux ou sensibles),
- Développer le niveau de professionnalisme et les compétences individuelles par la formation,

en équipe avec le responsable « Administration et Rémunération », sous la responsabilité du Directeur des Affaires Sociales, dans une entreprise qui anticipe, qui innove et qui réussit.

Vous êtes de formation supérieure, âgé d'environ 35 ans, vous justifiez d'une solide expérience en Ressources Humaines dans un groupe industriel ou de distribution. Vous avez la pratique de l'animation d'équipes et parlez couramment anglais.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et photo sous réf. LM620 à notre conseil CLP associé, 33 avenue du Maine, BP 170, 75755 Paris cedex 15.

C . L . P
a s s o c i é s

CLIFFORD CHANCE,
cabinet international d'avocats, recherche un

AVOCAT DROIT FINANCIER

Intégré à l'équipe "Ingénierie et Droit Financier", vous intervenirez auprès d'une clientèle nationale et internationale sur des dossiers de droit bancaire, financier et boursier, droit des sociétés, capital-risque, opérations sur valeurs mobilières, etc...

Avocat ou titulaire du CAPA, de formation supérieure en droit des affaires (DESS, DEA, DJCE, Magistère...) complétée éventuellement par un diplôme de grande école (HEC, IEP), vous possédez une première expérience acquise dans un cabinet international ou au sein de la direction juridique d'une grande banque. Une excellente maîtrise de l'anglais est indispensable.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous la réf. ADF2/LM à Clifford Chance, DRH, 112 avenue Kléber, BP 163 Trocadéro, 75770 Paris cedex 16.

CLIFFORD CHANCE

AMSTERDAM BANGKOK BARCELONE BRUXELLES BUDAPEST DUBAI FRANCFORT
HANOI HONG KONG LONDRES MADRID MILAN MOSCOW NEW YORK PARIS
PRAGUE SINGAPOUR SINGAPOUR TOKYO VARSOVIE BUREAU ASSOCIÉS BAHREIN

Avocat droit social Paris

Cabinet d'avocats spécialisé en droit social et commercial recherche un avocat pour prendre en main des dossiers de droit social, essentiellement pour des PME, en collaboration directe avec l'un des associés. Ce poste basé à Paris s'adresse à un avocat d'environ 30 ans, bien rodé en droit social, qui aura déjà commencé à développer une clientèle. Une compétence en matière de négociation, en droit social européen, ainsi qu'une pratique courante d'une langue étrangère sont de sérieux atouts. Le cabinet offre de nombreux avantages en termes de compétences, mais aussi de relations humaines. Rigueur professionnelle mais aussi sens du service, éthique, capacité de développement, communication sont les qualités essentielles indispensables pour réussir dans ce poste évolutif. Adresser CV, lettre manuscrite, prétentions sous référence 354 A à notre Conseil : PSYNERGIE - Christine BARILLER 2, rue Saint Thomas d'Aquin - 75007 PARIS.

PSYNERGIE
GROUPE PRAXIA

LVMH
MOËT HENNESSY - LOUIS VUITTON

La Direction Juridique de notre Groupe,
basée à Paris, recherche

Juriste Droit des Affaires

Sous la responsabilité du Directeur Juridique et en étroite relation avec la Direction Financière et les Directions Opérationnelles, vous intervenez sur tout type de dossiers en droit des affaires : droit des contrats, de la distribution, de la concurrence, droit financier...

A 26-28 ans, vous possédez une solide formation juridique complétée par une Grande Ecole de Commerce ou l'IEP. Vous justifiez d'environ 3 ans d'expérience acquise au sein d'un cabinet d'affaires à vocation internationale ou d'un grand groupe international.

Excellent juriste, bilingue anglais-français, vos compétences techniques alliées à un très bon sens des contacts vous permettront d'évoluer au sein de ce Groupe.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (CV, lettre manuscrite et prétentions) en mentionnant la référence LCC01 à INFRAPLAN - 83 boulevard Raspail - 75006 Paris.

René ROBERT, 39 ans, ESC Toulouse, rejoint PA Consulting Group au 1er juillet 1996. René ROBERT était Directeur Commercial au sein des Laboratoires KODAK. Il sera plus particulièrement chargé des activités de conseil en développement commercial et de la région Midi-Pyrénées.

PA Consulting Group
114, avenue Charles de Gaulle
92522 NEUILLY Cedex
Tél. (1) 40.88.79.79
Fax (1) 47.45.48.65

PA Consulting Group
Creating Business Advantage

Juriste DROIT FINANCIER CARDIF

■ Titulaire d'une solide formation juridique de droit privé (bac + 5), vous avez à votre actif une première expérience ou effectué des stages significatifs dans le domaine financier. Vous vous distinguez par votre dynamisme et votre curiosité naturelle.

■ Grâce à vos qualités d'analyse, vous suivrez l'évolution réglementaire des produits d'épargne (OPCVM français et étrangers) et assurerez la mise en œuvre de cette réglementation.

■ En véritable conseil, vous prendrez en charge la réalisation des contrats financiers dans le respect de la déontologie financière et du droit boursier.

■ Doté d'un sens aigu du contact, vous assurerez des relations essentielles tant avec l'interne qu'avec l'externe (COB, commissaires aux comptes...).

■ Ce poste basé à Rueil (92) offre la possibilité, à terme, d'élargir son champ d'action (droit des assurances, droit patrimonial) et d'évoluer.

■ Merci d'adresser votre candidature, sous réf. 6075 à Véronique Galmiche, Compagnie Bancaire, Service Recrutement, 5 avenue Kléber, 75116 Paris.

CARDIF, filiale de la
Compagnie Bancaire,
est l'un des tout
premiers groupes
privés d'assurance-vie
et de capitalisation.

Nos signes particuliers :
■ 70 milliards d'encours
gérés,

■ 600 collaborateurs,
■ une forte notoriété,
■ un développement
international,

■ une capacité d'innovation permanente.



COMPAGNIE BANCAIRE

Disneyland® Paris recherche
pour sa direction juridique :

Juriste d'affaires expérimenté

H/F

■ Pour ce poste à dominante droit bancaire et financier, le titulaire gère l'ensemble des questions juridiques relatives aux financements, aux relations avec les banques et les investisseurs en France et à l'étranger et au droit des sociétés. Rattaché au directeur juridique du groupe, il anime une petite équipe chargée du montage juridique des opérations et travaille en concertation avec la direction financière de la société.

■ De formation supérieure en droit des affaires (maîtrise, troisième cycle), bilingue français/anglais, vous avez impérativement une expérience de 4/5 ans en droit bancaire et financier. Autonome, disponible, vous possédez d'excellentes aptitudes relationnelles et un très bon esprit d'équipe. Votre tonus, ainsi que vos qualités de rigueur et d'imagination pourront pleinement s'exprimer dans une entreprise passionnante.

■ Merci de contacter Frédéric Foucard au (1) 47 23 37 00 ou de lui adresser un dossier complet, sous la référence 3135/FMR, à Norman Parsons, 39 avenue Pierre-1^{er} de Serbie, 75008 Paris ou par fax au (1) 47 23 38 00.



Norman Parsons
GROUPE ROBERT HALF

مركز العمل

REPRODUCTION INTERDITE

MARKETING - COMMUNICATION

VOULEZ-VOUS DEVENIR NOTRE

RESPONSABLE DU MARKETING OPERATIONNEL

Vous êtes diplômé(e) d'une école supérieure de commerce, parlez anglais et avez une première expérience professionnelle en marketing opérationnel. Nous vous proposons de rejoindre notre entreprise (420 salariés, 360 MF), de vous former à nos méthodes et produits pendant six mois :

- comprendre la diversité du multimédia,
- acquérir une expérience pratique de la gestion de notre clientèle,
- accompagner nos commerciaux sur le terrain.

puis de développer notre marketing opérationnel :

- suivre l'activité commerciale de chaque secteur,
- participer à la réflexion permettant de différencier les offres,
- assister les commerciaux dans leur développement,
- garantir le respect de l'image de l'entreprise.

un salaire annuel de 180.000 la première année, puis de 180 à 250.000 en fonction de vos résultats.

Si un tel parcours de marketing opérationnel et de conseil interne vous tente, écrivez-nous.

Philippe Oisai, Directeur Commercial des Imprimeries Maudé et Renou, 144, rue de Rivoli, BP 2131, 75021 Paris cedex 01.



Institut d'études de marché et d'opinion
recrute pour son
Département Transport/Automobile

- UN(E) CHARGÉ(E) D'ETUDES QUANTITATIVES
- - formation supérieure - trilingue anglais et espagnol
- - première expérience souhaitée.

Envoyer candidature à :
BVA - 191, avenue du Général Leclerc - 78220 VIROFLAY



La Ville d'Amiens (Somme)
131 000 Habitants - Capitale de la Région Picardie
recherche son

RESPONSABLE DE COMMUNICATION INTERNE

Profil : - Formation supérieure en information et communication des entreprises et organisations
- Expérience souhaitée dans le domaine
- Maîtrise de l'expression écrite et orale ainsi que des techniques de communication
- Organisation, rigueur
- Sens des relations humaines

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite + CV + photo)
à Monsieur le Député-Maire - B.P. 2720 - 80027 AMIENS CEDEX 1
CLOTURE DES INSCRIPTIONS LE 16 AOUT 1996

Pour insérer votre annonce dans Initiatives
Appelez Le Monde Publicité
au
44-43-76-03 - 44-43-77-34
Fax : 44-43-77-32

CARRIÈRES - INTERNATIONALES

La filiale opérationnelle française (CA : 350 MF dont 65 % à l'exportation)
d'un grand Groupe Américain recherche un MANAGER :

RESPONSABLE D'AFFAIRES INTERNATIONALES

Rattaché à la Direction Générale, vous animez une équipe de 35 personnes et êtes Responsable d'un CENTRE DE PROFIT de plus de 100 MF de chiffre d'affaires réalisé principalement à l'export auprès d'une clientèle exigeante : secteurs pétrolier, chimie, eau, industrie. Vos domaines de responsabilités vont de la recherche, la négociation à la réalisation de contrats de services de maintenance d'équipements industriels (pompes, vannes, turbines...), de culture. Agé de 35 ans environ, de formation supérieure technique (Ingénieur Electro-Mécanicien/Hydraulicien...), de culture internationale, vous êtes parfaitement Bilingue AMERICAIN/ANGLAIS/FRANCAIS. Vous pouvez justifier d'une expérience de 10 ans minimum au sein d'un groupe Américain acquis dans un premier temps en production "pétrolière" ou "industrie de procédés" puis en tant qu'Ingénieur d'Affaires Internationales. Dynamique, motivé pour négocier, vendre et réaliser des projets techniques d'envergure à l'international (déplacements fréquents), vous êtes apprécié pour vos aptitudes à travailler en équipe et vos capacités d'innovation. Poste situé dans la SARTHE (LE MANS).

Merci d'adresser votre candidature sous réf. RP/292 à notre conseil :

CREA
CONSULTANTS

Creative Resources for European Access. Conseil en ressources humaines.
86 bis, rue Amelot, 75011 PARIS

UNITED NATIONS NATIONS UNIES

Concours De Recrutement POUR LES RESSORTISSANTS FRANÇAIS

Un concours de recrutement de jeunes cadres (P-1/P-2) et de cadres (P-3) aura lieu à Paris et à New York du 23 au 31 janvier 1997. Ce concours doit permettre de dresser une liste de lauréats à qui il sera fait appel pour pourvoir les postes qui sont ou deviendront vacants.

Pour le concours de jeunes cadres (P-1/P-2), les candidats doivent avoir la nationalité française, avoir 32 ans ou moins au 31 décembre 1997 et doivent posséder un diplôme universitaire du niveau de la licence dans l'un des domaines suivants : administration, droit, lettres, sciences, ou biotechnologie. Pour le concours de cadres (P-3), les candidats doivent avoir

la nationalité française, avoir 38 ans ou moins au 31 décembre 1997 et doivent posséder un diplôme du niveau de la maîtrise ainsi qu'une expérience professionnelle d'un minimum de quatre ans dans le groupe professionnel suivant : affaires politiques.

Les candidats doivent se procurer, en écrivant à l'adresse indiquée ci-dessous, une formule de demande d'admission à concours qu'ils retourneront à la même adresse, dûment remplie, le 20 septembre 1996 au plus tard.

Concours de recrutement de cadres et de jeunes cadres
Division des services de spécialistes
Bureau de la gestion des ressources humaines
Secrétariat de l'ONU
Bureau S-2580-A
New York, NY 10017 (Etats-Unis)
Télécopieur (212) 963-3683

GRUPE
BORDEAUX

4 Professeurs de management

Comptabilité, Finance, Micro et Macro-économie, Droit, Statistiques, Marketing, Stratégie du Management, Sciences du comportement

Profil recherché : Formation supérieure (Doctorat) Parfaite maîtrise de l'anglais pour l'animation des cours - Expérience d'enseignement niveau MBA - Mobilité lui permettant de s'expatrier pour des périodes allant de 3 mois à 1 an



Merci d'adresser votre candidature (lettre, C.V. et prétentions) par fax avant le 3 juillet 96 à Martine Fournier au 56 84 55 80



L'INSTITUT TROPICAL SUISSE

cherche pour ses activités de santé (consultations et gestion de projets) au Tchad et dans d'autres pays africains :

UNE FEMME-MÉDECIN

de préférence pédiatre, spécialisée en Santé publique et ayant plusieurs années d'expérience en santé maternelle et infantile dans les pays en voie de développement. Une connaissance parfaite, parlée et écrite, du Français et de l'Anglais est indispensable. Une grande mobilité est requise (environ 6 mois par an). Contrat de deux années aux conditions salariales en vigueur à Bâle (Suisse). Ecrire et envoyer CV d'ici le début de l'été 1996, accompagné des noms de 2 références à : Professeur A. Degremont - Institut Tropical Suisse - Socienstrasse 57 - 4002 Bâle/Suisse

E MONDE

Directeur de Projets

Merci d'adresser votre dossier de candidature, qui sera traité en toute confidentialité, en notant la réf. M/1183 sur l'enveloppe, à notre Conseil ORNICAR - 92, rue Jouffroy d'Abbans - 75017 Paris.



ATLANPOLE

Devenez notre

reference 450 LM

 ALEXANDRE TTC SA



ALEXANDRE TIC SA
44, RUE DE STRASBOURG - 44000 NANTES

44, RUE DE STRASBOURG - 44000 NANTES

Château de Poléon - 17700 Saint-Georges-du-Bois (Télécopie : 46.27.23.89)

Envoyer CV et lettre manuscrite à
CESIA - 6, rue du Général de Larminat 75015 PARIS

Merci d'adresser votre candidature (lettre, CV, photo et prétentions) en précisant la réf. 55629245 sur l'enveloppe à **EUROMESSAGES - 78 boulevard de la République - 92514 BOULOGNE CEDEX** qui transmettra.

Le Monde

LES PRODUITS LACTIQUES
DE PREVOYANCE

RECTEURS REGIONAL

DRES

tre société qui se situe parmi les
dres sur son marché, fabrique et
commercialise un produit technique
destiné à l'aménagement des
immeubles de bureaux.
• constante progression de notre
activité, nous amène à recruter

CHARGÉS D'AFFAIRES
Région Parisienne

Si vous êtes un homme d'affaires
dynamique, expérimenté, avec une
bonne connaissance du marché
immobilier de bureaux, nous vous
proposons un poste de chargé d'affaires
dans notre région parisienne.

Vous serez responsable de la
vente et du développement commercial
de nos produits techniques.

Poste à pourvoir immédiatement.

Envoyez votre candidature à :

UR DE FRANÇAIS

Le Centre Départemental de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Gard
en conventionnement avec les Centres de Gestion de l'Aude, l'Aveyron, l'Hérault,
les Pyrénées-Orientales et le Conseil Général du Tarn
organise des concours sur titres avec entretien donnant accès aux grades suivants :

INFIRMIER TERRITORIAL ouvert aux candidats titulaires :

• soit du diplôme d'Etat d'infirmier
• soit du diplôme d'infirmier de secteur psychiatrique
• soit d'une autorisation d'exercer la profession d'infirmier
• soit d'un titre de qualification admis comme équivalent et figurant sur une liste établie par arrêté
du ministre chargé de la santé.

ÉDUCATEUR TERRITORIAL DE JEUNES ENFANTS ouvert aux candidats titulaires :

• du diplôme d'Etat d'Éducateur de Jeunes Enfants

PUÉRICULTRICE TERRITORIALE ouvert aux candidats titulaires :

• soit du diplôme d'Etat de puéricultrice
• soit d'un titre de qualification admis comme équivalent et figurant sur une liste établie par arrêté
du ministre chargé de la santé.

RETRAIT DES DOSSIERS D'INSCRIPTION À PARTIR DU 1^{er} AOÛT 1996

au CENTRE DÉPARTEMENTAL DE GESTION - 261, chemin du Mas Coquilard - 30900 NÎMES
(Les dossiers peuvent être envoyés aux intéressés sur simple demande écrite
accompagnée d'une enveloppe format 21x29,7 cm affranchie à 4,50 francs et libellée à leurs nom et adresse).

DATE DE CLÔTURE DES INSCRIPTIONS : LE 2 SEPTEMBRE 1996 minuit
(le cachet de la Poste faisant foi)

Les entretiens se dérouleront les 4, 7, 8 et 9 octobre 1996 à NÎMES

tant Junio

ESSEC, SUP DE CO Paris ou LY

• Recrutement contractuel par référence à l'espace indiciaire d'administrateur.

Merci d'adresser votre candidature manuscrite + CV + photo + prétentions à Monsieur le Président du
Conseil Général - La Conseil Général du Loiret - 15 rue Eugène Vignat - BP 2019 - 45010 Orléans Cedex 1.

Demain avec Initiative

Monde

REPRODUCTION INTERDITE

LE MONDE / MERCREDI 3 JUILLET 1996 / XI

LE MONDE DES CADRES

UN CHEF de PRODUIT IARD OU PREVOYANCE

Attaché à la Direction Centrale du groupe, votre mission est de :

- participer à la création et à la mise au point de nouveaux produits et au suivi des produits de la gamme existante,
- étudier et évaluer les risques à partir de la gestion et de l'analyse des données statistiques,
- contribuer, en liaison avec les services d'actuarial, à la tarification des produits,
- utiliser les programmes informatiques de suivi des produits,
- collaborer avec les autres services concernés du groupe par le suivi de la sinistralité et l'analyse des portefeuilles.

Agé de 25 à 30 ans environ, vous êtes diplômé de l'enseignement supérieur (maîtrise de statistiques ou de droit).

Vous avez de 2 à 5 ans d'expérience professionnelle en tant que chef de produit dans une société d'assurance, une institution de prévoyance ou une caisse de retraite.

Vous êtes un familier de l'outil micro-informatique (Excel - Word) et vous aimez le goût pour l'analyse statistique à une bonne connaissance du droit et de la réglementation de l'assurance.

Merci d'adresser lettre de motivation et C.V. à
M. le Directeur du Personnel - Groupe AGPM
rue Nicolas Appert - 83086 TOULON Cedex 9

LA DIRECTION DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES
ET DE LA RECHERCHE DE LA BANQUE DE FRANCE RECRUTE.
À PARIS, UN

ÉCONOMISTE

Titulaire d'un diplôme de l'ENSAE (division SEA), d'un titre d'ingénieur ou d'un doctorat d'économie, le candidat doit justifier d'une expérience significative en analyse économique quantitative. Des travaux antérieurs sur la modélisation et la prévision macro-économique ou financière seront appréciés.

Ressortissant d'un pays membre de la Communauté européenne ou d'un autre État partie à l'Accord sur l'Espace économique européen, le candidat (H/F) doit être âgé de 28 à 35 ans environ.

Le salaire proposé dépendra de sa qualification et de son expérience.

Le poste est à pourvoir immédiatement.

Merci d'adresser lettre de
candidature, CV détaillé précisant
notamment travaux et publications,
photo et rémunération actuelle à
Banque de France
56-1508 Recrutement Concours
75049 PARIS CEDEX 01.



Dans le cadre de la réorganisation des ses services, le Conseil Général du Loiret
créé sa Direction de la Communication et recrute son :

Directeur de la Communication

• Rattaché au Directeur Général des Services, vous concevez, proposez et mettez en œuvre la politique de communication définie par le Conseil Général. Vous participez à l'élaboration de la stratégie de communication à la fois interne, externe et institutionnelle, et vous gérez les relations avec la presse.

Membre de l'équipe de Direction, vous animez un service de 7 personnes.

• Doté d'une solide expérience de la Direction de la Communication, vous justifiez d'une bonne connaissance du fonctionnement des institutions publiques et des grandes collectivités.

Outre la maîtrise des principaux langages de la communication (écrit, oral, audiovisuel, télévisuel) vous avez de réelles capacités d'encadrement, de travail en équipe et de créativité.

Vous savez développer un réseau relationnel et de communication avec les médias.

• Recrutement contractuel par référence à l'espace indiciaire d'administrateur.

Merci d'adresser votre candidature manuscrite + CV + photo + prétentions à Monsieur le Président du
Conseil Général - La Conseil Général du Loiret - 15 rue Eugène Vignat - BP 2019 - 45010 Orléans Cedex 1.

Le CENTRE DÉPARTEMENTAL DE GESTION DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE DU GARD
en conventionnement avec les Centres de Gestion de l'Aude, l'Aveyron, l'Hérault,
les Pyrénées-Orientales et le Conseil Général du Tarn
organise des concours sur titres avec entretien donnant accès aux grades suivants :

INFIRMIER TERRITORIAL ouvert aux candidats titulaires :

• soit du diplôme d'Etat d'infirmier
• soit du diplôme d'infirmier de secteur psychiatrique
• soit d'une autorisation d'exercer la profession d'infirmier
• soit d'un titre de qualification admis comme équivalent et figurant sur une liste établie par arrêté
du ministre chargé de la santé.

Nombre de postes ouverts au concours : 17 dont 1 pour le département de l'Aude ; 5 pour le département
du Gard ; 10 pour le département de l'Hérault et 1 pour le département des Pyrénées-Orientales.

ÉDUCATEUR TERRITORIAL DE JEUNES ENFANTS ouvert aux candidats titulaires :

• du diplôme d'Etat d'Éducateur de Jeunes Enfants

Nombre de postes ouverts au concours : 11 dont 1 pour le département de l'Aude ; 1 pour le département
de l'Aveyron, 3 pour le département du Gard ; 5 pour le département de l'Hérault et 1 pour le département
des Pyrénées-Orientales.

PUÉRICULTRICE TERRITORIALE ouvert aux candidats titulaires :

• soit du diplôme d'Etat de puéricultrice
• soit d'un titre de qualification admis comme équivalent et figurant sur une liste établie par arrêté
du ministre chargé de la santé.

Nombre de postes ouverts au concours : 11 dont 2 pour le département de l'Aude ; 1 pour le département
de l'Aveyron, 2 pour le département du Gard ; 3 pour le département de l'Hérault ; 1 pour le département
des Pyrénées-Orientales et 2 pour le Conseil Général du Tarn.

RETRAIT DES DOSSIERS D'INSCRIPTION À PARTIR DU 1^{er} AOÛT 1996

au CENTRE DÉPARTEMENTAL DE GESTION - 261, chemin du Mas Coquilard - 30900 NÎMES

(Les dossiers peuvent être envoyés aux intéressés sur simple demande écrite
accompagnée d'une enveloppe format 21x29,7 cm affranchie à 4,50 francs et libellée à leurs nom et adresse).

DATE DE CLÔTURE DES INSCRIPTIONS : LE 2 SEPTEMBRE 1996 minuit
(le cachet de la Poste faisant foi)

Les entretiens se dérouleront les 4, 7, 8 et 9 octobre 1996 à NÎMES

DIRECTEURS REGIONAUX

Notre client est une importante entreprise de l'économie sociale localisée en Ile-de-France, gestionnaire
de résidences. Il diversifie son recrutement en intégrant des professionnels issus d'autres secteurs
des services.

Expérimenté en management d'équipes et de budgets, vos capacités de négociation, de communication et
d'adaptabilité sont fondamentales à votre démarche. Vous êtes aussi un familier de la gestion de projets.

Une connaissance des politiques d'insertion et d'accueil social et professionnel serait appréciée.

Membre du Comité de Direction, vous animerez une équipe de plusieurs responsables d'établissements.

Si concilier l'action sociale à la gestion entrepreneuriale est un défi que vous souhaitez relever, adressez votre
dossier de candidature (CV, lettre manuscrite et photo) à DROUOT-
L'HERMINE CONSULTANTS - 33 rue de Miromesnil - 75008 PARIS sous
référence 14.154.01.

Bologna • Cologne • Lisbon • London • Madrid • Orléans • Paris • Philadelphia • Warsaw

CONSULTANT SENIOR

Notre Cabinet de Conseil de Direction implanté à Neuilly (92) est spécialisé en Marketing des Services.

Nos clients sont des entreprises publiques et des sociétés de services de tailles et secteurs variés. Nous
réalisons essentiellement des missions d'accompagnement de leur prise de décision et de conseil en
management.

Pour contribuer à notre développement, nous souhaitons intégrer à notre équipe un consultant confirmé.

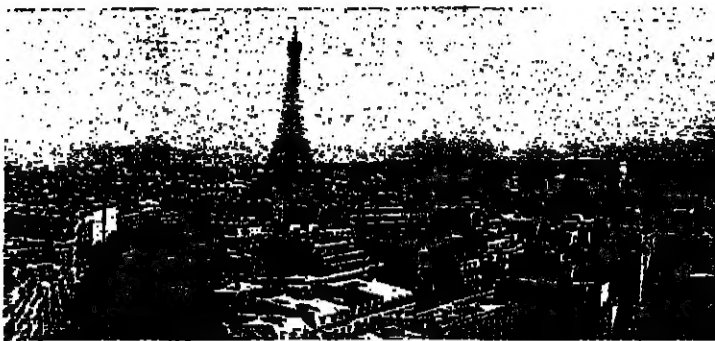
A 35 ans, de formation Bac + 5 (ESC, Masters, ...), vous avez nécessairement acquis une solide
expérience du conseil, vous avez démontré des qualités de "vendeur" avec dans l'idéal un rôle de
management dans une entreprise de services ; vous souhaitez valoriser davantage vos talents
de développeur.

Nous vous offrons l'appui logistique et des techniques qui vous permettront d'accéder rapidement
à une grande autonomie d'action et à des responsabilités d'encadrement au sein du Cabinet.

Merci d'écrire avec CV et prétentions, en précisant la référence 13948 sur lettre et enveloppe, à
notre conseil : TPA - 54 boulevard Saint-Michel - 75006 Paris.

CONSEIL ET AUDIT

Talents & Expertises.



La force du réseau de PRICE WATERHOUSE (8 000 consultants) est au service de nos clients et de nos collaborateurs. Il permet le développement et le transfert de compétences. Nos experts issus de tous pays mettent en oeuvre les meilleures solutions possibles dans les contextes techniques et culturels les plus variés. En nous rejoignant, vous aurez l'opportunité, au sein d'équipes multinationales, de conseiller nos clients présents sur plusieurs continents.

Nous avons besoin de vos talents pour dépasser les frontières avec nos clients.

BANQUE & FINANCE

Après une formation grande école de commerce ou d'ingénieur, vous avez acquis une expérience professionnelle réussie d'au moins 3 ans dans les métiers de la banque ou au sein d'une direction fonctionnelle de banque française ou étrangère de premier plan. Vous possédez un réel savoir-faire dans les domaines de l'organisation, du contrôle de gestion et des risques, des opérations de Banque Commerciale et/ou de Banque de Marché (dette/change, titres, produits dérivés...).

Vous intervenirez sur des projets d'organisation, de définition et de mise en place de systèmes d'information et de gestion auprès de grandes banques françaises et internationales.

R&E 06/BA

ASSURANCE

Diplômé(e) d'une grande école (d'ingénieur ou de commerce), vous possédez trois à cinq ans d'expérience acquise dans un cabinet de conseil ou dans une compagnie d'assurance à un poste opérationnel, informatique, commercial, de back-office production ou sinistres, d'organisation ou de contrôle de gestion.

Vous intervenirez sur des missions d'organisation, de pilotage de projets, de conception de systèmes de gestion, d'amélioration des performances commerciales, de maîtrise des coûts et des risques, de refonte des systèmes d'information.

R&E 06/AS

INDUSTRIE

Diplômé(e) d'une grande école (d'ingénieur ou de commerce), vous possédez 2 à 5 ans d'expérience opérationnelle acquise en entreprise industrielle ou dans un cabinet de conseil ou d'audit, dans les domaines de la comptabilité, la gestion financière, le contrôle de gestion, la logistique industrielle ou la gestion de production. Une expérience de mise en place de projets (ORACLE, SAP, JDE, DBS...) serait un atout supplémentaire. Vous intervenirez sur des missions d'organisation, de Business Process Reengineering, de gestion du changement et de conception de systèmes d'information et de gestion auprès de grands groupes industriels internationaux.

R&E 06/SG

Intégré(e) à PRICE WATERHOUSE, vous ferez partie d'une équipe pluridisciplinaire de haut niveau et serez chargé(e) de définir et d'appliquer des solutions pour nos clients. Pour ces trois postes, l'anglais professionnel est indispensable. Les postes sont basés à Paris et des déplacements ponctuels à l'étranger sont à prévoir. Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature sous référence choisie à Catherine VERDIER-CRASSOUS, PRICE WATERHOUSE MANAGEMENT CONSULTANTS, Tour AIG, 34 place des Corolles, 92908 PARIS La Défense 2 (Courbevoie).

Price Waterhouse Management Consultants



Futurs directeurs conseil en management

Nous sommes un groupe de conseil en gestion moderne, aux services diversifiés, fort d'un implanté en région. Nous développons notre activité de conseil en management aux PME-PMI et offrons une excellente opportunité de direction pour deux de nos centres régionaux.

Responsables de la vente et de la réalisation de missions de conseil, vous développez une clientèle de PME-PMI et un réseau de relations diversifié avec les décideurs de la région. Vous recrutez, formez une équipe pluridisciplinaire résolument tournée vers le développement.

A plus de 35 ans, avec une formation grande école d'ingénieur ou de commerce, vous avez l'expérience de la vente de services et du pilotage de projets d'organisation acquise soit en entreprise, soit dans le conseil. De plus, vous maîtrisez personnellement un domaine d'expertise fort (gestion-organisation, développement commercial, organisation industrielle, systèmes d'information...). Fortement centré sur le développement des affaires, vous aspirez à assumer la responsabilité managériale d'un centre de profit au sein d'une organisation reconnue.

Merci d'adresser lettre, CV et rémunération actuelle en précisant la région choisie sous référence 30393 à Media System, 6 impasse des Deux Cousins, 75849 Paris Cedex 17, qui transmettra.

Région de Lille - Région de Nancy

Consultants ALM

Gestion de bilan

Vous maîtrisez les enjeux de la banque (métier, organisation, objectifs...) et vous en comprenez les impacts sur le système d'information. Interlocuteur privilégié de nos clients, vous réalisez des missions de conseil et de formation et mettez en oeuvre notre outil de pilotage bancaire de seconde génération ALM II.

Bien introduit dans le secteur bancaire auprès des décideurs, votre bonne connaissance du domaine pourra également vous permettre de participer à l'avant-vente de notre produit.

Diplômé d'une Grande Ecole d'Ingénieurs ou de Commerce, vous avez une solide expérience de la gestion actif-passif dans le secteur bancaire, acquise en Cabinet de Conseil ou dans un poste de responsabilité dans une Banque. Vous maîtrisez bien l'informatique et l'anglais... Autonome, vous effectuerez également de courtes missions à l'étranger. Poste basé à Paris nécessitant une bonne mobilité.

Merci d'écrire sous réf. LM07 à Marie Claude Puteaux, CAP SESA FINANCE, 76 avenue Kléber 75116 Paris.

CAP GEMINI SOGETI
L'EXPERTISE INFORMATIQUE



Nous exerçons nos activités depuis 10 ans en France et depuis 25 ans en Allemagne. Notre clientèle est constituée d'entreprises renommées. Ces entreprises font également appel à nos services dans d'autres pays européens ainsi qu'aux Etats-Unis.

Notre manière de procéder a fait notre réputation. Nous exerçons notre activité de conseil dans le cadre de processus de communication. Nous analysons les structures visibles et celles cachées qui sont à la fois facteurs de succès et sources d'inertie chez nos clients: leurs objectifs et leurs ressources, leurs formes d'organisation, leurs modes de travail et de pensée, leurs luttes de pouvoir au niveau micropolitique....

Nous recherchons des

consultant(e)s futur(e)s partenaires

Le (la) candidat(e) idéal(e) présente le profil suivant :

- Vous êtes diplômé(e) d'une grande école ou d'un troisième cycle universitaire, et le champ de vos études vous permet d'appréhender des domaines d'activités dépassant vos spécialités, de préférence en sciences économiques ou sociales.
- Vous justifiez d'une expérience professionnelle au cours de laquelle vous avez pris conscience que la réalité sociale a des facettes multiples.
- Vous savez aller vers les autres sans réticence, pour pouvoir réaliser nos prestations mais également participer à notre développement commercial.
- Vous avez entre trente et quarante ans, pour pouvoir vous approprier les modes de pensée et les points de vue, qui sont à la base de notre travail.
- Vous parlez allemand, anglais et français, votre aisance dans ces langues a été renforcée par des séjours à l'étranger.

Metaplan
Consulting

1, rue du Ruisseau Blanc
F-91620 Nozay
Fax : 33-1-69 01 34 08

Goethestrasse 16
D-25451 Quickborn
Fax : 49-4 106-817 100

de : Thomas le Carpentier

Réf. à rappeler : TCM 777

à : Un chef de mission confirmé, 30 ans environ, ESC, MSTCF... mémorialiste ou expert-comptable, ayant une expérience de 6/7 saisons dans un cabinet d'audit réputé, une bonne expérience de la consolidation aux normes internationales, un anglais opérationnel, et souhaitant travailler pour une clientèle diversifiée (groupes cotés, PME/PMI...).

obj : CHEF DE MISSION AUDIT

Paris ± 400 KF

Un des grands cabinets français recherche un chef de mission confirmé pour son département audit. Celui-ci prendra la responsabilité de missions variées (audit légal et contractuel, comptes sociaux et consolidés, missions spéciales...) tant auprès de PMI/PME que de groupes importants ou cotés.

DEPARTEMENT FINANCE

33, rue Gémieux - 75012 Paris - Tél : (0) 44 75 52 00 - Fax : (0) 44 75 52 01

Pour en savoir plus sur les 2 cahiers Initiatives

Contactez le Département Emploi
du Monde Publicité

Tél. : 44-43-76-13

Fax : 44-43-77-32